

150



« Sans Visa » : le roman de la Loire

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14788 - 7 F

SAMEDI 18 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURN

Une Allemagne responsable

EN annonçant, jeudi 16 juillet, un durcissement de sa politique monétaire, la banque centrale allemande, la Bundesbank, alimente à nouveau l'argumentaire des opposants au traité de Maastricht. A quel bon vouloir construire l'Union européenne avec un pays, l'Allemagne, qui se soucie comme d'une guigne des intérêts de ses partenaires? Le relèvement du taux de l'escompte outre-Rhin, désormais à son plus haut niveau depuis 1931, est au contraire une nouvelle preuve de la nécessité de l'Union économique et monétaire (UEM).

Dénouant l'« égérie » des Allemands, les anti-Maastricht - de certains conservateurs britanniques aux communistes français - se sont naturellement précipités dans la brèche. Une fois de plus, les Allemands n'en feraient qu'à leur tête. La lutte contre l'inflation chez eux passerait avant la solidarité avec leurs partenaires européens. Pour assurer la puissance de leur monnaie, ils seraient prêts à laisser le chômage se développer chez leurs voisins.

L'ATTITUDE de la « Buba » conditionnerait même une certaine aversion germanique. Dans la capitale bavaroise, les ministres des finances des sept grands pays industriels avaient affiché, début juillet, une détermination commune à « créer les conditions d'une baisse des taux d'intérêt » dans le monde. Lundi encore, les grands argentiers de la Communauté européenne avaient renouvelé, à Bruxelles, leurs prévisions à l'égard d'un resserrement de la politique monétaire outre-Rhin.

Les dix-huit membres du conseil de la « Bundesbank » - selon l'expression du « Financial Times » - n'auraient écouté qu'avec un intérêt poli ces conseils venus de Munich, Bruxelles, Paris ou Londres, ridiculisant du même coup la France et son ministre des finances, M. Michel Sapin, qui avait expliqué, à son retour du G 7, qu'il ne saurait y avoir, à s'en tenir à l'esprit des discussions et aux « propos des responsables allemands », de hausse des taux outre-Rhin dans l'immédiat.

EN fait, la décision de la Bundesbank révèle, au contraire, de la part de l'Allemagne une prise en compte de ses responsabilités internationales. Le succès de la lutte contre l'inflation outre-Rhin n'est pas seulement un enjeu pour l'Allemagne, mais aussi pour toute l'Europe. En ce domaine, rares sont ceux qui peuvent se prévaloir d'une expérience plus concluante que la puissante institution germanique. Ensuite, les dirigeants de la « Buba » ont retenu, cette fois-ci, des dispositions techniques qui ne devraient pas trop affecter ses partenaires.

La hausse du taux de l'escompte allemand n'a d'ailleurs pas eu jusqu'à présent d'effet de contagion dans les autres pays européens (sauf l'Italie à dû relever ses taux). Alors qu'ils avaient sans doute anticipé la décision, les marchés financiers ont été peu affectés.

La concertation internationale, notamment européenne, a pesé sur la décision allemande. Insuffisamment, il est vrai. Un renforcement de la coopération s'avère nécessaire. Plutôt qu'une bataille inégale entre souverainetés monétaires, une souveraineté monétaire partagée s'impose. C'est justement l'ambition de la monnaie unique et de l'Union économique et monétaire (UEM).

Lire page 18 les articles de ERIC LE BOUCHER, FRANÇOISE LAZARE et LAURENT ZECCHINI

M0147 - 0718 0 - 7.00 F

Après le retrait de M. Ross Perot

Face-à-face Bush-Clinton pour l'élection américaine

Estimant qu'aucun candidat ne pourrait obtenir une « claire victoire » au scrutin présidentiel du 3 novembre s'il restait en lice, le milliardaire texan Ross Perot a annoncé, jeudi 16 juillet, son retrait. La course à la Maison Blanche se résumera donc au traditionnel duel entre républicains et démocrates. M. Clinton, qui a proposé aux Américains un « nouveau contrat », part avec une longueur d'avance dans les sondages, tandis que M. Bush recherche une stratégie électorale plus efficace.

NEW-YORK de notre envoyé spécial

S'il y a eu un vainqueur sur la scène politique américaine, en cette journée de coup de théâtre marquée par le retrait de l'indépendant Ross Perot de la course présidentielle, ce fut, en définitive, le système des partis : ce bipartisme qui dissuade toute troisième force. Le retour à un duel traditionnel change la configuration de la bataille du 3 novembre dans un sens que personne ne se risque encore à prévoir.

Démocrates et républicains se disent convaincus de pouvoir profiter de l'abandon du milliardaire texan. Alors que le candidat démocrate, M. Bill Clinton, fête son investiture en prononçant à

New-York un discours plein d'optimisme, M. George Bush ne se laisse pas de célébrer la meilleure nouvelle d'une campagne républicaine jusqu'à bien mal partie et se félicite du retrait de l'indépendant. Celui-ci n'a pas donné de consigne de vote à ses millions de sympathisants, qu'il laisse dans un état de rage indescriptible (voir l'article de Serge Marti), mais le sentiment dominant chez les républicains est que sa candidature affaiblissait davantage le président sortant que le gouverneur de l'Arkansas. L'homme d'affaires émettait et fragilisait l'électorat de M. Bush.

ALAIN FRACHON

Lire la suite et les articles de SERGE MARTI page 5

Les restrictions à la colonisation israélienne

Première concession de M. Rabin à Washington

A trois jours de l'arrivée en Israël du secrétaire d'Etat américain James Baker, le gouvernement de M. Itzhak Rabin a annoncé, jeudi 16 juillet, qu'il suspendait l'octroi des subventions publiques à la construction de nouveaux logements pour les colons dans les territoires occupés. Cette première mesure, de nature à satisfaire les Etats-Unis, a déjà été favorablement accueillie en Egypte, où M. Rabin devrait se rendre la semaine prochaine, à l'invitation du président Hosni Moubarak.



Lire les articles de PATRICE CLAUDE et ALEXANDRE BUCCIANI page 3.

Les fantômes d'Halabja, ville martyre

Dans un texte adressé au secrétaire général de l'ONU à leur retour du Kurdistan irakien, M^{me} Mitterrand et M. Kouchner en appellent à l'opinion mondiale.

M^{me} Danielle Mitterrand et M. Bernard Kouchner ont adressé à M. Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations unies, un témoignage sous la forme d'une « lettre ouverte » que nous publions aujourd'hui.

par Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner

Nous revenons d'une ville fantôme dont les survivants crient vers nous. Après Hiroshima,

méthodiques de M. Saddam Hussein. Les contours des rues et le dessin des places ont cessé d'exister. Des glissades de blocs en béton, des forêts d'armatures rouillées, au ras du sol, rappellent l'emplacement des immeubles.

Les tas de parpaings constituent les seuls abris de ceux qui, faute d'engins de travaux publics, s'obstinent à reconstruire avec leurs deux mains. Dans ces ruines terrifiantes errent encore des enfants que le gaz jaune rendit aveugles. Si Halabja n'est pas la seule ville

LE MONDE diplomatique

Juillet 1992

- **YOUgoslavie** : Un banc d'essai de la nouvelle Europe ? La coïtense myopie de la communauté internationale, par Paul-Marie de La Gorce. - La Serbie en plein désarroi, par Catherine Lutard. - Du projet d'union libre à l'étouffement des différences, par Catherine Samary. - La charte et le « gendarme », par Marcel Guérin.
- **ÉTATS-UNIS** : Quand la Maison Blanche est à vendre, par Serge Halimi. - A Canton, Ohio, un monde en sursis, par notre envoyée spéciale Ingrid Carlander.
- **RUSSIE** : Climat de froide dans la Fédération, par Pierre Clermont.
- **INÉGALITÉS** : De la production des richesses à la production des inégalités, par Denis Clerc. - Recréer l'échange social en France, par Jean-Pierre Bultez. - Opulente Europe aux 53 millions de pauvres, par Anne-Marie Michel.
- **CHINE** : Un capitalisme nommé socialisme, par Roland Lev.
- **ÉCOLOGIE** : Rio, la fondre et le ciel, par Ignacio Ramonet.
- **BANDE DESSINÉE** : En quête de l'Eldorado, découverte du diu blanc, par Philippe Videler.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Un Historial pour la Grande Guerre

Comment commémorer la première guerre mondiale sans célébrer ses massacres? comment expliquer à nos contemporains les mécanismes qui aboutirent à ce conflit? L'horreur vécue par les combattants sur les champs de bataille est-elle communicable? La vie quotidienne des belligérants - celle du « front » et celle de l'arrière - peut-elle être racontée simultanément? Les concepteurs de l'Historial de Péronne, inauguré le 16 juillet, ont tenté de répondre à ces questions en imaginant un musée d'un type nouveau. Musée dont les plans ont été confiés à Henri Ciriani. Cet architecte, doseur de lumière, poète et maître du béton, réinventeur du Mouvement moderne, dont il a repris les explorations, a signé là une de ses œuvres les plus exigeantes.

Lire les articles d'EMMANUEL DE ROUX et de FRÉDÉRIC EDELMANN page 16

L'ÉTÉ FESTIVAL

Le triomphe du libertin

AUX-EN-PROVENCE de notre envoyée spéciale

Le Festival d'Aix-en-Provence a fait ses comptes et renoncé au King Arthur de Purcell prévu dans l'euphorie de la relance, l'été dernier. Ainsi la manifestation la plus « bourgeoise » de France bascule dans l'audace par simple amputation de sa programmation et propose, autour d'un Don Giovanni unanimement contesté (le Monde du 15 juillet), deux opéras nés dans le demi-siècle : Rake's Progress de Stravinsky et le Songe d'une nuit d'été de Britten. Le second n'est qu'une reprise, il est vrai. Mais le public a cessé de boudier les fêtes académiques de la mise en scène de Robert Caron : les salles étaient aux trois quarts louées pour les quatre représentations prévues cet été.

L'English Chamber Orchestra a remplacé l'Ensemble orchestral de Paris, Stuart Bedford en obtient des sonorités archaïques, James Bowman

La commémoration de la rafle du Vel d'Hiv'

La commémoration de la rafle du Vel d'Hiv' a été marquée, le 16 juillet, à Paris, par le discours du président du Conseil constitutionnel, qui a prolongé les propos tenus le 14 juillet par M. Mitterrand. Dans cette déclaration, dont nous publions le texte intégral, M. Robert Badinter indique que la République « ne saurait être tenue pour comptable des crimes commis par les hommes de Vichy », mais « doit à leurs victimes l'ultime hommage de l'enseignement de la vérité et la force de la justice ».

Lire pages 8 et 9 nos informations et les articles de PATRICK JARREAU et PHILIPPE BERNARD

La convocation de M. Emmanuelli

Convoqué aux fins d'inculpation dans l'affaire Urba en sa qualité d'ancien trésorier du PS, M. Emmanuelli a estimé qu'il s'agit « d'inculper le Parti socialiste », tandis que M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, dénonçait « un véritable complot mené contre la République ». Réflétant la centralisation politique du financement socialiste, la décision des magistrats renvoie s'inscrit dans la logique judiciaire du dossier.

Lire page 11 les articles d'ANNE CHEMIN et EDWY PLENEL

Le premier ministre yougoslave à Paris

M. Panic se veut un « homme de paix », page 6

Publicité et transparence

Le Conseil de la concurrence met en cause des ententes entre supports et centrales d'achat d'espaces, page 19

POINT

La partition de la Tchécoslovaquie. Lire notre dossier page 7 et nos informations page 6

Le sommaire complet se trouve page 24

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 480 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA RVN, 2 \$; USA others, 2,50 \$.

DÉBATS

Europe

Les limites de la communication

par Dominique Wolton

Le débat sur Maastricht et l'Europe illustre le rôle ambigu assigné à la communication dans nos démocraties. On réduit, en effet, les réticences croissantes à l'égard de l'Europe à un manque d'information, alors qu'elles reflètent les incertitudes, sur l'avenir de l'Europe, et les difficultés à dégager les clivages d'une réalité encore incertaine.

Cinq facteurs objectifs expliquent la déstabilisation du cadre d'interprétation historique.

D'abord le changement d'échelle de la construction européenne. Maastricht, dépassant l'Acte unique, accélère l'intégration économique et politique. Simultanément, l'Europe ne relève plus seulement de la compétence des gouvernements et des technocrates, mais aussi des opinions publiques et du suffrage universel. Elle entre dans l'ère de la démocratie de masse. Hier lieu de débats pour quelques milliers de personnes, elle l'est aujourd'hui pour près de 380 millions de personnes. Chaque citoyen, en national devient d'un coup, citoyen d'un espace politique plus vaste, dont il n'a guère encore l'expérience. Cette modification d'échelle à l'Ouest se double d'un élargissement vers l'Est où en moins de trois ans le communisme s'est effondré, rapprochant les deux moitiés de l'Europe, au prix de la découverte d'une séparation radicale, moins sur le plan économique et politique que social, culturel, religieux et esthétique.

Bref, tout change, et vite mais, au lieu de prendre son temps, une sorte d'urgence s'installe, visible dans la dramatisation autour de Maastricht. Pourquoi cette urgence ? L'adversaire contre lequel l'Europe s'est en partie constituée s'est autodissous. Pour mieux aider l'Est ? On ne cesse de le tenir à distance. Pour renforcer le caractère démocratique de l'Europe ? Il faut pour cela du temps,

et les capacités symboliques des peuples pour intégrer un tel changement sont plus lentes que le calendrier du volontarisme politique.

Résultats de ces fantasmes et rapides changements d'échelle ? Les décisions vont plus vite que l'apparition des cadres d'interprétation et des enjeux politiques. Les partisans de Maastricht parlent d'une « suite logique et rationnelle », mais tout le monde perçoit l'importance de ce saut qualitatif, difficile à évaluer faute d'outils symboliques. Le problème n'est pas cette dimension de pari, mais la manière dont elle est gommée. Deux exemples simples et fondamentaux illustrent l'importance du non-dit.

Les mots n'ont pas le même sens

Chacun sait que l'enjeu concerne à terme l'autonomie des États-nations et la nature du fédéralisme européen. Mais on ne parle de l'État-nation que dans sa dimension négative, pour dénoncer les méfaits du nationalisme en s'appuyant, comme repoussoir, sur les événements de l'Europe de l'Est. Pourtant les conditions du nationalisme sont, ici et là, très différentes. L'anathème sur le nationalisme, merveilleux cadeau fait à l'extrême droite, constitue un exemple typique du refus de comprendre comment la nouvelle échelle de construction de l'Europe oblige à réexaminer tous les concepts politiques traditionnels.

De même le fédéralisme, dont ont fait les mots même s'il est sur toutes les langues, est-il un des paramètres essentiels de tout débat sur la future organisation politique de l'Europe. Comme on craint les oppositions idéologiques qu'il suscite, on en parle le moins possible. Tout le monde appelle ainsi à un « vrai débat » et à des « choix clairs », à condition de ne pas par-

ler de l'essentiel. Diffuser massivement le texte d'un traité, par ailleurs déjanté, ne change rien. Pourquoi ? Parce qu'il ne s'agit pas d'abord d'un problème d'information et de communication mais de l'absence des catégories mentales, culturelles et politiques pour appréhender une réalité encore peu lisible.

A ces deux difficultés s'en ajoute une troisième. Aucun de ces mots essentiels, État, nation, République, citoyen, souveraineté, etc., n'a réellement le même sens d'une culture politique à l'autre. Tout simplement parce que les histoires, comme les références, sont différentes. De toute façon les mêmes mots, traduits en neuf langues, ne simplifient pas les conditions de compréhension. Un exemple : le débat sur le mot « liberté ». A l'Ouest il est inséparable de la politique, à l'Est il est d'abord synonyme de liberté économique, contre laquelle la liberté politique s'oppose en bonne partie. Ouvrir un débat sur l'essentiel tout en ne sachant pas comment l'aborder, en énonçant les démons du passé et en n'étant pas certain de se comprendre, explique la réaction qui vise à réduire le débat sur l'Europe à un problème d'« explication ». Mais, si les citoyens sont réticents, c'est moins par « absence d'information » que par manque de temps pour intégrer la fantastique mutation que constitue la construction volontariste et démocratique d'une nouvelle entité politique. Le temps des élites politiques, technocratiques et intellectuelles n'est pas toujours celui des peuples.

L'absence de cadre de discussion se retrouve dans le contresens sur le principe de subsidiarité. On le met en avant pour rassurer ceux qui voient dans l'Europe la mise en place d'une immense bureaucratie tentaculaire : le niveau européen ne s'occupe que de ce qui n'est pas traité aux plans national et régional. Mais à quoi assistons-nous au contraire aujourd'hui dans la réalité des arguments ? Exactement au processus de subsidiarité à l'envers ! On investit l'Europe du soin de résoudre tous les problèmes relevant du cadre national : emploi, croissance, éducation, politique étrangère... Résultat ? On qualifie d'« anti-européen » tout discours qui soulève des objections ou des réticences. Mais un tel procédé, largement utilisé dans le passé, est ici inapproprié car il n'existe pas « une échelle de Richter de l'europhobie ».

La réintroduction du passé

Qui peut aujourd'hui prétendre détenir l'étalon susceptible de hiérarchiser les discours ? Dans la pratique, le chantage existe cependant car tout acteur émettant des réserves sur le processus actuel réaffirme immédiatement qu'il est « naturellement » réceptif. Pourtant les oppositions concernent moins le fait d'être européen ou anti-européen que différentes manières de l'être, car il y a en réalité très peu d'anti-européens. Mais en dichotomisant sur ce mode, on renforce la vision synchrone de l'histoire, et le débat s'enferme dans une opposition moderniste/archaïque, rétrograde/progressiste, inadaptée au stade actuel, où le changement

d'échelle renvoie au contraire aux catégories de l'histoire.

On retrouve ici l'ambiguïté de la logique de l'information. Adaptée au discours moderniste, elle l'est moins à un projet politique qui, en touchant à l'identité des États-nations et à leur souveraineté, réintroduit le passé et le débat sur les valeurs. Cette prégnance du modèle de l'information et de l'explication est le symptôme de l'inexistence du cadre idéologique et politique de la nouvelle Europe. On met d'autant plus en avant la rationalité et l'information que les oppositions politiques futures sont encore peu constituées. Que faire ? Mieux comprendre les représentations des uns et des autres et dépasser certains discours eurocratiques qui, bardés de bonne conscience et de la certitude de marcher dans le sens de l'Histoire, parlent, anticipent et admonestent... Mais ils ont été si nombreux, depuis un siècle, à être persuadés de marcher dans le sens de l'Histoire qu'il faudrait éviter les mêmes erreurs et excommunications...

Si l'on veut un réel débat, la première des conditions est de reconnaître qu'il se fait autour de valeurs aussi respectables les unes que les autres, et non pas autour de la dichotomie vrai/faux, archaïque/moderne. La seconde est de viser l'objectif politique, et non de s'abriter derrière des promesses économiques, car la somme des intérêts ne suffit pas à produire les valeurs indispensables pour justifier un tel bouleversement politique. Il n'y a rien d'objectif et de naturel dans la construction de l'Europe, et c'est le plus simple qui a été fait jusqu'à présent.

La troisième condition est de ne pas systématiquement valoriser l'élargissement en présentant comme créative et inépuisable toute affirmation identitaire. L'identité n'est pas un obstacle, mais une condition de l'Europe. Notamment pour la compréhension entre les deux Europe, où prévaut, pour le moment, de la part de l'Ouest un imperceptible mais indépassable sentiment de supériorité, source de rancœur. Si trois ans de liberté débouchent sur le désintérêt de l'un et la rancœur, c'est parce que le modèle de la communication qui domine à l'Ouest dans sa découverte de l'Est est pauvre, rationnel et moderniste. Or c'est le même modèle moderniste souvent trop étroit qui prévaut au sein du débat à l'intérieur de la CEE. Pourtant, il n'y a rien de moderne avec l'Europe, ou plutôt la modernité ne vaut que si elle est capable d'assumer le passé.

On comprend, dans cette phase incertaine et fascinante dans laquelle nous entrons, le poids que pèsera la communication. La manière dont elle prendra en compte, qualifiera ou déqualifiera l'altérité des points de vue et l'histoire aura une influence sur la façon dont les peuples et les nations accepteront ou non la construction d'une nouvelle histoire.

La communication ne simplifie aucun problème, elle les complique tous. Parce qu'elle les rend visibles.

► Dominique Wolton est directeur du laboratoire Communication et politique du CNRS.

Réponse à Edgar Morin

Le paradis artificiel

par Max Gallo

MAASTRICHT — texte technique s'il en fut — marque-t-il en fait le retour flamboyant de l'idéologie la plus débridée dans le débat politique et intellectuel français ? C'est-à-dire le refus débridé d'examiner le réel pour ce qu'il est, de l'analyser avec lucidité et rigueur et, à partir des conclusions ainsi obtenues, de se déterminer en raison ? On peut le craindre à la lecture d'un article exemplaire — d'Edgar Morin — parce qu'il illustre avec talent la méthode et le langage des partisans les plus inspirés de Maastricht. Edgar Morin est un de ceux en effet qui s'efforcent de « penser l'Europe », c'est un visionnaire qui a su se livrer, l'un des premiers, à une autocritique remarquable de son parcours communiste.

Dès lors il est fascinant de le voir, à propos de l'Europe et de Maastricht, reproduire une structure de raisonnement, qui renvoie à l'idéologie des années 50. Que nous dit-il en effet des « Espoirs et peurs d'Europe » (le Monde du 1^{er} juillet 1992) ?

D'abord d'un revers de plume il écarte le réel du traité. « La lettre du traité est illisible... C'est juridiquement un mauvais traité... Car ce réel est déguisé : « le traité est moins important que la contexture historique » et « politiquement [c'est] un bon événement s'il est catalyseur et propulseur ».

Premier saut idéologique : n'y a-t-il aucun lien entre la réalité d'un texte diplomatique contraignant (à combien !) et le contexte historique et politique, entre la nature de la catalyse et celle de la propulsion ?

Changéons les termes et nous retrouvons un refrain fort à la mode chez les idéologues les plus habiles : il y a quelques décennies, l'URSS est, dans sa réalité, insupportable mais c'est sans importance, le contexte et le projet qu'elle incarne sont bons. Faisons les yeux sur sa réalité, pensons à l'avenir.

Naturellement l'argumentation ne se limite pas à ce premier tour de passe-passe. Un niveau de réalité est présenté avec force pour justifier ce choix : mondialisation, fin des paysannes, civilisation homogénéisée, mégapoles tentaculaires et jusqu'aux problèmes de la drogue, pour conclure que l'État-nation est incapable de faire face à ces nouvelles données.

Mais cette réalité est assise à un tel degré de généralité qu'elle est à la fois incontestable (qui pourra par exemple rétorquer qu'il y ait des « problèmes de développement de la civilisation techno-industrielle » ?) et totalement décalée par rapport à la question posée : Maastricht est-il ou n'est-il pas le moyen de favoriser la maîtrise des évolutions que personne ne discute ? Il faudrait, en effet, pour répondre à cette interrogation précise, retourner au texte, l'analyser techniquement — qu'apporte la monnaie unique en ce qui concerne la civilisation technico-industrielle ? Sur quels points la banque centrale indépendante permettra-t-elle, ou non, d'approcher des solutions en ce qui concerne les inégalités entre le Nord et le Sud, dont on sait, par exemple, qu'elles jouent un rôle dans le développement du commerce de la drogue. Mais, foin du texte, nous a-t-on dit, il est illisible et juridiquement mauvais.

La réalité peinte ainsi à

grands traits n'est donc pas, en fait, une réalité « opératoire » prise pour elle-même, mais une modalité du discours idéologique. Deuxième saut. Classique aussi. Les marxistes nous ont ainsi décrit la « réalité » de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, ses contradictions, les effets de ce système de production, et le caractère général de leur description contenait des éléments incontestables. Mais quel était le rapport entre cette « réalité » et les solutions apportées pour la modifier (révolution, socialisme, etc.) ? Il s'agissait seulement d'une présentation du réel visant à justifier un choix préalable.

Mais comment, dès lors, combler la différence de « niveau » entre un réel (le traité), une réalité (stratégorique et vague) et la nécessité de convaincre : il faut voter oui. Hier, il fallait faire la révolution.

Un troisième saut idéologique, classique ici encore, est indispensable. Faire appel à l'avenir, à la croyance. Le texte de Morin est riche en termes significatifs : mission, foi, pari pascalien. En même temps qu'il fait référence à un « cours inexorable » de l'histoire, certains auteurs (Elizabeth Guigou) font même de Maastricht l'aboutissement d'un processus historique commencé à la fin de l'Empire romain ! Et la conclusion est superbe : « C'est pourquoi nous devons faire l'Arche de Noé européenne et vers la pleine mer de fin du millénaire, préparer le bateau pour la tempête. »

Vogue la galère !

Faut-il rappeler les références au « sens de l'histoire », qui émaille tout les propos idéologiques, à l'URSS comme fin du chemin parcouru par les hommes depuis Sparte, etc.

Nous voyons ainsi, en France, ressurgir, à propos de Maastricht — et nous sommes le seul pays à aborder le débat de cette manière, et les symptômes d'une maladie d'Aron avait si bien caractérisée dans son *Opium des intellectuels*. Une fois de plus se manifeste, dans les élites de notre pays, cette incapacité à penser l'articulation concrète (entre des réalités générales et un projet d'avenir utopique) qui s'appelle précisément la politique, ou sens noble du mot, c'est-à-dire le traité de Maastricht dans sa litéarité, dans sa réalité : celle du présent historique. Comme si ce présent — qui est la concession, à un instant précis, des rapports de forces qui vont déterminer, pour une part, l'avenir et lui donnent déjà son sens — il fallait le fuir. Maastricht est le sens de la construction européenne comme l'URSS de Staline était le sens de la révolution russe et contenait son avenir, malgré toutes les beautés fulgurantes des idéologues.

Hélas, les phrases, les envolées rencontrant un jour le réel du réel, et contre lui les arches de Noé se fracassent. Il suffirait de tourner quelques pages du même *Monde* du 1^{er} juillet pour découvrir une correspondance de Bruxelles, ainsi tirée : « L'après-Maastricht prend déjà un goût amer. »

Qu'importe, n'est-ce pas, vogue la galère !

► Max Gallo est écrivain et député (PS) au Parlement européen.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75601 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.906F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
de « Le Monde »
112, rue de Valenciennes
94032 IVRY CEDEX
Tél. : 31.43.77

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Ayris
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDPUB 634 125 F
Téléc : 46-62-99-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Médias Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-18 - Topex LEMONDE
ou 36-18 - Topex LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris 15 201 MON 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappet, directeur de la rédaction
Jacques Guiz, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amélie, Thomas Ferençzi,
Philippe Harman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE 75601 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde EN VENTE

EN PROVINCE

LE SOIR MÊME DE SA PARUTION

Pour connaître la liste des villes servies
et des points de vente,
vous pouvez consulter notre service minitel

3615 LEMONDE

1992-07-18

150

ÉTRANGER

Le gel partiel du développement des implantations dans les territoires occupés

Israël fait un geste avant la visite de M. Baker

Le nouveau gouvernement israélien a donné, jeudi 16 juillet, un coup de frein à la colonisation des territoires arabes occupés. Les projets de construction de quelques milliers de logements devraient être suspendus dans les implantations juives en Cisjordanie et dans le bande de Gaza. Avant la visite du secrétaire d'Etat américain James Baker, attendu dimanche à Tel-Aviv, cette décision doit avoir pour effet d'améliorer considérablement les relations entre Israël et les États-Unis.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Les colons sont furieux, c'est bon signe. » Si la diplomatie est parfois plus affaire de signaux que de substance, ce haut fonctionnaire israélien, proche du nouveau gouvernement de M. Itzhak Rabin, a mis dans le mille. Annoncée jeudi par le ministre du logement, M. Benjamin Ben Eliezer, la décision de geler temporairement tous les contrats de construction déjà

signés ou prévus par l'équipe de M. Itzhak Rabin a été perçue par les organisations de colons comme une « véritable déclaration de guerre ».

Naguère, chacune des navettes israéliennes de M. James Baker - il y en eut neuf en dix-huit mois - était « saluée » par l'agrandissement, voire la création, de telle ou telle implantation juive dans les territoires occupés.

Une différence d'approche

Le secrétaire d'Etat, qui estime que la colonisation constitue un sérieux « obstacle à la paix », en était chaque fois fort marri. Mais il n'y avait rien à faire. C'était au temps où M. Itzhak Shamir était le maître et l'idéologue du « Grand Israël » le fondement de l'action gouvernementale.

Cette fois, comme pour mieux illustrer l'immense différence de style et d'approche qui existe entre la précédente administration et celle qui s'installe sous la direction de M. Rabin, le gouvernement a fait cette annonce trois jours avant l'arrivée de M. Baker à Jérusalem, et, joignant le geste à la parole, va jusqu'à interdire le déploiement

dans les territoires d'un chargement de logements préfabriqués.

Tout cela ne préjuge évidemment rien de la suite qui sera ultérieurement donnée, après examen, aux projets d'agrandissement de telle ou telle implantation dans les territoires. Mais il est clair que, même si le gouvernement se défend d'avoir lié sa décision à la visite du diplomate texan, la démarche marque un tournant psychologique qui ne peut être que très apprécié à Washington.

Le long périple que M. Baker entreprend ce week-end dans la région, après plusieurs mois d'interruption, a un double objectif : Washington veut relancer la dynamique du processus de paix sérieusement mise à mal par les attentats meurtriers contrôlés de M. Shamir, et M. George Bush, dont la cote électorale n'est pas, en ce moment, très favorable aux États-Unis, ne détesterait pas avoir quelque chose de concret à présenter à son opinion publique avant les élections de novembre. Le président mettra d'ailleurs, si l'on peut dire, la main à la pâte en recevant, dès la première quinzaine du mois d'août et pendant ses congés d'été à Kennebunkport (Maine), le nouveau chef de l'exécutif israélien.

M. James Baker espère d'autre part avoir quelque chose à présenter aux chefs d'États arabes qui recevront sa visite après les quarante-huit heures qu'il envisage de passer en Israël. L'idée qui court les salles de rédaction à Jérusalem est que l'atmosphère devrait être sérieusement dégelée avant la prochaine session des négociations bilatérales entre Israël et les délégations arabes, laquelle pourrait avoir lieu dans la première semaine de septembre à Rome.

« Une sensation d'optimisme »

Pour parvenir à ces ambitieux desseins, l'administration américaine dispose d'une arme redoutable dont elle s'est déjà servie : les fameuses garanties bancaires de dix milliards de dollars dont l'État juif, tous les experts sont désormais d'accord, a un urgent besoin pour redéployer son économie et absorber les immigrants de l'ancienne URSS.

Brutalement résumée, la tactique que va employer M. Baker avec M. Rabin tient en une phrase : si vous nous aidez à remettre le processus de paix sur les rails, si vous nous montrez coopératifs et ouverts aux compromis, vous avez

LIBAN : malgré l'opposition du camp chrétien Le Parlement a adopté une nouvelle loi électorale

Passant outre à l'opposition du camp chrétien, le Parlement libanais a adopté, jeudi 16 juillet, par 64 voix contre 13, une nouvelle loi électorale ouvrant la voie aux premières élections législatives depuis vingt ans, que le gouvernement pro-syrien de M. Rachid Solh envisage d'organiser cet été. Vingt-neuf des 106 parlementaires étaient absents.

La loi instaure le scrutin de liste majoritaire à un tour, selon un découpage en douze circonscriptions, alors que l'accord interlibanais de Taëf (1989) prévoyait la division du pays en cinq *mohafazat* (gouvernorats). En outre, la loi porte le nombre des députés à 128, alors que les signatures de Taëf étaient censées de 108.

La veille, dans un entretien publié par le quotidien *Orient-Le Jour*, le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, considéré comme « Monsieur Liban » à Damas, avait apporté le soutien de la Syrie au projet « sage et avisé » du gouvernement libanais d'organiser un scrutin cet été. A ses yeux, les opposants aux élections « tentent de créer des tensions », dans l'espoir « d'améliorer leur position ». « Nous leur conseillons de renoncer à de tels paris », avait ajouté M. Khaddam.

Arguant, par ailleurs, du fait que la réforme de la Constitution au Liban n'avait pas encore été, selon lui, conduite à son terme, M. Khaddam avait annoncé que l'armée syrienne ne se replierait pas en septembre prochain sur la Bekaa, dans l'est du pays, comme le préoyaient les accords de Taëf. (AFP)

une bonne chance d'obtenir rapidement tout ou partie des garanties que nous avons dû refuser à votre intransigeant prédécesseur.

Entre l'Amérique et Israël, disait jeudi l'ambassadeur des États-Unis à Tel-Aviv, « il y a comme une sensation d'optimisme ». Bien entendu, ajoutait M. William Harrop, « M. Baker souhaite, entre autres, discuter de la politique du nouveau gouvernement en ce qui concerne les implantations ». Après tout, laisse-t-il entendre, c'est uniquement la politique appliquée sur ce point par l'équipe précédente qui empêcha la Maison Blanche « de faire ce que nous souhaitons faire, à savoir aider Israël à absorber ses immigrants ».

En fait, ce n'est plus un secret et

les Palestiniens n'ont pas tort de s'en émouvoir, l'administration américaine est prête, sous réserve d'inventaire, à accepter le principe énoncé par M. Rabin d'une distinction entre colonies « politiques » et implantations « stratégiques ».

Dans ces dernières et à condition que cela se fasse discrètement, l'État juif pourrait continuer à construire sans encombre, au-delà de ce que la gesticulation diplomatique internationale exigera, les foudres de la dernière super-puissance. Dans certaine chancellerie occidentale on susurre d'ailleurs qu'en définitive M. Baker « n'a jamais

été opposé par principe » au concept développé par M. Rabin.

Reste à préciser et le secrétaire d'Etat, laisse-t-on entendre, ne se satisfait pas des définitions vagues et incertaines qui ont été jusqu'ici fournies par le nouveau premier ministre (voir encadré). « Les Américains, révélait M. Rabin le 23 avril dernier, étaient prêts (dans leurs négociations avec M. Shamir) à accepter un compromis sur la base de huit à neuf mille logements pouvant être terminés. » Le sous-entendu est qu'ils ne pourront faire moins avec le pouvoir travailliste.

PATRICE CLAUDE

Colonies « politiques » ou « stratégiques » : une distinction floue...

Colonies « politiques » ou « stratégiques » ? La distinction reste floue. « Jamais Israël ne redescendra du plateau du Golan. Les implantations juives y seront renforcées. » « Aucune des colonies existantes au-delà de la ligne verte - en Cisjordanie et à Gaza - ne sera démantelée par la force. » « Je n'accepterai pas qu'il soit interdit par principe à des juifs de s'installer au-delà de la ligne verte ».

Enregistrées avant, pendant et après la campagne électorale, ces déclarations du nouveau premier ministre d'Israël constituent les quatre grands axes sur lesquels le gouvernement devrait fonder sa politique. Pour le reste, l'ambiguïté et le vague ont été délibérément entretenus. « Opposé depuis vingt-cinq ans, au développement des colonies politiques dans les régions densément peuplées de Palestiniens », le premier ministre n'a jamais promis d'empêcher l'agrandissement des points de peuplement existants. Il s'est simplement engagé à « stopper les subdivisions » que le gouvernement précédent leur avait fait.

M. Rabin s'est engagé à « veiller à ce qu'aucune implantation politique nouvelle, susceptible d'entraver le cours du processus de paix et des négociations en vue de l'autonomie des Palestiniens » ne soit édictée.

Le sous-entendu de ce qui précède est que si les colonies « politiques » existantes trouvent ailleurs les moyens de financer leur développement, le gouvernement ne leur facilitera certes pas la tâche, - notamment en

matière d'infrastructures - mais elles seront libres de s'agrandir. Reste à définir le concept de « colonies politiques » et « les régions » dans lesquelles celui-ci se serait solidifié.

Dans un entretien, publié le 19 juin par *Meariv*, le chef du gouvernement donnait une version assez précise de ce qu'il nomme les « implantations politiques ». « Ce sont celles qui ne sont ni dans le Grand Jérusalem et ses environs, - concept nouveau, ouvert à toutes les interprétations - ni à Gush Etzion, - point de peuplement travailliste situé à 15 km au sud de Jérusalem - ni le long des lignes de cessez-le-feu, ni celles qui sont situées à trois ou quatre kilomètres de la « ligne verte », entre Kfar Saba et Netanya ».

Demière indication précieuse pour les futurs cartographes palestiniens, M. Rabin a plusieurs fois déclaré que « sans aucun doute » et quel que soit le détail de l'accord d'autonomie qui sera négocié, « Israël gardera le contrôle, terre, air et mer, de toutes les entrées d'Égypte et de Jordanie ».

Bref, si l'on retient la définition la plus large fournie pour les implantations « politiques » tant nommées, ce sont une centaine de colonies sur cent quarante-deux qui ont du souci à se faire. En revanche, avec la définition la plus restrictive, 60 à 70 % des habitants juifs de Cisjordanie et des environs de Jérusalem qui, ayant le chance d'habiter des implantations « stratégiques », peuvent donc dormir tranquilles.

P. C.

Prochain sommet israélo-égyptien

LE CAIRE

de notre correspondant

Une rencontre entre le président Hosni Mubarak et le premier ministre israélien Itzhak Rabin devrait avoir lieu la semaine prochaine en Égypte, a-t-on indiqué de source autorisée, jeudi 16 juillet, au Caire, en précisant que l'invitation officielle devrait être incessamment transmise par les canaux diplomatiques.

Expliquant les raisons du changement d'attitude de M. Mubarak, qui avait toujours refusé de rencontrer M. Itzhak Shamir, le porte-parole de la présidence égyptienne, M. Mohamed Abdel Monem, a estimé que « contrairement à son prédécesseur, M. Rabin a fait preuve, dès son accession au pouvoir, de sa volonté de faire progresser le processus de paix ».

M. Abdel Monem a donné pour exemple de cette « bonne volonté » la décision prise jeudi par le gouvernement israélien d'annuler des contrats de construction de logements dans les territoires occupés. « Cette mesure est de nature à créer un climat propice avant la rencontre Rabin-Mubarak », a ajouté le porte-parole. Le président Mubarak, qui n'est jamais allé en Israël depuis son accession au pouvoir en 1981, avait refusé de rencontrer le précédent premier ministre israélien, jugeant qu'il n'y avait pas « de réelles chances d'enregistrer des progrès sur la voie de la paix ».

La visite de M. Rabin sera la première d'un chef de gouvernement israélien depuis le voyage de M. Shimon Peres en septembre 1985 (ce dernier s'est ensuite rendu en Égypte en sa qualité de ministre des affaires étrangères puis des finances en 1987 et 1990). M. Rabin a visité pour la dernière fois l'Égypte en 1989 quand il était ministre de la défense.

ALEXANDRE BUCCIANTI

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : dans la résolution 765

Le Conseil de sécurité de l'ONU appelle à une reprise du dialogue

Les quinze membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont adopté à l'unanimité, jeudi 16 juillet, une résolution condamnant l'escalade de la violence en Afrique du Sud, sans dénoncer le gouvernement de Pretoria. La texte appelle à une reprise des négociations politiques entre Blancs et Noirs, en invitant le secrétaire général de l'Organisation, M. Boutros Boutros-Ghali, à envoyer un représentant spécial dans le pays.

Avant même que la résolution 765 ne soit adoptée, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha, avait estimé que « pour la première fois depuis la création des Nations unies, l'ANC (le Congrès national africain) est confronté à une résolution qui ne lui convient pas du tout ». Durant la période de l'apartheid, les Nations unies « avaient une seule fonction : nous condamner et nous menacer », a affirmé M. Botha dans une intervention à la télévision sud-africaine. Maintenant, elles veulent nous aider. Maintenant, elles veulent nous condamner. Nous n'allons pas vous condamner. Nous avons considéré toutes les parties en présence, nous les avons toutes écoutées. Vous feriez mieux de retourner à la table des négociations. »

La résolution condamne en effet

« l'intensification de la violence en Afrique du Sud et en particulier le massacre qui s'est produit dans le township de Boipatong le 17 juin 1992, ainsi que les incidents qui s'en sont suivis, notamment le fait qu'il a été tiré sur des manifestants sans armes », mais sans mettre en cause le gouvernement sud-africain, auquel il est simplement demandé de prendre immédiatement « des mesures pour faire cesser (...) les violences actuelles et conduire en justice les responsables ».

Un représentant nommé d'urgence

Le représentant spécial de l'ONU qui, selon la résolution, sera nommé « d'urgence », aura pour mandat de recommander, après consultation des parties, de telles mesures et de « créer des conditions favorables à des négociations » pour « une transition pacifique vers une Afrique du Sud démocratique, non raciale et unie ». On est loin de la mission d'enquête réclamée initialement par l'ANC, souligne-t-on de source diplomatique.

Les pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) auraient souhaité une résolution beaucoup plus contraignante pour le gouvernement de Pretoria. « On n'est pas content de ce projet de résolution, disait un diplomate africain avant le vote, mais on ne peut pas le dire publiquement car le Conseil a tout de même décidé de nommer un représentant spécial pour l'Afrique du Sud. » - (AFP, Reuters)

■ ALGÉRIE : manifestations d'islamistes après la condamnation des dirigeants du FIS. Plusieurs centaines d'islamistes ont manifesté, dans la nuit du jeudi 16 au vendredi 17 juillet, à Alger, après la condamnation des dirigeants du Front islamique du salut (FIS) par le tribunal militaire de Blida (le Monde du 17 juillet). La manifestation s'est dispersée sans incidents. La veille, les forces de l'ordre avaient fait usage de leurs armes pour disperser des manifestations analogues. Un communiqué du FIS dissous avait appelé la population à « exprimer par tous les moyens son refus du verdict rendu contre ses dirigeants ». De son côté, le président du tribunal militaire, M. Lakhdar Bouchicheb, a admis mercredi, dans un entretien publié par *El Moudjahid*, que les condamnés avaient commis des « délits d'opinion » et que le tribunal, en rendant un verdict de clémence, avait essayé « de satisfaire toutes les parties... y compris l'opinion publique ». - (AFP)

■ BURUNDI : trois nouvelles condamnations à mort pour les membres de novembre. - Trois personnes, dont deux dirigeants du

parti d'opposition Palipehutu, accusés d'être entrés clandestinement au Burundi dans le but de « prendre les armes contre l'Etat et de massacrer des populations civiles et militaires », ont été condamnées à la peine capitale, et quarante-quatre autres à des peines de vingt ans de prison, jeudi 16 juillet à Bujumbura, selon des sources judiciaires. Deux personnes avaient déjà été condamnées à mort pour participation aux attaques armées de novembre 1991 (le Monde du 9 juillet). - (AFP)

■ TOGO : le rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme sera transmis à la justice. - Le gouvernement de transition a décidé, jeudi 16 juillet, de transmettre à la justice le rapport établi par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) sur l'attentat commis contre un dirigeant politique, M. Ghislain Olympe (le Monde du 11 juillet). Selon un communiqué publié à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire, ce rapport, qui met en cause plusieurs militaires, dont l'un des fils du président Eyadéma, devrait « permettre l'ouverture d'une procédure judiciaire ». - (AFP)

Après l'assassinat d'un « béret bleu » au Kurdistan

Des consultations seraient en cours pour une nouvelle action armée contre l'Irak

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondante

« L'Irak cherche la bagarre avec le Conseil de sécurité. » C'est ainsi que l'ambassadeur britannique aux Nations unies, Sir David Hannay, résume la tension actuelle entre le gouvernement de Bagdad et l'ONU, où, selon des sources informées, les trois alliés occidentaux de la guerre du Golfe, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, ont déjà entamé des consultations concernant une nouvelle opération militaire contre le gouvernement de M. Saddam Hussein.

Le défi irakien au Conseil de sécurité, qui dure depuis plusieurs semaines, a atteint son point culminant avec l'assassinat, dans la nuit du jeudi 16 au vendredi 17 juillet, d'un « béret bleu » de l'ONU dans la région de Dohouk, dans le nord de l'Irak. Le garde fidjien, R. Takia, a été tué dans son lit d'une balle dans la tête.

L'Irak, qui a rompu les négociations sur la vente de pétrole autorisée par le Conseil de sécurité pour l'achat de vivres destinés à la population civile, refuse aussi de renouveler un contrat permettant la présence de personnel humanitaire de l'ONU sur son territoire. Bagdad rejette également la décision du Comité de l'ONU sur la délimita-

tion des frontières avec le Koweït. La dernière manifestation de désobéissance irakienne se déroule en ce moment même à Bagdad.

Des raids aériens envisagés

Dans une lettre récente au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein al-Khadafi, menaçait d'exposer « des vérités incontestables », estime que le Conseil de sécurité n'a plus de raison de maintenir les sanctions contre l'Irak dans la mesure où l'objectif de ces sanctions était « la situation au Koweït », autrement dit l'invasion de l'émirat par l'Irak. « Nous considérons que le Conseil de sécurité doit annuler toutes les résolutions qu'il a adoptées contre l'Irak (...), en particulier la résolution relative à l'embargo », estimait le ministre.

M. Boutros-Ghali a informé par écrit les membres du Conseil de cette missive, déplorant « l'absence

de progrès dans les négociations avec Bagdad » et la « détérioration grave des conditions de sécurité pour l'ONU et les organisations non gouvernementales ». Parallèlement, et à la demande du secrétaire général, le président de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak, M. Rolf Ekus, s'est rendu jeudi soir à Bagdad, pour tenter de faire entendre raison aux autorités irakiennes et leur transmettre un « avertissement sérieux » des membres occidentaux du Conseil de sécurité, selon des sources informées. Il devrait revenir à New-York lundi 20 juillet pour rendre compte de sa mission.

Si M. Ekus revient à New-York « les mains vides », l'Irak serait capable de violation de la résolution du cessez-le-feu, et le Conseil serait obligé de prendre « d'autres mesures » à l'encontre du régime de Bagdad, ont indiqué les mêmes sources. Il ne s'agit pas d'une autre chose que d'une épreuve de force. Selon certains diplomates, des raids aériens contre des « cibles précises » en Irak seraient envisagés. A cet égard, selon une source du département d'Etat à Washington, les « négociations préliminaires » au niveau des chefs d'Etat auraient déjà commencé.

AFSANÉ BASSIR POUR

(Publicité)

CENTRE D'ACTION ET D'INFORMATION POUR LE LIBAN C.A.I.L.

Association Loi 1901

78 A, rue de Sèvres, 75007 PARIS

Administration : 26, rue de la République, 77810 THOMERY

Fax : (16-1) 60-96-40-06

Président : M. René RÉMOND - Secrétaire général : M. Ibrahim CHEBLI

Le gouvernement libanais a décidé de recourir prochainement à des élections législatives, les premières depuis 1972, bien que des troupes non libanaises campent encore sur le sol du Liban et que la restauration de la souveraineté libanaise sur l'ensemble du territoire national est loin d'être achevée.

Ces élections soulèvent de nombreux problèmes :

1. La présence de troupes non libanaises au Liban est un obstacle à la tenue d'élections libres. Il faut qu'à défaut de leur retrait leur neutralité soit assurée et contrôlée.
2. Les fichiers de l'état civil ont été partiellement détruits et ne sont plus en tout cas à jour. Il faut qu'une autorité indépendante et internationale exerce un contrôle sur l'établissement des nouvelles listes électorales.
3. Plus du tiers de la population libanaise, déplacée par la guerre, n'est pas en mesure de regagner ses foyers. Il faut que le droit de vote, hors de leur région d'origine, soit accordé aux personnes déplacées.
4. Un grand nombre de Libanais, contraints par la guerre de résider à l'étranger, ne peuvent toujours, en vertu de la même loi électorale, voter dans les ambassades libanaises. Il faut accorder aux Libanais de l'étranger la possibilité d'exercer leur droit de vote.

C'est pourquoi,

• Vu la déclaration en date du 31 janvier 1992 du Conseil de sécurité des Nations unies, réuni pour la première fois dans son histoire au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement au siège de l'ONU, stipulant que « la surveillance d'élections, la vérification du respect des droits de l'homme et le rapatriement des réfugiés ont été partie intégrante d'une action plus large du Conseil de sécurité visant à maintenir la paix et la sécurité internationales ».

A l'instar des précédents du Nicaragua, de la Namibie, du Cambodge et d'autres pays,

Pour garantir l'organisation et la tenue d'élections libres,

Pour assurer le retour de la démocratie au Liban,

Pour la restauration de l'Etat de droit,

Nous, soussignés,

Demandons à la communauté internationale, et plus particulièrement aux pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies, d'envoyer au Liban une commission internationale pour s'assurer de la possibilité de tenue d'élections libres sur tout le territoire national et de veiller, le cas échéant, à leur organisation et à leur bon déroulement.

René ANDRÉ, député de la Manche; Emmanuel AUBERT, député des Alpes-Maritimes; Gérard BAPT, président du Groupe Amitié France-Liban de l'Assemblée nationale, président de l'Assemblée parlementaire d'Amitié France-Liban; Claude BARATE, député des Pyrénées-Orientales; Guy BECHE, député; André BERTHOL, député de la Moselle; Jean BESSON, député du Rhône; Paul BLANC, ancien ambassadeur de France au Liban; Jean-Claude BOIS, député du Pas-de-Calais; Bruno BOURG BROCC, député de la Marne; Jean BRIANE, député de l'Auvergne; Louis de BROISSIA, député de la Côte-d'Or; Camille CABANA, sénateur de Paris; Alain CALMAT, ancien ministre, député du Cher; Nicole CATALA, députée de Paris; Jean-Paul CHAMBRIARD, sénateur de la Haute-Loire; Hervé de CHARENTE, ancien ministre, député de Maine-et-Loire; Serge CHARLES, député; Marcel CHARMANT, député de la Nièvre; P. CHOLLET, député de Lot-et-Garonne; Michel COFFINEAU; Georges COLOMBIER, député de l'Isère; Alain COUSIN, député de la Manche; René COUVENHES, député de l'Hérault; Henri CUQ, député; Olivier DASSAULT, député; Marc-Philippe DAUBRESSE, député, maire de Lambert; Jean-François DAURIAC, vice-président du MRG; B. DEBRÉ, député; Arthur DEHAINE, député de l'Isère; François DELGA, sénateur du Tarn; Jean-Marie DEMANGE, député; M. DEMANGE, député de la Moselle; Charles DESCOURS, sénateur de l'Isère; Patrick DEVEDJIAN, député des Hauts-de-Seine; Adrien DURAND, député de la Lozère; Hubert DURAND-CHASTEL, sénateur des Français établis hors de France; André DURR, député du Bas-Rhin; Pierre ESTEVE, député des Pyrénées-Orientales; Christian ESTROSI, député des Alpes-Maritimes; Michel FERROT, député du Rhône; P.-J. FOUCHER, député des Hauts-de-Seine; Claude GAITS, député des Hautes-Pyrénées; Francis GENG, député de l'Orne; E. GERRER, député; Jacques GODFRAIN, député de l'Aveyron, questeur; François-M. GONNOT, député de l'Isère; Georges GORSE, député des Hauts-de-Seine; Daniel GOULET, député de l'Orne; M. GOUTEYRON, sénateur; Gérard GOUZES, député de Lot-et-Garonne; François GUILLAUME, député européen; Elisabeth HUBERT, députée de la Loire-Atlantique; Xavier HUNAULT, député de la Loire-Atlantique; Bernadette ISAAC-SIBILLE, députée du Rhône; Denis JACQUAT, député de la Moselle; Michel JACQUEMIN, député du Doubs; Alain JUPPÉ, ancien ministre, secrétaire général du RPR; Gabriel KASPEREIT, ancien ministre, député de Paris; M. KERQUERIS, député du Morbihan; Christian KERT; Marc LAFINEUR, député de Maine-et-Loire; Pierre LAGORCE, député de la Gironde; Alain LAMASSOURE, député des Pyrénées-Orientales; Pierre LAGORCE, député de la Gironde; François LÉSEIN, sénateur de l'Aisne; Maurice LIGOT, ancien ministre, député de Maine-et-Loire; Jacques LIMOUZY, ancien ministre, député de Castres; Christian de la MALÈNE, président du groupe R.D.E. du Parlement européen; Hubert MARTIN, sénateur de Meurthe-et-Moselle; Jacques MASDEU-ARUS, député des Yvelines; Gilbert MATHIEU, député de la Côte-d'Or; Serge MATHIEU, sénateur du Rhône; Jean-François MATTEI; Alain MAYOUD, député du Rhône; Pierre MAZEAUD, ancien ministre, député de la Haute-Savoie; Michel MERCIER, président du conseil général du Rhône; Georges MESMIN, député de Paris; Pierre MICHAUX, député de l'Aube; Didier MIGAUD, député de l'Isère; Jean-Claude MIGNON, député de Seine-et-Marne; Pierre MILLET, ancien ambassadeur de France au Liban; Charles MILLON, président du conseil régional Rhône-Alpes, député de l'Ain; Louise MOREAU, députée des Alpes-Maritimes; Alain MOYNE-BRESSAND, député de l'Isère; Jean-Marc NESME, député de Saône-et-Loire; Arthur PAECHT, député du Var; Christiane PAPON, députée du Val-de-Marne; Pierre PASQUINI, député de la Corse; Bernard PEHREINER, député du Bas-Rhin; Dominique PERBEN, député, maire de Chalon-sur-Saône; M. PERREIN, sénateur du Val-d'Oise; Étienne PINTÉ, député; Christian PONCELET, sénateur des Vosges; Jean POURCHET, sénateur du Doubs; Jean-Luc PREEL, député de la Vendée; Jean PROVEUX, député d'Indre-et-Loire; H. DE RAINCOURT, sénateur de l'Yonne; Éric RAOULT, député de la Seine-Saint-Denis; P. RAYNAL, député du Cantal; Lucien RICHARD, député de Loire-Atlantique; Rudes SALES, député des Alpes-Maritimes; André SANTINI, député des Hauts-de-Seine; Suzanne SAUVAIGO, députée des Alpes-Maritimes; Philippe SÉGUIN, ancien ministre, député; Bernard SEILLIER, sénateur de l'Aveyron; Bernard SIOULDE, député de la Dordogne; Pierre-Ch. TAITTINGER, vice-président du Sénat, ancien ministre, sénateur de Paris; Jean VEBERSCHLAG, député du Haut-Rhin; Xavier de VILLEPIN, sénateur représentant les Français établis hors de France; Jean-Paul VIRAPOLLE, député de la Réunion; Michel VOISIN, député de l'Ain; Fernand WIBAUX, ancien ambassadeur de France au Liban; Claude WOLF, député du Puy-de-Dôme; Adrien ZELH, député, ancien ministre, député de la Manche.

Que toutes les personnalités qui se sentent concernées par notre appel veuillent bien nous le signaler à l'adresse de notre association ou par fax au (16-1) 60-96-40-06.

PROCHE-ORIENT

Les fantômes d'Halabja, ville martyre

Suite de la première page

Monsieur le secrétaire général, vous êtes juriste, « Anfal » ne ressemble-t-il pas à une tentative de génocide ? A un crime contre l'humanité ? Qu'a-t-on fait, que fait-on, que fera-t-on si la machine meurtrière se remet en marche ?

Il y a peu de temps, un an à peine, mais cela semble déjà si loin, la communauté internationale se mobilisait sous le drapeau bleu de l'Organisation dont vous avez la charge. Il s'agissait de libérer un territoire pétrolier indépendant envahi par les troupes d'un chef de gouvernement dangereux pour son peuple comme pour ses voisins : M. Saddam Hussein. De résolution en résolution, le Conseil de sécurité ordonna une politique de force que la majorité de l'opinion mondiale approuva. La guerre éclair fut gagnée par une armée mondiale d'une particulière puissance. Le territoire du Koweït fut libéré. En Irak tout resta dans l'ordre antérieur, c'est-à-dire dans l'oppression.

Dans l'indifférence générale le commerce international aurait tranquillement repris ses droits si quelques Kurdes, population improbable et oubliée de l'histoire, n'avaient, dans le nord-est de l'Irak, craint une fin de plus la routine, qui signifiait le pire pour leurs enfants. A nouveau menacés de bombardements, ils revirent la mort jaune d'Halabja et, pris de panique, se ruèrent, tous, vers les frontières. Ailleurs, chez les chiites du sud de l'Irak en particulier, la situation n'était pas plus brillante, mais, hélas, les caméras n'étaient pas là pour filmer. Ce fut cet exode télévisé des Kurdes qui provoqua un remords et un sursaut.

L'opinion publique mondiale manifesta sa puissance d'indignation par la fameuse résolution 688, qui imposait au maître de Bagdad une protection des Kurdes de son pays. Ce fut un beau sursaut de la morale internationale qu'orchestra votre prédécesseur, M. Perez de Cuellar, et à partir duquel nous avons été nombreux à penser qu'un ordre mondial allait naître, fondé sur les droits de l'homme. L'opération « Provide Comfort » sauva les Kurdes d'Irak qui restaient en vie sous les ruines d'Halabja. Pour combien de temps ?

C'est qu'ils nous ont pris au mot, ces Kurdes, Monsieur le secrétaire général des Nations unies ! Ils ont avancé sur la route de la démocratie. Dans un environnement qui n'avait ni culture ni habitude démocratiques, ils ont voté et élu démocratiquement un Parlement et un gouvernement régional. Et ils ne demandent pas l'indépendance, Monsieur le secrétaire général ; ils réclament la « démocratie pour l'Irak et l'autonomie pour le Kurdistan d'Irak ». L'Organisation des Nations unies peut-elle ignorer cela ? Sommes-nous contre l'autodétermination ?

Les Kurdes irakiens subissent le double embargo de la communauté internationale sur la frontière nord

et de Saddam Hussein au sud. A Halabja et ailleurs, dans le nord-est de l'Irak, les besoins des populations sont immenses. Ne pouvons-nous pas assouplir l'embargo pour les populations irakiennes qui en souffrent ? Ainsi, au Kurdistan d'Irak, comment les habitants pourraient-ils relever leurs ruines si l'usine de ciment de Souleymanieh ne peut fonctionner faute de pièces détachées ? Comment assurer la survie des populations si la raffinerie de sucre est en panne ? Comment conforter les tentatives démocratiques si le pétrole ne peut être raffiné sur place, interdisant aux camions de rouler et aux hôpitaux de fonctionner ?

Assouplir l'embargo

Monsieur le secrétaire général, nous vous suggérons d'assouplir l'embargo pour ces denrées essentielles puisque les fonctionnaires des agences de l'ONU et des ONG qui sont encore sur place pourraient en contrôler étroitement la distribution. Commencée au Kurdistan d'Irak, cette méthode pourrait graduellement s'étendre à toutes les régions en péril de l'Irak, car toutes les populations irakiennes souffrent.

Nous avons pris nos responsabilités. Dans la région d'Halabja, au nom de la fondation France-Libertés, nous avons, entre autres, inauguré des écoles pour les enfants des survivants. L'action humanitaire s'impose. Mais elle ne pourra bientôt plus agir s'il nous faut, à chaque fois, consulter le bourreau avant d'assister ses victimes. Dans ces conditions, les ONG, une à une, devront se retirer. Les agences des Nations unies seront tenues de quêmer chaque jour des visas et des possibilités d'action auprès des autorités de Bagdad.

Comment la communauté internationale que vous représentez dans sa plus haute expression peut-elle accepter d'avoir à supplier l'homme qui gaza les enfants d'Halabja pour porter secours aux adolescents aveugles du gaz jaune ? S'il vous plaît, M. Saddam Hussein, laissez-nous soigner vos victimes. En sommes-nous encore là, cinquante ans après Auschwitz ? Nous avons bien relu la résolution 688 au nom de laquelle les plans fran-

çais d'aide humanitaire furent déclenchés, qui se poursuivent encore. Elle était sans équivoque. Elle exigeait de Saddam Hussein la fin des exactions et le respect des droits de l'homme. Elle exigeait que l'Irak permette un accès immédiat aux populations en danger. Elle lançait un appel à toutes les organisations humanitaires pour une assistance permanente. En son article 7, la résolution exigeait de l'Irak qu'il coopère dans ce sens.

Qu'est-ce qui a changé, Monsieur le secrétaire général, pour que les agences humanitaires des Nations unies soient en permanence obligées de mendier des visas humanitaires que Bagdad ne délivre plus ? Allez-vous laisser l'espérance d'un peuple se déliter et le vaincu d'hier devenir le vainqueur, par lassitude de la compassion ? Les attaques et les attentats se multiplient contre les « gardes bleus » et les fonctionnaires des agences des Nations unies. Autant de menaces devant lesquelles il ne faut pas céder.

Va-t-on, demain, dès que les derniers avions de la protection internationale auront regagné leurs bases respectives, abandonner les Kurdes d'Irak ? Ce serait une fracture de la morale et le retour des temps barbares. Une violence immense pousserait une fois de plus sur le désespoir kurde : un nationalisme débridé embraserait la région.

Nous en appelons à vous au nom de ce peuple meurtri. Vous disposez de tous les instruments juridiques pour que la démocratie ne soit pas péjorative d'être balbutiée au nord-est de l'Irak.

Il faut en revenir à l'esprit et à la lettre de la résolution 688. Il faut aider tous les peuples d'Irak : les Kurdes, les chiites et les autres sans s'en laisser compter par la dictature. La crédibilité des Nations unies est à ce prix, ainsi que l'avenir de ce que vous appelez la « diplomatie préventive ».

Vous êtes, Monsieur le secrétaire général, l'ultime espoir de ces peuples. Certes, il y a bien d'autres malheurs, de Sarajevo à la Somalie. Nous le savons, nous y sommes présents, prêts à vous aider là-bas aussi.

Nous connaissons vos sentiments. Vous êtes sensible à toutes les souffrances. Aussi, avec défiance, nous vous adressons cette lettre ouverte.

Voilà, pourquoy nous avons voulu faire d'un voyage privé une affaire publique.

DANIELLE MITTERRAND
et BERNARD KOUCHNER

Le Monde de l'éducation

juillet - août 1992

Universités : Le palmarès des étudiants

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ANNONCEURS, SAISISSEZ LA BALLE AU BOND.

Comment donner 20%, 30%, voire 50% d'efficacité supplémentaire à vos plans médias, sans en modifier le budget ? Chez Cyclades, nous avons la réponse à cette question. Simple, claire, tangible, comme les résultats que nous sommes en mesure de vous garantir, dès à présent.

Cyclades, la Centrale d'Achat d'Espace qui donne du ressort à vos marques.

CYCLADES

CONSEIL EN MEDIA ET ACHAT D'ESPACE

8, avenue Hoche 75008 PARIS - Tél : 40 76 06 00

سكنا على الطريق

سكنا على الرحيل

AMÉRIQUES

Face-à-face Bush-Clinton pour l'élection américaine

Suite de la première page

M. Perot séduisait nombre de républicains du Sud, de ces électeurs qui, ces douze dernières années, avaient quitté le camp démocrate pour rejoindre M. Ronald Reagan et son successeur (ceux qu'on appelle les « démocrates réaganiens »). L'équipe de M. Clinton avait d'ailleurs pris soin, jusqu'à présent, de ne pas attaquer M. Perot, dans l'espoir qu'il reste longtemps dans la course et affaiblisse un peu plus encore l'occupant de la Maison Blanche.

Dans une triangulaire, expliquent encore les républicains, il suffisait à M. Clinton de rassembler 30 % des voix pour l'emporter. On revient désormais à la carte politique traditionnelle. Le Sud, avec des États qui pèsent électoralement aussi lourd que le Texas et la Floride, pouvait échapper aux républicains avec la candidature Perot; l'indépendant parti, les démocrates se retrouvent dans la position - toujours difficile - du face-à-face avec un président sortant.

Dès l'annonce du retrait de l'homme d'affaires texan, M. Clinton et M. Bush ont pris position pour s'emparer de ses dévoués. Il s'agit de récupérer une clientèle de millions d'Américains exaspérés par l'impopularité du gouvernement face à la récession, traumatisés par le sentiment que leur pays est sur le « déclin » et convaincus que les politiques ont perdu tout contact avec la réalité.

M. Bush a immédiatement téléphoné à M. Perot pour le féliciter d'une courageuse décision. Le président a qualifié de « développe-

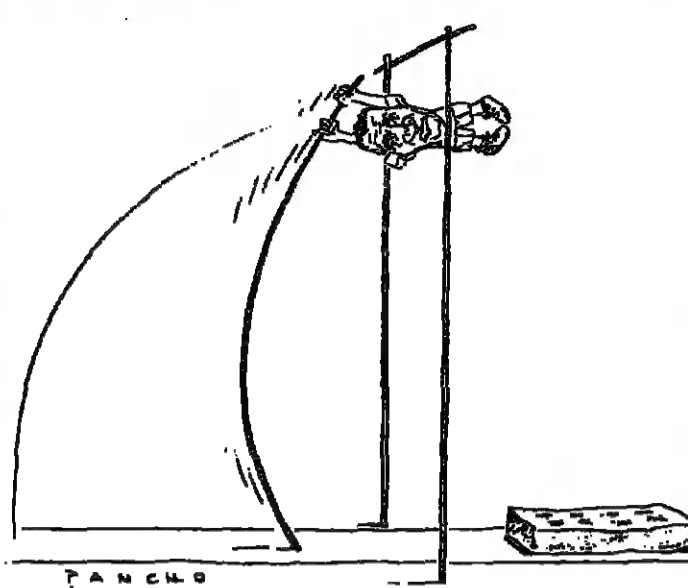
ment positif » le retrait du milliardaire et assuré que des « légions de conservateurs » parmi les « perotistes » allaient regagner le bercail républicain. M. Bush a fait ces déclarations à Pinedale, dans le Wyoming, au ranch de son ami James Baker, le secrétaire d'État, avec lequel il pêche la truite. L'opinion de la presse est plutôt que M. Bush, démoralisé, fatigué, les d'être aussi bas dans les sondages, est venu « pêcher » quelques conseils auprès de celui qu'on appelle le « magicien », voire tenter de convaincre M. Baker de prendre la tête de sa campagne.

Côté démocrate, on assurait ne pas être affecté par le retrait de M. Perot. On relevait que le Texan avait donné un coup de chapeau à un Parti démocrate qu'il a jugé « revivifié » par le ticket Bill Clinton-Albert Gore. On affirmait que M. Clinton peut devenir le candidat du changement que les perotistes appellent de leurs vœux, face au statu quo que représenterait le camp républicain.

Le président Kennedy et l'orphelin

Le gouverneur de l'Arkansas a bouclé la convention de son parti en prononçant le traditionnel discours d'acceptation du mandat qui vient de lui être confié. M. Clinton a résumé son ambition électorale : reconquérir « la classe moyenne oubliée ». Comme l'avait fait avant lui le sénateur Albert Gore, il a fait un éloge appuyé « de la famille, de l'assiduité au travail, du sens du sacrifice », il a cité la Bible et raconté son histoire d'orphelin né dans un milieu modeste.

Ton très sentimental, un tantinet



larmoyant, l'un et l'autre ont abondamment parlé de leur famille, longtemps évoquées dans des films présentés devant la convention. Gros succès dans la salle du Madison Square Garden quand le film montre des images de 1963 sur lesquelles le président John Kennedy serre la main du jeune Clinton, venu à la Maison Blanche avec une délégation d'écoliers de l'Arkansas. L'objectif était de disputer aux républicains le monopole des « valeurs traditionnelles » qu'ils se sont attribuées.

La fin de la guerre froide autorise l'Amérique à se pencher sur ses maux, à poursuivre M. Clinton, soulignant ses priorités : relancer la croissance (par un programme de grands travaux), rénover l'éducation, réformer la santé. C'était la manière Clinton, proposant un « nouveau contrat social », une approche centrée, transpartisane sur les libertés et l'égalité civique, mais, en matière économique et sociale, plus confiant dans l'initiative privée que dans les programmes gouvernementaux. Enfin, il évoqua le thème très perotiste de la nécessité de lutter contre le « déclin » de l'Amérique et appela les partisans du Texan à le rejoindre.

Un retrait peu glorieux

Venant de la part d'un homme qui entendait donner des leçons à toute la classe politique, qui citait volontiers une des devises de Churchill sur la nécessité de « ne jamais abandonner » face à l'adversité, le retrait de M. Perot a paru peu glorieux. Celui qui jouait les fiers-béres de la politique, qui disait qu'il allait faire trembler « l'establishment » washingtonien, disparaît de la scène publique aussi vite qu'il y était apparu, il y a deux mois.

Il se retire de la course avant même d'avoir été officiellement candidat, parce que, dit-il, la convention démocrate l'a convaincu que ce parti « était revivifié ». Dans ces conditions, « j'ai conclu que nous ne pouvions pas gagner », a-t-il poursuivi, et que le maintien d'une candidature indépendante ne pourrait que « perturber » gravement le jeu politique en risquant de confier la désignation du prochain président à la Chambre des représentants, par laquelle des trois prétendants se disputent le nombre de suffrages suffisants le 3 novembre.

C'est une préoccupation civique qui n'avait pas semblé, jusque-là, inhiber les ardeurs politiques du milliardaire. La vérité est sans doute un peu différente. M. Perot baisse les bras parce qu'il baisse dans l'opinion. Il s'en va au moment précis où les sondages reflètent la désaffection croissante de l'électorat à son égard. Il a suffi de quelques semaines pour que M. Perot amorce une descente aux enfers de chute libre, passant de 30 % et plus des intentions de vote à moins de vingt.

En deux mois, il aura été incapable de mettre sur pied une équipe de campagne, incapable d'annoncer les grandes lignes d'un programme et de désigner un colistier pour la vice-présidence. Ne lui restait que l'argument selon lequel ses succès d'homme d'affaires et son dévouement patriotique témoi-

gneraient de sa « ténacité de chef », qualité essentielle en cette période de doute et de confusion que traverserait l'Amérique.

Cela n'a pas résisté à l'impitoyable examen de passage auquel est soumis chaque candidat à la présidence. M. Perot connaît les lois du business : il ignorait les règles du jeu politique. Il s'est trouvé confronté à un déluge de « fuites », dont la source pourrait ne pas être étrangère au Parti républicain, sur certains des aspects les moins flatteurs de sa personnalité. On apprit que l'angélique patriote faisait espionner sa famille et ses concurrents, qu'il avait cherché à détruire la carrière d'un haut fonctionnaire ayant eu le malheur de lui déplaire, qu'il avait une tendance à privilégier « la théorie du complot » pour expliquer ce qui lui échappait.

Petit à petit, les professionnels qui l'avaient engagé à grands frais le fuyaient, incapables de lui faire entendre quoi que ce soit. A mesure que la presse lui menait la vie dure, il aurait confiné qu'il « ne trouvait plus du tout amusant » d'être candidat. Ce n'était qu'un caprice.

ALAIN FRACHON

Soulagement à Wall Street

NEW-YORK

de notre correspondant

Le retrait de M. Ross Perot de la course à la Maison Blanche a été accueilli avec soulagement à Wall Street : ses prises de position protectionnistes inquiétaient tout autant que sa candidature elle-même, indépendamment de l'admiration vouée à l'homme d'affaires qui avait si bien su vendre à General Motors.

Dès l'annonce de la nouvelle, dans la matinée du jeudi 16 juillet à New York, le dollar remonta légèrement et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles gagna une vingtaine de points. Après une légère correction, liée aux perspectives de résultats moins bons que prévues des sociétés américaines, le Dow Jones a clos la séance en hausse de plus de 16 points, à 3 361 points.

Les milieux financiers s'inquiétaient aussi beaucoup de la perspective d'une élection présidentielle « triangulaire » le 3 novembre, M. Bush, M. Clinton et M. Perot faisant jeu égal. Dans cette éventualité, la désignation du président revient à la Chambre des représentants, à majorité démocrate. Ces incertitudes avaient le don d'agacer les milieux boursiers. Désormais, « Wall Street » est sûr d'avoir un président en novembre. Qu'il soit républicain ou démocrate est presque secondaire, a expliqué M. Michael Andrews, analyste politique de la banque d'affaires Salomon Brothers.

L'abandon de M. Perot a eu aussi des effets bénéfiques sur la Bourse de Mexico, où l'on craignait qu'une éventuelle victoire du milliardaire texan ne marque l'enterriment du projet - actuellement très avancé - de création d'une zone de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada.

S. M.

ASIE

INDE : candidat du Parti du Congrès (I)

M. Shankar Dayal Sharma a été élu président de l'Union

M. Shankar Dayal Sharma a été proclamé président de l'Union indienne, jeudi 16 juillet. Candidat du Parti du Congrès (I) au pouvoir, il a été élu par les membres du Parlement indien et les élus locaux contre son principal rival, le chrétien d'origine tribale G. G. S. S. Sharma succède pour cinq ans à M. Ramaswamy Venkataraman, dont il était le vice-président.

NEW-DELHI

de notre correspondant

M. Shankar Dayal Sharma était le candidat des consensus par excellence aux élections pour le poste - largement honorifique - de président de la République. L'un des derniers survivants de la « vieille garde » du Parti du Congrès (I), le nouveau chef de l'État indien est une personnalité respectée : personne - même ceux qui n'ont pas voté pour lui, politique oblige - ne pouvait en effet contester les lettres de créance de ce vétéran de la lutte pour l'indépendance.

Ce brahmane de soixante-quatre ans incarne toutes les valeurs traditionnelles du parti des Nehru-Gandhi. Ancien avocat du barreau de Londres, sa carrière politique est celle d'un serviteur dévoué de l'État et se situe dans l'ombre de Nehru et de ses successeurs. Ministre en chef de l'État du Madhya Pradesh à l'époque du pandit, il soutient Indira Gandhi à un moment où la future « dame de fer » de New-Delhi s'apprête à devenir premier ministre. Et quand celle-ci impose l'état d'urgence, en 1975, M. Sharma, alors ministre des télécommunications, se conduit en partisan loyal.

Gouverneur du Pendjab au début des années 80, alors que la crise séparatiste prend de l'am-

pleur, il va payer cher son dévouement à la cause de l'Inde en étant assassiné par des militants sikhs en 1984. Depuis cinq ans, il occupait les fonctions de vice-président.

La personnalité effacée de cet homme cultivé ne « colle » certes pas très bien avec l'image d'une Inde moderne en pleine époque de bouleversements économiques et sociaux. A peine plus âgé que le premier ministre Narasimha Rao, l'homme qui a décidé de liquider pour de bon le socialisme « à la Nehru », le nouveau président ne fait pas vraiment figure de réformateur. Saura-t-il s'adapter au nouveau cours ?

Il faudra le voir à l'œuvre en cas de crise, même si, la plupart du temps, le président indien se contente d'inaugurer les chrysanthèmes. Ici, le chef de l'État joue un rôle faible quand le gouvernement est fort, mais doit se montrer relativement fort quand le gouvernement est faible, fait cependant observer un diplomate occidental.

Le gouvernement de M. Rao ne se caractérise sans doute pas par son excessive faiblesse. Mais les difficultés de la crise économique et les suites du scandale de la Bourse de Bombay dans lequel ministres et députés seraient impliqués, restent autant de menaces pour un cabinet minoritaire.

L'élection présidentielle aura en outre marqué la fin du consensus qui prévalait entre le Congrès et les partis d'opposition. Ce qui fait dire au bimensuel *India Today* : « S. D. Sharma était sans doute le meilleur des choix. Mais l'atmosphère politique chargée dans laquelle va se retrouver le neuvième président de l'Inde pourrait faire de son poste le plus controversé de l'histoire ». Au cas, par exemple, où M. Sharma se retrouverait en demeure de jouer les arbitres.

BRUNO PHILIP

A TRAVERS LE MONDE

JAPON

Les négociations avec Moscou sur la restitution des Kouriles du Sud sont toujours bloquées

Japonais et Russes ont achevé, jeudi 16 juillet, à Tokyo, une nouvelle série de discussions qui n'ont pas permis de faire avancer le règlement du contentieux territorial sur les îles Kouriles du Sud, à deux mois d'une visite prévue au Japon de M. Boris Eltsine. « Le Japon ne peut pas fournir une assistance militaire sans un traité de paix », a déclaré la délégation japonaise. Aux propos des représentants russes qui rappelaient qu'ils devaient tenir compte d'une opinion publique largement hostile à la restitution des îles, les Japonais ont répliqué qu'ils étaient prêts à faire preuve de « souplesse ». Peu de progrès étaient attendus de cette réunion, surtout après les propos tenus par le puissant vice-président du Parti libéral-démocrate au pouvoir. S'exprimant lors d'une réunion électorale, M. Shin Kanemaru avait traité les Russes de « menteurs » et estimé que les aider « équivalait à jeter de l'argent par les fenêtres ». - (AFP.)

MADAGASCAR

Le référendum sur la nouvelle Constitution est fixé au 19 août

Le premier ministre, M. Guy Ramanamasy, a annoncé, mercredi 15 juillet, que le référendum sur la nouvelle Constitution malgache, dont la date était attendue depuis trois mois, aura lieu le 19 août. Les électeurs se rendront aux urnes pour se prononcer sur la question suivante : « Acceptez-vous le projet de Constitution ci-joint, reaffirmant l'unité nationale et prônant la démocratie pour l'avènement de la troisième République ? »

En se prononçant sur ce projet, élaboré en mars dernier par le Forum national qui réunissait les différentes formations politiques et la Fédération des églises (FFKM),

PAPOUASIE NOUVELLE-GUINÉE

M. Pias Wingti a été élu au poste de premier ministre

Le nouveau Parlement de Papouasie-Nouvelle-Guinée a élu, vendredi 17 juillet, à Port-Moresby, M. Pias Wingti au poste de premier ministre. Il a emporté sur le chef du gouvernement sortant, M. Rabbie Namaliu, per 55 voix contre 54, la voix prépondérante étant celle du président de la Chambre, M. Bill Skate, un partisan de M. Wingti élu un peu plus tôt à ce poste. M. Wingti, déjà premier ministre de 1986 à 1988 et chef de l'opposition dans le précédent Parlement, dirige le Mouvement démocratique du peuple. M. Namaliu, chef du parti Pangu, avait perdu quinze de ses vingt-sept ministres à la suite des élections des 15 et 26 juin dernier. - (AFP.)

TAIWAN

Le Parlement fait un pas en direction de la Chine

Le Parlement de Taïwan a adopté, jeudi 16 juillet, une importante loi ouvrant la voie à l'élargissement des relations économiques et politiques de l'île avec la Chine. Après deux ans de débats houleux, les députés ont approuvé un statut sur les relations entre les deux rives du détroit de Taïwan qui permet au gouvernement de lever les interdictions qui entravent depuis des décennies les relations avec la Chine. Les visites de dirigeants communistes chinois dans l'île et les liaisons aériennes et maritimes directes avec le continent étaient notamment interdites. - (Reuters.)

La colère des partisans de M. Ross Perot

« Vous avez trahi notre confiance ! »

NEW-YORK

de notre correspondant

« Vous avez trahi le cœur de centaines de milliers d'Américains. Vous avez trahi notre confiance. Vous devriez avoir honte ! » Incapable de contenir sa colère, M. Matthew Liffander, président de People for Perot, l'antenne new-yorkaise du vaste réseau créé dans l'ensemble du pays pour soutenir la campagne du milliardaire texan, invective M. Ross Perot qui apparaît à la télévision, il y a quelques heures à peine, la même Matthew lançait des hourras à l'adresse d'un chômeur de trente-deux ans, désigné pour être le premier signataire de la campagne de pétitions menée dans la ville et dans l'État de New-York. Il s'agissait de recueillir, avant la fin août, les 50 000 signatures qui, jointes à celles des quarante-neuf autres États, devraient permettre à M. Perot de se lancer officiellement dans la course à la Maison Blanche.

M^{me} Martha Grace, elle, est encore sous le choc. Elle tenait une « table de pétitions » à l'entrée de la gare vicienne du Grand Central, quand un chauffeur de taxi lui a crié : « Perot jette l'éponge ». Abandonnant les biographies du candidat du troisième parti et les tee-shirts

à 7 dollars, désormais vendus au moins le double à des collectionneurs, elle s'est précipitée à la permanence pour obtenir des explications. A Dallas, « patrie » de M. Perot, mais aussi dans quantité d'autres villes et de petites communautés, les 750 000 volontaires « perotistes » se sont rûs sur le téléphone.

Affichant un sourire las, M^{me} Alice Heyman, qui était « coordinatrice » pour la ville de New-York, s'efforce d'organiser une manifestation de soutien. Soutien à qui ? « A tous ceux qui refusent de se résigner. A tous ceux qui continuent de rejeter les appareils républicain et démocrate. » Coprésident de l'organisation new-yorkaise, le pasteur noir Calvin Butts s'efforce de sauver les apparences : « Ross Perot est un grand homme. Sa décision lui appartient. Il nous faut maintenant rester unis et indépendants. »

Il est au moins une déclaration que les partisans du milliardaire auraient dû prendre très au sérieux : « Je ne veux pas du job » de président, avait-il déclaré dès février. Il avait ajouté que tard : « C'est le plus dur, le plus ingrat, le plus sale de tous les jobs. »

SERGE MARTI

PÉROU

Une quinzaine de morts dans un attentat à la voiture piégée à Lima

Une quinzaine de personnes, peut-être plus, ont été tuées lors d'un attentat à la voiture piégée, jeudi 16 juillet, à Miraflores, quartier commercial et huppé de Lima, peu avant le couvre-feu. Trois heures après cet attentat à la dynamite - le plus grave commis à Lima, et attribué aux mafiosos du Sentier lumineux - les pompiers essayaient encore de maîtriser les incendies de plusieurs bâtiments et d'évacuer les victimes, indique notre correspondant. D'autre part, deux autres voitures piégées ont explosé, l'une sur le port de Callao, l'autre dans le quartier de la Victoria. Selon la police, à la même heure, une centaine de membres présumés du Sentier lumineux avaient attaqué six commissariats de police de la capitale à la mitrailleuse et à l'explosif, blessant une dizaine de policiers et une quinzaine de civils.

■ MEXIQUE : arrestation d'un important trafiquant de drogue. - La police mexicaine a arrêté « l'un des sept trafiquants de drogue les plus recherchés sur le continent américain », M. Juan Manuel Pineda, a annoncé le parquet de Mexico, mercredi 15 juillet. M. Pineda est soupçonné d'avoir collaboré à un vaste réseau de trafic de stupéfiants et de blanchiment d'argent au Mexique. - (Reuters.)

■ SURINAM : protestation contre le traitement des réfugiés en Guyane française. - Le Surinam va adresser à la France par voie diplomatique une protestation contre le traitement - inhumain selon l'agence officielle de presse SNA - réservé aux réfugiés surinamiens en Guyane française. Selon le ministre du développement régional cité, jeudi 16 juillet, par SNA, Paris ne respecte pas les termes de l'accord tripartite France-ONU-Surinam sur le rapatriement des milliers de Surinamiens réfugiés en Guyane depuis 1986. Il a accusé notamment la France de forcer les non-volontaires à retourner au pays. - (AFP.)

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Libres russes

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09

EUROPE

Sur fond de guerre en Bosnie-Herzégovine

Le premier ministre de la nouvelle Yougoslavie s'entretient à Paris avec M. Mitterrand

Les efforts de paix (à Londres) et le renforcement de la pression internationale (dans l'Adriatique) n'ont rien changé à la situation en Bosnie-Herzégovine, où les combats ont continué, jeudi 16 juillet, sur les fronts nord, est et sud ainsi qu'à Sarajevo. Les forces serbes qui assiègent la capitale bosniaque depuis 102 jours ont procédé à de nombreux tirs d'artillerie, auxquels la défense territoriale bosniaque a riposté sporadiquement. Ces mêmes forces ont poursuivi leur progression dans le bassin de la

Sava (nord de la Bosnie) et se trouvent «aux portes» de Bosanski-Brod, dont elles ont «pris certains quartiers», a rapporté l'agence Tanjug de Belgrade. Selon la télévision de Zagreb, les Serbes ont également repris leurs bombardements contre la ville croate de Slavonski-Brod (voisine de Bosanski-Brod). A Londres, où se poursuivent les pourparlers de paix de lord Carrington, président de la Conférence européenne sur la Yougoslavie, le dirigeant serbe de Bosnie, M. Radovan Karadzic, a proposé une

trêve de deux semaines à partir de dimanche, première étape en vue d'une cessation complète des combats. Par ailleurs, le premier ministre de la nouvelle Yougoslavie — réduite à la Serbie et au Monténégro — M. Milan Panic, devait, après une escale à Rome, effectuer une brève visite à Paris, vendredi 17 juillet, et s'y entretenir avec le président Mitterrand, avant de se rendre aux Nations unies où il devait rencontrer le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali.

M. Panic se veut «un homme de paix»

BELGRADE

de notre correspondant

«L'homme des Etats-Unis» ou «l'homme de Slobodan Milosevic» — le mystère reste entier, — M. Milan Panic veut se présenter comme un homme de paix. Bien que la Yougoslavie nouvelle, qu'il gouverne depuis quelques jours, n'ait été reconnue par aucun pays occidental depuis sa proclamation le 27 avril, il entend s'imposer sur la scène internationale par des actions concrètes. Ambitieux, l'homme d'affaires et millionnaire naturalisé américain veut réussir là où les autres ont échoué. «Je défie tous les diplomates et politiciens chevronnés qui ont échoué à ramener la paix en Yougoslavie. Moi, le petit émigré serbe, intelligent, je le ferai».

Dans un entretien accordé, jeudi 16 juillet, au Monde ainsi qu'à Libération et à l'AFP, M. Milan Panic, ce chimiste belgradoise de soixante-deux ans qui est arrivé aux Etats-Unis en 1956 avec 20 dollars en poche et a fondé en 1960 la puissante compagnie californienne ICN Pharmaceuticals avec tout juste 300 dollars, fait part de ses projets avec assurance. «Un premier pas vers la paix a été accompli puisque l'homme de paix dirige désormais la Yougoslavie...». «Le monde, ajoute-t-il, nous a dit : assez de mots, maintenant passez aux actes. Moi, je dis «d'accord» et voici ma première proposition concrète : je vais à Sarajevo pour commencer à négocier et à regrouper les armes des belligérants dans des zones où elles peuvent être contrôlées par les Nations unies».

M. Panic, qui pourrait se rendre dès samedi dans la capitale bosniaque pour tenter de nouer un dialogue avec les parties en conflit, souligne avoir reçu l'accord du président de Bosnie-Herzégovine Alija Izetbegovic pour une rencontre. Si M. Panic s'engage dans la crise bosniaque c'est que «là-bas, il y a des Serbes et, en tant que chef du gouvernement yougoslave, d'origine serbe, je dois les protéger. Mais ma protection n'aura rien de militaire». Si le général Ratko Mladic, chef de l'armée serbe de Bosnie-Herzégovine et ancien officier de l'armée fédérale «a encore des liens avec l'armée yougoslave, je les couperai comme je couperai toute forme d'aide aux unités paramilitaires serbes en Bosnie-Herzégovine». En tant que premier ministre et ministre de la défense — avec le soutien du président yougoslave Dobrica Cosic, «qui est d'accord avec moi» — M. Panic entend «arrêter toute forme de soutien aux actes d'agression». Mais il s'engage à défendre les Serbes «comme les Français défendraient des Français». «Je ne les laisserai pas se faire massacrer par des bandes de criminels».

«Père que le Vietnam»

A Sarajevo, il ne discutera pas des frontières mais il estime que pour parvenir à la paix en Bosnie-Herzégovine et résoudre durablement le conflit, «il faut qu'il y ait trois régions : une serbe, une croate et une musulmane». Ensuite, il y aura des élections démocratiques «où les gens décideront où ils veulent vivre». Si M. Panic considère

comme «absurde» l'idée de «désarmer des murs comme celui de Berlin au-delà desquels les familles ne pourraient plus se rendre visite — car il ne faut pas oublier que sur le sol de l'ex-Yougoslavie, il y a plus d'un million de mariages mixtes», il prétend que «pour le salut de la paix, il faut s'accrocher à tout pour arrêter les combats». Par conséquent, dit-il, «j'accepterai même la canonisation sous quelque nom que ce soit afin de séparer les belligérants».

«Ce ne sont pas les bons Croates, Serbes ou Musulmans mais les méchantes unités paramilitaires et autres groupes incontrôlés qui créent des difficultés», affirme M. Panic, estimant par ailleurs qu'une intervention militaire étrangère en Bosnie-Herzégovine serait risquée : «La Bosnie sera pire que le Vietnam pour les Etats-Unis. Je ne pense pas qu'un seul Américain doive y mourir et surtout pas pour cette guerre civile stupide». Aussi, s'engage-t-il à concentrer tous ses efforts «pour rassembler toutes les armes et les placer sous contrôle des Nations unies ou les retirer des champs de bataille. Je pense que les Croates doivent retirer leurs troupes en Croatie et que les Serbes, partout où ils sont restés, doivent rentrer en Serbie», dit-il, reconnaissant implicitement l'infiltration de Serbes (de Serbie) en Bosnie-Herzégovine. Son premier coup d'éclat, Milan Panic entend le faire très prochainement à Sarajevo en prenant les commandes du premier char serbe qui sera remis à l'ONU. L'homme d'affaires — dont l'entourage affiche avec ostentation son «américanisme» — s'empresse d'ajouter : «J'ai une bonne idée :

toutes ces armes, nous les vendrons au prix le plus élevé et nous utiliserons l'argent pour reconstruire ce qu'elles ont détruit».

Le premier ministre yougoslave pense que les responsables de «cette guerre désastreuse» — «les paramilitaires, des gens qui n'étaient pas des personnes et qui ont des armes, qui sont de vrais criminels de la guerre civile» — devraient être traduits en justice «non pas devant des tribunaux serbes, musulmans ou croates mais devant une cour internationale, à l'étranger». «Ne me demandez pas des noms aujourd'hui, je viens d'arriver», lance-t-il en assurant ne pas faire de différence entre les responsables serbes, croates et musulmans de la guerre. «Les criminels de guerre seront punis».

Le rôle de la France

Sa visite à Paris devrait illustrer, avant tout, l'importance qu'il accorde au rôle joué par la France pour un règlement pacifique de la crise yougoslave. «Je vais parler de tous mes projets avec M. Mitterrand, c'est un homme de paix». Il se montre également désireux de suivre «le chemin tracé par le président français qui a eu le courage d'atterrir à Sarajevo alors que personne ne l'osait». Soutenant l'initiative d'une conférence internationale de paix, proposée la semaine dernière par la France, il dira à M. Mitterrand qu'il peut «compter sur [lui] pour initier la paix». «Je vais prouver concrètement qu'il y a au moins un Serbe en qui il peut faire confiance quand il parle de paix. Et celui-ci est maintenant pre-

mier ministre !» Quant aux relations de M. Panic avec l'homme fort de la Serbie, Slobodan Milosevic, le premier ministre yougoslave estime qu'il n'y aura pas d'épreuve de force entre eux. «Il est gouverneur de l'Etat de Serbie et moi je suis le président de Yougoslavie», explique M. Panic, dont le lapsus volontaire illustre les larges compétences dont jouit le premier ministre de la Fédération yougoslave aux termes de la nouvelle Constitution yougoslave. «Si vous comparez les relations qui existent entre le gouverneur de Californie et le président à Washington, vous saurez de quoi je parle», Milan Panic souligne, de plus, qu'il a le pouvoir de négocier sur la scène internationale au nom des Serbes et des Monténégrins.

M. Panic se dit «déterminé» : il ne laissera personne jouer «de petits jeux politiques» avec lui. «Si les politiciens essayent d'utiliser à leurs propres fins la Yougoslavie, je ne le tolérerai pas, même si je dois pour cela écraser leurs doigts de pied. C'est valable pour tout le monde, même pour M. Milosevic». Et d'ajouter : «Nous ne voulons pas une nouvelle Bosnie en Serbie. Il n'y aura pas de troubles, ni en Serbie ni en Yougoslavie».

Revenant sur ses relations avec le président de Serbie, Milan Panic affirme : «Je n'ai pas encore dressé mon ring, ni fixé le lieu du match ni les règles de combat. Mais un chose est sûre : ses gants sont ceux d'un président de la Serbie et moi, j'ai ceux de la Yougoslavie ; et ils sont bien plus grands !»

FLORENCE HARTMANN

Pour faciliter le règlement de ses conflits internes

La CEI va créer sa propre force d'interposition

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Les représentants des ministères des affaires étrangères et de la défense des Etats-membres de la CEI ont mis au point, jeudi 16 juillet à Tachkent, les grandes lignes de la création de troupes d'interposition propres à la Communauté.

Même si la mise en place de ces forces dans les principales zones de conflit de l'ex-URSS, comme la Moldavie ou le Haut-Karabakh, ne se fera pas sans difficultés, cette décision constitue un succès pour la CEI. Les documents adoptés à Tachkent, qui seront soumis au prochain sommet de la Communauté, prévu à Bichkek le 25 septembre, concernent la composition, le commandement et l'utilisation de ces «casques blancs», puisqu'il est stipulé que les hommes qui en feront partie porteront un casque blanc avec un liséré bleu.

Les Etats de la CEI contribueront à la composition de cette force en fonction de la taille de leurs armées respectives. Les Russes — bien que leur ministre des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, ait affirmé qu'ils ne se «conduiraient pas en gendarmes» — s'y tailleront donc la part du lion. L'utilisation de ces troupes dans les zones de conflit se fera selon un processus complexe : il faudra d'abord, pour que les «casques blancs» interviennent, qu'un ou plusieurs Etats de la CEI le demandent, avec l'accord de toutes les parties au conflit. La décision sera prise ensuite par les chefs d'Etat de la CEI, sur proposition des ministres des affaires étrangères. Le Conseil de sécurité des Nations unies, comme le président en exercice de la CSCE, devront être informés.

Les tâches assignées à ces troupes seront multiples : surveiller l'application des cessez-le-feu, sépa-

rer les parties en conflit, créer des zones démilitarisées, ouvrir des corridors humanitaires et préparer les conditions nécessaires à des règlements pacifiques des conflits. Dirigées par un commandant désigné pour chaque conflit par les chefs d'Etat de la CEI, ces troupes ne devront pas prendre part aux combats et utiliser avant tout des moyens pacifiques.

On saura vite si l'accord de Tachkent sera ou non suivi d'effets puisque, lors du récent sommet de Moscou (le Monde du 8 juillet), les chefs d'Etat de la CEI avaient laissé entendre que les forces d'interposition devraient être le plus rapidement possible envoyées en Moldavie, où les combats se poursuivent entre les forces régulières et les séparatistes russophones de la rive ouest du Dniestr. Ces derniers refusaient jusqu'à présent une participation de la Moldavie à toute force d'interposition et soulignaient que celle-ci soit uniquement composée de Russes et d'Ukrainiens. En revanche, les Moldaves demandaient une participation de la Roumanie et de la Bulgarie. Le limogeage, jeudi, des ministères moldaves de la défense, M. Ion Kostas, et de la Sécurité, M. Anatol Pugaru, considérés comme des partisans de la ligne dure, peut toutefois être interprété comme un signe encourageant pour la recherche d'un règlement pacifique.

Sur un autre front, celui qui oppose Ossètes du sud et Géorgiens, on a eu, mercredi, confirmation du retrait des troupes géorgiennes de toutes les zones de combat après l'arrivée d'une autre force d'interposition, celle créée par la Russie, la Géorgie et l'Ossétie du nord. Jeudi, un volontaire russe de cette force a trouvé la mort et trois autres de ses compagnons ont été blessés, lorsque leur voiture a sauté sur une mine.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Dans l'Adriatique

Deux amiraux italiens vont tenter de coordonner les opérations navales de l'UEO et de l'OTAN

Ordonné par l'ONU, le contrôle des ports monténégrins en Adriatique donne lieu, pour l'instant, à un imbroglio — que les Italiens responsables de l'opération, tentent de dénouer — entre les navires de l'UEO et ceux de l'OTAN. Une telle situation ne trouvera d'issue que dans la coordination des missions et des moyens attribués aux uns comme aux autres.

Sur la zone, devant le canal d'Oronte qui commande les ports de Bar et de Tivat par où se navitaient les forces de la Serbie, patrouillaient déjà, en date du vendredi 17 juillet, le bâtiment amphibie *Two-Jims* et son escorte qui relèvent de l'escadre américaine en Méditerranée. De son côté, l'UEO a déployé une frégate italienne de la classe *Zaffiro* et l'avisio français *Premier-Maire-L'Her*, qui a quitté Toulon samedi 11 juillet et qui, en réalité, est à pied d'œuvre depuis lundi 13 juillet. Des avions italiens de patrouille maritime *Breguet-Atlantic* et un avion français *Atlantique-2*, détaché de la base de Nîmes (Gard) à

raison d'un survol de quatre ou cinq heures d'affilée tous les deux jours, surveillent la région. Le reste du dispositif naval, qu'il appartienne à l'UEO ou à l'OTAN, ne doit se mettre en place que très progressivement.

A l'heure actuelle, en Adriatique, on recense, chaque jour, quelque soixante à quatre-vingts passages de navires marchands ou de bateaux de plaisance importants. Le gros de ce trafic se fait à destination des ports italiens, croates ou albanais. La résolution de l'ONU n'autorise aucunement à les intercepter et à les fouiller. Il s'agit seulement de les identifier sur le canal international et, s'ils refusent, de les laisser passer.

C'est la raison pour laquelle on prend son temps dans les états-majors en attendant un accord politique, au plus tôt, sur la nature du dispositif qui doit être déployé en fin de compte. C'est le cas de l'UEO, qui a prévu de renforcer sa présence, avec l'arrivée sur zone d'un navire espagnol et d'un bateau anglais à une date qui n'a pas encore été révélée. C'est

aussi celui de l'OTAN qui envisage de détacher jusqu'à quatre bâtiments de sa flotte permanente en Méditerranée (la *STANAVFORMED*, dont le PC est à Naples et qui en comprend huit au total). Une partie de cette escadre alliée a quitté le port italien de Tarente, le jeudi 16 juillet, pour l'Adriatique.

La VF flotte américaine en Méditerranée, autour de son porte-avions *Saratoga*, est devant Toulon, et elle doit, tout ou partie, appareiller le samedi 18 juillet pour une destination inconnue. Compte tenu des performances de ses avions, le *Saratoga* n'a pas besoin d'entrer en Adriatique pour opérer.

Deux amiraux italiens ont été nommés à la tête de ces deux armées. Le premier, l'amiral Mariani, qui est aussi le chef d'état-major de la marine nationale, est chargé de commander la force de l'UEO. Le second, l'amiral Vandini, a sous ses ordres la *STANAVFORMED*. A eux de l'entendre pour que les deux flottes, destinées à contrôler le trafic naval vers la Serbie, puissent travailler en coordination étroite sur la zone, ce qui signifie qu'elles devront se répartir les lieux de leur patrouille et les responsabilités, de même qu'elles devront chercher à ne pas avoir de situation de surface séparée sur les écrans et les ordinateurs de leurs bateaux respectifs.

L'imbroglio, sur le plan opérationnel, peut tenir au fait que l'équipage d'un même navire — la frégate allemande *Bayer* par exemple — pourrait être placé sous «une double casquette» et recevoir ses consignes aussi bien au titre de l'UEO que de la *STANAVFORMED* dont il relève depuis la constitution de ce groupe naval de l'OTAN, en avril dernier. C'est une position inconfortable pour une même unité militaire que d'avoir deux chefs à qui rendre compte. Mais c'est aussi le signe tangible de la compétition à laquelle se livrent l'UEO et l'OTAN.

JACQUES ISNARD

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le président Vaclav Havel a annoncé sa démission

Le président tchécoslovaque Vaclav Havel a annoncé officiellement, vendredi 17 juillet, devant le Parlement fédéral à Prague, qu'il démissionnerait lundi prochain, a rapporté l'agence CSK. M. Havel n'avait pas été élu, le 3 juillet dernier, au poste de président de la Fédération tchécoslovaque par cette Assemblée en raison de l'opposition des députés slovaques.

L'annonce de sa prochaine démission a coïncidé, vendredi, avec l'adoption au même moment, à une large majorité, par le Parlement de Bratislava d'une «déclaration de souveraineté» de la Slovaquie, par laquelle les députés ont affirmé avoir «proclamé la souveraineté de la République slovaque en tant que fondement de l'Etat souverain de la nation slovaque». Il s'agit d'un «moment historique attendu depuis plus de mille ans», d'un acte «politique» et «non constitutionnel, de fondation d'un Etat indépendant», a souligné le premier ministre slovaque Vladimir Meciar, qui avait toujours maintenu une ambiguïté sur ses intentions. Une foule rassemblée dans le centre de la ville a ovationné le vote du Parlement.

Quant à M. Havel, en annonçant sa démission alors que les observateurs estimaient qu'il pourrait attendre septembre et l'adoption des Constitutions tchèque et slovaque prévoyant chacune l'élection d'un président, il semble avoir voulu enterrer la fin de la Tchécoslovaquie. Le Parlement fédéral a cependant voté ensuite la confiance au gouvernement fédéral, qui a présenté un programme pour trois mois.

Jeudi, un second tour de l'élection présidentielle fédérale n'avait rien donné : le seul candidat en lice, le chef d'un parti d'extrême droite tchèque, Miroslav Sladok, n'avait recueilli qu'un petit nombre de voix. Un troisième tour de ces élections avait été alors fixé au 30 juillet. — (AFP, Reuters)

TURQUIE

Visite du président israélien à Istanbul

La première journée de la visite «privée» de quarante-huit heures de M. Haim Herzog en Turquie, la première d'un président israélien dans ce pays musulman, s'est déroulée, jeudi 16 juillet, dans la discrétion et sous la protection d'un important service de sécurité. M. Herzog a été reçu par son homologue turc, M. Turgut Ozal, mais aucun détail n'a été publié sur leur entretien. Sept personnes ont été appréhendées à l'issue d'une attaque d'une centaine d'indigènes contre les locaux de la compagnie israélienne El-Al, dont les vitres ont été brisées. Le programme touristique prévu pour M. Herzog, venu à l'occasion de la célébration du 500^e anniversaire de l'accueil des juifs sépharades par les Ottomans, a été annulé pour «raisons de sécurité» après cet incident. Le chef de l'Etat hébreu a uniquement assisté à une prière dirigée par le grand rabbin d'Istanbul David Asseo pour commémorer l'arrivée des juifs d'Espagne à Salonique et Istanbul. — (AFP)

○ Nouveaux affrontements dans le conflit kurde : 27 morts. — Un total de 27 personnes, dont 19 combattants séparatistes kurdes du PKK, ont été tués dans une série d'affrontements avec les forces de sécurité turques et les «gardes de village» kurdes armés par les Turcs, selon les rapports, jeudi 16 juillet, de la préfecture de Diyarbakir. Cela porte à 55 le bilan des morts de ce conflit en moins d'une semaine dans le sud-est de la Turquie. — (AFP, UPI)

○ ALBANIE : le Parti communiste interdit. — Le Parlement albanais a adopté, jeudi 16 juillet, un amendement à la loi sur les organisations politiques, interdisant les partis à caractère «fasciste, communiste antinationnel, totalitaire ou stalinien» : le Parti communiste est donc mis hors-la-loi. — (AFP, Reuters)

○ BULGARIE : grève des transports en commun. — Une grève des transports en commun déclenchée pour obtenir des augmentations de salaires a paralysé Sofia, jeudi 16 juillet, pour la seconde journée consécutive. La grève est organisée par les deux principaux syndicats, Podkrepa et l'ancien syndicat communiste. — (AFP, Reuters)

POINT

Une course de vitesse

Etats, un se

سبأ في الجاهل

150/100

POINT / LA PARTITION DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Une course de vitesse

Les 5 et 6 juin, les élections législatives tchécoslovaques – les secondes depuis la chute du communisme – ont donné des résultats opposés dans les deux Républiques de la Fédération. Les deux vainqueurs du scrutin, M. Vaclav Klaus, chef de l'économie libérale, à Prague, et M. Vladimir Meciar, héritier de l'émancipation slovaque, à Bratislava, ont aussitôt entamé une série de pourparlers qui devaient aboutir, le 20 juin, à la signature d'un accord prévoyant, de facto, la partition de la Tchécoslovaquie le 30 septembre, selon des modalités à déterminer par les Parlements tchèque et slovaque avant cette date.

Depuis la signature de cet accord, les Slovaques, dont les revendications nationales sont à l'origine de ce processus, semblent

avoir été pris de vitesse par les Tchèques qui, une fois placés devant la réalité, ont réagi très vigoureusement en réclamant eux-mêmes une scission rapide et nette. Inquiets surtout des conséquences économiques d'une indépendance à laquelle, finalement, il n'étaient pas préparés, les nouveaux dirigeants slovaques n'en réalisent pas moins le programme qu'ils s'étaient fixé avant les élections pour accéder à la «souveraineté» : déclaration de souveraineté le 17 juillet, adoption de la Constitution en août et référendum au plus tard en mars 1993.

Moins formaliste, M. Klaus n'envisage ni proclamation de souveraineté ni référendum, mais a d'ores et déjà lancé, notamment en direction de l'Occident, qu'il cultive depuis

deux ans, toutes les démarches susceptibles d'assurer la stabilité et la prospérité de la République tchèque, dont il propose à M. Vaclav Havel de devenir le président – un président, toutefois, sans grands pouvoirs.

Un peu comme la Russie avec l'ex-URSS, la Bohême-Moravie va sans doute se tailler la part du lion dans l'héritage de la Tchécoslovaquie, mais, seule, elle risque de devenir plus dépendante de l'Allemagne. Face à des Occidentaux méfiants qui ne la connaissent guère, la Slovaquie, elle, se retrouve avec un lourd handicap économique et un problème potentiellement grave, celui de la minorité hongroise, qui représente 10 % de sa population.

Deux Etats, un seul héritage

PRAGUE

de notre correspondant

La mise en œuvre de la partition de la Tchécoslovaquie, telle qu'elle a été amorcée par MM. Vaclav Klaus et Vladimir Meciar, les premiers ministres tchèque et slovaque, dans l'accord signé le 20 juin à Bratislava, posera d'innombrables problèmes juridiques et économiques. Les deux partenaires en sont d'ailleurs conscients : les experts du Parti démocratique civique (ODS) de M. Klaus comme du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) de M. Meciar ont commencé à travailler sur les textes législatifs indispensables à l'exécution d'une telle séparation.

La disparition de la Tchécoslovaquie de la scène internationale et son remplacement par deux nouveaux Etats obligent la Slovaquie et la République tchèque à résoudre la question de la succession juridique de l'Etat tchécoslovaque, ainsi que celles de la reconnaissance des deux nouveaux Etats et de leurs relations diplomatiques, de leur adhésion aux organisations internationales et de la réorganisation de leurs relations bilatérales. M. Meciar souhaitait maintenir une forme d'Etat commun, en prévoyant une structure confédérale, sorte de parapluie juridique et économique protégeant deux Etats souverains et reconnus par la communauté internationale ; une proposition que les juristes tchèques à Prague jugent impossible à réaliser.

Le partage du patrimoine

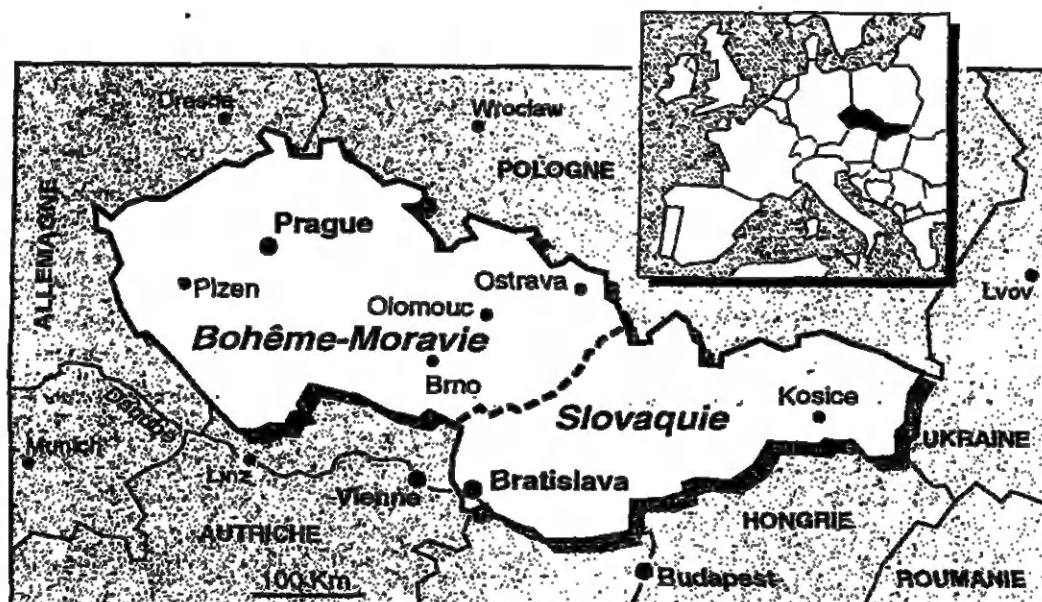
Le partage de la Fédération tchécoslovaque, d'un commun accord entre les deux Républiques, devrait « privilégier la Bohême-Moravie », estime M. Vladimir Balas, de l'Académie tchécoslovaque des sciences. Selon lui, la République tchèque pourrait revendiquer une certaine continuité avec l'Etat tchécoslovaque. Elle constitue le noyau historique et économique de ce pays, abrite la capitale et les représentations étrangères, dont la poursuite des activités, sans interruption, signifierait de facto la reconnaissance de la Bohême-Moravie.

Le problème de la succession juridique concerne en particulier les quelque 2 800 documents qui définissent les relations de la Tchécoslovaquie avec le reste du monde. D'après la convention de Vienne de 1978 sur le droit des traités, les accords signés par la Tchécoslova-

quie devraient automatiquement se transmettre aux Etats successeurs. Cette convention n'étant pas encore entrée en vigueur, la Slovaquie et la République tchèque devront renégocier leur signature. Cette question risque de se poser prochainement dans le cas de l'accord d'association avec la CEE signé par la Tchécoslovaquie en mars dernier, et qui devait être ratifié par les Douze avant la fin de l'année, ou dans le cas du traité germano-tchécoslovaque.

La division de la Tchécoslovaquie amènera également les deux Etats successeurs à se partager ses biens, ses actifs, son passif et ses réserves. Les biens immobiliers de

coslovaquie, les liens d'interdépendance sont innombrables, et leur rupture brutale provoquerait l'effondrement économique des deux jeunes Républiques. Plusieurs années seront nécessaires pour organiser les échanges mutuels, résoudre leur dépendance énergétique réciproque et diviser les services publics (poste, télécommunications, transports...). Un exemple de cette interdépendance peut être fourni par l'«oléoduc de l'amitié» (Drouha) qui approvisionne la République tchèque en pétrole russe via la Slovaquie. La séparation des budgets et la suppression des recettes propres au budget fédéral, à compter du 1^{er} janvier 1993,



MARTIN PLICHTA

L'économie slovaque à l'épreuve du divorce

En cas d'éclatement de la Tchécoslovaquie, la question de la viabilité économique de deux Républiques indépendantes, fortement imbriquées l'une dans l'autre par soixante-quatorze années d'histoire commune, sera l'un des enjeux majeurs pour les dirigeants de Prague et de Bratislava.

Une séparation risque d'aggraver les décalages déjà existants entre la République tchèque, forte de dix millions d'habitants en Bohême et en Moravie, historiquement la partie la plus développée du pays, et les cinq millions de Slovaques, qui passent pour les parents pauvres de la fédération.

nistes), son principal débouché. Quasiment inexistant dans l'ensemble du pays il y a dix-huit mois, le chômage frappe aujourd'hui plus de 12 % de la population active slovaque contre 4 % en République tchèque.

Ces clivages économiques ont largement contribué à renforcer l'assise des principaux partis slovaques qui ont sévèrement critiqué la politique économique libérale de l'ancien ministre fédéral des finances, M. Vaclav Klaus, dont le Parti démocratique civique (ODS) est sorti grand vainqueur des élections des 5 et 6 juin en Bohême-Moravie. Les Slovaques ont réclamé à de nombreuses reprises des «aménagements» dans le rythme des réformes, notamment les privatisations, arguant que leur République n'était pas en mesure de supporter le coût d'une «thérapie de choc» qui frapperait prioritairement les industries lourdes situées sur leur territoire.

Le secteur de l'armement est devenu le symbole de cet affrontement : au mois de mars, les députés slovaques au Parlement de Prague se sont fermement opposés à une nouvelle législation visant à placer la vente d'armes sous contrôle fédéral. Cette loi plus restrictive, soutenue par le président Havel qui souhaitait initialement décréter un embargo sur les ventes d'armes à l'étranger, aurait pu ralentir la production de chars soviétiques fabriqués en Slovaquie, où la reconversion de cette industrie menace près de 80 000 emplois.

Des deux Républiques, la tchèque est de loin la plus puissante économiquement : elle a fourni 74 % du PNB en 1991, plus de 70 % de la production industrielle, et a assuré les deux tiers des exportations de la Tchécoslovaquie. Le déséquilibre des échanges commerciaux à l'intérieur du pays est également incontestable : alors que les entreprises slovaques exportent près d'un tiers de leurs marchandises vers la Bohême et la Moravie, seuls 11 % des produits tchèques sont écoulés en Slovaquie. Les Tchèques, et surtout Prague, ont sans conteste la faveur des investisseurs étrangers : la Slovaquie n'a reçu que 13 % des 640 millions de dollars investis dans la fédération en 1991.

Si divorce il y a, l'une des prin-

cipales pommes de discorde sera le partage des ressources énergétiques communes. La Slovaquie est totalement dépendante de son voisin pour son approvisionnement en électricité et en charbon. Mais 80 % du pétrole tchécoslovaque importé de Sibérie est raffiné en Slovaquie, et M. Vladimir Meciar, le premier ministre slovaque, n'a pas écarté l'hypothèse de «nationaliser» les installations de raffinage. En raison de cette menace, ou par souci de diversification, le gouvernement tchèque a approuvé, en février, un plan pour la construction d'un autre oléoduc en provenance de l'Allemagne.

Incertitudes énergétiques

Malgré ces incertitudes énergétiques, certains experts slovaques affirment qu'une partition du pays ne ferait qu'entériner une situation de fait : les deux économies, dissemblables, sont de facto séparées vu le faible niveau de commerce entre les deux Républiques. Dans un premier temps, l'entourage de M. Meciar estimait également que la Slovaquie, plus grande que la Belgique, devait disposer de sa propre banque centrale et de sa monnaie. Mais depuis les élections de juin, M. Meciar a fait machine arrière sur ces propositions (le Monde du 7 juillet).

Dans un rapport de novembre 1991, l'Académie des sciences de Bratislava se montrait plutôt pessimiste sur les conséquences d'une partition. Le rapport soulignait que l'indépendance de la Slovaquie pourrait «provisoirement» éloigner les investisseurs étrangers et geler le développement économique. En l'absence de capital pour transformer les «structures industrielles héritées de l'époque communiste», la Slovaquie ne pourra que renforcer ses «entreprises monolithiques (...), augmenter ses coûts de production», ce qui, à terme, provoquerait une flambée inflationniste. Mais, riposte l'un des adjoints de M. Meciar pendant la campagne électorale de juin dernier, «lorsqu'un pays veut être indépendant, ce n'est pas le critère de la rentabilité économique qui domine».

YVES-MICHEL RIOLS

Soixante-quatorze ans d'histoire commune et de malentendus

Lubomir Liptak, brillant intellectuel slovaque, spécialiste de l'histoire de la Slovaquie, commença par vous annoncer qu'«en tant qu'historien» il est pour une fédération tchécoslovaque. Puis, dans le même souffle, il énuméra tout ce qui sépare les Tchèques des Slovaques. Continuant sur sa lancée, il raconte à quel point, hormis le problème de la langue, Slovaques et Hongrois sont proches. A la fin de l'entretien, la question vient donc tout naturellement : «A part la langue (1), qu'est-ce que les Tchèques et les Slovaques ont en commun ?» Lubomir Liptak prend sa respiration, réfléchit longuement, fixe le plafond... Silence.

Lorsque Tomas G. Masaryk, lui-même d'ascendance mixte tchèque et slovaque, conçut vers 1918 avec le Tchécoslovaque Edvard Benes et le Slovaque Milan Stefanik le projet de les réunir dans un même Etat, Tchèques et Slovaques n'avaient encore jamais vécu ensemble. Les Tchèques constituaient le cœur du royaume de Bohême, alors que les Slovaques étaient l'un des peuples soumis au royaume de Hongrie. Les Tchèques et leur capitale, Prague,

avaient derrière eux une longue histoire prestigieuse : les Slovaques, peuple essentiellement rural dont l'intelligentsia avait été soumise à une forte assimilation magyare, avaient subi la domination hongroise pendant près de mille ans, sous le nom de Haute-Hongrie, et accusaient un retard très net sur de multiples plans. A titre d'exemple, en 1914, la proportion d'illettrés était de 3 % chez les Tchèques, mais de 27 % parmi les Slovaques (2).

La République de Tchécoslovaquie naît donc en 1918 sur les ruines de l'empire austro-hongrois comme un Etat centralisé, évidemment dominé par les Tchèques. Les accords de Pittsburgh, signés par Masaryk en 1918 avec les Etats-Unis et les représentants de l'émigration slovaque, devaient théoriquement garantir à la Slovaquie un large degré d'autonomie. Jusqu'à 1938, cet Etat fonctionnait comme une démocratie parlementaire – chose assez exceptionnelle à cette époque dans la région pour être relevée – ce qui n'empêcha pas des tensions de se faire jour au sein de la population slovaque. Les dirigeants de

Prague, craignant d'être amenés à accorder aussi l'autonomie à la minorité allemande, qui à l'époque était plus importante que la minorité slovaque, n'appliquèrent pas les accords de Pittsburgh.

Les aspirations nationales de l'intelligentsia slovaque, qui s'étaient fait jour au dix-neuvième siècle, se transformèrent donc en revendication d'autonomie, et le Parti populiste d'Andrej Hlinka, au sein duquel un prêtre, Mgr Tiso, joue un rôle croissant, adopta des positions de plus en plus nationalistes. Les problèmes économiques aggravèrent les tensions : déjà – l'histoire se répète –, plus de soixante ans plus tard – la Slovaquie vit mal, en raison de l'indépendance de ses structures, la politique économique libérale de Prague. En 1938, au lendemain de l'annexion des Sudètes par Hitler, Mgr Tiso proclama l'autonomie de la Slovaquie, qui devint en 1939 l'Etat indépendant slovaque fasciste.

Cet intermède peu glorieux construisa, jusqu'à la fin de la guerre qui permit, en 1945, la reconstruction de la Tchécoslovaquie (avec de nouvelles pro-

messes d'autonomie pour les Slovaques), le seul épisode d'existence indépendante de la Slovaquie. Que les Slovaques se soient eux-mêmes soulevés contre ce régime fasciste en 1944 n'empêcha pas le gouvernement de Prague de rogner à nouveau l'autonomie slovaque dès 1948.

«La fédéralisation d'abord, la démocratie ensuite»

Le régime communiste étouffa lui aussi les aspirations nationales slovaques. Même pendant le «printemps de Prague» de 1968, la composante slovaque du mouvement réformateur se heurte aux critiques de Prague, où l'on reproche aux Slovaques de vouloir «la fédéralisation d'abord, la démocratie ensuite». C'est malgré tout en 1968 qu'une nouvelle loi constitutionnelle, fédérale cette fois, est adoptée. Mais les Slovaques ne connaîtront jamais dans la pratique de véritable fédéralité et ils considèrent que les accords passés par trois fois avec Prague en 1918, 1945 et 1968 n'ont jamais été appliqués.

C'est à Prague qu'éclata, le 17 novembre 1989, la «révolution

de velours», mais Bratislava emboîta aussitôt le pas aux manifestants de la place Venceslas. Inévitablement, l'affondrement du régime communiste donna libre cours aux aspirations nationalistes, et la revendication slovaque se fit de plus en plus pressante. En 1990, la République de Tchécoslovaquie, sous la pression de Bratislava, devient la République fédérative tchèque et slovaque – ce qui ne manque pas de faire sourire à Prague.

Pendant deux ans, Tchèques et Slovaques vont discuter d'un projet de traité susceptible de régir leurs relations ; en vain. «Nous ne parlons pas la même langue», dit Frantisek Miklosko, chef des négociateurs slovaques, on aurait dit deux planètes différentes. Les Slovaques demandent à avoir un statut qui permette à la communauté internationale de reconnaître leur existence ; les Tchèques ne comprennent pas. Contradictions et paradoxes abondent dans les relations tchécoslovaques : économiquement, les Slovaques ont davantage tiré parti de l'Etat commun, puisqu'ils paieraient de plus bas que les Tchè-

ques, mais les Tchèques sont plus attachés à la Tchécoslovaquie, remarque Lubomir Liptak. De même, lors des élections libres de 1948, ce sont les Tchèques qui ont voté à gauche alors que les Slovaques votaient en majorité démocrate-chrétien ; pourtant, les Tchèques vivront beaucoup plus mal que les Slovaques les quatre décennies de communisme, et la répression sera d'ailleurs beaucoup plus dure à Prague qu'à Bratislava.

Les élections des 5 et 6 juin

dernier qui donnent des résultats totalement opposés en République tchèque et en Slovaquie, entament la procédure de divorce. Celui-ci est consacré le 3 juillet, lorsque les députés slovaques au Parlement fédéral empêchent la réélection du président Vaclav Havel, qui était devenu la seule figure susceptible de sauvegarder la Tchécoslovaquie.

SYLVIE KAUFFMANN

(1) Le slovaque et le tchèque sont deux langues différentes mais très proches, au point que le slovaque est parfaitement compréhensible pour les Tchèques et inversement.

(2) Atlas des peuples d'Europe centrale, André et Jean Sollier, La Découverte.

LA COMMÉMORATION DE LA RAFLE

M. Mitterrand hué, puis applaudi

M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, a prononcé, jeudi après-midi 16 juillet, boulevard de Grenelle, à Paris, à l'occasion de la cérémonie commémorative de la rafle du Vel d'Hiv, en présence de plusieurs membres du gouvernement, un discours sur les responsabilités du régime de Vichy dans la mise en œuvre, en France, du génocide des juifs décidé par les nazis et sur la justice due aux victimes. Hué à son arrivée, M. François Mitterrand a quitté les lieux sous les applaudissements.

Cette commémoration a également été marquée par plusieurs autres manifestations mettant en cause le régime de Vichy, contre lequel les étudiants juifs ont dressé un procès fictif, et, en particulier, le rôle de l'ancien secrétaire général de la police sous l'Occupation, René Bousquet, ancien préfet, inculpé depuis 1991 de crimes contre l'humanité.

La politique avait rendez-vous avec la mémoire, jeudi 16 juillet, à 18 heures, à l'angle du boulevard de Grenelle et de la rue Nélaton, carrefour quelconque où se croisent un boulevard encombré d'un métro aérien et une rue ordinaire. Ce Paris-là, qui n'est pas celui des palais nationaux, des vastes places, des perspectives, des pyramides et des arches, accueillait la République.

Les présidents de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil constitutionnel, quantité de ministres, des députés, le préfet de Paris et de l'Île-de-France et le préfet de police, le cardinal-archevêque et le recteur de la mosquée, enfin, étaient assis sur de mauvaises chaises de plastique, face à des immeubles gris sur lesquels le regard glisse sans s'arrêter, devant un enclos de gazon que pas un passant sur cinquante, sans doute, ne remarque. Une plaque y signale que « dans le Vel d'Hiv, qui s'élevait ici », quatre mille enfants et quatre mille hommes et femmes juifs furent parqués, les 16 et 17 juillet 1942, « par la police du gouvernement de Vichy sur ordre des occupants nazis ». Et, en hébreu : « Qu'ils reposent en paix ! »

La commémoration de la rafle

du Vel d'Hiv avait cette année, celle du cinquantième anniversaire, le caractère d'une épreuve de vérité. Serait-il possible, enfin, de dire et de faire ici, cinquante ans après, quelque chose qui exprimerait au moins la conscience du crime commis contre ces huit mille êtres et contre les soixante-dix mille autres juifs, comme eux, par les autorités de l'époque à l'antisémitisme dans les camps de la mort ? Serait-il possible de rendre justice à l'effrayante culpabilité qu'éprouvent les survivants, ceux qui en ont réchappé par le hasard d'une négligence ou d'une bonne volonté policière, du secours d'un voisin, de la présence d'esprit d'un parent jamais revu depuis, ou, comme M^{me} Rosette Breyski-Schallit, d'une maladie, à laquelle l'enfant de quatre ans qu'elle était avait dû être évacuée pour éviter la contagion ? « Si tu me lâches la main, nous ne nous reverrons jamais », lui avait dit son frère de onze ans. Sur la petite tribune dressée jeudi soir, M^{me} Breyski-Schallit a eu la force d'écouter encore une fois en elle-même et de faire entendre l'écho de cette voix à jamais perdue.

Un «gouvernement de valets»

« Non, nous n'oublions rien ! » Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), M. Jean Kahn, a énuméré sans indulgence les stigmates de l'abjection pétainiste : l'étoile jaune, les fichiers des juifs avec leur mention « TAA » (transmis aux autorités allemandes), les adultes et les enfants traqués par des policiers français, les lois portant statut des juifs, l'obligation pour eux de se faire recenser, les interdictions professionnelles qui leur étaient imposées, la déportation des juifs immigrés, dont ceux qui s'étaient engagés volontairement dans l'armée en 1939 ; enfin, « le rôle joué par les Bousquet, Tournier, Papon, devançant avec zèle les désirs mêmes de l'occupant nazi ». En regard, M. Kahn a rappelé le courage de « tous ceux, justes parmi les justes, y compris certains fonctionnaires de police, qui sauvent des vies juives au mépris du danger ».

Les réactions

■ Lajollette (PCF) : « la reconnaissance officielle des responsabilités de l'Etat français dans le génocide des juifs ». M. André Lajollette, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a déclaré, dans l'Humanité du 17 juillet, qu'« après l'arrêt de trois magistrats de la cour d'appel de Paris qui, afin de blanchir le criminel Tournier, a osé dédouaner le régime de Vichy d'être coupable de crimes contre l'humanité, la reconnaissance officielle des responsabilités de l'Etat pétainiste dans le massacre des juifs s'impose absolument ».

PHILIPPE BERNARD

Une initiative de l'Union des étudiants juifs

Vichy en procès

Nul lieu ne pouvait être plus symbolique. Entre les grilles closes du Palais de justice et les hauts murs de la préfecture de police, les militants de l'Union des étudiants juifs de France ont posé une estrade drapée de rouge pour instruire publiquement le « procès » de Vichy. La flot des voitures ne s'interrompt pas, mais badauds et touristes s'arrêtent, interloqués. Des rascapés de la grande rafle témoignent avec émotion d'un horreur dont ils semblent à peine sortis.

« Jamais on n'a pensé qu'on arrêterait les femmes et les enfants », se souvient Annette Muller. Léon Feldman rapporte les circonstances de l'arrestation de sa famille : « Les policiers nous ont pourchassés jusque dans le grenier où nous nous étions cachés. Puis la rage, qui lui a permis de s'évader du Vel d'Hiv : « J'ai installé ma mère le mieux possible. Elle a encouragé mon projet d'évasion. Quand on nous a appelés pour être transférés, je me suis approché de deux gendarmes. Je leur ai balancé un coup de pied quelque part. J'ai couru. Et voilà. Je suis là. »

« Tout n'était pas noir et blanc »

Devant quelques centaines d'auditeurs échauffés de chaleur, devant la flot des voitures s'égrenant les éléments de la honte. La volonté de la police française d'« aller vite », à 5 heures du matin, « pour qu'il n'y ait pas de témoin ». Plus tard, la séparation des mères et des enfants. « Les poux et la vermine » dans les camps de Fithiviers et de Beaune-la-Rolande.

Souvenirs d'abomination ternés par quelques touches

d'espérance puisque, comme l'a rappelé utilement Maurice Rajfus, « tout n'était pas noir et blanc ». Sur sa poitrine, ce survivant a agrafé une étoile jaune semblable à celle qu'il portait dans la rue en 1942. « Les regards se détournent, des gens changeaient de trottoir, a-t-il témoigné. Mais au collège, le directeur a prévenu les élèves : « Le premier qui annule Maurice aura affaire à moi. »

Organisateurs de la manifestation, les étudiants juifs ont poussé le réalisme jusqu'à revêtir des robes de magistrat et d'avocat. Leur « tribunal » entend régénérer la mémoire de la rafle « pour que cela ne se reproduise plus jamais », mais aussi rappeler les responsabilités directes du régime de Vichy « qui était le régime de la France ». Quatre « avocats des victimes » ont plaidé « pour que la France assume enfin et complètement son Histoire ». Une voix enregistrée a défendu l'accusé, Vichy, en reprenant les motifs du récat arret Tournier.

PHILIPPE BERNARD

La rédaction du «Figaro» s'indigne des propos pétainistes d'un membre de sa hiérarchie

Un mouvement d'indignation a pris de l'ampleur au sein du Figaro depuis la publication par l'Express du 9 juillet d'une enquête sur les « nostalgiques de l'ichy », reproduisant des déclarations de M. Yann Clerc, secrétaire général de la rédaction du quotidien, et militant de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain (ADMP).

Un comité d'entreprise extraordinaire a été convoqué pour mardi prochain, à la demande des repré-

sentants de Force ouvrière (FO), qui sollicitent une prise de position de la direction. Dans l'enquête de l'Express, M. Yann Clerc indique qu'au cours de ses trente ans de journalisme « il a réussi à ne travailler que sous les ordres de patrons authentiquement et sincèrement pétainistes ». Il ajoute, au nom de l'ADMP, que « nous assumons tout ce que Pétain a assumé. C'est-à-dire Vichy en bloc ».

Le SNJ, dont M. Clerc est l'un des anciens présidents, rappelle que la liberté d'opinion des journalistes ne doit en aucun cas porter atteinte aux intérêts de l'entreprise de presse dans laquelle ils travaillent. Soulignant que la rédaction du journal ne se reconnaît pas dans des affirmations « qui engagent professionnellement tous les journalistes du Figaro », FO demande que soit examinée, lors du prochain CE, la possibilité d'une ouverture de la clause de conscience.

■ Un magazine sur France-Culture. — « Arrêt sur image », consacra, dimanche 19 juillet de 18 h 35 à 19 heures, son émission à la rafle du Vel d'Hiv commémorée jeudi 16 juillet. Le magazine, réalisé par Anne Brunel, propose notamment le témoignage et l'analyse de l'essayiste Annie Kriegel.

Mais les autres, qui étaient-ils ?

A qui obéissaient-ils ? « Des hommes qui prétendaient représenter la France, alors qu'ils n'étaient que les serviteurs de l'occupant nazi », a accusé M. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre ; ou « un gouvernement de valets », qui, par « des mesures prises en application d'une idéologie antisémite et raciste qui imprégnait certaines couches de la population », avait préparé le terrain au génocide. « Il suffisait, a ajouté le secrétaire d'Etat, d'employer une administration réputée efficace et dont on ne dira jamais assez que, sauf exceptions, elle a manqué de courage et d'honneur ».

Tout cela est assez connu, pour dire, dans un message lu par M. Jean Tibéri, premier adjoint au maire de Paris, qu'aujourd'hui « le choix n'est pas entre la vérité et le mensonge, mais entre la vérité et le silence ». N'est-ce pas se taire que de tolérer que certains organisateurs de la contribution française au génocide nazi ne répondent pas des crimes contre l'humanité dont ils peuvent être inculpés ?

La question était posée depuis que M. François Mitterrand, interrogé le 14 juillet à la télévision, avait expliqué que, « sur le plan du droit, la République a fait ce qu'elle devait ». Le président de la République, qui avait initialement fait état d'un calendrier chargé pour refuser de participer lui-même à la manifestation, puis avait accepté, la semaine dernière, d'y venir, est arrivé pendant le discours de M. Mexandeau.

« Ne pas occulter les heures sombres »

Les sifflets et les huées, déclenchés à distance de la tribune par des militants du mouvement sioniste de droite Bêtar et par des sympathisants de l'Appel des 250 contre le Front national, ont enflé et couvert, d'abord, les applaudissements. M. Henry Bulawko, du CRIF, qui présidait la cérémonie, a pris le micro pour tancer vigoureusement les auteurs de ces hostilités (« Mitterrand à Vichy ! »), en leur reprochant de faire « outrage à la mémoire des morts » et en



leur demandant de « bien vouloir accueillir dans la dignité le président de la République ». Ancien député, M. Bulawko est parvenu à se faire entendre et à rétablir un silence suffisant pour rendre la parole au secrétaire d'Etat, tandis que M. Mitterrand, assis au premier rang, un sourire figé sur le visage, fixait des yeux la tribune.

La chanteuse Talila a invité l'assistance à reprendre avec elle le « Chant des maquis », que M. Bulawko a présenté comme « l'hymne des déportés », avant que M. Kahn s'adresse au chef de l'Etat des paroles de bienvenue et de remerciement pour sa présence. « Elle confirme, a-t-il dit, que la France républicaine n'entend pas occulter les heures sombres de l'Occupation et de la collaboration ».

Des cris ont fusé de nouveau, mais, M. Mitterrand s'étant levé pour aller déposer une gerbe devant la plaque commémorative accompagnée de M^{me} Breyski-Schallit, les applaudissements, cette fois, ont été plus forts. La colère de M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, a achevé de réduire au silence les protestataires, dont certains meneurs, il y avait, étaient discrètement poussés à l'écart par la police.

« Vous m'avez fait honte ! » a lancé M. Badinter à l'adresse de ceux qui avaient hué et sifflé. Taisez-vous ou quittez ce lieu de

recueillement ! Vous déshonorez la cause que vous croyez servir. » Le président du Conseil constitutionnel, qui n'était pas pour rien dans la présence du chef de l'Etat, lui a rendu un hommage appuyé. Il a repris l'analyse exposée par M. Mitterrand deux jours auparavant, en déclarant que « la République ne saurait jamais être tenue pour complice des crimes des hommes de Vichy, ses ennemis ». « Mais, a-t-il ajouté, elle doit aux victimes l'ultime hommage que nous puissions leur rendre : l'enseignement de la vérité et la force de la justice ».

M. Mitterrand a écouté ces propos. Ne disant rien lui-même, il n'a manifesté aucun désaccord avec la pensée de l'ancien garde des sceaux. Il est allé à pied jusqu'au pont de Bir-Hakeim, en servant les mains qui se tendaient vers lui, en répondant d'un sourire aux applaudissements qui avaient précédé son geste et de celui-ci redoublait. Les centaines de personnes présentes voulaient croire que le président de la République avait parlé par la voix de M. Badinter. Au moins avaient-elles l'espoir que cela devienne vrai et s'employaient-elles, en attendant, à faire oublier à M. Mitterrand son rôle, et les huées déclenchées à son arrivée.

PATRICK JARREAU

Des barbelés pour René Bousquet

« Dans cet immeuble réside René Bousquet, responsable de l'assassinat et de la déportation de 13 000 juifs immigrés dont 4 000 enfants. A l'initiative du collectif de l'Appel des 250 contre le fascisme, une plaque portant cette inscription a été apposée, jeudi 16 juillet, en fin de matinée, devant l'immeuble où demeure, à Paris, avenue Rapatel, dans le seizième arrondissement, l'ancien secrétaire général du ministère de l'Intérieur en charge de l'administration de la police sous la rafle de Vichy et, à ce titre, directement impliqué dans l'organisation de la rafle du Vel d'Hiv ».

A l'entrée de la résidence, une quarantaine de jeunes gens se sont symboliquement enfermés, derrière une haie de file barbelée. Mêlés aux jeunes gens, un rasé de la rafle, Maurice Rajfus, journaliste, écrivain, portant l'étoile jaune, va sonner à l'interphone chez René Bousquet. Il ne reçoit pas de réponse. Il faut réactiver l'événement afin que, pour d'autres communautés, cela ne recommence pas, déclare-t-il à la presse. L'homme Bousquet ne doit pas servir à masquer la ré-

lité : de 1941 à 1944, toute l'administration, jusqu'aux simples chauffeurs d'autobus, a obéi aux ordres des Allemands. C'est l'intégrité d'un corps constitué qui est passée en 1941 de la légalité républicaine à la légalité nazie ».

Auprès de cet homme, une femme aux cheveux blancs, M^{me} Lucie Aubrac, accompagnée de son mari, témoigne au nom des résistants. « Il n'y a pas d'âge pour être vigilant. Il en va de même pour la justice : elle n'a pas d'âge. La société française est mûre pour reconnaître et juger son Histoire. Même la mort des bourreaux ne suffirait pas à lever le passé, et elle l'a dit : « On a déjà vu des condamnations post mortem. » Sur une banderole, on lit : « 1942 Bousquet, 1992 Le Pen ».

Quelques heures plus tard, dans la foule massée boulevard de Grenelle, sous la ligne du métro aérien, à proximité de l'emplacement réservé à la cérémonie officielle, le commémoration de la rafle du Vel d'Hiv n'a pas la même signification pour tous.

Chez les jeunes — du moins chez certains militants sionistes —, la passion est à fleur de peau. Les

forces de l'ordre, coupables, selon eux, de faire la chasse aux tracts et aux banderoles, en prenant pour leur grade. M. François Mitterrand aussi. Mais toutes les banderoles n'ont pas été enlevées et l'une d'entre elles renvoie l'Etat au non-lieu octroyé à l'ancien chef de la Milice lyonnaise : « Tournier en libéré, justice sans retard ».

« Respectez les morts ! »

Les adultes venus pour se recueillir n'apprécient pas ce tapage et ils le font savoir en interpellant ces adolescents : « Respectez les morts ! On vient ici pour commémorer, pas pour gueuler ! Une femme, portant l'étoile jaune, proteste contre les applaudissements ponctuant les déclarations des orateurs officiels : « C'est une manifestation de recueillement, rappelle-t-elle, ce n'est pas un spectacle. Que ceux qui veulent se faire applaudir aillent ailleurs ! »

Finalement, seules les prières psalmodiées par les rabbins insta-

Une brillante carrière après la guerre pour l'ancien secrétaire général de la police

Né le 11 mai 1909 à Montauban (Tarn-et-Garonne), aujourd'hui âgé de quatre-vingt-trois ans, René Bousquet, secrétaire général en charge de la police au ministère de l'Intérieur sous le régime de Vichy, du 18 avril 1942 au 31 décembre 1943, fut condamné, après la Libération, par la Haute Cour de justice, à cinq ans de dégradation civique mais immédiatement relevé de cette peine. Il est inculpé de crime contre l'humanité, depuis avril 1991, à cause du rôle qu'il a joué dans l'organisation de la rafle du Vel d'Hiv.

Avant de devenir l'un des plus hauts fonctionnaires de l'Etat français, René Bousquet, docteur en droit, avait été, en 1929, chef de

cabinet du préfet de Tarn-et-Garonne, puis l'un des collaborateurs les plus proches de Pierre Cabala, successivement sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur (1931), ministre de l'Intérieur (1932), sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (1935), ministre de l'Agriculture (1935). C'est en 1936 qu'il était devenu chargé de mission à la direction générale de la sûreté nationale avant d'être nommé sous-préfet de Vitry-le-François (1938), puis secrétaire général de la préfecture de la Marne (1940) et, la même année, préfet de la Marne enfin préfet de la région Champagne en 1941.

Après la guerre, René Bousquet fit une brillante carrière à la Banque

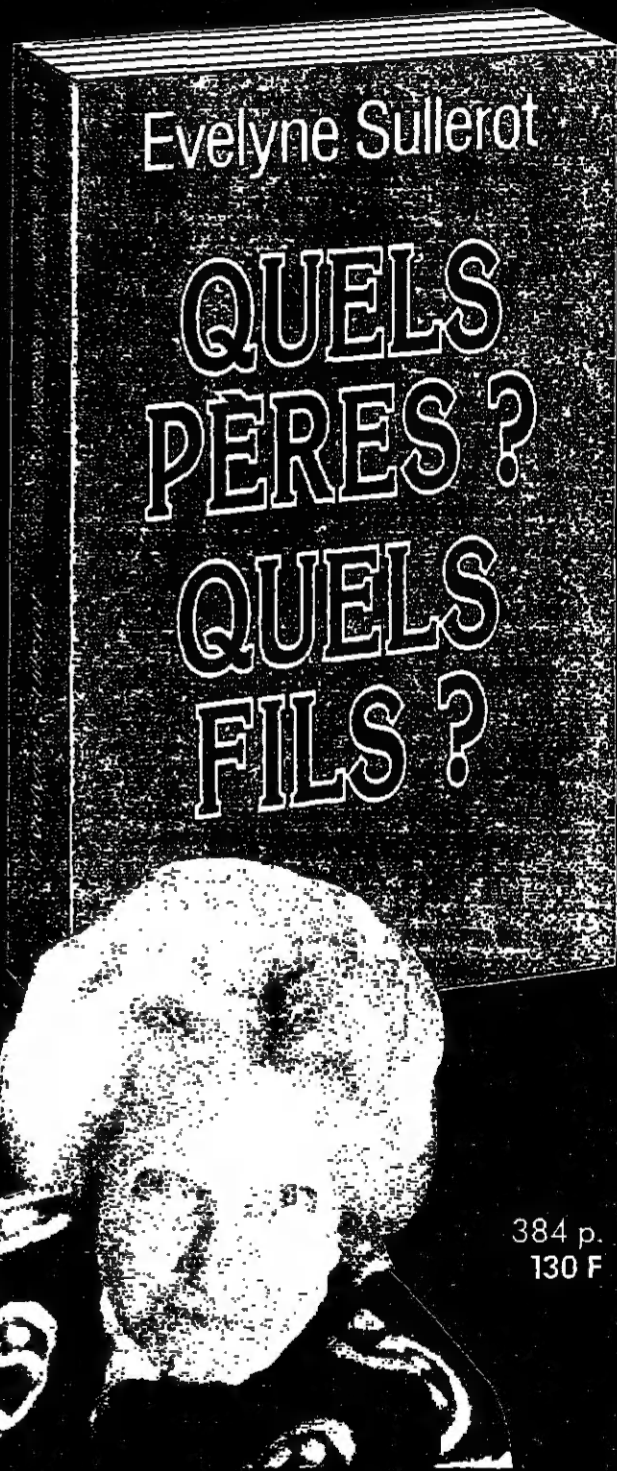
d'Indochine, dont il devint le directeur-adjoint, et fut administrateur de nombreuses sociétés (Banque française de l'Asie, Banque française pour le commerce, Société des caoutchoucs de l'Indochine, Distilleries de l'Indochine, Société indochinoise d'électricité, Phosphates de l'Océanie, Société financière de la France d'outre-mer). Il exerça, en 1968, les présidences de la Compagnie générale des mines à Bruxelles, du Crédit foncier de la Nouvelle-Calédonie et de la Société des plantations réunies de l'Ouest africain. Il siégea aussi, en 1960, au conseil d'administration de la Dépêche du Midi.

1992 7 18

EVELYNE SULLEROT

Attention ! "Quels pères ? Quels fils ?", le nouveau livre d'Evelyn Sullerot, est une bombe ! Un ouvrage aussi important pour cette fin du XX^e siècle que le fut "le Deuxième Sexe" en son temps.

Danièle Mazingarbe, madame Figaro



Un livre de passion, nourri d'histoire, de sociologie, de droit de la famille.

Georges Balandier, Le Monde

Un ouvrage vigoureux... Que ce plaidoyer en faveur de la paternité vienne d'une femme, fondatrice du Planning familial, féministe réputée de surcroît, aura, assurément, plus de poids, au moment où l'on remet l'autorité parentale sur l'établi parlementaire. Il est urgent de sauver les pères ! crie-t-elle ici. Et de leur accorder des droits élémentaires, dans l'intérêt des enfants, mais aussi dans celui des mères.

Dominique Simonnet, L'Express

FAYARD

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
DEPUIS 1964 PRIVÉ

SCIENCES PO PARIS

- Stages intensifs d'été du 22 juillet au 28 août
- Sessions annuelles et semestrielles

SUCCÈS CONFIRMÉS

Centre Italie 45 85 59 35
Centre Autun 42 24 10 72
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

DU VEL' D'HIV'

M. Badinter : « La République doit aux victimes de Vichy l'enseignement de la vérité et la force de la justice »

Nous publions ci-dessous le texte prononcé, jeudi 16 juillet, à l'occasion de la cérémonie commémorative de la rafle du Vel' d'Hiv' par M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel.

« En ce moment dédié au souvenir, je veux marquer que je n'assume ici aucun devoir officiel et que mon propos n'est en rien lié à mes fonctions. Comme chacun d'entre vous, je suis venu pour honorer la mémoire de ceux qui ont enduré ici les pires souffrances. Elles ont déjà été retracées avec force par les auteurs qui m'ont précédé. Qu'ils en soient remerciés du fond du cœur. Pour ma part, avant que ne montent les paroles sacrées du Kaddish, je veux seulement évoquer les devoirs que nous avons, nous, vivants, envers ces morts : le souvenir, la vérité, la justice.

« Le souvenir ? Il est infiniment douloureux. Mais après un demi-siècle il est bon de constater combien nous sommes venus nombreux, juifs et non-juifs, pour témoigner et nous recueillir. J'ajoute, avec toute la conviction d'un homme qui vous connaît depuis longtemps et qui s'honore, monsieur le président de la République, de votre amitié, que je suis heureux que vous soyez venu parmi nous pour signifier que la France n'oublie pas et qu'elle honore ces victimes.

Le concours actif des autorités françaises

« La vérité ? Elle est cruelle à rappeler. En ces jours-là, ce lieu qui avait abrité tant de fêtes et de joie n'était plus qu'une immense souleuvre où résonnait toute la douleur humaine. C'était aussi - mais ceux qui étaient entassés ici par milliers ne le savaient pas - la première station du martyre, la première antichambre de la mort. Or, ces souffrances-là, celles du corps et celles de l'âme, ils les ont éprouvées pour une seule raison : parce qu'ils étaient juifs. Et - le cœur se serre à ces mots - ils les ont endurées à Paris.

« Certes, c'était le Paris des années noires, de l'Occupation. Certes, cette ville immense, cette chaux aux juifs déclenchée dans les quartiers populaires, les nazis l'avaient voulue et programmée dans la mise en œuvre de la « solution finale » décidée par

Hitler. Mais, nous l'avons appris avec toujours plus de précisions à mesure que les archives révélaient leurs secrets, cette opération monstrueuse baptisée « Vent printanier » n'aurait jamais pu être réalisée sans le concours actif des autorités françaises de l'époque.

« Le 16 juillet 1942, au petit matin, ce sont quatre mille cinq cents gendarmes, gardes mobiles, policiers, avec l'assistance de quatre cent cinquante militants doriotistes, et constitués en neuf cents équipes, qui se sont abattus sur les immeubles où l'on savait, par le fichier de la préfecture de police, que logeaient des juifs. Ce sont les autobus parisiens réquisitionnés qui les ont transportés à travers les rues de Paris par milliers jusqu'au Vel' d'Hiv'.

Juifs étrangers et juifs français

« Sans doute, parmi les forces de police, quelques-uns n'ont pas hésité à prévenir des juifs de ce qui se préparait. Et l'officier SS Rothke, faisant le bilan des rafles et le trouvant inférieur aux prévisions, ajoutait : « La population française a exprimé, dans des cas répétés, sa pitié à l'égard des juifs arrêtés. » Il demeure que l'appareil de l'Etat français, en dépit de ces sursauts individuels, a accompli la tâche qui lui avait été assignée. Et que les protestations et l'indignation de beaucoup n'ont pas engendré une révolte unanime des consciences. En vérité, depuis trop longtemps la propagande antisémite et la xénophobie étaient à l'œuvre en France. On ne déverse pas impunément les poisons de la haine, pendant des décennies, sans altérer l'âme d'une nation.

« Mais surtout, à considérer les chiffres, à lire les documents, à écouter les témoignages, la vérité apparaît, implacable : ces hommes, ces femmes, ces enfants entassés au Vel' d'Hiv', ici, dans la plus extrême misère, ce sont les responsables de Vichy qui, pour le compte des nazis, les ont fait arrêter ; ce sont eux qui les ont jetés dans les camps de Drancy, Pithiviers, Beaune-la-Rolande, avant de les livrer par convois entiers aux Allemands pour être déportés en Pologne, où ils seront exterminés.

« A ce moment, apparaît à nu la véritable nature d'un régime dont le temps ne saurait effacer les crimes. Sans doute ses responsables ne connaissent-ils pas la destination

ultime, la solution finale. Mais ils ne pouvaient ignorer le sort que les nazis réservaient aux juifs dans les ghettos et les camps à l'est de l'Europe. En les livrant ainsi, ces responsables français savaient au moins qu'ils les vouaient à la déportation, aux pires souffrances, et pour nombre d'entre eux, inévitablement, à la mort. Cette perspective-là ne les a pas retenus. « Il y a pire que le bourreau », s'écriait Mirabeau, c'est son valet ! » Lorsque nous écoutons les récits des rares survivants et que nous les entendons raconter que tout au long de ces journées atroces ils n'ont vu que des uniformes français, la haine s'ajoute à notre douleur et la rend plus vive encore.

« Pour expliquer leurs crimes, les responsables de Vichy ont souvent déclaré qu'ils n'avaient agi ainsi et accepté, à leur corps défendant, de livrer des juifs, y compris de la zone non occupée, aux Allemands, que parce qu'ils s'agissaient d'étrangers, et pour sauver ainsi les israélites français, comme on disait alors. Argument mensonger : le sacrifice des uns n'épargnait pas les autres. Au Vel' d'Hiv' même, se trouvaient dans cette foule hagarde bien des citoyens français, escapant vainement de leur nationalité, voire de leurs décorations gagnées sur le champ de bataille. Argument monstrueux, si l'on veut bien s'y attarder un instant : ces enfants, ces femmes, ces hommes, comme le rappeller, dans sa solennelle protestation, parmi d'autres prières des Eglises protestantes et catholiques, Mgr Saliege, archevêque de Toulouse, n'étaient-ils donc plus des êtres humains comme les autres parce qu'ils étaient juifs et étrangers ?

« Il faut le rappeler, s'ils étaient venus dans cette France qui les avait accueillis, où ils avaient fondé leur foyer, élevé leurs enfants, ce n'était pas seulement pour fuir une vie de misère et d'humiliation, mais pour beaucoup d'entre eux, parce qu'elle était à leurs yeux la patrie des droits de l'homme. On ne saurait jamais assez ce que représentait en ces temps-là, pour tant d'âmes juives, la France. Dans le plus petit village à l'est de l'Europe, son nom résonnait comme une promesse de dignité, de fraternité. On se répétait que la Révolution française, pour la première fois en Europe, avait fait des juifs des citoyens libres et égaux, que ses soldats avaient cassé les chaînes des ghettos partout où ils avaient porté le drapeau tricolore.

« Il faut avoir entendu, comme moi dans mon enfance, ces juifs venus de si loin, dire, avec leurs accents inimitables, leur amour de la France, leur foi dans la France, pour mesurer ce que signifiait pour eux, dans ces moments terribles, cet abandon-là, cette complicité-là. Ils ne pouvaient pas mesurer, ces malheureux, dans l'immensité de leur détresse, qu'à cet instant, ce n'était pas seulement eux, mais une certaine idée de la France, qui a fait par-dessus tout sa grandeur, que les responsables de Vichy reniaient, comme ils avaient renié la République qui les avait comblés d'honneurs.

Les enfants d'Izieu et ceux du Vel' d'Hiv'

« Mais le crime, puisqu'il faut l'appeler par son nom, a été plus abominable encore. Vichy s'était fait le complice des nazis dans l'arrestation et la déportation de ces femmes et de ces hommes. Nous savons par les archives de la Gestapo que les nazis ne désiraient pas s'embarrasser des enfants de moins de seize ans lors des premiers convois de déportation. Mais, si l'on arrête les parents, qu'allait-on faire d'eux ? A qui confier ces milliers d'enfants juifs ? La réponse est inscrite dans les consignes de la préfecture de police du 12 juillet 1942 : « Les enfants arrêtés avec la ou les personnes arrêtées seront emmenés en même temps, si aucun membre de la famille ne reste dans le logement. Ils ne doivent pas être confiés aux voisins. » L'on envoyait directement à Drancy les adultes qui n'avaient pas d'enfants. Les familles, elles, furent conduites au Vel' d'Hiv'. C'est pourquoi, parmi les sept mille détenus, se trouvaient quatre mille cinquante et un enfants.

« J'ai souvent pensé à la torture de ces plans et de ces mères serrées contre eux, leurs enfants épouvantés, assoiffés, privés de tout dans cet enfer de bruit, de chaleur, de punition. Mais pire que la douleur des parents fut le martyre des enfants. Du Vel' d'Hiv', ils furent emmenés aux camps de Pithiviers et Beaune-la-Rolande. Là, on les arracha à leurs parents, qui partirent à Drancy, puis à Auschwitz. Les enfants les survivants, bientôt, avec d'autres livrés de la zone dite « libre ». Cinq mille cinquante enfants passèrent ainsi à Drancy du 21 juillet au 9 septembre 1942. Les adolescents partirent les premiers, on prit ensuite les plus

jeunes, puis les tout-petits, pour remplir les convois de déportation prévus par Eichmann. Des milliers d'enfants du Vel' d'Hiv' ainsi déportés, pas un, je dis bien pas un, n'a survécu.

« Les enfants d'Izieu, arrêtés par Barbie et déportés à Auschwitz, symbolisent ces crimes. Les enfants du Vel' d'Hiv', arrêtés sur instruction de l'Etat français et déportés avec l'accord ou, pis encore, à la demande de Vichy contre les juifs. Car c'est le 6 juillet 1942, alors que les nazis n'avaient prévu que la déportation des adultes, que Danneberg, officier de la Gestapo, en charge des affaires juives en France, adressa à Berlin le télégramme suivant : « Le président Laval a proposé, lors de la déportation des familles juives de la zone non occupée, d'y comprendre également les enfants âgés de moins de seize ans. La question des enfants juifs restant en zone occupée ne l'intéresse pas. »

« Rappelons pour mémoire que nombre de ces enfants nés en France étaient devenus français à leur naissance, en vertu de la loi française alors en vigueur, sur simple déclaration de leurs parents. Ainsi, à l'heure du massacre des innocents, le prétexte même de sacrifier les juifs étrangers pour sauver les Français disparaissait. Tous ensemble, se tenant par la main, les plus petits portant leur nom écrit sur des médailles de bois accrochées à leur cou, ils sont montés dans les wagons plombés par groupes de cinquante, mêlés à quelques adultes. Dieu, à ce moment, paraissait avoir détourné son regard de cette terre.

Le châtiment importe moins que le jugement

« Un demi-siècle s'est écoulé depuis ces jours de deuil. Si le temps a apaisé notre douleur, il ne l'a pas éteinte. La blessure était trop profonde pour jamais cicatriser complètement. Nous avons si longtemps espéré que reviendraient ceux qui nous avaient été ainsi arrachés ! Et dans cette longue attente de l'impossible retour s'est gravée en nous la parole du prophète, qui nous dicte notre devoir : « Les fils des persécutés doivent garder la mémoire des persécutés subies par leur père et être les gardiens de la justice. »

« En prononçant ce mot si chargé d'exigence, je veux marquer qu'il ne s'agit point pour nous de vengeance. Nous savons bien que les coupables ne sont plus que des vieillards et que leur terme approche. Après tant d'années écoulées, ce qui importe, c'est moins le châtiment que le jugement lui-même. Parce que leurs crimes atteignent l'humanité tout entière, en la personne de ces êtres humains et d'abord de ces enfants martyrisés, il est essentiel au respect dû à l'humanité que ces criminels soient jugés. Il importe qu'à travers eux et au cours de leurs procès ces crimes soient rappelés à la conscience des hommes et d'abord à celle des nouvelles générations. Car la justice, quand il s'agit des crimes contre l'humanité, est d'abord mémoire.

« Or nous sommes arrivés à ce moment où les derniers témoins vont disparaître l'un après l'autre, où le temps écoulé fait que la mémoire se transforme en histoire. Déjà, des faussaires sont à l'œuvre pour en altérer la vérité. Déjà, certains s'appliquent à diluer ou à effacer des responsabilités écrites en lettres de sang. Rien ne serait pire, à cet égard, que de permettre à l'équivoque de s'installer durablement et de masquer pour l'avenir la signification du martyre des enfants du Vel' d'Hiv'.

« Une grande nation, dont le destin a été souvent tragique, n'a rien à craindre de la vérité. Et il n'y a aucune honte à mettre au jour les plaies secrètes d'un passé qui s'éloigne. Certes, qu'il s'agisse de juifs ou de résistants, la République ne saurait être tenue pour comptable des crimes commis par les hommes de Vichy, ses ennemis. Mais elle doit à leurs victimes l'ultime hommage que nous puissions leur rendre : l'enseignement de la vérité et la force de la justice. »

Aux Pays-Bas

Retour chez Anne Frank

AMSTERDAM

de notre correspondant

« Je l'ai lu d'une traite. Quand j'ai terminé, je me suis étonné que la lumière brûle encore, qu'il y ait du pain et du thé, que je n'entende aucun avion vriller ni aucun bruit de boîtes de seldis dans la rue. » C'est en ces termes que l'historien néerlandais Jan Romein révèle à ses compatriotes, le 3 avril 1946, à la « une » du quotidien Het Parool, l'existence d'un Journal « si pur, si intelligent et si humain » : celui d'Anne Frank. Malgré son enthousiasme, malgré les qualités d'écriture qu'il avait décelées chez l'auteur, il ignorait que cet ouvrage allait devenir un élément du patrimoine universel.


Paru aux Pays-Bas en 1947, le Journal d'Anne Frank a depuis été traduit dans plus de cinquante pays, où il a été édité à plus de trente millions d'exemplaires. Un « succès » dont le président de la Fondation qui porte le nom de la jeune martyre du nazisme - capturée le 4 août 1944, Anne Frank fut jetée le 3 septembre dans le dernier train déportant des juifs néerlandais à Auschwitz, puis déportée, le mois suivant, vers le camp de Bergen-Belsen où une épidémie de typhus la frappa en mars 1945, à l'aube de ses seize ans - donnait récemment la clé : « Le Journal décrit le début du voyage en enfer de façon si pénétrante, et avec un tel rayonnement intérieur, qu'il a forcé des millions de gens à voir, de leurs propres yeux, la réalité du national-socialisme, alors que les horreurs de cette période sont tellement inouïes que celui qui ne les a pas vécues ne peut presque pas s'en faire une idée. »

Sauf, pour commencer, à se rendre au numéro 263 du Prinsegracht, à Amsterdam, dans la maison où la famille Frank se réfugia, il y a cinquante ans. C'est là que le sort tragique d'Anne et de ses parents, originaires de Francfort, se noua, au cœur d'une ville où ils étaient venus fuir, en 1933, l'antisémitisme du Reich naissant. Mais la monstruosité des ratraps et les engluements, avec des millions d'autres. Cette maison - en réalité le commerce d'Otto Frank et son annexe, dissimulée derrière une bibliothèque pivotante - dans laquelle la cadette de la famille écrivit son involontaire chef-d'œuvre, est aujourd'hui un musée, dépouillé et d'autant plus émouvant qu'il n'héberge rien des occupants d'hier. C'est un musée avec un visage, certes, mais surtout avec une histoire : celle de la « solution finale » narrée par une adolescente à qui il suffisait d'y penser « pour avoir des cauchemars ».

La citation pourrait servir d'exergue à la petite exposition qui s'y tient jusqu'au 11 octobre sur le thème « Nazisme, antisémitisme, racisme et discrimination en Europe et aux Etats-Unis ». Quelques photos et textes illustrent les dangers du nationalisme extrême, des conflits ethniques en Europe de l'Est à la ségrégation raciale aux Etats-Unis en passant par la montée du Front national en France et du Vlaams Blok en Belgique. La maison d'Anne Frank est aussi un musée avec une actualité. « Il ne faut pas dire « il y a déjà cinquante ans », écrit le romancier Harry Mulisch, mais il y a seulement cinquante ans. »

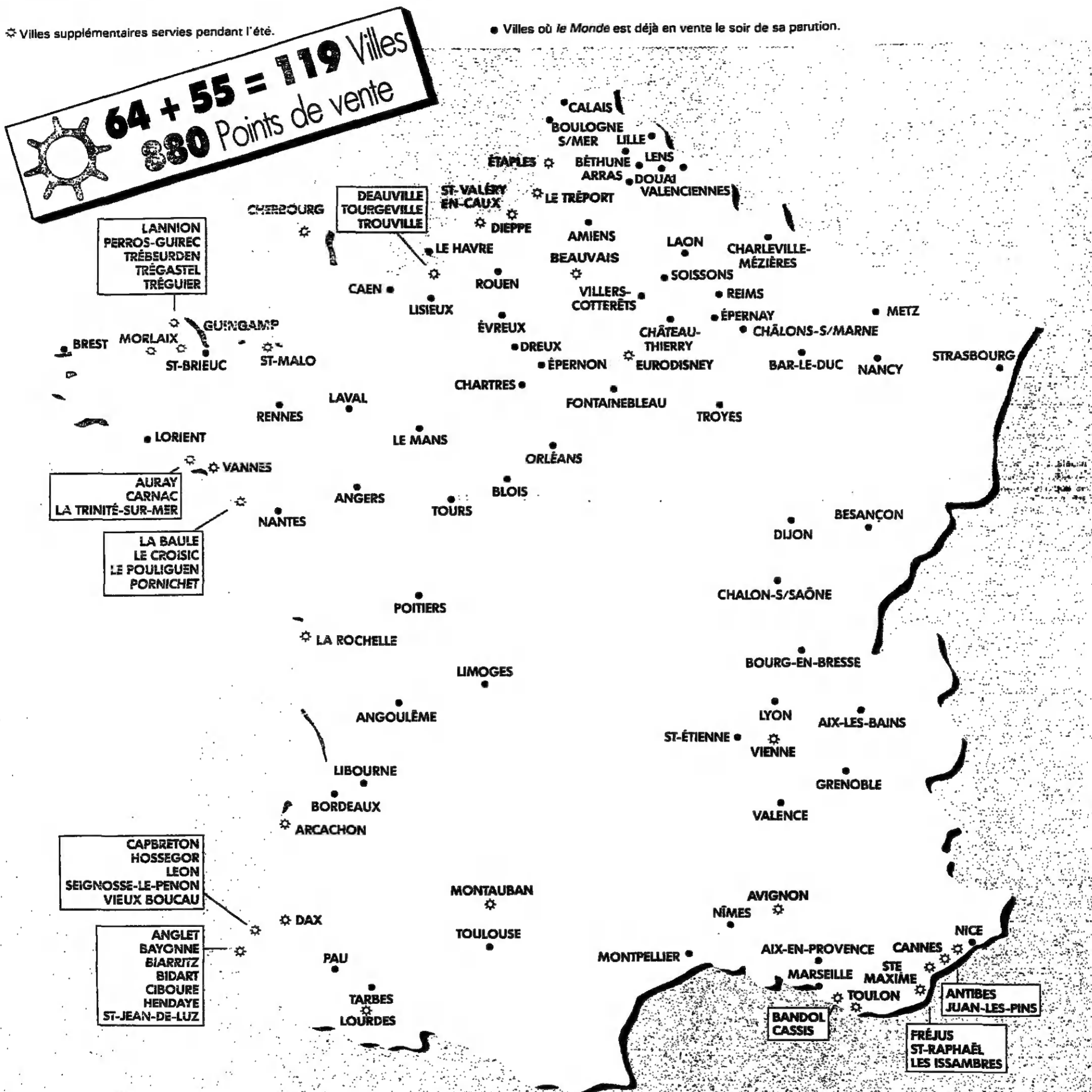
CHRISTIAN CHARTIER

PENDANT L'ÉTÉ, DANS 55 STATIONS DE VACANCES, Le Monde EST EN VENTE LE SOIR DE SA PARUTION

 Cinquante villes en février, soixante-quatre deux mois plus tard, cent dix-neuf aujourd'hui : le Monde poursuit le rapprochement engagé vers ses lecteurs, grâce à un aménagement de sa distribution. Du 9 juillet au 31 août, le Monde sera en vente le soir même chez certains marchands, là où un moyen de transport permet de faire parvenir le journal, chaque jour de la semaine, suffisamment tôt dans l'après-midi. Ces acheminements pour l'été s'ajoutent aux soixante-quatre que le Monde a déjà installés pour toute l'année : au total, dans 880 points de vente en province, le Monde, cet été, est désormais disponible, le soir même de sa parution.

✱ Villes supplémentaires servies pendant l'été.

• Villes où le Monde est déjà en vente le soir de sa parution.



سكنا في المدين

DE VACANCES,
DE SA PARUTION

50/50

SOCIÉTÉ

Le Monde • Samedi 18 juillet 1992 11

La convocation de M. Emmanuelli aux fins d'inculpation par le juge Van Ruymbeke

M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, a reçu jeudi matin 15 juillet une lettre de convocation aux fins d'inculpation en qualité d'ancien trésorier du Parti socialiste (le Monde du 17 juillet). Adressée par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes et signée par l'un de ses conseillers, M. Renaud Van Ruymbeke, cette convocation était attendue depuis que le conseiller rennais avait prévenu la chancellerie de sa décision d'inculper M. Emmanuelli dans l'un des dossiers

qu'il instruit sur le financement du PS et du PC dans le département de la Sarthe (le Monde du 10 et du 11 juillet). L'inculpation de M. Emmanuelli lui sera notifiée entre le 8 et le 14 septembre, a précisé la lettre de convocation et concerne « sa seule qualité de trésorier du parti socialiste ». Le chef d'inculpation est double, selon un communiqué émanant de la présidence de l'Assemblée nationale : « Complicité et recel de trafic d'influence pour avoir à la fois

été et assisté les sociétés Urba et Gracco, et réagi pour le compte du parti des fonds collectés ». Estimant qu'il ne s'agit de rien d'autre que d'inculper le parti socialiste, M. Emmanuelli a réagi en s'étonnant d'être convoqué « dans les derniers jours de la campagne pour le référendum de ratification du traité de Maastricht » et au 20 septembre. Connue de la chancellerie et du gouvernement dans la mesure qui a précédé le congrès du PS à Bordeaux, la décision d'inculper

Emmanuelli, à l'origine, lui être notifiée à la fin de la session parlementaire intervenue mercredi 8 juillet à minuit. Mais les magistrats rennais, devant la contre-attaque des dirigeants socialistes qui les mettaient directement en cause en affirmant notamment qu'ils étaient l'origine d'une « crise émanant en fait de confiances mal placées » auprès du PS, avaient attendu d'attendre la fin du congrès socialiste et du « pont » du 14 juillet pour annoncer la convocation annoncée.

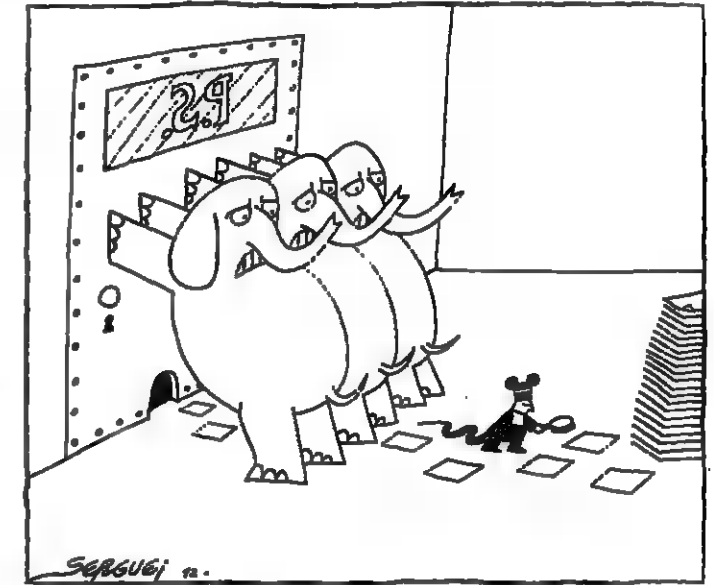
Le PS pris au piège de la centralisation et de... la moralisation

La peine annoncée, l'inculpation de M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, par un magistrat socialiste de tout premier rang, le juge Van Ruymbeke, a été perçue comme un coup de maître. Le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, a réagi en déclarant qu'il était « très étonné » de se voir inculper. M. Roland Dumas, ancien ministre, a déclaré que M. Emmanuelli était « un homme d'exception » et que sa condamnation serait « une victoire de la moralisation ». M. Daniel Mayer, ancien président du Conseil constitutionnel, a déclaré que M. Emmanuelli était « un homme d'exception » et que sa condamnation serait « une victoire de la moralisation ».

Contrairement à ce que certains responsables du PS laissent entendre, la droite, qui a été aussi bénéficiaire de financements illicites, ne doit pas se tranquilliser. Elle a été aussi inculpée, mais à la fin de la procédure, elle a été acquittée. M. Emmanuelli, qui a été inculpé, a été condamné à six mois de prison avec sursis. M. Emmanuelli, qui a été inculpé, a été condamné à six mois de prison avec sursis.

M. Emmanuelli, qui a été inculpé, a été condamné à six mois de prison avec sursis. M. Emmanuelli, qui a été inculpé, a été condamné à six mois de prison avec sursis. M. Emmanuelli, qui a été inculpé, a été condamné à six mois de prison avec sursis.

M. Emmanuelli, qui a été inculpé, a été condamné à six mois de prison avec sursis. M. Emmanuelli, qui a été inculpé, a été condamné à six mois de prison avec sursis. M. Emmanuelli, qui a été inculpé, a été condamné à six mois de prison avec sursis.



Dans un communiqué

Le président de l'Assemblée nationale estime que les magistrats veulent « inculper le Parti socialiste »

Le service de presse de la présidence de l'Assemblée nationale a rendu public, jeudi 16 juillet en fin de matinée, le communiqué suivant : « M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, a été inculpé par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes. Cette inculpation est double : complicité et recel de trafic d'influence pour avoir à la fois été et assisté les sociétés Urba et Gracco, et réagi pour le compte du parti des fonds collectés ».

« J'observe que la chronologie n'est pas sans importance : ce courrier a été divulgué une fois dans la presse le 7 juillet 1992, il est le 10 juillet, il m'a été notifié le 15 juillet. Ce calendrier n'est pas le plus heureux. L'enchaînement des différentes péripéties qui ont amené ce dossier n'est pas moins étrange : perquisition du siège du Parti socialiste le jour même de la passation du pouvoir de M. Pierre Mauroy à M. Laurent Fabius, divulgation de l'annonce de cette inculpation le 10 juillet, le jour même du congrès du PS à Bordeaux, convocation de M. Emmanuelli le 15 juillet, le jour même du référendum de ratification du traité de Maastricht ».

Responsabilité

par Edwy Plenel

Le PS pève, chèrement, sa gestion judiciaire des dossiers. Les ministères de M. Arpagian et Henri Nallet, de 1981 à 1991, ont été les premiers à être inculpés. M. Michel Vauzelle, aujourd'hui placé sous le sceau de la justice, a été inculpé après avoir été ministre de la Justice. M. Emmanuelli, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale, a été inculpé après avoir été président de l'Assemblée nationale.

Le PS pève, chèrement, sa gestion judiciaire des dossiers. Les ministères de M. Arpagian et Henri Nallet, de 1981 à 1991, ont été les premiers à être inculpés. M. Michel Vauzelle, aujourd'hui placé sous le sceau de la justice, a été inculpé après avoir été ministre de la Justice. M. Emmanuelli, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale, a été inculpé après avoir été président de l'Assemblée nationale.

Le PS pève, chèrement, sa gestion judiciaire des dossiers. Les ministères de M. Arpagian et Henri Nallet, de 1981 à 1991, ont été les premiers à être inculpés. M. Michel Vauzelle, aujourd'hui placé sous le sceau de la justice, a été inculpé après avoir été ministre de la Justice. M. Emmanuelli, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale, a été inculpé après avoir été président de l'Assemblée nationale.

Le PS pève, chèrement, sa gestion judiciaire des dossiers. Les ministères de M. Arpagian et Henri Nallet, de 1981 à 1991, ont été les premiers à être inculpés. M. Michel Vauzelle, aujourd'hui placé sous le sceau de la justice, a été inculpé après avoir été ministre de la Justice. M. Emmanuelli, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale, a été inculpé après avoir été président de l'Assemblée nationale.

Pour avoir envoyé leur fils dans l'école d'une secte en Inde Les parents du petit Yoann ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis

Le tribunal correctionnel de Rennes a condamné, jeudi 16 juillet, les parents d'un enfant, Yoann, âgé de six ans et demi au moment des faits, à trois mois de prison avec sursis. Les parents ont été reconnus coupables, par un jugement de la direction parentale, d'avoir pris le risque de « compromettre gravement la santé et la sécurité de l'enfant ».

Le tribunal correctionnel de Rennes a condamné, jeudi 16 juillet, les parents d'un enfant, Yoann, âgé de six ans et demi au moment des faits, à trois mois de prison avec sursis. Les parents ont été reconnus coupables, par un jugement de la direction parentale, d'avoir pris le risque de « compromettre gravement la santé et la sécurité de l'enfant ».

M. Dumas dénonce la « dérive des pratiques judiciaires »

M. Roland Dumas, ancien ministre, a déclaré que M. Emmanuelli était « un homme d'exception » et que sa condamnation serait « une victoire de la moralisation ». M. Daniel Mayer, ancien président du Conseil constitutionnel, a déclaré que M. Emmanuelli était « un homme d'exception » et que sa condamnation serait « une victoire de la moralisation ».

M. Roland Dumas, ancien ministre, a déclaré que M. Emmanuelli était « un homme d'exception » et que sa condamnation serait « une victoire de la moralisation ». M. Daniel Mayer, ancien président du Conseil constitutionnel, a déclaré que M. Emmanuelli était « un homme d'exception » et que sa condamnation serait « une victoire de la moralisation ».

M. Roland Dumas, ancien ministre, a déclaré que M. Emmanuelli était « un homme d'exception » et que sa condamnation serait « une victoire de la moralisation ». M. Daniel Mayer, ancien président du Conseil constitutionnel, a déclaré que M. Emmanuelli était « un homme d'exception » et que sa condamnation serait « une victoire de la moralisation ».

M. Roland Dumas, ancien ministre, a déclaré que M. Emmanuelli était « un homme d'exception » et que sa condamnation serait « une victoire de la moralisation ». M. Daniel Mayer, ancien président du Conseil constitutionnel, a déclaré que M. Emmanuelli était « un homme d'exception » et que sa condamnation serait « une victoire de la moralisation ».

M. Roland Dumas, ancien ministre, a déclaré que M. Emmanuelli était « un homme d'exception » et que sa condamnation serait « une victoire de la moralisation ». M. Daniel Mayer, ancien président du Conseil constitutionnel, a déclaré que M. Emmanuelli était « un homme d'exception » et que sa condamnation serait « une victoire de la moralisation ».

M. Roland Dumas, ancien ministre, a déclaré que M. Emmanuelli était « un homme d'exception » et que sa condamnation serait « une victoire de la moralisation ». M. Daniel Mayer, ancien président du Conseil constitutionnel, a déclaré que M. Emmanuelli était « un homme d'exception » et que sa condamnation serait « une victoire de la moralisation ».

LAURENT GRELSAMER

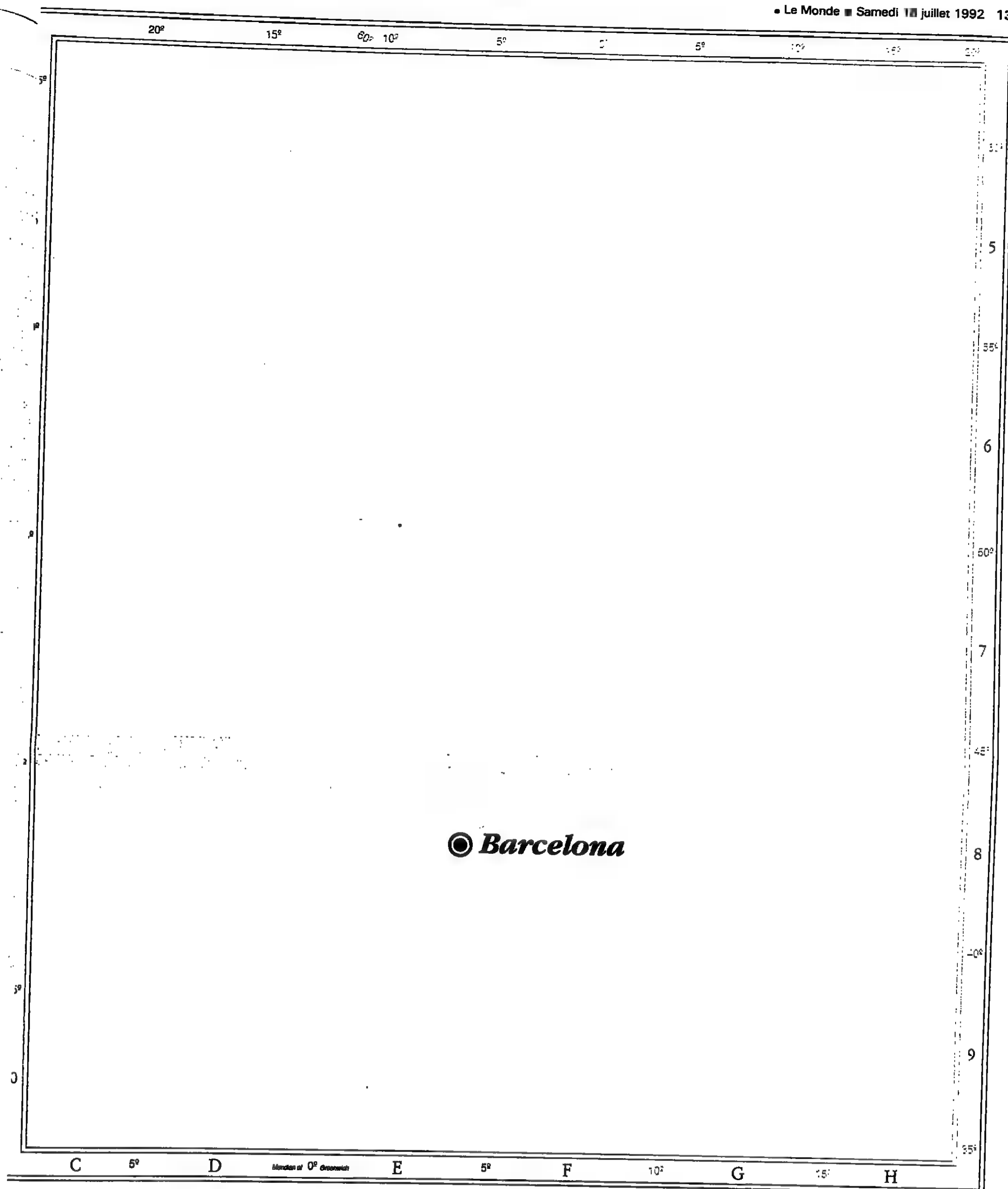


► **Comment faire le Tour. Eloges**
■ **la course.** ■ **Josée Lapeyrière,**
«**Point Hors Ligne**», 105 F.
(Lire aussi dans ■ **Monde sans**
visa, page 26, ■ **Un pays dans le**
Tour, par **Philippe Boglio**.)

DA SITUER

هكذا بيننا والاصل

Le Monde ■ Samedi 11 juillet 1992 13



**DANS QUEL PAYS
SITUERIEZ-VOUS CE POINT?**

CULTURE

L'Été festival/Avignon

Toutes les représentations du «in»
ont été annulées

Bien que les consultations organisées dans l'après-midi du 15 juillet par le CGT et la coordination des intermittents du spectacle n'aient pas dégagé de majorité en faveur d'une grève (le Monde du 17 juillet), la totalité des spectacles du Festival «in» du jeudi 16 juillet a été annulée. La décision d'Alain Crombecque, son directeur.

La direction du Festival a publié en fin de journée un communiqué annonçant sa décision : «Le Festival reprendra son cours normal dès demain, dans un climat qu'il souhaite apaisé. Le Festival regrette très vivement les désagréments apportés aux sept mille spectateurs attendus ce soir. Elle annonce que les billets seraient remboursés ou échangés dès le lendemain.

Toute la journée du 16, les responsables de la CGT, de FO et des coordinations ont multiplié contacts, réunions, initiatives — dont la plus spectaculaire fut l'enfermement d'Alain Crombecque dans le bureau en milieu de journée — afin de populariser leur action.

En fin de journée, force était de constater que les risques de perturbation étaient trop importants pour assurer les représentations : ici, le spectacle aurait lieu pleins feux, les techniciens lumières étant en grève ; là, le son ; ailleurs, l'accueil du public ; pourrait pas être garanti dans de bonnes conditions et, plus loin, un «in» aurait pu empêcher l'accès à la salle... Mais, dans la journée comme dans la soirée, de nombreux spectacles du «off» ont eu lieu normalement.

Michel Gauthier, secrétaire général de la Fédération du spectacle CGT, remercie Alain Crombecque, indiquant que, comme lui, «il souhaitait que désormais le climat s'apaise à Avignon» et qu'il «ferait tout pour faire partager ce point de vue à ses camarades intermittents».

M. Gauthier s'est par ailleurs engagé à proposer à ceux qui occupent l'Odeon, à Paris, depuis le 1^{er} juillet, avec le soutien de son syndicat, de faire un geste, de trouver une solution pour le démontage des décors de la Zarzuela, dont les dernières représentations ont été empêchées, alors que le spectacle doit être donné à Séville.

L'annulation des représentations du «in» aura représenté non seulement un gène pour les spectateurs, mais, pour le Festival, un manque à gagner de l'ordre de 700 000 francs. La nouvelle ayant été annoncée tardivement, de très nombreux spectateurs sont présentés à portes des théâtres restées closes.

Vers 21 h 30, au pied du Palais des papes, des responsables du Festival ont été vivement pris à parti. Pendant ce temps, se tenait une réunion : le parvis, du chanteur Francis Lalanne et d'intermittents qui paraissent pas vouloir s'en tenir là et continuer leur action. La direction du Festival devait vendredi l'organisation, partout où cela serait possible, de représentations supplémentaires afin de satisfaire l'attente du public.

OLIVIER SCHMITT

Une lettre de M. Jean Kaspar

Pour la première fois depuis le début du spectacle, le directeur général d'une organisation syndicale s'exprime publiquement. M. Jean Kaspar nous a fait parvenir à Avignon une lettre, laquelle il qualifie de «lettre d'engagement» dans l'occupation de l'Odeon et l'agitation dans la Cité des papes et leur rôle d'entamer des discussions avec le patronat.

« (...) Les intermittents du spectacle, vedettes mises à part, vivent des conditions d'activité particulièrement précaires : quelques cachets groupés souvent à fin de semaine, pendant quelques périodes de l'année, puis de longs mois d'attente. Pour tenir compte de cette situation particulière, les partenaires sociaux de l'assurance-chômage ont adopté au début des années 80 des règles spécifiques d'indemnisation : 307 heures d'activité dans l'année (ou 43 cachets d'une valeur douze fois chacun) ouvrent droit au chômage pendant trois mois. Autrement dit, il suffit de travailler l'équivalent de trois mois de travail pour être indemnisé pendant trois mois de chômage.

En revanche, il faut reconnaître que le régime d'allocation versée est plus faible, et qu'il n'existe pas de «garantie d'un montant minimal» pour les intermittents. Par comparaison, un jeune d'une profession galérant de contrat précaire a un contrat précaire et qui ne peut justifier que trois mois de travail l'année, lui, indemnisé seulement pendant trois mois. Peut-on maintenant dire que le spectacle a des avantages qui s'écartent à ce point des garanties accordées aux autres chômeurs ? Jusqu'où peut-on considérer que l'intervention de la solidarité interprofessionnelle garde toute sa légitimité ? Ne faut-il pas l'ensemble du système ?

Un système en cessation de paiement

Ces questions d'autant plus d'actualité que se négocie en ce moment, dans des conditions particulièrement difficiles, l'avenir de l'assurance-chômage. Si on ne fait rien, l'ASSÉDIC ne pourra plus payer l'équivalent annuel des prestations versées à un chômeur sur quatre. Chaque partie prenante devra contribuer à l'effort de redressement du régime, ou on ne peut tolérer que le système en état de cessation de paiement.

En premier lieu, les entreprises : il est inconcevable qu'elles continuent à licencier massivement et qu'elles refusent dans le même temps de contribuer en proportion au financement du déficit ainsi créé. La CFTD fera aussi appel à la solidarité des salariés avec les chômeurs à travers une hausse incontestable mais limitée dans le temps de la cotisation. L'Etat ne peut dérober, alors que le financement du chômage est passé de 33 % à 25 % depuis le début des années 80. Nous lui demandons donc : participation au financement des prestations de formation. La CFTD demandera aussi un effort des chômeurs, pénaliser les plus précaires. Leur durée globale d'indemnisation sera préservée. En revanche, le régime normal d'allocation pourra subir après certaine durée une légère dégressivité.

Les chômeurs intermittents du spectacle peuvent-ils s'écarter de l'effort commun ? Faut-il non ! Les partisans de rien changer jouent sur le (...). Si fin septembre, il n'y a plus de conditions spécifiques d'indemnisation pour les intermittents. Dans ce cas, ils basculeraient dans le régime de droit commun (...). C'est la raison qui a conduit la CFTD avec la CGT et la CGC à proposer des amendements dont les grandes lignes sont en cohérence avec le projet de réforme du régime général : les conditions d'entrée dans le régime et les durées maximales d'indemnisation, qu'elles soient aujourd'hui : cela est également le cas des propositions patronales. Il est nécessaire de faire croire aux artistes que beaucoup d'entre eux seraient plus indemnisés avec les nouvelles règles...

Si l'on regarde d'affiliation l'année (43 cachets) permettrait d'être indemnisé six mois au taux normal (au lieu de onze actuellement) et le temps d'un taux légèrement dégressif, ce qui est important pour les intermittents par comparaison avec les autres chômeurs. Enfin, la CFTD revendique un minimum d'allocation minimal garanti à hauteur de ce qui est versé dans le régime général, ce qui améliorerait le niveau d'indemnisation des intermittents les plus précaires (...).

La CFTD entend agir pour que le patronat reprenne sur la négociation dans les plus prochains détails. La majorité des militants comprendront qu'ils n'ont rien à gagner à suivre les apprentis sorciers, les champions de l'immobilisme qui parlent en refusant de créer les nouvelles règles qui donneront à ce son...



François Marthouret joue «Le Livre des fuites» de Le Clézio. Les ambiguïtés de l'acteur et de l'écriture.

Les heures de nos vies

Le Clézio, écrivain, et Marthouret, acteur, provoquent le soleil des ombres

LE LIVRE DES FUITES

de Le Clézio

par Olivier Schmitt

«Là où il y avait un espace blanc, où il y avait le vide pur, vite écrit, chien enragé. Il est écrit, il y a un peu de chose. Un livre, trois livres, voilà qu'on dixième c'est, l'on dit aujourd'hui, trop galère».

Il s'appelle Jean-Marie-Gustave Le Clézio. Traduit à la fin des parties du monde (existent-elles encore, les parties du monde ?). Il est en crise, galère n'est-ce pas ? C'est vrai, il s'échappe. «Ne plus avoir à dire à personne : irès bien, merci, et vous ? Fuir. Et c'est le Livre des fuites (il n'y a bien fallu, une fois de plus, maculer le blanc du papier, comment faire autrement ?) Fuir, des petites enfance, il l'a fait, comme nous tous.

Avec dans les mains un bout de sucre, un drôle de caillou, même rien, des imaginations, les yeux, le Livre des fuites (il n'y a bien fallu, une fois de plus, maculer le blanc du papier, comment faire autrement ?) Fuir, des petites enfance, il l'a fait, comme nous tous.

Pour un garçon, tous les garçons, une autre fuite : la femme. Hypnose, parce que la femme, elle

le plus ailleurs et le moins ailleurs des ailleurs, vous savez. Mais très sombre, Le Clézio, fuit-il. «Il n'y a pas de douceur, il n'y a que le plaisir. Yeux qui devaient, déjà, la proie facile offerte. Dans le Livre des fuites, il voit une femme et un homme, nus sur un lit. Écriture méchante, d'acier pour décrire les chocs. «Tout devient mécanique».

Puis les deux corps qui se rejoignent, le blanc, l'ennemi a été rejoint, a été vaincu. Son corps a été martelé. Son auto-nomie, celle de la femme, a été détruite pendant quelques secondes... Et ce comme s'il n'y avait rien eu. L'homme meurtrier, l'homme qui veut un corps de son, viol de la femme, sur la femme, toujours. Le Clézio a inventé une ombre, l'amour. Les poèmes et romans d'amour.

Le livre de carton

Le Livre des fuites, livre de toute beauté, livre vrai, toutes les heures de nos vies, même si Le Clézio ne le veut pas, et livre aussi fort, ou peut-être plus fort, sur le théâtre, parce qu'il est un homme, une femme, chassée par son ombre, par d'autres ombres, et

qui n'a jamais choisi la fuite, un spectre de fuite, c'est l'acteur, l'actrice. Chaque soir, la vie s'échappe. L'absence, le gouffre, même des ombres : des audaces, Lady Macbeth, Arkadina, Athalie... La panique du gouffre, démente à vivre, morte, aide à attendre les fidèles dans la nef, la retombe dans la terre, «l'ai rien pouvoir dire, c'était la gorge sèche, laissez-moi, non merci, dites rien...» La sèche : la retombe dans la terre, «la bouche du carton». Rappel du feu dans le désert.

L'acteur François Marthouret joue (met en scène) le Livre des fuites. Le voir jouer est inoubliable. Parce qu'il joue Le Clézio qui franchement voudrait ne pas écrire, et qui l'écrit. François Marthouret joue ne joue pas, et ne ment pas. Le sauve-qui-peut.

Qu'il grimpe sur la table à écrire comme l'enfant terrible, qu'il cogne sa tête au mur, qu'il rêve tirant le sable du désert comme sur le drap d'une agonie, il est le naufragé qui refuse du secours, il porte plus loin sa tête grise, sa mer grise, il est l'acteur tout entier dans son espérance sa déraison, la magie miraculeuse qu'il forme de son être, il n'en triche pas les angles, c'est les semblants dans le même

sac, l'âme les choses, ou, comme dit aussi Le Clézio, car il faut faire le clown : «Renoncer qui font plaisir, à changer marque du style à bille».

Impossible de quitter le grand livre, si grande heure de théâtre, ajouter une chose. Parmi les livres, quel est le vain qui font plaisir, il y a un qui revient, «mort». Vraiment, «mort», lorsque l'on n'a plus à dire. C'est un mérite de J. M. G. Le Clézio que d'avoir pas de mort, moi, bien trop grand pour quiconque mais justement pas pour lui, cours des heures d'un livre qui a l'échappée, l'obsession de la fuite, pour propos. L'homme de Le Clézio a chou-choute son ombre. Il marche dessus. C'est le soleil qui le crèneau, comme l'on dit. Et dans quels termes ! Il y a le soleil. Le phare incandescent toujours braqué sur la terre. Au-dessus des villes, les cimes des arbres, sur les hommes, il y avait toujours un rond blanc indestructible. Et si on fermait les yeux, on voyait toujours à sa place, tache aveugle posée la réine, nageant dans le bain de sang.

MICHEL COURNOT

Jusqu'au 18 juillet à 21 h 30.

NIMES

Fanfare et pétarades

De Franca Rame à Molière, Jean-Louis Hourdin revient
aux enfances prometteuses du théâtre

FARCES

de Jean-Louis Hourdin

Pour le décor, une toile tendue deux mâts, une guirlande de lampions dessinant les arêtes d'un chapiteau fictif : Jean-Louis Hourdin promène Farces, son équipage allégé de bateleur. Ce qui ne veut pas dire éclats ni fracas, puisqu'une fanfare et des artificiers, les Pétardières, sont du voyage.

Ils ont accordé leurs flonflons à leurs feux de Bengale dans les jardins de l'Herminette, à Launay, avant une tournée provinciale qui pour le Festival de Martigues.

Avec Farces, Hourdin a voulu revenir aux enfances prometteuses du théâtre. Il projetait tout un parcours de Molière à Dario Fo, en passant par Tabarin et Bruscaville, Karl Valentin et Guy Bedos. En fait, il n'a plongé dans le répertoire de Molière, il a du mal à s'en arracher. D'où un programme associant le Médecin volant et le Mariage forcé, complété, en

guise de coda contemporain, par un monologue de Franca Rame qui marque le spectacle.

Une farce ? Il pourrait voir une tragédie dans cette triste histoire de femme frustrée, humiliée, enfermée par un mari jaloux, réduite à raconter ses malheurs, à se faire à sa voisine d'en face. Mais Franca Rame a doté son personnage d'une vitalité frénétique, jusqu'à l'explosion burlesque qui lui permet d'en fuir, une fois pour toutes, avec ceux qui l'empêchent de vivre.

Une vie aliénée

Les cinq actrices, la troupe — Christine Brotons, Isabelle Cribère, Suzanne Forsell, Nathalie Jouin et Sylviane Simonet, — proposent des interprétations toniques du personnage de la femme musicienne exécutant la partition discordante d'une vie aliénée.

Les Molières sont beaucoup moins convaincants. Surtout le Mariage forcé, qui ne saurait

s'accommoder du grossissement qui lui inflige la mise en scène. Toute la mélancolie de cette comédie psychologique, où l'homme évoque les déboires d'un frère d'Arnolphe, le George Dandin, est escamotée par les masques, les arlequinades bouffonnes. Et la vraie vie du triptyque, le Médecin volant, le vivacité que la scatologie, qui devient le motif central de l'œuvre, soit supportable.

Le seul intérêt de ces deux variations farceuses est plastique : l'étrangeté des maquillages de Werner Strub engendre une certaine poésie, par instants, particulièrement beaux talents de planeur du médécin volant.

BERNADETTE BOST

Jusqu'au 18 juillet, à 22 heures, au Cloître des Jésumes. Et le 21 juillet, à 21 h 30, au Théâtre de la Mairie.



parcours déroutant pour un art différent
LES ARTS ETONNANTS
THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT
jusqu'au 9 août
R. les jours sauf lundi 16h/22h. Entrée 50 F.

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE

Corbeil, 14 h : mobilier, tableaux.

Dimanche 19 juillet

La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Nogent-le-Rotrou, 14 h : mobilier, argenterie ; Provins, 14 h : livres ; Versailles (chevaux-légers), 10 h : 14 h 15 : livres ; 15 h : contemporains.

PLUS LOIN

Samedi 18 juillet

14 h 30 : mobilier, bibelots ; 15 h : tableaux ; contemporains ; Commen, 15 h : mobilier, objets d'art ; Carpentras, 15 h : mobilier, tableaux ; Constantes, 14 h 30 : linge, jouets ; La Basse, 20 h 30 : argenterie, bijoux ; La Rochelle, 14 h : marine et science ; Laval, 14 h 30 : livres, vieux papiers ; Lyon (rue Marcel-Rivière), 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Saint-Jean-de-Luz, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Saint-Malo, 14 h : mobilier, tableaux.

Dimanche 19 juillet

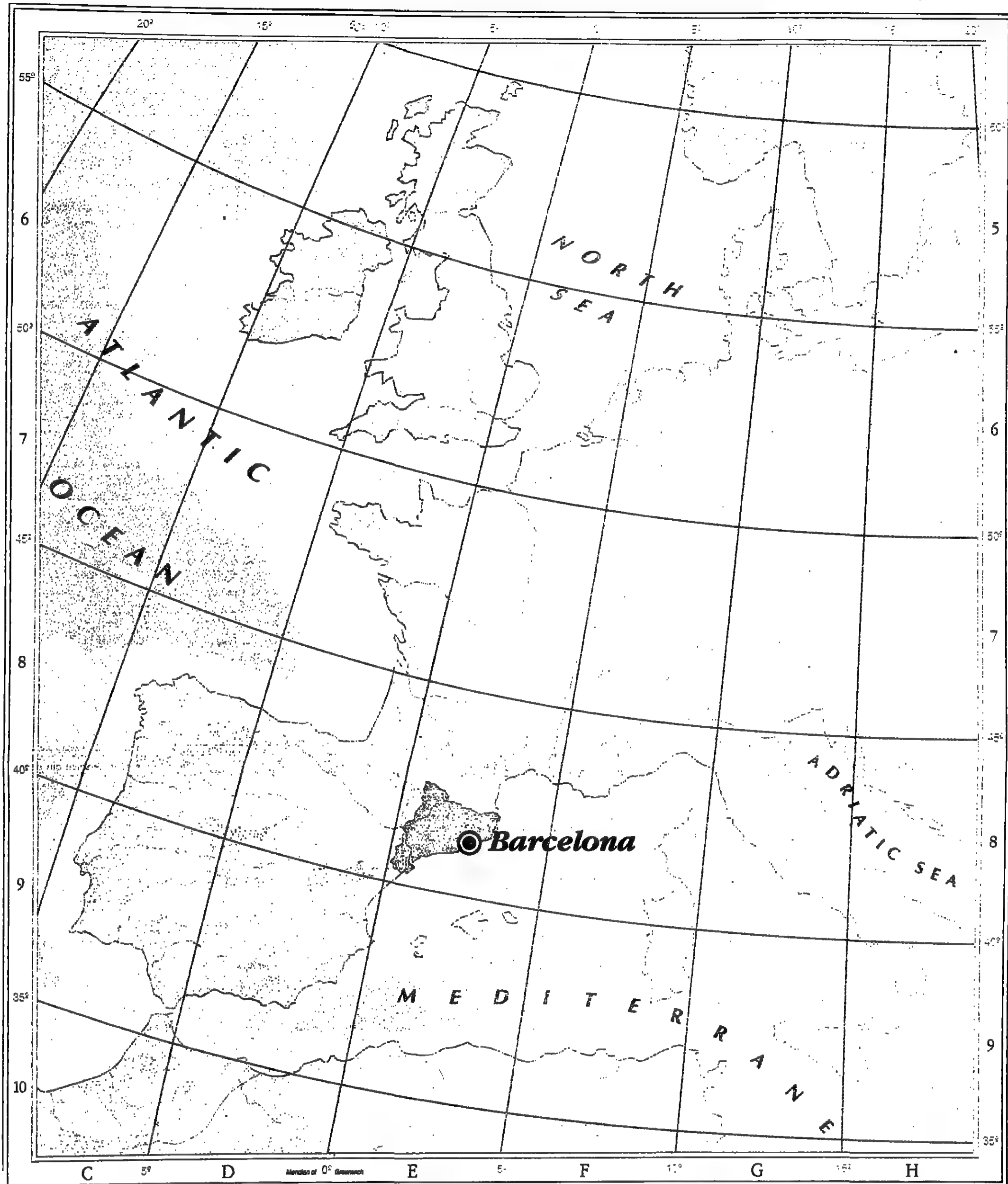
Asnières, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Autun, 14 h : mobilier, tableaux ; Dourmorrec, 14 h 15 : céramiques ; Flacey-sur-Orche (Côte-d'Or), 14 h 15 : mobilier, tableaux ; Glen, 14 h : modernes ; Houlleux, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; La Havre, 14 h 30 : modernes ; Limoges, 14 h : tableaux ; Montargis, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Font-Audemer, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Saint-Dié, 14 h : mobilier, orfèvrerie ; Vitry-le-François, 10 h et 14 h : céramiques.

FOIRES ET MARCHÉS

Paris (square Marco-Polo, 6^e), Béziers, Saint-Quay-Portrieux, Briquebois (Manche), Ascarla (Pyrénées-Atlantiques), Drapailignan, Lac-Sum-Mer (Calvados), Fournas (Charente-Maritime), Aubazines (Corrèze), Poilly-en-Auxois (Côte-d'Or), Ribécourt (Dordogne), Ormains (Doubs), Bats-sur-Mer (Loire-Atlantique), Bats-sur-Mer (Hautes-Pyrénées), Bats-sur-Mer (Seine-et-Marne).

EN CAT

صلى الله عليه وسلم



EN CATALOGNE BIEN SÛR.

Barcelone se situe en Catalogne, un pays en Espagne avec une culture, une langue et une identité propres.

Un pays qui avec seulement six millions d'habitants a connu une croissance qui l'a transformé en l'un des moteurs de l'Europe.

Un pays où de nombreuses entreprises étrangères —européennes, nord-américaines, japonaises...— ont investi et sont en train d'investir très fortement.

Un pays qui a compris et ■ stimulé le

génie de Picasso, la force de Miró, l'imagination de Dalí, l'innovation de Tàpies, l'art de Montserrat Caballé et de Josep Carreras, la maîtrise de Pau Casals, l'audace de Gaudí...

Un pays qui est visité par 16 millions de personnes du monde entier chaque année, à la recherche d'un climat et d'installations touristiques, sportives et culturelles uniques.

Un pays qui a su gagner les Jeux Olympiques pour sa capitale, Barcelone.

Maintenant vous savez où est Barcelone; en Catalogne, bien sûr.



GENERALITAT DE CATALUNYA
GOUVERNEMENT AUTONOME
DE LA CATALOGNE

ÉCONOMIE

Après la décision du conseil de la Bundesbank

BILLET

Le rail et la concurrence

Les gouvernements britannique et allemand ont annoncé, le 14 et 15 juillet, une réforme de leurs chemins de fer (le Monde du 15 et du 16 juillet). Pour Londres qui vit encore l'heure Thatcher, il s'agit ni plus ni moins de privatiser les rails du Royaume. Pour Bonn, moins dogmatique, l'opération vise à séparer la gestion des infrastructures de l'exploitation des trains qui y roulent. Officiellement, il s'agit d'obtenir des sociétés exploitantes une meilleure gestion - donc le fin subvention - et de fournir au voyageur un service de meilleure qualité que celui d'aujourd'hui. La Commission Bruxelles n'est pas étrangère à l'évolution, elle qui aurait voulu que les États membres finissent par un monopole dont jouissent les chemins de fer des Douze. Le conseil des ministres de la Communauté ne l'avait pas suivie dans le libéralisme, mais avait seulement obligé, en 1991, les États à laisser fonctionner les chemins de fer de façon indépendante et à clarifier leurs comptes en séparant la gestion des rails de celle des trains. Le monopole a été battu : une brèche pour les relations internationales et pour le transport combiné train-camion : les exploitants devront laisser passer des convois concurrents. L'Allemagne et la Grande-Bretagne plus loin, c'est que les chemins de fer de deux pays sont en crise : les États n'ont plus les moyens de supporter les déficits (la moitié du chiffre d'affaires annuel pour la Reichsbahn) et croient plus guère au rail. Le recours excessif à la concurrence présente des risques. Tout d'abord, les partisans oublient que la voie ferrée subit les attaques de la route et que la fermeture de lignes les moins rentables conduirait la clientèle à désertir un « peu de chagrin » et à se tourner vers la voiture ou le camion, dangereux et polluants. La sécurité des trains, qui exige une organisation rigoureuse, pourrait pâtir : les circulations et compétitives. Enfin, l'aménagement du territoire risque de faire les frais de l'exploitation exclusive des lignes les plus bénéficiaires : l'emplacement des compagnies aériennes Virgin Atlantic à exploiter des locomotives pourrait annoncer un train asservi à l'avion et, à son profit, à son service. Le SNCF n'a pas trop souci de se faire dans l'immédiat : elle a un réseau de TGV avec constance grâce à l'appui du gouvernement, tout en faisant face à la croissance du trafic de banlieue. Elle doit pourtant accroître sa compétitivité pour démontrer que l'entreprise publique n'est pas la pire façon d'exploiter un chemin de fer, et de se passer un jour des subventions dont on ne manquera pas de lui faire grief à Bruxelles pour cause de concurrence déloyale.

ALAIN FAUJAS

■ confirmation du départ du président de la Banque centrale. Le Parlement a accepté, jeudi 16 juillet, la nomination du président de la Banque centrale, M. Godefrid Matoukhine. Le Parlement, dominé par les conservateurs, s'était d'abord opposé à la nomination que proposait le ministre de l'Économie, M. Boris Linnemann, qui avait remis le 1^{er} juin le nom de M. Godefrid Matoukhine à la présidence de la Banque centrale. Le ministre de l'Économie, M. Godefrid Matoukhine, a indiqué qu'un nouveau président de la Banque centrale serait prochainement nommé, en accord avec le président de la Russie, M. Eltsine.

Le relèvement du taux de l'escompte allemand a peu de répercussions internationales

Le relèvement du taux de l'escompte allemand de 8 % à 8,75 %, décidé jeudi 15 juillet par le conseil de la Bundesbank, a eu de faibles répercussions en Europe. Les principaux États ont maintenu inchangés leur taux de l'escompte. Seules exceptions, l'Autriche (dont le taux d'escompte a été porté de 8 à 8,5 %) et l'Italie, dont le taux d'escompte a été porté de 13 à 13,75 %. En France, le ministre de l'Économie, M. Michel Sapin, a déclaré qu'il n'y a pas de raison de modifier la politique monétaire française. Le relèvement allemand n'est pourtant pas sans conséquences sur les marchés européens.

Soulagée, la Banque française a montré qu'elle n'était pas inquiète. Quelques heures après la réunion du conseil de la Bundesbank, jeudi 16 juillet, le ministre de l'Économie, M. Michel Sapin, a déclaré qu'il n'y a pas de raison de modifier la politique monétaire française. Le relèvement allemand n'est pourtant pas sans conséquences sur les marchés européens.

Or, la décision des gouverneurs de la Bundesbank, jeudi 15 juillet, a été attendue. Un relèvement du taux de l'escompte a été attendu. Le relèvement du taux de l'escompte allemand a eu de faibles répercussions en Europe. Les principaux États ont maintenu inchangés leur taux de l'escompte. Seules exceptions, l'Autriche (dont le taux d'escompte a été porté de 8 à 8,5 %) et l'Italie, dont le taux d'escompte a été porté de 13 à 13,75 %. En France, le ministre de l'Économie, M. Michel Sapin, a déclaré qu'il n'y a pas de raison de modifier la politique monétaire française. Le relèvement allemand n'est pourtant pas sans conséquences sur les marchés européens.

Les marchés financiers ont été particulièrement sereins. Le relèvement du taux de l'escompte allemand a eu de faibles répercussions en Europe. Les principaux États ont maintenu inchangés leur taux de l'escompte. Seules exceptions, l'Autriche (dont le taux d'escompte a été porté de 8 à 8,5 %) et l'Italie, dont le taux d'escompte a été porté de 13 à 13,75 %. En France, le ministre de l'Économie, M. Michel Sapin, a déclaré qu'il n'y a pas de raison de modifier la politique monétaire française. Le relèvement allemand n'est pourtant pas sans conséquences sur les marchés européens.

Les contraintes du SME

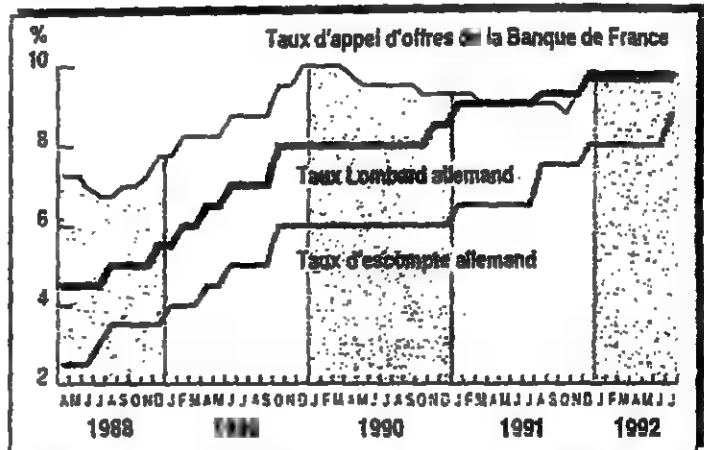
En France, les autorités monétaires ont affirmé qu'elles n'avaient pas l'intention de modifier le taux d'intérêt. Le relèvement du taux de l'escompte allemand a eu de faibles répercussions en Europe. Les principaux États ont maintenu inchangés leur taux de l'escompte. Seules exceptions, l'Autriche (dont le taux d'escompte a été porté de 8 à 8,5 %) et l'Italie, dont le taux d'escompte a été porté de 13 à 13,75 %. En France, le ministre de l'Économie, M. Michel Sapin, a déclaré qu'il n'y a pas de raison de modifier la politique monétaire française. Le relèvement allemand n'est pourtant pas sans conséquences sur les marchés européens.

Escompte et Lombard...

Toutes les banques centrales utilisent le taux de l'escompte pour leur politique monétaire. Les taux directs, qui fixent le prix des avances, sont limités en volume, tandis que les avances lombard ne le sont pas.

Le relèvement du taux de l'escompte allemand a eu de faibles répercussions en Europe. Les principaux États ont maintenu inchangés leur taux de l'escompte. Seules exceptions, l'Autriche (dont le taux d'escompte a été porté de 8 à 8,5 %) et l'Italie, dont le taux d'escompte a été porté de 13 à 13,75 %. En France, le ministre de l'Économie, M. Michel Sapin, a déclaré qu'il n'y a pas de raison de modifier la politique monétaire française. Le relèvement allemand n'est pourtant pas sans conséquences sur les marchés européens.

Le relèvement du taux de l'escompte allemand a eu de faibles répercussions en Europe. Les principaux États ont maintenu inchangés leur taux de l'escompte. Seules exceptions, l'Autriche (dont le taux d'escompte a été porté de 8 à 8,5 %) et l'Italie, dont le taux d'escompte a été porté de 13 à 13,75 %. En France, le ministre de l'Économie, M. Michel Sapin, a déclaré qu'il n'y a pas de raison de modifier la politique monétaire française. Le relèvement allemand n'est pourtant pas sans conséquences sur les marchés européens.



L'écart entre les taux allemands et français a été modifié. En France, le taux des appels d'offres, également appelé taux d'intervention, est fixé à 9,60 % depuis décembre 1991, celui des prises en pensions à 8-10 jours s'établit à 10,80 %.

Malgré des critiques au sein du Parti conservateur

Satisfaction relative à Londres

LONDRES

de notre correspondant

Les milieux gouvernementaux de Whitehall, comme ceux de la City, ont accueilli avec soulagement la décision de la Bundesbank d'augmenter le taux de l'escompte, craignant un relèvement des taux d'intérêt britanniques afin de confirmer la volonté de la Grande-Bretagne de maintenir la parité de la livre sterling à l'intérieur du mécanisme de change du système monétaire européen (SME). Cette satisfaction est cependant mitigée : d'abord, qu'on n'exclut pas que le relèvement allemand ait été motivé par la volonté de la Bundesbank d'augmenter le taux de l'escompte, ce qui n'est pas une question pour Londres. Ensuite, le relèvement allemand a été précédé d'une baisse de 10 % du taux de l'escompte allemand, dont la Grande-Bretagne avait grand besoin pour s'écarter de l'économie à la baisse.

M. Major a persuadé que l'appartenance au mécanisme de change, qui a la livre au deuxième rang, a permis une baisse de l'inflation, et que celle-ci constitue la base possible pour permettre d'exploiter un chemin de fer, et de se passer un jour des subventions dont on ne manquera pas de lui faire grief à Bruxelles pour cause de concurrence déloyale.

Entre les craintes d'inflation et de récession

Accueil généralement favorable en Allemagne

FRANCFORT

de notre correspondant

La Bundesbank était à l'aise le 15 juillet, comme l'a montré l'augmentation du taux de l'escompte. Les milieux gouvernementaux de Whitehall, comme ceux de la City, ont accueilli avec soulagement la décision de la Bundesbank d'augmenter le taux de l'escompte, craignant un relèvement des taux d'intérêt britanniques afin de confirmer la volonté de la Grande-Bretagne de maintenir la parité de la livre sterling à l'intérieur du mécanisme de change du système monétaire européen (SME). Cette satisfaction est cependant mitigée : d'abord, qu'on n'exclut pas que le relèvement allemand ait été motivé par la volonté de la Bundesbank d'augmenter le taux de l'escompte, ce qui n'est pas une question pour Londres. Ensuite, le relèvement allemand a été précédé d'une baisse de 10 % du taux de l'escompte allemand, dont la Grande-Bretagne avait grand besoin pour s'écarter de l'économie à la baisse.

M. Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, veut envoyer un « message clair », a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse, jeudi 15 juillet, à l'issue du conseil de la banque où venait de décider de relever le taux de l'escompte à 8,75 %. L'objectif principal est de rendre plus chers les crédits à court terme, par exemple aux particuliers qui, par

un gonflement de plus de 11 % en moins d'un an, sont responsables du dérapage de la masse monétaire en circulation dans le pays. Trop d'argent disponible fait grimper le prix et l'inflation, « sur le rythme de 4 % », bien au-dessus de l'objectif de 2 % de la Bundesbank.

Sans doute des signes de détente existent-ils, a relevé M. Schlesinger : le DM est fort vis-à-vis des monnaies, en particulier du dollar, ce qui rend les importations moins chères, et les mesures budgétaires récemment prises par le gouvernement dans le bon sens. La banque, qui a longtemps dénoncé l'excès de déficit budgétaire, rend un hommage à Bonn qui sera apprécié. Mais les signes négatifs sont plus nombreux : le dérapage de la masse monétaire, les négociations salariales de printemps qui se soldent par des juges trop élevés et le relèvement de la TVA au 1^{er} janvier prochain qui va faire bondir l'indice des prix. La banque devait rétablir sa crédibilité.

Agir mais pas trop fort

Agir mais pas trop fort. M. Schlesinger voulait éviter d'envoyer un « message » récessif. La conjoncture allemande n'est pas inquiétante : la croissance l'an prochain sera de 3 %, selon les prévisions gouvernementales données par M. Müllemann, ministre de l'Économie, présent à l'observatoire des conseils de la Bundesbank. Mais les investisseurs piquent du nez (de 2 % à l'Ouest selon les économistes du IFO de Munich). De ce point de vue, ce n'était pas la manière de renchérir les crédits.

Cela n'était pas surtout la cause des considérations extérieures. De Washington, Londres, de Paris, les investisseurs multiplient les avertissements : la conjoncture allemande est trop incertaine, selon la joliesse de la Frankfurter Allgemeine Zeitung. De Bonn aussi, bien que très officiellement, on ne pouvait pas rappeler que le relèvement des taux d'intérêt était un engagement à faire baisser les taux d'intérêt.

Relever sensiblement (trois quarts de point, c'est copieux) le taux de l'escompte, c'est copieux. Le relèvement du taux de l'escompte allemand a eu de faibles répercussions en Europe. Les principaux États ont maintenu inchangés leur taux de l'escompte. Seules exceptions, l'Autriche (dont le taux d'escompte a été porté de 8 à 8,5 %) et l'Italie, dont le taux d'escompte a été porté de 13 à 13,75 %. En France, le ministre de l'Économie, M. Michel Sapin, a déclaré qu'il n'y a pas de raison de modifier la politique monétaire française. Le relèvement allemand n'est pourtant pas sans conséquences sur les marchés européens.

« Nous l'avons fait »

ÉRIC LE BOUCHER

Selon une étude de l'INSEE

Les PME plus fortes que les grandes entreprises face à la crise

Depuis 1989, les PME ont mieux résisté à la crise économique que les grandes entreprises, selon une étude de l'INSEE publiée jeudi 15 juillet. Les petites et moyennes entreprises (de 10 à 50 salariés) n'ont été touchées que par le ralentissement économique qu'a connu le pays en 1991, alors que le secteur des grandes entreprises a subi la crise de 1990. En 1990, le chiffre d'affaires des PME a progressé de 5,7 %, alors que celui des grandes entreprises n'a augmenté que de 1,3 %. Surtout, une fois touchées par la crise, les PME ont parvenues à conserver une plus forte croissance de leur chiffre d'affaires que les grandes entreprises. En 1991, l'activité des PME a progressé de 1,3 %, tandis que celle des grandes entreprises stagnait.

Handicapées par l'exportation, les PME ont été les premières victimes de la forte contraction de la demande intérieure consécutive au ralentissement économique. Leur présence dans des secteurs relativement épargnés a joué positivement : l'essor de la demande mondiale a touché les secteurs de la sidérurgie, de la métallurgie de la construction, de la métallurgie de la non-ferreuse, dominés par les grandes entreprises. Au contraire, la meilleure résistance des secteurs des matériaux de construction, du travail des métaux, du papier et des matières plastiques a contribué au maintien de la croissance des PME, note l'INSEE. Les PME ont même su tirer profit de cette période de ralentissement pour

des parts de marché en France.

Quelques régions se sont particulièrement distinguées par la dynamique de leurs petites et moyennes entreprises. En tête, la Lorraine, où les PME ont connu de 1989 à 1991 une croissance de leur chiffre d'affaires de 11,1 % (contre 7,1 % en moyenne nationale pour les PME), suivie de près par le Languedoc-Roussillon, la Bretagne, la Basse-Normandie, la Champagne-Ardenne et le Pays de la Loire. Leur ensemble, grâce à cette résistance à la crise, a été en mesure de renforcer dans les années 80 leur poids dans le tissu industriel français. En 1989, elles réalisaient 42 % du chiffre d'affaires et occupaient 52 % des salariés de l'industrie manufacturière et alimentaire.

150

de repatriations internationales

De nouvelles grilles salariales

La réforme portuaire

A Dunkerque, plusieurs dizaines de dockers (sur un millier) ont bloqué pendant deux jours le principal port routier au port, paralysant le terminal Trans-Manche. La Chambre syndicale des ouvriers du port (CSOPM), a obtenu un accord social.

M^{me} Aubry propose un programme pluriannuel

■ négociation ■ conventions collectives (le 11^{er} du 11 juillet), ■ Aubry a fait savoir ■ intention de consulter ■ partenaires sociaux ■ ser le dossier. Celui-ci pourrait faire l'objet d'un ■ examiné ■ l'automne, l'objectif étant de «faire un ■ plus en s'attaquant ■ problème» ■ l'été de ■

Enquête du Conseil de la concurrence et dépôt d'un projet de loi à l'automne

re. Avec la crise, cette époque d'illusion de fuite en avant est finie, incitant à une révision des comportements. Dans les agences, une jeune génération de managers en ont assez de voir leur métier vilipendé, leur travail dévalorisé, qu'en France les négociations qu'ils ne contrôlent guère, ni par les honoraires honorables de consultants. Enfin, certains annonceurs qui ont su payer sur les prix, au centre, ne comptent qu'aller loin dans cette voie nuisant à leurs objectifs. Ceux qui ne sont pas tournés vers le «hors-média», à l'exception plus directement mesurable, se voient les effets pervers du système.

Les parties en cause ont un délai de deux mois pour répondre à ces reproches. Ensuite, les rapporteurs rédigent leur conclusion, les parties ayant à nouveau deux mois pour répondre, avant que le Conseil, en séance, s'enfin prononce sur la décision, après une en délibéré. Il faudra donc encore quelques mois avant que d'éventuelles sanctions issues de cette longue procédure. Mais avant même d'arriver à l'action du Conseil s'est rencontré un fâcheux parmi ceux qui sont tout à la fois les acteurs et en fin de compte les victimes de ces « courts-circuits » qui allongent les délais.

Soixante-dix griefs contre les ententes

La plupart des griefs des entreprises visent les supports et les modalités d'application des ententes d'espaces, ainsi que l'évidence par les données factuelles ; les pratiques condamnablement soigneusement expliquées aux clients par les annonceurs, disant la concurrence, et le Conseil ; de plus, cette série d'ententes bilatérales aboutit à une entente tacite et généralisée par le marché, qui est le premier grief du Conseil.

Les médias, en période d'inflation tarifaire, pouvaient avoir l'impression que la course aux rabais leur laissait encore assez de marges pour prospé-

des factures, avec un rebais qui pouvait aller du « négo » effréné (de 10 % à plus de 50 % suivant les médias), aboutissant au client final, l'annonceur, à la connaissance. En parallèle, la média avait des avoirs, qui leur servaient de notes supplémentaires, qui rémunèrent les différents intermédiaires,

... poids ~~forte~~ de l'acier d'es-
pace, qui représentent plus de
10 % du marché, la négociation
sur des critères économiques et
des critères objectifs (volume,
part du marché, etc.) a été plus
plus ~~forte~~ la place au simple
support ~~de~~ force, et à l'habitude
historique.

sans que l'annonceur ne lui propose
des produits de qualité. De double
circuit de facturation et d'avoirs a
produit tout un vocabulaire d'ini-
micitie (il existe des commissions,
des surcommissions, des
«prépos», pour qui recommande
un média à son client, de pro-
gression, ventes immédiates ou en
lot, etc.) et de l'année, etc.) et
quelques autres personnels. Il
s'agit sur des barèmes toujours
variables, et souvent incohérents,
car parfois fort éloignés de la
réalité économique.

Car l'art est à la fois un service, depuis 1987, et en particulier parce que la télévision, en diffusant ce que la publicité ne pouvait offrir au privé et à la négociation, les agences de publicité ont été regroupées au sein de leurs propres centrales, pour maintenir des liens si non équivalents à ceux de la Carat, du moins pour ceux éloignés. Mais les contreparties de ces liens que les agences offraient aux médias (colonnes garanties, publicité d'essorie, progression de ventes, affaires) ne sont plus toujours suffisantes. Du coup, les médias ne peuvent mettre en œuvre leur expertise, les agences « quantitatives » qu'elles offrent (choix de médias, études, conseil), et l'une des tentations suggérées par la corruption est justement la séparation entre conseil et médias.

La conjonction de ces mutations et les processus braqués sur le secteur en question ont permis à ceux-ci pour aboutir à cet « assemblage » économique sur « l'ensemble à processus publicitaire » qu'invoque le rapport Le Guen. Mais avec une loi de préparation, on se rendait compte que la publicité ne pouvait pas continuer à rester sur le même terrain. Il fallait donc que la transparence complète — qu'aucun secteur ne pratique intégralement aux différents stades de la chaîne — soit mise en œuvre. Pour les gros, au détail — il lui faut des informations plus précises. Pour les autres, des informations plus claires. Pour les apôtres du « zero plus blanc », quoi d'autre plus normal ?

Fragilisé par la crise de l'immobilier

M. Christian Pellerin, le promoteur immobilier inculpé dans l'affaire de la tour BP, a été jugé jeudi 16 juillet à Paris par des investisseurs institutionnels. Il a été condamné à 10 ans de prison et 100 millions de francs d'amende, ainsi que son groupe, Olipar.

une hausse de 25,8 % depuis le début de l'année, Olipar figure parmi les valeurs les plus importantes du marché.

A première vue, l'opération qui fait tomber la participation à environ 46 % directement ou indirectement, lui fait perdre la majorité. Mais il convient de prendre en compte de 4,6 % d'autocontrôle. Le reste du capital d'Olipar est très dispersé, l'actionnaire connu n'en détenant plus de 5 %. Le nom des repreneurs n'est pas révélateur : ils seraient une demi-douzaine, aucun n'aurait pris plus de 3 %.

Olipar est le holding de tête de la «galaxie» Pellerin. Au printemps, la BNP a racheté pour un milliard symbolique son secteur agro-alimentaire (Olida). Cette branche a pesé sur ses comptes qui ont chuté pour 1991 une perte de 10 milliards de francs. Car son autre métier, l'immobilier, a vu sa filiale à 62 % Lucia (au capital de laquelle on trouve aussi Axa) perdre 25,5 % la BNP a vu 5 milliards en crise.

L'opération s'est faite au prix de 102 francs l'action pour 767 000 titres, une transaction globale de 78,2 millions. Ce prix est un peu plus que le cours du jeudi 16 juillet (103 francs, -6,3) mais surtout il est loin des prix de l'an dernier (138,90 francs au 11 décembre 1991), ce qui illustre la dépréciation des valeurs de l'immobilier. Avec

Les dirigeants ont reconnu la nécessité d'accroître d'un milliard les fonds propres de Lucia. Cette opération, à l'étude, pourrait prendre diverses formes, notamment une augmentation de capital. Si tel est le cas, l'importance de celle-ci, Olapar pourrait alors perdre à son tour la majorité de Lucia.

F. V.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 17 JUILLET

Cours relevés à 14 h 04

[illegible]

COMPTANT (reflection)

SICAV

16/7

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frans Inel.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frans Inel.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frans Inel.	Rachet net
Obligations																							
C.C.P.			183	180	Paris France.	180		190	Auction	193 98	198 98	France Obligations			485 13	Prévoy. Emul.			110 48	109 38			
C.I.M.			869		Paris Orléans.	210		210	Aménage.	6882 32	6823 38	France			482 36	Prov. Associations			28789 04				
C.I.T.A.M. (R)			2701		Parthens Invest.	471			Amplia.	288226 58	288268 56	France Part.			87 48	Quercus			525 85	933 27			
Compagnie	101	0 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.	620 72	602	France-Regions			1204 50	Quercus			131 96	128 47			
10,50% 79/84	101	8 16	250	282	Portel Chéris	283			Amplia.														

c : coupon détaché - o : offer - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

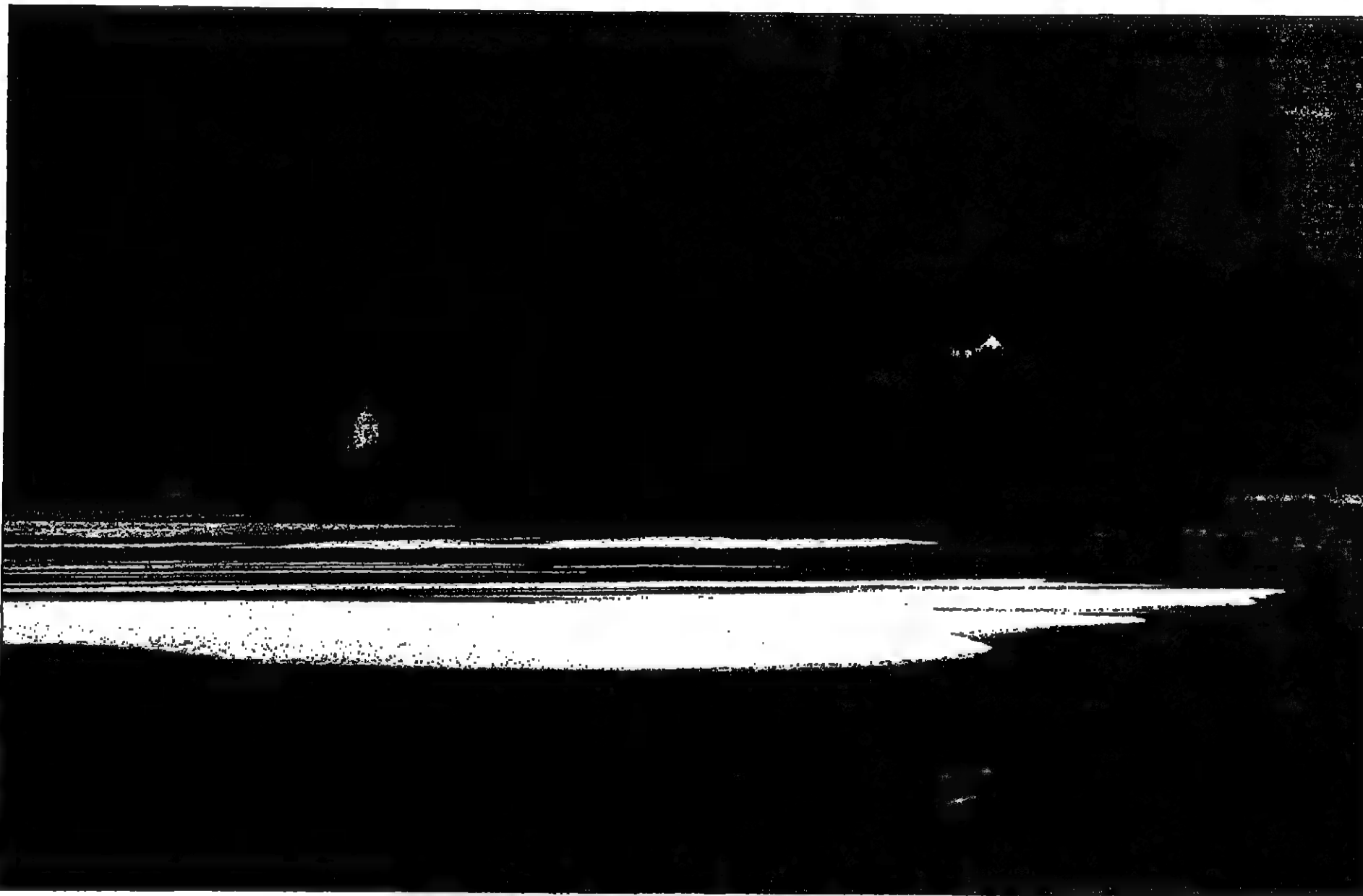
هكذا عن الأصل

سدا بنو الرحمن

Le Monde

S A N S • V I S A

Le roman de la Loire



« Je redécouvre dans un fleuve européen et français un Nil bleu sauvage. »

COMMENT choisir un fleuve ?

Il faut que j'aie le droit de foudre. Lors d'une excursion au Ruwenzori, à l'aube, avant d'atterrir à Khartoum, j'ai survolé le Nil. Je l'ai vu se frayer un chemin dans le désert, solitaire, sans l'aide d'un affluent. On le sentait qui s'empoignait dans le sable, dans la pierre. C'était une belle inouïe.

On me dit : l'Amazone. Mais l'Amazone m'intéresse moins. C'est une belle femme tête. C'est un fleuve qu'il faut traiter par l'image - un bon 30 minutes à la télévision, par exemple - et non par l'écrit. Je ne traiterai pas l'Amour aussi. Il me

faut des villes, des civilisations à décrire. Le cocktail parfait, pour moi, c'est le Danube, avec son cortège de villes, son va-et-vient de conquérants, puis Bartok.

La Loire, tout de même, c'est une naissance bien attendue ?

Les photographes ont eu le bon goût de placer la caméra au pied de ce superbe cône du Gerbier-de-Jonc que l'on voit un peu partout. Dans la Loire, comme dans la paume de la main. Elle passe dans le creux d'un tronc d'arbre, elle fait 25 centimètres de large ! On a l'impression que si une lampe un peu fort, les barrages vont être asséchés !

Regardez, au début, on se demande pourquoi elle pique vers le sud. C'est parce qu'elle est attirée d'instinct vers le soleil, la méditerranée. Puis elle réfléchit, elle raisonne, elle se dit qu'elle va trouver un obstacle formidable, le Rhône, et qu'elle risque de rebrousse chemin vers le nord. Les fleuves sont capables de cela.

Et puis, dans la suite, il y a un premier barrage, celui de La Palisse, qui lui enlève 90 % de son eau, paraît-il, pour la faire passer dans le Rhône, via l'Ar-dèche. C'est un épouvantable attentat. Mais elle arrive à s'en tirer. Elle se reconstruit. Des torrents, des ruisseaux viennent lui porter secours, l'encourageant à ne pas céder. Ça, on le sent bien sur le terrain ! C'est beau, mais solitaire. C'est un fleuve. Parce que d'habitude il y a sans arrêt des disputes entre les fleuves. L'affluent apostrophe son maître : « A toi la gloire, j'apporte de l'eau, et on ne parle pas de moi ! »

Explorateur, alpiniste, spécialiste des fleuves, Bernard Pierre « voyage », à la différence de nos contemporains qui « se déplacent ». C'est-à-dire qu'il prend son temps. Un peu comme les voyageurs-érudits du dix-neuvième siècle. Après avoir parcouru le Nil, le Mississippi, le Danube, le Gange, le voici sur la Loire pour trois ans, le temps qu'il juge nécessaire pour tout apprendre, tout comprendre de son cours, de ses foudrades, de son histoire, de ses hommes, de son destin.

En somme, la Loire est malade des forêts ?

Heureusement, les écologistes ont passé le bacille de Serre-de-la-Fare. (Pas sûr ! Là, au bord de l'eau, sur la plage, on imagine l'homme de la préhistoire, lavant

les entrailles d'une bête sauvage ; on voit les hommes puiser de l'eau, les enfants s'habiller. Je saurais m'enthousiasmer pour Chenonceaux, pour Vendôme. Mais il faut que le public sache qu'il n'y a pas que la Loire couronnée de châteaux. Il y a la

Loire d'en haut, sauvage, solitaire. Il faut que les gens du cru la connaissent comme eux. Pendant des kilomètres, pas une ferme, pas un poteau. Et puis on arrive dans un hameau, on voit des paysans attablés, avec leurs grosses moustaches, la pipe au bec dépassant de la casquette. A Sainte-Eulalie, juste avant la source, j'ai vu la curé - les curés ont des mémoires - et des champs de fleurs, mais c'est dans le pays de la bulle qui souffle l'histoire. La Loire est une rivière.

Cette Loire d'en haut a-t-elle une âme ?

Oui, comme celui d'Honoré d'Urfé. Je suis resté longtemps dans son bureau à prendre des notes, à prendre des notes sur les meubles. Je le voyais en train d'écrire les premières lignes de l'Astrée. Il y a aussi une Loire monastique, avec des abbayes comme celles de La Bénisson-Dieu ou d'Ambierle.

Cette Loire monastique répond à mon tempérament d'explorateur. Je redécouvre dans un fleuve européen et français un Nil Bleu sauvage. Je vivais dans des clichés. La Loire, c'est une sauvage ! En 1980, il y a eu la terrible inondation de Brives-Charensac, du côté du Puy, avec presque une dizaine de morts. Tout a été emporté. Une habitante m'a raconté qu'elle avait vu flotter une bête avec les pattes et les couverts. On voulait se servir la soupe. C'est à cause de ça que les riverains ont dit : « Il faut faire un barrage à Serre-de-la-Fare... »

Et que M. Royer, le maire de Tours, ait arrivé avec ses ouvrages ?

C'est ce conflit, je ne veux pas prendre parti. J'ai l'esprit « Sciences-Po ». J'exposerai le point de vue des uns et des autres. Mais le barrage de Ville-la-Grange, avec toute la pollution, c'est

catastrophique. On a englouti des sites préhistoriques, comme ceux du lac Nubie en Nubie.

La Nil vous a-t-elle aidé à comprendre la Loire ?

Les Nil sont pour moi des frères humains. Je les ai fait parler. Le Nil sur le lac Victoria, traversant l'Ouganda, présumptueux, en se prenant pour un grand fleuve. A Murchinson Falls, le Seigneur d'écarter de lui-même une leçon, de le punir de son orgueil. Il le précipite d'une hauteur de 40 mètres. Plus loin, peu avant d'arriver à Khartoum, le voilà encore qui se gonfle d'importance. Il se croit envoyé par Dieu sur cette terre d'Afrique pour faire le bonheur des hommes. Alors le Créateur met en marche sa machine à vapeur, le Nil Bleu. Vont-ils se combattre ? Non, ils se combattent de fraternité, de leur être pacifique. Il n'y aura plus qu'un seul Nil. Celui des pharaons, rendu ainsi encore plus puissant pour affronter les éléments, pour faire traverser du désert, comme les grands hommes politiques. De cette épreuve, finalement, il sortira mûri.

Comme le Nil, la Loire se bat avec les hommes qui l'agressent. Elle a un caractère. Comme le Nil, il lui faut beaucoup de liberté. Ce qu'on a fait subir au Rhône va bénéficier à la Loire. Mais je trouve qu'une centrale nucléaire comme celle de Belleville se dépare pas trop le paysage. En fin de vingtième siècle, il faut bien que les fleuves servent aux hommes.

Propos recueillis par Régis Guyotat Lire la suite page 26

AU SOMMAIRE



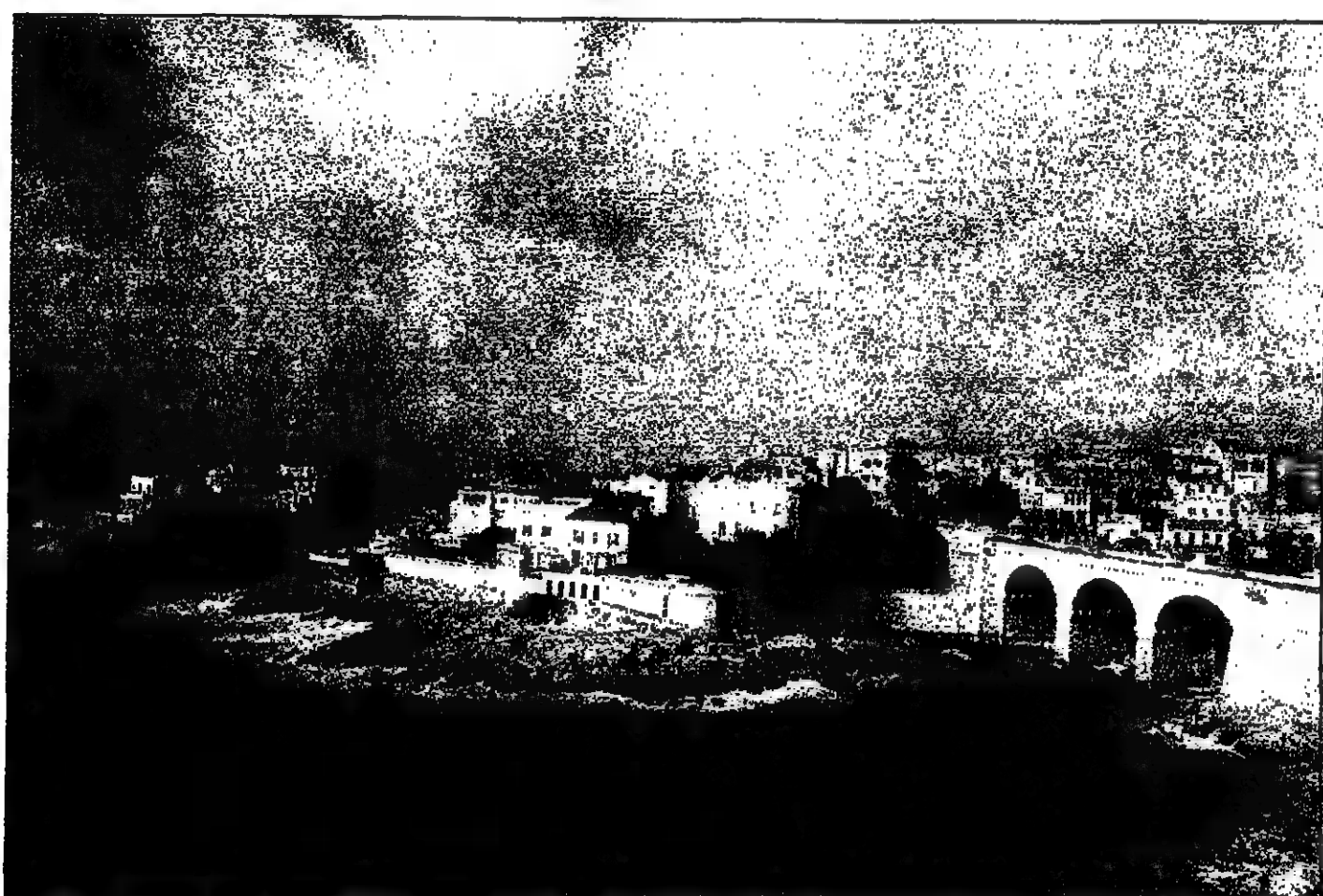
Gastronomie, fatalité française p. 21
Vélo, sur le Tour p. 26
Marseille, ville des énigmes p. 27
Loch Ness, visite chez le monstre p. 29

Jeux (p. 30) • Table (p. 31)

هكذا في الأصل

Marseille, buisson d'énigmes

La cité phocéenne chôme et se dépeuple. Elle n'a jamais été autant décriée et portraiturée, comparable peut-être à ces actrices sans emploi encore glorieuses, dra-
mant vers elles ceux que tenaille un goût morbide pour le spectacle du déclin. Pourtant une nouvelle jeunesse pourrait bien exploser un jour au visage des curieux...



Sur la corniche de Marseille, un petit cap rocheux encombré de trop nombreuses maisons et par contre-emploi sans doute, le « Petit-Nice ».

PAR les **lignes** qui **s'empêtrent**, ça **tourne** comme à Gravelotte, **les** volumes sur Marseille, et **grès-grès** surtout... genre albums hors de prix. Il y a vrai que c'est le bicentenaire de **Marseillaise**... Néanmoins, il y a obligation **d'être** cruelle : pratiquer l'exclusion et, tant qu'à faire, pour une fois, favoriser **des** riches, les **châssés** en partie quatre de ces ouvrages qui ont d'emblée réussi leur coup d'épate avec leurs moyens.

D'abord, *Marseille la passion des contrastes*, un mastodonte de papier glacé, débordant de photographies Second Empire on Cinquième République. Rien n'est négligé pour faire comprendre de l'architecture urbaine la plus méconnue de France; pour nous faire respirer cet air marseillais ■■■■■ *«sclérat»* comme le humait déjà M... Sévigné ■■■■ qui, depuis le Grand Siècle, n'a ■■■■■ s'enrichir encore en «acclé-
rantesse» ■■■■■

«**Mort** on a vivait aux bandits
zazous de **Jean** de **Marseille**,
chef-d'œuvre filmique des
«**vieux** **quartiers**» (**Maurice**
Tournier, 1934). Et, «**contrepoids**,
les plus grandioses «**septia**
qui «**puissent** convoitiser sur la
nouvelle **canalytisme**, **l'art**
«**folie** «**néo-byzantine**, **l'art**
«**gust** «**néo-byzantine**, **l'art**
qu'elle «**gust** se voir encore un siècle
après, ce n'est qu'elle
maintenant «**gust** «**néo-byzantine** et
«**peu** près toujours déserte (sauf
pour les magnifiques funéraires
ecuméniques de **Gaston** Defferre,
maire (1953-1985), qui faillit
éternel.

Outre cela le **gare** Saint-Charles, pur **coste** Philippe avant que **l'horreur** de la ville désignée par des **avants** « modernes » ; **l'ios-** **que** bouquettiers du cours Saint-Louis, **par** l'émient architecte orientaliste **Coste**, **la** Bourse de Marseille en 1852 ; **pré-** **notices** architectes **photo-** **graphes** ayant travaillé **in situ**, etc. - on **gratifié** d'une introduction robotique d'Edmond Charles-Roux, **Frère** du **re-** **public** Calern, **Frère** de New-York, **du** **faux** maire, militante socialiste **base** mais **gérie** (pour les questions locales) **Bernard Tapié**, elle a le chic de parler sans cesse **Marseille** sans jamais se répéter : pour l'occasion, elle **re-** **querr** l'anecdote complètement **de** François **à** Marseille, **répale** d'un **com-** **bat** d'oranges » **étant** la population par ses talents de **lier** **pou-**

leur » — un emballer de femmes, quoi ! Mais le roi d'Espagne ne doit la cité d'Alcalá monument

Quant à Louis XIV, venu tout jeune en inspection à Marseille, il fut si ébloui par la beauté, nous apprend l'academicien Goncourt. Du coup, il éconduisit le meilleur le plus puissant, le plus anti-académique des artistes marseillais, Pierre Puget. Notre Provençal aimait trop l'ail - condition pourtant familière aux Bourbons qui en baptisaient leurs nourrices - en tant que tel trop pour ne pas pousser au fils sa naissance. De na « brave Puget » (1620-1694), le génie, malgré les mesquineries du roi, ne fut pas augmenté de celles de Colbert et de Mansart, le dôme ovale rose de la Vierge-Charité, sans être le plus beau de la cité, mais le plus sûr de la ruine déclinée par Gaston Defferre, et également la plus sûre de la ruine déclinée d'un aïeul de jeux du quartier arabe, restaurée avec infinie délicatesse en 1983.

Barbare Edmonde Charles-Roux est l'auteur de l'album presque sans suite de **Faluche** Mesner, le **Marinelli**. Regard du Grand Sud sur le Petit Sud : en effet, là, le **Christophe** pied-noir, né à Alger en 1953, la dernière année de « belle vie » avant la guerre d'indépendance (1954-1962). Rapatrié seulement en 1967, commissaire de bord dans la marine marchande puis dans le **Capitaine** (Paris-Match, le Point, etc.), enfin reporter-cadreur à FR 3-Marseille, il a 14 ans mille fois le portrait à sa valie d'adoption, en quatre ans de « papillon ».

Dans le choix relatif pour son allié, le *Marquise de Marcellais* sont les *suris* chez *lels* qui *se* *mettent* (*...*) *Patrick Mesmer* ne *négige* *rien* (*1*) [*mais*] *il* *se* *garde* *bien* *de* *forcer* *la* *réalité*. *Rien* *d'ajouté*, *rien* *de* *surfait*, constate, très enthousiaste, Edmond Charles-Roux. Elle a *un* *bon* *sens* *mais* *il* *est* *difficile* de certains clichés rappelant le *comant* *chénier* *photographe*, mais *il* *est* *préfér* *de* *pro* *trop* *amateur* : *peut-être* *voilà* *vieillissants* dans *un* *cabanon* *de* *quatre* *visages* *dominés* *au-delà* *du* *supportable* *par* *les* *diff* *de* *travail* *et* *de* *la* *ricus* *du* *besoin* *ou* *au* *contraire* *celui*, *mais* *de* *l'ex* *cès* *d'opulence*.

Heureusement, Patrick Mesner, narcissique sans complexe, a écrit son autopsie. Il est très sympa sur le côté pile du livre, qu'on quitte

ainsi un peu d'effacement de la ligne par tant de révisions froides. Mais vaudrait-il d'ailleurs, peut-être, en pas trop incriminer le rôle de l'artiste, mais plutôt, comme il le fait lui-même dans quelques brèves pages et son journal de reportage glissées en exergue de l'ouvrage, « la lumière incroyablement crasse, identique au fer de boue blanc dans le abîme marin ».

Peut-être aussi ce que le photographe a attrapé au vol, au-delà même de sa propre volonté, ces figures et ces yeux d'émigrés en compassion, c'est le moral à l'honneur d'une métropole qui depuis la décolonisation – auparavant Marseille était l'forgeuse des prospères à l'export de l'Orient –, elle ne voulait tout de même colonisatrice, commander les colonies et comment aurait-il pu en être ainsi puisqu'elle est elle-même née d'une entreprise de colonisation d'Asie Mineure, colonie qui était en somme ? – se vide peu à peu de ses emplois et de sa population (dix mille habitants par an en moins – dernière année).

■ **Décolonisation : contrecoups sur Marseille** ». Ainsi aurait-on pu, sans doute, sous-titrer le troisième volume de notre menu, *Marseille-Marseilles*, recueil de photos d'Yves Jeanmougin (sans préfa-

celèbre), dont la force artistique et informative est indéniable. En revanche, ce qui pourrait être le défaut, c'est la « philosophie » du *magasin*.

Que penseriez-vous d'un ouvrage ambitionnant de présenter aujourd'hui, et qui nous présenterait essentiellement les us et coutumes de nombreux Européens émigrés là-bas, les multiples catégories de Libanais expatriés, chiites, maronites ou druzes, sans oublier quelques Arméniens, Marocains et Mauritanien s'y livrant à des activités, en plus, comme par accident, quelques silhouettes d'Africains. Noirs, d'Ivoiriens perdus mer plus claire ?

Eh bien ! Marseille-Marseilles,
sans véritable précaution oratoire,
nous promène en long et en large
jusque dans les prisons ou les
abattoirs, les chambres mortuaires
ou les ~~chambres~~ à coucher, parmi
les étrangers ~~étrangers~~ fraîchement
débarqués à Marseille, ~~on~~ ~~un~~ paraît
s'intéresser aux gens du coin que
par ~~par~~

Rien ne ~~arrive pas~~ aux mariages algériens ou gitanes, les fiançailles séfarades, les baptêmes pentecôtistes, l'école coranique comorienne en HLM, l'abattage rituel de ~~des uns~~ (violant d'ailleurs allègrement la loi nationale sur les moyens d'atté-

nuer les souffrances animales
par le sacrifice), la fin du
retour à La Mecque, les funé-
railles et l'inauguration d'une mosquée arménienne.
Fort bien. Vraiment intéressant.
Et parfois complètement inédit.

Afin de ne pas abuser le chaland, il fallait intituler ce travail *Mœurs d'ailleurs à Marseille* ou quelque chose dans ce goût-là. Cela aurait évité la désagréable impression d'une semi-exclusion des indigènes latins ressentie par tout un monde de gens s'ils n'étaient plus « pittoresques » pour tout droit la chambre noire... Retrouverions-nous cet album utilisé en tant qu'argument politique lors de prochaines élections à l'en croire qu'il ne faut pas trop s'en étourner...

La plus vieille ville de France (deux millénaires et demi) a accompli, en particulier au siècle dernier, jusque le milieu du nôtre, un formidable travail de *melting pot*, ainsi que disent pour lesquels le français est trop simple en profit du trio provençal-irlandais-Lorrain, fut facilitée par la *volonté* et la violente volonté italo-ibérique de franciser, parfois un peu contrariée par le trop rapide développement des industries cellulaires à prendre comme du cru, « déerée » par définition limitée. Mais, en deux ou trois générations, le métissage interlatin s'est accompli jusqu'à ne plus être visible, et on ne voit plus que les visages, c'est-à-dire qu'il y a parfaitement

La mission à laquelle [] à présent attelée, de plus en plein [] industrie-pourtaire, est [] difficile. Quelle [] la part [] que les ethnies ultramarines acceptent d'abdiquer pour [] de "marseilliser" puis se franciser sans avoir, pour autant, l'impression traumatisante de renier leurs ancêtres ? Toute la question [] là. Au pis, on risque zigzaguer une fois [] Los Angeles, Beyrouth ou Sarajevo, [] plus pessimistes, et [] mieux, on [] une nouvelle vigileur, une [] neuve, [] de jeunesse, escomptent [] plus optimistes.

Il est douteux que les réponses sur le terrain soient données d'un bon quart de siècle à cette énigme capitale parmi d'autres : l'Europe achèvera-t-elle ou redynamisera-t-elle le premier port de l'Hexagone ? Les féroces concurrents portuaires italiens ou espagnols raviront-ils à Marseille ses derniers attributs ? Réalisera-t-on

**jamais ■ complète liaison Rhin-
Rhône?**

Quoi qu'il arrive, on peut le considérer l'œuvre d'Yves Jeanmougin : un capital ethnographique à rouvrir une à deux générations. Pour voir...

Marseille, ville et port ou un grand plaisir, plus centré sur les navigants, les colporteurs, les façades que sur les hommes élevés et les hauts. Histoires, quais, grands travaux de la III^e République, pont-trans- vers du Vieux-Port dans les années 30. Quatre architectes connaissant leur ville comme les pierres et ceux ou projets pharaoniques jamais réalisés (Fouquet et Puget) et à la place Royale blanche, bref le mode- lisme, l'antiquité, le site pro- fane, l'architecture humaine, le plaisir, finalement une émotion que l'on a le temps sur les quais du Vieux Marseille.

Jean-Pierre Péronce-Hugoz

(1) Il s'agit d'un - du en légendant ses photos - le de la Fausse-Monnaie et celui du Petit-Nice. Les deux le Corniche, mais différents par le site et par les proportions.

► **Marseille**, ► **passion**
contrastes, ouvrage collectif
illustré réunissant vingt signa-
taires de spécialistes.
direction : Marcelle Culot,
l'Institut français d'architecture
avec la participation ► l'Atelier
de patrimoine de Marseille et
de Marie-Ange
soueil, préface de Robert Vigu-
roux, sénateur et maire de Mar-
seille, introduction d'Edmond
Charles-Roux, ► « Villes »
dans laquelle les ouvrages ont
été publiés : Toulouse,
Amiens, etc.), éditions
Germann, 1972, diffusion Saint-
Germain, 1982, 160 p.,
(25 L + 22 L), 55 F.

► **Les Marseillais**, album photos noir et blanc de Patrick Merson, préface d'Edmonde Charles-Roux, introduction de Michel Champenois. Editions L'Art et la Part, 10, boulevard de Strasbourg, 83000 Toulon. Ouvrage 128 pages, 220 F.

► **Marseille-Marseilles**, livre album collectif avec 11 textes d'écrivains contemporains et 119 photos noir et blanc d'Yves Jeanmougin. Editions Parenthèses, 72, cours Julien, 13006 Marseille, 112 p. (24 x 33), 220 F.

► **Moscou, ville et port**, ouvrage collectif (quatre signatures d'architectes), **ATA** la direction de Jean-Lucien Bonillo. Éditions Parenthèses, 220 p. **JA** 30 (134 photos, dont 36 en couleurs, 90 plans **M** dessins), 390 F.

■ La librairie des Arcenaults, 25, cours d'Estienne-d'Orves, 13001 Marseille, possède un riche rayon de [] et nouveaux sur la ville.

□ **professeur Montagnier et Saint-Barthélemy.** - Le professeur Luc Montagnier, chef **l'unité d'oncologie virale** **l'Institut Pasteur**, dont nous avons écrit **«le Monde sans virus»** (*le Monde* du 4 juillet) qu'il avait **«des intérêts»** dans **l'île de Saint-Barthélemy**, aux **françaises**, **pré** **préciser** qu'il **n'en est rien**. La mention de **nom** dans **l'article** résulte d'une homonymie entre le célèbre chercheur, **«père»** de la découverte du **virus du sida**, et un chirurgien, **docteur Jacques Montagnier**.

9 millions de Français aiment marcher.*

Voici le nouveau magazine consacré
à la marche et à ses plaisirs. Une invitation
au voyage, à la découverte et au rêve...



N° 1
spécial
été
Enquêtes INSEE

chez votre
marchand
journalier
30 F

Les hommes de Tautavel

Bison rôti au menu de ce rassemblement à Tautavel, dans les Pyrénées-Orientales, où plusieurs centaines de personnes ayant travaillé sur le site préhistorique, ouvert en 1964, se sont retrouvées pour fêter l'endroit et parler de sa déjà longue aventure.

SAMEDI 11 juillet. 11 heures. Christian Falco, solide gail-
lard, « maître rôti » de son
état, coiffé d'une superbe toque
noire, découpe enfin une épaule
de la bête. Après « quinze heures
de cuisson », le détenteur du
record inscrit dans le livre
Guinness (pour un bœuf de
230 kilogrammes broché),
vient d'ôter quelques-uns des
230 kilogrammes du bœuf hollan-
dais qui mijotent depuis l'aube.
Le restaurateur de Canet-Plage
n'en est pas à son premier
d'essai, il a déjà fait un
banquet de connaisseurs.

Le bœuf fait partie inté-
grante depuis quelques années de
la recherche en préhistoire (1).

Ceux qui s'approchent des tables
n'hésitent donc pas, faute de
viande, à se servir à volonté.
Jeunes et vieux, leur point
commun est d'avoir un moment
passé au moins un mois
au chantier de fouilles de la
Caune de l'Arago (Tautavel, Pyr-
nées-Orientales), situé à proxi-
mité, à flanc de colline. Depuis
l'ouverture du site en 1964,
des centaines de professionnels et
d'amateurs ont travaillé en préhistoire, d'ama-
teurs à professionnels, de jeunes lycéens
aux chercheurs de renommée
internationale (le chantier est ouvert cha-
que année du 1^{er} juin au 31 août)
à se pencher bénévolement sur
le passé. Ils ont trois mois à
quatre mois à leur disposition.
Bien sûr, ils ne vivent pas
dans la Caune. Mais c'est la première
fois qu'une telle fête a lieu.

L'importance du site explique
la partie l'ampleur du rassemble-
ment. A Pâques 1963, Henry de
Lumley (aujourd'hui professeur au
Muséum national d'histoire natu-
relle) et directeur de l'Institut de
paléontologie humaine) organise
les premiers relevés sur ce site
grotte, depuis les années
1830. Des sondages ont permis la
présence de plusieurs sépultures
successives entre 700 000 et
100 000 ans. Un an plus tard, les
fouilles commencent. Au moment
de Pâques les trois premières
années, puis tout le mois de juillet
et, enfin, les trois mois d'été
depuis 1979. Plus de soixante-dix
restes humains appartenant à une
vingtaine d'individus ont été
découverts en vingt-huit ans.

Le 12 juillet 1971, les plus
anciens restes de crânes humains
européens (face et frontal,
450 000 ans) sont mis au jour.
Huit ans plus tard, à 4 mètres de
là, le dégageur du parietal d'un
autre individu permet la
reconstitution du crâne du déor-
mé, célèbre crâne de Tautavel.
Un premier crâne fut ouvert dans
le village en 1979. Un nouveau
musée, dix fois plus grand, est
inauguré ce 17 juillet.

Quand Gérard et Martine Monfin,
fouilleurs de 1973 à 1976, lancè-
rent l'idée du rassemblement, ils
n'avaient en tête... ni parietal ni
frontal. Il s'agissait pour eux de
« retrouver les anciens
copains ». Gérard, qui habite
Montpellier, ne pouvait se
contenter de demander des nouvelles
à ses amis, il fallait aller les
trouver. C'est ainsi qu'il a
retrouvé, à Tautavel, le site
de la Caune, rendez-vous des
fouilleurs à la tombée de la nuit.
Henri de Lumley reprit l'idée
l'agréablement judicieusement du
bison rôti.

Un dernier, c'étaient
tous les anciens qui se retrou-
vaient. Ceux de l'époque héroï-
que qui, semble-t-il, n'a pas
survécu à l'installation des sani-
taires au début des années 80. Ce
fut l'occasion d'évoquer longue-
ment l'unique tuyau d'arrosage
qui permettait de se laver. Ray-
mond Palun, directeur d'un pays
qui dit avoir connu Henri de
Lumley quand celui-ci avait une
démarche d'années, n'a pas oublié
le site. Ingénieur de formation,
spéléologue après la guerre, il
trouva l'occasion parmi la
équipe, en 1964. Depuis, il
est pratiquement chaque
année, à Tautavel, avec sa
trois enfants (« au service sur un
tumulus »). Quitte à loger de
temps à autre une nourrice dans
le musée.

Un des enfants, à l'époque,
avait saisi, à l'époque,
« l'intérêt fondamental de la
d'une préhistoire de ron-
geur ». Qu'à cela ne tienne, Ray-
mond Palun vient maintenant
avec ses deux petits-enfants, âgés
de treize et seize ans... Il a
retrouvé les autres « héros », et les
souvenirs fusent. Tous, apparem-
ment, ont un jour ou l'autre
entassés dans la famille du pro-



Sur le chantier de fouilles de la Caune de l'Arago, relevé de coupe stratigraphique.

fesseur de Lumley, à dix-sept ou
dix-huit, à l'époque d'un certain
nombre de caquettes.

« Trouver l'homme », comme
un jeune étudiant de l'Institut
de paléontologie humaine, a tou-
jours été la principale motivation
des fouilleurs. Rarement ex-
primée, elle doit contribuer pour-
tant à soutenir le moral des troupes.
« Gelati!... » Frédéric et Brigitte
Pillard, deux enseignants venus
plusieurs années au chantier
partir de 1966, se rappellent ce cri
du cœur lancé à chaque dégage-
ment d'un reste humain, et qui
annonçait de nouvelles découvertes.
La glace au cerveau. Reconnais-
sance à l'enveloppe de l'intelli-
gence, un morceau de crâne « tou-
jours été plus dignement, par un
détail ».

L'évocation de la vie dantan-
de « années 1800 », selon les
termes d'Henri de Lumley, était
inévitablement débattue sur le
sentiment très partagé que « ce
n'est plus comme avant ». Anne-
Marie Moigne, qui a passé les
années au cours desquelles elle
s'est occupée de la redoutable
intendance d'un chantier de
soixante à quatre-vingts per-
sonnes, regrette que les feux de
camp au bord du Verdoube se
fussent plus rares.

L'époque bénie des guitares et
des paillardes aurait-elle
sombre dans la rivière qui longe le
campement? En qui a
le « bouill », d'après Anne-Marie,
« les jeunes veulent davantage
comprendre mais ne donnent
moins ». Jugement ingrat? Les
fouilles, en effet, ne sont pas tou-
jours une partie à plaisir. La
paléontologie, qui travaille
sur les réserves du nouveau
musée, reconnaît qu'il y a quel-
ques abandons. Un ou deux par
saison, « des jeunes qui ne s'adap-
tent pas ou des plus âgés qui ne
travaillent pas ce qu'ils escom-
ptaient ».

C'est qui n'ont pas passé quel-
ques semaines sur le chantier
peut-être étonnés de cette
faible proportion. Surtout s'ils
prennent l'emploi du temps, im-
muable. Réveil à 7 heures.
Le petit déjeuner à 7 heures.
Le « topo », un cours
d'une heure sur l'objet et les
techniques de fouille. Vient
ensuite le tamisage dans la rivière
des matériaux trouvés la veille. De
8 h 30 à 12 heures, une équipe
travaille à la grotte pour la fouille,
tandis que l'autre s'occupe du
marquage. 14 h 30 : une équipe
s'occupe du tri, une autre
fouille. Ce travail, sur sept
jours, prend fin à 18 h 30. Et il
se poursuit au moins quelques
heures d'été inflexibles.

Sur un carré de fouille, il peut
y avoir jusqu'à dix équipes de
travail. La moindre
esquille est relevée et placée sur
du papier millimétré. Ses
données (en trois dimensions)
sont reportées sur un cahier, qui

consigne aussi la nature, son inci-
sion et ses dimensions. Elle est
relevée dans du papier soigné
sur lequel sont inscrits le carré, la
couche et le numéro de l'objet.
Après l'avoir lavé à la brosse à
dents puis séché, on inscrit sa
provenance (carré, couche,
numéro) avant de le verser. Tous
les sédiments sont ramassés
dans des sacs et étiquetés pour
être retournés « que » les éléments de
plus de 1 millimètre de côté. Tout
est enfin trié dans différents
lotus avant d'être envoyé en
laboratoire...

Beaucoup d'entre eux ont
d'avoir pu côtoyer à Tautavel des
jeunes venus de tous les pays.
Certains d'entre eux, Henri de
Lumley, venu de New-York,
avait eu sous son statut de lycéen, en 1979,
pour être admis. Abdoulaye, qui
avait décroché à Henri de
Lumley la médaille de « plus grand
marqueur de France », comment
il avait rencontré Domi-
nique sur le chantier, avait
l'épouser au Sénégal. Pour Kat-
zina, « le premier séjour. Ori-
ginaire de Gdansk, elle a retrouvé
à Tautavel cinq autres Polonais.
Elle s'est liée d'amitié avec Joch,

titulaire d'un diplôme de litté-
rature anglaise, passionné d'ar-
chéologie, qui arrive à Washing-
ton « sur les conseils d'une amie et
pour apprendre le français ».

Elise, qui en 1989 et 1990, partagera-elle
carré de fouilles avec David?
Quand elle y réfléchit, elle ne
trouve qu'une seule chose qui
pourrait éventuellement « la reti-
rer » : la journée d'intendance.
Elle « détecte » ces heures passées
à faire la cuisine, puis la vaisselle
pour une soixantaine de per-
sonnes. David, lui, est ravi de
revenir en août prochain. Pas-
sionné d'archéologie, il a déjà
travaillé sur le site, l'an dernier,
visiter les châteaux de la Loire.
D'après sa mère, « il se consacre
au latin et au grec, qui lui servent
dans sa future profession d'arché-
ologue ». Elle a même ans,
David en a quinze.

De notre envoyé spécial
Jean-Baptiste de Montvalon

(1) Les préhistoriens comptent
des outils en essayant de retrouver les
gestes de nos ancêtres.

Le roman de la Loire

Suite de la page 25

— Pourquoi cette place de la
Loire dans l'imaginaire national?

— Ça vient de l'école, elle qu'on
voit sur un atlas, en haut sur une
courbe, on ne voit qu'elle. La Loire
unit et divise. D'après Braudel,
c'est la Roanne que se situe la véri-
table frontière linguistique. C'est
sensible jusqu'à la ville, parait-il : au
nord, c'est l'occitan, au sud, c'est le
français.

La Loire est un grand fleuve.
On ne peut pas seulement le regarder
de kilomètres qui l'importe. Le
Gange, qui ne fait que 2 700 kilomé-
tres, est grand par la spiritualité dont
l'entourage. Un homme sur sept sur la
planète considère que le Gange est une
divinité. 700 millions de musulmans
vénèrent, 100 millions de musulmans
le respectent.

La Loire est une sorte de
pouvoir sur les hommes. Elle est
dans une vallée, Saint-Etienne,
contrairement à ce qu'on
n'est pas riverain du fleuve,
d'une vingtaine de kilomètres. Eh
bien, ses élus ont voulu récemment
ce soit Saint-Etienne-sur-Loire !
Pour cela, ils ont voulu de fusion-
ner avec une petite commune rive-
raïne, Saint-Victor-sur-Loire. J'ai lu
le dossier, c'est allé jusqu'au
Conseil d'Etat. Et Saint-Etienne a
eu gain de cause.

« Une ville sans fleuve est orpheline
de quelque chose. Chaque fois
que je traverse un fleuve, j'éprouve
une grande émotion. Je m'arrête.
Pour regarder Paris au soir d'un
week-end et éviter les bouchons, je
gagne d'instinct les bords de la
Seine ».

Il me faut trois ans, mille deux
cent jours, pour traverser un fleuve.
Je n'en ai passé encore que cent
quatre-vingts environ sur la Loire.
Lorsque j'aborderai le Val de Loire,
ou la Loire de l'estuaire, je garderai
mes yeux d'explorateur. Sur
quatre fleuves dont j'ai raconté
l'existence, l'un (le Mississippi) des-
cend vers le sud, un autre (le Nil)
monte vers le nord, un troisième (le
Danube) chemine d'est en est; et
le quatrième (le Gange) longe l'Him-
malaya. Je ne sais pas s'il y a une
théorie générale des fleuves. La
Loire, elle, change d'avis brusque-
ment en plein milieu de son cours.
Pourquoi? J'ai ma petite idée là-
dessus...

Propos recueillis par
Régis Guyotat

Bernard Pierre a publié chez
Plon : le Roman du Nil (1974), le
Roman du Mississippi (1983), le
Roman du Danube (1987), le
Roman du Gange (1991). Les
trois premiers ont fait l'objet de
plusieurs rééditions. Il est l'au-
teur également de nombreux
recits d'expéditions alpines.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côtes-d'Armor

BRETAGNE
CHÂTEAU-HÔTEL
DE COATGUELEN ***
dans un parc de 100 ha
avec piscine, tennis et golf 18 trous.
17 chambres de charme et une cuisine
imaginative. Détente et gastronomie
dans les Côtes-d'Armor 22290 PLEIN-
TILLÉ. Tél. : 96-22-31-34.

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plage, centre-ville, casino,
parking, jardin,
TV couleur, etc.
Téléphone 1188.

Paris

PORTE DES LILAS
HÔTEL LILAS GAMBETTA **
223, avenue
Tél. : 43-43-45-46.
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27.
Chambres : 310 F à 360 F.
Pvnt déjeuner à 11 F.
TV couleur. Tél. direct, minibar.

SORBONNE

HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F.
Tél. : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

HÔTEL LE LÉON FROT
Entre Bastille et
Chambres : 110 F, double, w.c.
Tél. : 43-79-72-76.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
**NN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-95-94 - Fax : 53-28-42-96.

Italie

VENISE
Hôtel LA VENICE
ET DES ARTISTES ***
San Marco N. 1936
Tél. : (41) 52-32-333 Fax : 52-03-721
nouvelle ambiance
TREVISO LA VENICE
Tél. : (41) 52-23-856 Fax : 52-37-866.

Suisse

LEYSIN 1300-2000 m
VACANCES ALPES
AU CŒUR DES ALPES VAUDOISES
(Léman), à 10 km de Yverdon.
DE FAMILLE PROPOSENT DÉPAY-
SEMENT ET BONNE CUISINE : JULIEN
1/2 pension 1 600 à 1 800 FF (D.J.C.).
Documentation : Case postale 37
CH-1854 LÉYMIN.
Télécopie 19-41/25/34 18 10.

SILS-MARIA (Engadine)

HÔTEL EDELWEISS ***
17 km au N de Davos.
Pour vos vacances d'été ou d'hiver.
NOUVEAU : Whirlpool avec
sauna et hammam aquatique.
Salle de massage, Sauna, etc.
Tél. : 1941-82-4 22. Fax : 4-55-22.
Hôtel et appartements
CH-7514 SILS-MARIA.

CH 1936 Verbier/Valais

Hôtel Edelweiss
tout confort, grand jardin.
Forfait demi-pension
75 FS à 85 FS (env. FF à 110 FF).
Hôtel Les Chambls
Tél. : 1941/26/31-64-92
Fax : 1941/26/31-27-12

VACANCES EN SUISSE ITALIENNE

La vie en « villa » ou l'avantage de
se sentir vraiment chez soi dans l'une des
dernières demeures d'époque de Locarno.
Chambres sur le lac avec bain - ou
douche - w.c. et balcon. Jardins,
dépendance, vaste terrasse panoramique.
HOTEL VILLA PALMIERA
CH-6600 LOCARNO/LAC MAJEUR.
Tél. : (19-41) 93-33-14-41 ou 42.

TOURISME

VENISE

LOUER

APPARTEMENTS aménagés
sur GRAND CANAL et Central
pour long week-end, semaine et
2/4 pers. - transport/séjours/hôtels
Vivre à Venise
6, rue de Solferino, 75007 Paris
Tél. : (1) 47-53-89-21.

Home d'enfants à la montagne
(Jura 900 m altitude
près frontière suisse)
Agréable jeunesse et sports. Yves et
Liliane accueillent vos enfants dans
anc. ferme XVI^e confortablement
renovée. 2 ou 3 chambres avec s. de bns
w.c. Située au milieu des pâturages
et forêts. Accueil volont. limité à
15 enfants, idéal en cas 1^{re} séparation.
Ambiance familiale et chaleureuse. Activ.
VTT, jeux collectifs, peinture s/bois,
initiation, échecs, fabric. du pain.
2 080 F semaine/enfant.
Tél. : (10) 81-38-12-61.

CHATELAIN

150

SANS VISA

Le Monde ■ Samedi 11 juillet 1992 29

DÉCOUVERTE

Lautavel

Nessie, le mythe du loch



Cette fois, la « créature » a trouvé son maître : l'électronique va avoir raison du monstre immortel. Traquée, elle va remonter à la surface. Mais peut-on détruire un mythe, surtout touristique ? Magie du loch Ness...



JOANNE DE SOYER/PHOTO

grand poisson - esturgeon, chevalier, saumon peut-être, lui paraît être la plus probable. Rien à voir avec le Kraken des légendes scandinaves ni le plésiosaure immortel. On prend mieux pourquoi il a été prié de garder le silence : le projet Urquhart ne peut commencer, et il est peu probable que des milliers de visiteurs ne déplaceraient pas admirer un vulgaire poisson...

DES eaux noires à terrifier les marins. Pour de sombres tout d'un coup, d'être happé dans les abysses qui se referment à peine étonnés. Il est vain d'essayer de partir à la recherche des corps et des légendes : le loch Ness, rapporte l'imagerie populaire, est comme la vérité, insondable. Il garde tout les secrets et les mythes. Ce jour-là - c'était le 11 juillet - le loch arborait ses traits les plus farouches, ceux qui nourrissent l'imagination. Plus un ciel gris et les rivières verdoyantes, rendant du bien dans ses eaux et détruisent trop vite les contes, mais un ciel qui médait les gris et les noirs, les nuages qui cavalent d'est en ouest, un ciel pincé qui levait des vagues d'écume jaunâtre, et les eaux d'écume d'écume.

Les deux bateaux naviguaient à égale distance des rives où foisonnent les fougères, la bruyère et les arbres élanés. A mi-pente des collines, des brumes se déplaçaient imperceptiblement, rendant toutes choses incertaines, presque surréelles. Il faisait froid. A bord, l'ambiance était studieuse. Dans la cabine du contrôle du MV-Simrad, les techniciens en combinaison immaculée donnaient aux journalistes quelques rudiments d'informations pour tenter de percer le mystère des courbes, volutes, graphiques et diagrammes en couleur qui s'affichaient sans cesse sur les écrans de télévision.

Peu de lutte anti-sous-marin, de mines et des bancs de recherche pétrolière, systèmes d'observation et de pistage acoustique, de navigation par satellite, caméra couleur sous-marine télécommandée, équipement de positionnement automatique... Dans l'obscurité du loch, le bruit sourd se confondait avec le bourdonnement des hélices de la BBC. Comment douter que le moindre coin du plus grand réservoir d'eau douce des îles britanniques (8,76 milliards de mètres cubes) allait être exploré, conquis ?

Comment surtout ne pas être persuadé du succès du projet Urquhart, l'expédition scientifique que la plus complète jamais mise sur pied pour analyser le loch Ness, ses eaux, ses fond et sa vie animale et végétale ? Chacun - experts, journalistes, hommes d'affaires - n'y trouverait-il pas son compte, puisque le loch est une suberge espagnole ? Nessie, enfin, le monstre du loch, a-t-il, dans ces conditions, la moindre chance de préserver son intimité ?

Le lancement du projet avait eu lieu dans une salle de l'abbaye bénédictine de Fort-Augustus, ce village qui marque l'extrémité sud-ouest du loch Ness, et dont la pointe nord se rétrécit par la rivière du même nom jusqu'à Inverness. Le père abbé Mark Dilworth avait assuré que « la communauté monastique offre ses meilleurs vœux de succès » au projet.

A ses côtés, siégeaient le docteur Neil Chalmers, directeur du Musée d'histoire naturelle, le représentant des autorités royales géographiques d'Edimbourg, le professeur Gwyneth Jones, directeur de la Freshwater Biological Association, le directeur général de la BBC, le principal sponsor de l'expédition, et puis Ronnie Bremner, propriétaire du bateau « officiel » d'expédition du loch Ness, enfin le président et l'« âme » du projet Urquhart, le journaliste de la BBC Nicholas Witchell, auteur d'un livre très complet sur la recherche... du « monstre ». Le docteur Chalmers souligna que la science doit surmonter sa « réserve » à propos du loch Ness, lequel constitue un terrain de recherche d'une « grande importance scientifique ». On peut être sérieux ; ne penser qu'au monstre, mais n'en pas parler...

Des brochures luxueuses furent distribuées, rappelant l'expédition : une étude à la fois hydrographique et biologique (les vers nématodes qui peuplent les sédiments ont un intérêt tout particulier), ainsi que l'établissement d'une véritable carte géomorphologique. La petite troupe dirigeait l'embarcadere, divisant les rivières entre le MV-Simrad et le Royal-Scott, bateau qui emmène chaque jour des centaines de touristes armés de téléobjectifs et chargés d'espionner le loch. Les deux bateaux mirent cap au large, sous un ciel menaçant. La phase essentielle, c'est-à-dire médiatique, du projet Urquhart, était lancée. Les imaginations, voya-

Tout avait commencé il y a bien longtemps. En 1933, à l'âge de 11 ans, après Jésus-Christ, - le peuple probablement celte des Pictes régnait sur la région du loch. Adamnan, biographe de saint Columba, un prêtre venu d'Irlande, rapporte que celui-ci fut d'abord accueilli avec suspicion par les Pictes, ces Barbares du Nord que l'empereur Hadrien avait prudemment tenu à distance par un mur formidable. Un jour, Columba eut l'occasion

de démontrer ses bonnes intentions : un homme avait été tué par un « monstre de l'eau ». Le bête resurgit, et un second meurtre, mais, devant un signe de croix de Columba, elle plongea dans les profondeurs, sans oser onduler ses bosses.

Puis, on ignore pendant près de mille quatre cents ans. Rien, nul conte et nul récit, jusqu'à cet entrefilet de l'Inverness Courier du 2 mai 1933. Dans le titre « Etrange spectacle sur le loch Ness », un journaliste posait pour la première fois cette question qui allait être tant de fois répétée au cours des soixante années suivantes : « Qu'est-ce que c'était ? » Le récit - comme plusieurs autres - était daté de 1800, pendant les années de la « La créature » semblait à celui d'une baleine. Le loch Ness, connu jusque-là pour être le plus long d'Ecosse (37 kilomètres sur 1,5 kilomètre de large), acquit une nouvelle réputation.

Parmi les facteurs qui contribuèrent à vaincre la timidité de Nessie, le plus déterminant fut sans doute l'achèvement de la jonction routière entre Inverness et Fort-Augustus. La A-82, qui démocratisa les rives du loch Ness, permit une multiplication des observations. Depuis, l'été, reviennent les touristes, et la « chasse au monstre » bat son plein. Le loch Ness est tiré bien des avantages, même pendant quelques mois, sa sérénité en est troublée. Canulars, mensonges, faux témoignages, photos truquées, mirages et hallucinations se sont succédés depuis la révélation de l'Inverness Courier, donnant aux « agnostiques » bien des arguments. Mais les « croyants » estiment avoir autant de raisons d'entretenir le culte. Car les « faits » sont là : la « bête » a été vue trop souvent pour que son existence puisse être ignorée.

En 1933, le Daily Mail publia sa première « photographie », conférant à l'animal une existence charnelle et une forme propre à enflammer les imaginations : celle-ci se modela peu à peu, jusqu'à prendre l'apparence du plésiosaure, grand saurien du présecondaire muni d'un long cou et de deux yeux de grandes nageoires. A bien des points de vue, cet animal préhistorique a la vie dure : aujourd'hui encore, c'est ainsi que Nessie est représenté. Un naturaliste réputé, Sir Peter Scott, lui donna un nom latin et le fit figurer dans une légende scientifique : Nessie s'appellerait Nessiterus Rhomboides et l'histoire fit son chemin. Il était une fois, alors que la lumière

de la lune baignait le village d'Abriachan, des visiteurs qui entendirent un grand bruit. Ils coururent et parvinrent à temps sur la rive, pour entrevoir une forme gigantesque s'enlourdissant dans un jaillissement d'écume...

Les récits d'une même facture abondent. Un autre jour, rapporte Katherine Stewart, deux jeunes filles virent distinctement la « bête » traverser la route avant de se jeter dans le loch. Katherine Stewart est une vieille dame à l'esprit vif. Ancienne maîtresse de l'école d'Abriachan, écrivaine, elle vit dans sa maison de la colline encombrée de souvenirs et de livres : « Je n'ai rien vu personnellement, mais je connais beaucoup de gens dignes de foi qui ont vu les témoins directs. Ces deux jeunes filles, par exemple : à l'expression de leur visage, j'ai vite compris qu'elles ne mentaient pas. » Katherine Stewart se refuse à conclure. Comme beaucoup d'Ecossois nourris des récits romanesques de Walter Scott et de Robert Louis Stevenson, elle croit simplement que « choses étranges » se déroulent parfois dans les Highlands.

Elle ajoute qu'il ne serait pas étonnant que « la circulation » ait été dissuadée le « monstre » refaire surface. Tout a tellement changé en un demi-siècle : la vieille dame se rappelle les old days du loch Ness. On perpétue alors la tradition des ceilidhs, ces fêtes d'hiver où l'on se rassemble pour danser et chanter, et pour raconter des histoires et rappeler des proverbes, au son d'un violon et de chants traditionnels. Au moins deux ou trois fois par an, les habitants se retrouvaient pour se rassembler à la « nuit noire » qui peuplent les « hautes terres ». A la nouvelle année, on passait la nuit en maison d'hiver et accepter forces dans le whisky, avant de s'endormir là où la fatigue les rattrapait.

Aujourd'hui, beaucoup d'hommes sont partis en ville occuper les emplois du pétrole. Les fermiers ont été remplacés par des citadins néo-zélandais, néo-irlandais et australiens. Après tout, se convainc Katherine Stewart, il est possible qu'un sang nouveau ait pu « mauvais ». L'esprit de « clan » lui-même a bien du mal à perdurer : les Fraser, les Grant, les Mac Donnell, les Mac Lean et les Mac Kintosh se retrouvent parfois des « cousins » venus du monde entier, dans les grandes familles des « familles claires » sont devenus rarissimes. Le loch a perdu une partie de ses forces

vives. Mais le tourisme, grâce à Nessie ! Drumadroit, ce village de la rive nord du loch, est le centre de l'industrie du « monstre ». Il est situé à une vingtaine de kilomètres du château d'Urquhart. Du donjon qui surplombe les eaux, ses reflets changeants, le « monstre » a été vu plus d'une fois.

Le complexe de l'exposition « officielle » de Ronnie Bremner accueille 250 000 visiteurs par an et procure des emplois à près de 120 personnes. La concurrence est rude avec l'autre exposition du loch Ness, celle de Donald Skimmer, les deux hommes étant bien sûr sur de très mauvais termes. Chacun raconte à sa façon l'histoire du loch, prenant soin de ne pas remettre en cause la véracité des plus suggestives, tout en étant depuis bien longtemps comme une valeur. Dans les boutiques de souvenirs, le choix s'exerce entre les apparences diverses. L'exposition « officielle » fait une large place à l'opération « Deepscan » de 1987, lorsque une vingtaine de bateaux équipés de sonars avaient balayé l'étendue du loch, devant plus de deux mille journalistes de la presse internationale.

Le butin de la « chasse » avait été immense : il se résumait, écrit Adrian Shine dans un rapport scientifique, à trois « contacts » sonars « inhabituels », de profondeur, de mouvement, de durée. Adrian Shine vit depuis dix ans sur la rive du loch. Il se dévoue corps et âme au projet loch Ness, avec des subventions ministérielles et des bénévoles universitaires, mais aussi le concours financier de Ronnie Bremner, lequel est l'un des organisateurs du projet Urquhart. Tout cela explique pourquoi ce chercheur à la barbe de sapeur tient pas la vedette dans l'expédition en cours, censée être la première « vraie » initiative scientifique de l'étude du loch Ness. La vérité, souligne Tony Harmsworth, ancien directeur de l'exposition « officielle », est que Adrian Shine a été mis sur la touche. Il y a parfois bien des ressemblances entre Clochemerle et Drumadroit...

Adrian Shine a évalué assez précisément la profondeur du loch (environ 230 mètres), ce qui le classe à la deuxième place derrière le loch Morar (plus de 300 mètres), ce dernier abritant aussi « son » monstre, mais d'une nature plus discrète. Il n'a d'autre part, passé en revue toutes les hypothèses, plus farfelues aux plus sérieuses. L'explication du

A la fin du mois, le MV-Simrad repartira en Norvège. D'ici là, le projet Urquhart devra impérativement avoir trouvé de nouveaux sponsors. A Fort-Augustus, le patron de l'hôtel Lovat Arms adresse une requête au journaliste : « S'il vous plaît, tuez le monstre ! » Le Conseil supérieur. Personne ne veut la mort de Nessie. Et d'ailleurs, comment se débarrasserait-on du mythe qui hante le loch Ness, cette fontaine de jeunesse...

De notre envoyé spécial
Laurent Zecchini

**NOUS
RENDONS
FACILE
LA ROUTE
DE VOS
VACANCES**



**"Holiday Drive", la
réponse de Budget à
votre besoin de voiture
pendant vos vacances.
Pour plus de précisions,
appelez nous au :**

(1) 46 86 65 65

Budget

La gastronomie

Retour aux sources et cuisine de recherche : les fourneaux français se lancent dans une nouvelle aventure. État lieux en compagnie d'un chef qui, depuis vingt ans, a tout vu, tout supporté et tout compris.

L'HISTOIRE racontée par Edouard Nignon, un cuisinier assez sûr de lui qui, quoique sa réputation moins établie que celle d'un Escoffier, aura son mot à dire dans la cuisine au point des grands brevétaires gastronomiques desquels viennent s'ajouter le respect des frères de la cuisine moderne. Patron du restaurant Larue, il voit à travers un soir l'un de ses clients, le marquis de Rougé, qui lui présente la commande suivante : « Je veux un canard de Rouen au sang, qu'il soit cuit comme monsieur ! Vous taillez les filets en aiguillettes, vous lancez sur le feu un peu de sel et de poivre, vous pressez la viande, vous dévotement l'essence même de l'oiseau, vous servez le mets tel quel, bien chaud. Vous placez près de moi une bouteille de Musigny 1884-1885. »

« Vous laissez communier seul. »

Monsieur certainement, monsieur le marquis... Nignon, qui avait beaucoup fraye dans les cours d'Europe et copieusement rassasié les meilleurs prélats, magistrats, littérateurs et hommes politiques en tout genre que la III^e République lui jetait dans les bras, trouve le dévot épatant. Distingué, très connaisseur, savant, piquant. Un régal.

Ce chef avait en carte des choses étonnantes qui pouvaient impressionner : dans le genre gaulois, des grenadins de carpe à la gauloise ; dans le genre ecclésiastique, le gratin à l'évêché ; dans le registre exotique, le curry au homard Kapurthala ; dans le registre russe, les œufs froids à la russe ; dans ses infernales, la « Robe triomphale » de Lucullus ; mais aussi, à débiter, le faux col raidi de Marseillaise, la poularde Nationale, son plat, son chef-d'œuvre, sa poularde. Ce ne sont pas des « recettes » qu'il met au point, mais des « formules » : pour dix à douze convives, l'entre-deux-guerres n'allégeant encore rien des plaisirs tirés du coup de fourchette ni de ceux dont on pouvait continuer à se nourrir sur les tables romaines de l'après-repas. Les plats vivaient bien mourir, le cuisinier avait la foi, le conseiller des affaires de bouche et le grand ordonnanceur de masses de déjeuners du soir.

Les éditions François Bourin viennent de faire paraître une version rénovée et intégrale de l'ouvrage capital de Nignon, *Eloges de la cuisine française*, publié en 1933 (1), qui ne tombe peut-être pas si mal pour qu'on soit tenté de se poser la question : savoir ce qui, à plus d'un demi-siècle d'intervalle, a changé dans les relations entre le client et son nouvel amphitryon, autrement dit, quelle place occupe aujourd'hui dans la cuisine la lourde pléiade d'artistes qui se partagent les six étoiles dont le Michelin poudre chaque année les efforts et les réussites, les trouvailles et les bon aloi des audaces de style.

Jeune homme en colère dans les années 70, Gérard Vié appartient à la génération de ces cuisiniers incisifs et turbulents qui composèrent les menus francs de cette nouvelle vague de novateurs dont les chroniqueurs - les autres, ceux qui n'écrivaient pas dans les Cahiers du cinéma, mais dont la plume commençait à peser lourd - s'emparèrent de force et qu'ils se mirent à crier de la la-



Gérard Vié, dans ses cuisines des Trois Marches au Tignes (France).

fatalité française

riens, se disputant la découverte des plus doués, tels que les explorateurs rapportant les secrets du Nil ou les chutes du Zambèze. Pour lui, Stanley fut Philippe Coudenc, qui pose sa marque, en 1974, sur l'enseigne du restaurant qu'il manœuvrait alors à Versailles, les Trois Marches, son premier article de titre : « Festein royal à Versailles ». Les Gauti et Millau viennent vérifier et d'accord, à ce point même qu'ils vont le prendre pour leur aïe et feront donner la fanfare, dans leur magazine, chaque fois qu'ils ont besoin de démontrer le bien-fondé de leurs nouvelles théories gastronomiques.

C'est l'ascension rapide et la chute des révolutions fiévreuses et désordonnées ; la première étoile, aussi, décernée à l'émigration, qui était un piler à l'évidence : la cuisine bouge et certains de ses nouveaux talents valent le détour. Si bien qu'en 1976 un président qui était un touriste le soir et se frotte aux rumeurs gourmandes qui couraient dans les contre-allées du pouvoir lui fit l'honneur de sa visite, mettant, par AFP interposée, le feu aux poudres, déclenchant pour plusieurs années, dans le monde politique et mondain, l'obligation d'avoir au moins une fois entrepris le voyage à Versailles. « Moi, je suis resté dans ma cuisine », dit Vié.

Doute, qu'il ne nie toujours pas, c'est la formidable ponctuation que continuent à tenir dans leurs mains et d'entretenir dans leurs colonnes les arbitres du goût et des élégances culinaires,

« atouts inestimables » pour s'y retrouver dans la mortelle compétition que se livrent entre eux des bataillons de plus en plus serrés de restaurateurs, artisans et plus en plus déliés, et plus en plus ardents à défendre la cuisine, de plus en plus après la reconnaissance et aux éloges. Les critiques gastronomiques ont pu se plier à cette nouvelle distribution des cartes et entrer leurs avis au plus près de leur propre sens, avec leurs excès ou leurs réserves, avec lesquels ils avaient pu faire croire un temps qu'ils avaient le droit de dire l'avis du jugement. On continue de les craindre et de les flatter comme aux plus beaux jours, tout en prenant garde qu'ils sachent exprimer clairement leurs impressions pour orienter le lecteur vers un plaisir qui ne soit pas trop éloigné du discours du cuisinier. Celui-ci n'étant pas toujours à ce point clair que l'on ne soit l'abri de certains quiproquos.

Originaire de l'Aude, Gérard Vié, qui suivra très jeune un apprentissage classique chez Lucas-Carton, dans la cuisine de terminer son deuxième cycle d'humanité auprès d'André Guillot, surnommé le « Sorcier du Vieux Marly », un cuisinier sérieux qui bannissait les fonds et la farine, laissant aux plats jouer la liberté, était à ses préparations des sirs de fête, colorés, francs et sapides. Il permet à son élève de réaliser quelques menus que les académies chroniques dans le temps viennent déguster et trouvent habiles et encourageantes. Aujourd'hui, Gérard Vié, doublement étoilé

par les inspecteurs de l'avenue de Breteuil, reconnu comme une valeur sûre de la cuisine hexagonale et salué comme tel par l'ensemble des guides qui veillent sur nos fringales, a fini transhumant ses Trois Marches d'un point de Versailles à un autre, d'un hôtel par dix-huitième siècle au Trianon Palace, endroit récemment redonné le vif, passant ainsi du cossu au somptueux, suite à une logique des choses quand les affaires tournent et que plus rien n'empêche de les faire tourner. Pour l'importance, l'homme n'a pas pour autant changé sa toque en tiare et reste la même, pertinent et attentif des émois et des tourments qui agitent une cuisine française qu'est la gastronomie comme une différence façon qu'on a de lui exprimer l'émotion de l'élève et de lui trouver encore quelques vertus.

Lucas Guillot, à qui Nignon avait consacré tout chapitre de jeter quelques bons mots au préface à son ouvrage, fait remarquer que rien ne va plus et qu'il faut déplorer l'arrivée du « plat du jour », signe avancé de la décadence, pour lui-même avait pu soutenir qu'on devait manger de tout se tenir à table dès lors qu'on mangeait en tête et non plus à la fin de l'après-midi. Il est à ce point, l'époque bénie où l'invité passait dans la maison pour retenir sa table et commander le repas qu'il se proposait d'offrir, soupire l'artiste. Il est à ce point plus loin aujourd'hui où les chefs voient leur salle se remplir et se désemparer à des heures férocesment espagnoles, ce qui a pour effet de rendre le personnel

de salle effaré et les hôtes des fourneaux mal dans leur peau. Seuls les étrangers - qu'il faut peut-être aussi respecter pour les convenances et se retrouver dans le dévouement quand déboulent les barbares locaux. Tout change et tout est dans le fait que pour faire passer à ces dames les casseroles - dur, dur, très dur métier - qu'ils ont raison de tenter de faire pour le mieux, c'est-à-dire, souvent, de faire le mieux. Ils posent des questions simples : « Cela vous plaît-il ? » On leur répond tout aussi simplement : « C'est pas mal ». « Comment ça, c'est pas mal », mais vous savez que je travaille là-dessus depuis quinze ans, mon ami m'abandonnant, lassé, saoulé, mais pas mes recherches. Je suis à bout de sincérité. Non ! ce n'est pas « pas mal », c'est parfait. Je le sais... »

Faut-il comprendre qu'un léger malaise se soit installé dans la cuisine française, que le créateur de son goût se soit senti en danger, que les futurs champions qu'ils entraînent dans leur sillage, sur le point de faire connaître la grille de valeurs sur laquelle s'appuyait jusqu'ici, tant bien que mal, la réflexion culinaire banale du Français gasconne banale ? Les meilleurs ont beau dire « On n'invente jamais rien », ils inventent tout de même, on - pris sous l'arcade des coups d'œil des vifs anciens ou de l'œil fatigué d'antiques - les retrouvent, ce qui revient au même. Nous sommes loin des exaspérations des années 70, de tous ces brouillons dont sortirait

le même sentiment qu'il y avait à faire. Aujourd'hui, on le fait. C'est une affaire sérieuse. La cuisine peut-être. Car, enfin, pourquoi vouloir jouer la Renaissance et la mise en place à l'heure des perspectives à un moment du siècle où l'on ne peut pas confondre les gourmands et désinvolture, art de vivre et survie ? Nous cherchons, c'est notre devoir ; nous cherchons, c'est notre métier. On nous a dit on nous fusille aujourd'hui (vos prix ! vos prix !) : on nous remercia demain. De quoi s'agit-il ?

Pays habile qui avait su fonder une cuisine commune ce qui, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, rassemblait la plus particulière la plus humaine - territoire si parfait d'équilibre et d'étrangetés qu'on avait cru être ici au paradis d'un monde d'arts martiaux avec lesquels on mène le combat politique et culturel, - la France perdait doucement du terrain en face de compagnons de route francophones mais empoûlés dans leurs choix, plus dans leur détermination. Pour la quarantième anniversaire de la Cuisine de France, en 1986, l'avis d'un jury international, le meilleur chef du monde était Freddy Girardet, Lausanne. Robuchon, Senderens, qui arrivaient dans l'ordre derrière le Suisse - Alain Chapel, Pierre Troisgros, Michel Troisgros, Michel Bras, Paul Bocuse... - l'avaient trouvé saumâtre.

Alors voilà que les inventeurs se mettent à réinventer ce que nous aurions pu manger plus vite s'il leur était venu à l'idée que le terroir offrait sur un plateau ce qu'il y avait de plus simple et de plus compromettant. Bras, son Laguiole pour la libération du territoire à l'égard des plats violemment anti-jacobins ; Vié, tout Parisien versaillais qu'il est, ses cagouilles (petits-gris du Languedoc) ses lentilles vertes, ses abats, ses cassoulets, ses merisiers rôtis, une grêlée de foie de veau. Mais pas seulement, car il faut conquérir de nouveaux territoires, siffler de l'avant, quitter le troublant et à stabiliser le mangeur. A la carte : le pigeon aux épices au gâteau d'abricots, le flan de foie gras aux huîtres, la moutarde au madère, plats longuement travaillés avec beaucoup de savoir, beaucoup de sagesse, Presque exemplaires, pourrait-on dire.

La cuisine française, la cuisine de création, attaque une époque nouvelle : s'attaque à une époque nouvelle. On a pu remarquer que dans la recherche la rigueur et son souci du probité, elle atteignait à une certaine forme de « jansénisme ». Peut-être. Ce qu'il faut dire, c'est qu'elle ne se laisse jamais aller à ses alchimies, jamais elle n'aura été si soucieuse de la précision spatiale du mariage des goûts et des saveurs. La tentation schizophrénique de la découverte d'un « au-delà », qui se double d'un retour aux sources le plus pur, n'ira pas étonner ni intriguer. Il ne s'agit plus de modes à suivre ni de ces louches dans lesquelles on se fourvoyait sous les applaudissements d'un public d'énervés au palais coton, mais d'une cuisine grave et allègre dans il faudra comprendre le menu et admettre la réalité. Ce menu, c'est l'autre travail du cuisinier.

Jean-Pierre Quella

(1) *Eloges de la cuisine française*, d'Edouard Nignon, Éditions François Bourin, 350 F.

السيد عبد الرحمن

سكنا عن الامارات

Le Monde • Mardi 21 juillet 1992

Le Monde

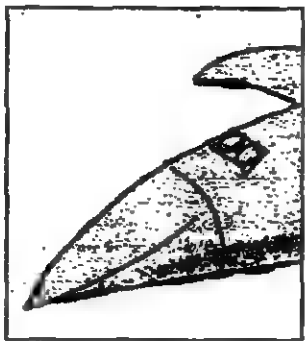
Locations de vacances : prudence...



Pour éviter les mauvaises surprises, il faut prendre un certain nombre de précautions. Et connaître les droits si, malgré tout, la prestation fournie ne correspond pas à ce que vous attendiez.

page 22

Boeing sur la défensive



Le géant de l'aviation subit, dans une conjoncture morose, la concurrence acharnée d'Airbus. Le prochain modèle, le 777, ne décolle pas commercialement. Le futur verra-t-il développer...

page 25

Industries de terroir : Aquitaine



L'espadrille est basque, mais le basque est béarnais et le béarnais est une vraie industrie. Des fabrications spécifiques d'Haget-mau ou verrerie de Vienne - survivent malgré la concurrence.

page 26

MODE D'EMPLOI 22
Humour, par José Doyère : La gad-
gale, les mots :
Boudique, Bloc-notes.

PERSPECTIVES 23 à 25
Réformes agraires : Amérique du
Sud : la paix sans la terre au Salva-
dor. Hongrie : l'imbroglio économi-
que magyar.

27
La chronique de Paul Fabre : Europe,
information et tragédie.

CONJONCTURE 28
Les prix : convergence accrue. Amé-
rique du Sud : révolution libérale. Le
Viel monde : horizons incertains. Le
machinisme agricole : psychose
dépressive.

L'ÉCONOMIE

Melon des Andes

Ce couvre-chef
devenu très populaire
en Bolivie est fabriqué
de façon artisanale
est aujourd'hui
exporté... en Europe

SUCRE
notre envoyé spécial

SELON la légende, le britannique chapeau melon, prisé par les indiennes Aymaras de l'altiplano bolivien, est arrivé par mer à La Paz, il y a plus d'un siècle. Un habile commerçant aurait persuadé ses clients que les couvre-chefs étaient synonymes de richesse. Quoi qu'il en soit, en Bolivie, on porte le chapeau : le soleil, plus ardent à haute altitude, l'absence d'arbres et l'abondance de soleil durant la saison sèche justifient largement l'accessoire, dont il existe une certaine variété de modèles et de couleurs.

Pour satisfaire la demande, des milliers d'artisans façonnent aujourd'hui ces couvre-chefs, en tous points de la République. À Sucre, la capitale « constitutionnelle » de la Bolivie, une fabrique née il y a plus de soixante ans par la volonté d'une princesse : Clotilde Urioste de Argandoña, a noblesse par le grand Léon XIII, que son mari avait épousé à la mort du Vatican, voulait faire œuvre utile en créant des emplois et en réduisant le prix des chapeaux.

Il ne reste pratiquement plus rien du château vénitien qu'elle avait fait construire près du centre de la « capitale ».

Denis Hautin-Guiraut

Lire 24 page 24

Les sentinelles de la technologie



Les entreprises
françaises découvrent le
nouveau nerf de la
guerre : l'information
stratégique. Avec un net
retard sur les firmes
japonaises ou
américaines, beaucoup
d'entre elles se lancent
dans la « veille
technologique ». Trop
souvent assimilée à
l'espionnage industriel,
cette pratique consiste
simplement à suivre au
plus près l'évolution
des marchés,
des techniques,
de la concurrence.
Les experts sont
formels : les
informations vitales sont
dans leur grande
majorité accessibles par
des moyens légaux.
La « veille » est un état
d'esprit. Encore faut-il
l'organiser et la doter
de moyens.

Lire 23 l'article
de Bertrand Le Gendre

Fokker dans le brouillard

Pour financer son développement, le constructeur aéronautique néerlandais
négocie un rapprochement avec Deutsche Aerospace. Un surprenant retour
de l'histoire pour une firme dont les premiers avions équipèrent la Luftwaffe

notre correspondant

SALUT de la géographie : l'histoire : au cœur de l'Europe, à Amsterdam, certains avions émergent du ciel à l'aplomb des bureaux de Fokker, dans le quartier de la capitale néerlandaise. Ils sont alors assez près des pistes de l'aéroport Schiphol pour être vus par n'importe quel temps, train d'atterrissage sorti à l'horizon, légèrement incliné.

Une sorte de grondement qui n'a rien de mécanique « double » la silence des appareils, tel le roulement incongru d'un projecteur de films muets : celui de l'ingénieur qui se tient au siège du nouvel constructeur aéronautique des Pays-Bas, engagé - certains disent empiété - dans la poursuite de la Deutsche Aerospace (DASA). En négociation depuis plusieurs mois, l'éventuel rapprochement des deux aviateurs ne dit rien qui vaille à la majorité des 1 000 salariés du néerlandais.

« Le brouillard nous occupe à la forme d'un X », explique Peter Alting qui, joignant le geste à la parole, dessine une lettre évidée. Avec la DASA, on va devoir construire : à l'Alting de tracer les rectangles aux quatre coins du X, qui prend la

forme d'une croix gammée ! Outrancière, une caricature, l'anecdote révèle la pénétration de DASA dans le capital de Fokker où la rumeur parle d'un transfert à l'Est, avec la participation des autorités de Bonn. Peter Alting, lui, jauge la perspective avec le calme du retraité qu'il sera dans quelques mois à la retraite, l'histoire de l'histoire néerlandaise qu'il a depuis quarante ans.

Un constructeur qui a fini par devenir sa fonction, en 1954, les Fokker construits en Allemagne ? Une lettre se forgerait : « C'est à l'origine qu'Anthony Fokker créa en 1912 sa première entreprise, deux ans après avoir construit son premier avion, dans un hangar Zeppelin à Baden-Baden », où il était venu parfaire une formation technique initiale aux Pays-Bas.

RÉPUTATION : L'élève en aviation vite à ses maîtres. Pendant la guerre 14-18, la Fokker Aeroplanbau produisit pas moins de 1 000 appareils pour la Luftwaffe. Les Pays-Bas furent même vaincus pendant le conflit. Anthony Fokker (mort en 1939) triple réputation : ingénieur, pilote et industriel. C'est de cette dernière qualité qu'il est le plus vite ré-

puté, en présentant que « l'aviation civile ».

Recyclé dans l'adaptation d'appareils militaires au transport de passagers, il fut l'un d'abriter ceux-ci dans une cabine, dressée sur le fuselage, derrière le pilote.

Ainsi naquit le premier Fokker civil, le F-2, présenté à un salon d'aviation à la publicité, le 17 mai 1920 : alors que la KLM, juste créée, inaugurait la liaison Amsterdam-Londres sur un De Havilland pouvant embarquer deux passagers assis à l'air libre, Anthony Fokker s'était vu au-dessus de l'aéroport F-2 offrant des places gratuites à quatre passagers.

Enfin, les officiels présents à la cérémonie firent pression sur la président de la KLM : la commande des premiers exemplaires de la première série Fokker ne lui fut pas à suivre. L'apport de l'ingénieur Platz, un Allemand expatrié, se révéla décisif : le soudure plane n'ayant guère de secret pour lui, il permit à Fokker de fabriquer des avions dont la toile était tendue sur une carcasse en acier et non plus en bois.

Christian Chartier

Lire 24 page 24

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
SAN FRANCISCO
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères

Programme américain de 12 mois
à San Francisco, unique son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations ■ sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél: (1) 40 70 11 71

IUA
San Francisco

MODE D'EMPLOI

CONSUMMATION

Locations de vacances : prudence...

Proposées à prix d'or, les locations saisonnières sont souvent l'objet de litiges avec les propriétaires.
D'où la nécessité d'être bien informé sur ses droits

MAI 1991 : quand monsieur et madame Durand arrivent avec leur bébé dans le gîte rural qu'ils ont loué à Grimaud (Var) à 10 kilomètres de la mer, pour la modique somme de 3 000 francs (la semaine), tout est parfait. La description de la maison correspond à l'annonce, tout est propre, il ne manque que la petite cuillère... Le problème est ailleurs : à droite, un lotissement se monte. Au-dessus, un immeuble est construit. Leur histoire est exemplaire des mille et une déceptions qui guettent, s'ils n'y prennent garde, les vacanciers ayant loué un gîte pour leurs congés. A prix d'or : une saison, 4 000 francs la semaine pour un trois-pièces près de la mer. 2 000 à 2 500 francs pour les gîtes. Chiffres indicatifs : les prix sont en hausse, plus ils sont élevés, les locations étant atteintes entre le 15 juillet et le 15 août, la pleine saison : la surcote peut atteindre 50 %, voire 100 %. Il y a donc d'énormes disparités dont jouent certains petits malins qui prennent le risque de louer in extremis mais réussissent à faire baisser les prix des locaux n'ayant pas trouvé preneur (généralement particulièrement onéreux).

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas parce qu'ils ont payé cher qu'ils doivent baisser la garde, sauf à prendre le risque de dépenser beaucoup d'argent (les problèmes posés par les locations saisonnières représentent la moitié des appels reçus par le ministère de la consommation dans le cadre de ses opérations «vacances»). Il y a donc des précautions à prendre et des «trucs» à savoir avant de lancer une location pour ses congés.

Sur le prix, d'abord : un locuteur, affichant bien 10 millions de francs la semaine, ne peut demander plus cher qu'un prétexte que le vacancier ne loue qu'une semaine ou deux, mais que le prix demandé vaut pour un mois. Car il s'agit alors de publicité mensongère. Il faut se renseigner avant de louer : il y a une commission d'agence (pour le cas où l'une d'entre elles a servi d'intermédiaire), s'il existe une taxe de séjour sur la commune et quel est son montant.

CHARGES • Restent les charges : sont-elles comprises ou non dans le prix demandé et quel type de charges (électricité, eau, chauffage, etc.) sont-elles comprises ?

sortie, en n'oubliant pas qu'un relevé spécial de téléphone coûte 10 francs... ? Sur le lieu de villégiature de vos rêves, il faudra pour réserver une location, si le document de réservation n'en précise la nature juridique, on considérera



qu'il s'agit d'un contrat de location et non d'un acompte. Point important : un acompte est dû dès le paiement et, légalement, le candidat-locataire n'a pas la possibilité de se dédire. Ce n'est que le cas des arrhes. Si le vacancier se dédit, il perd, mais il n'est pas tenu de payer la totalité. Si, à l'inverse, c'est le propriétaire qui renonce, il doit rembourser le double des arrhes. Si le client passe par une agence, le montant demandé sera de 25 % du prix. Sinon, tout est possible, mais il n'est pas raisonnable de dépasser ce pourcentage. Il ne faut jamais verser d'argent avant la signature du contrat de location. Pour être sûr d'être couvert pour cette location, le vacancier doit vérifier que son contrat multirisques habitation comporte une clause «villégiature de vacances».

Le locataire sera demandé de la remise des clés. C'est à ce moment-là que le locataire a les moyens de vérifier avec le propriétaire (ou l'agence immobilière) s'il s'agit bien de la location qu'il a louée et que la description du bien n'était pas fautive à la réservation. Si son contenu n'est pas conforme à ce qui a été annoncé ou s'il n'est pas prévu (encore une

ce critère soit éminemment subjectif, la saleté des lieux étant nettement plus gênante que la sienne). Car l'une des sources de litiges vient de la différence entre ce que le vacancier pensait trouver et la réalité. Pour éviter cet écueil, il est recommandé d'aller voir sur place (ce qui n'est pas toujours possible). Il faut aussi hésiter à téléphoner pour préciser le contenu d'une annonce : tout le monde connaît le monde du tourisme par la mer visible en montant sur les WC... Que signifie la dénomination «près de la mer» ? Il faut donc exiger un état descriptif des lieux avec le prix demandé.

BRUIT • En cas de litige à l'arrivée, il faut rédiger un document où l'on fait signer au locuteur, prendre des photos, ou chercher des témoins (un huissier n'est pas toujours disponible un samedi après-midi à Cannes) s'il refuse. Mais le mieux, dans tous les cas, est de trouver un accord à l'amiable. Encore à l'arrivée, il faut savoir qu'une caution ne peut être encaissée mais qu'il est souhaitable de faire préciser dans le contrat de location les modalités de remboursement (au plus tard deux mois après votre départ).

Un des problèmes rencontrés en cours de séjour est le bruit. Il s'agit d'un sujet délicat par lequel une telle idole des jeunes, entendue de la location ou retransmise dans la ville, la responsabilité du propriétaire n'est pas en cause. Si le logement, affiché calme, est dans une zone bruyante, vous pouvez retourner votre louage au titre de la publicité mensongère.

En fin de location, demander une facture datée, précisant les décomptes. Refuser de payer tout supplément réclamé au dernier moment. Il faut savoir que le propriétaire qui vous accuse d'avoir dérobé un objet doit le prouver.

En cas de problème, le ministère de la consommation a mis au point un numéro vert (05-12-05-12) où l'on donnera des renseignements sur les problèmes de location touchant à ses vacances, du 1^{er} juillet au 31 août (de 9 h à 18 h). Par Minitel, il est aussi possible de consulter le 36.14 code CONSOM, rubrique «bonnes vacances 92». 50 millions de consommateurs va publier prochainement un numéro sur les arnaques de l'été.

Françoise Vayesse

HUMEUR • par Josée Doyère

Le gadget récalcitrant

CONNAISSEZ-VOUS quel-que chose de plus agaçant que de ne plus pouvoir fermer votre voiture pour la nuit, parce que la clé, supposée fermer d'un seul geste les quatre portes, n'en ferme que trois, quoi que vous fassiez ? Ne pouvoir remonter la vitre gauche (vous aimez l'air frais sur votre visage, en conduisant), car elle est figée au point bas, sans espoir, rendant illusoire l'utile la fermeture automatique des portes ?

Si vous avez une voiture neuve, pourvue d'une bête de petite manivelle pour remonter la vitre... Si seulement les quatre portes étaient encore pourvues d'un système manuel de fermeture interne...

Mais rien. Rien ne permet de suppléer le truc sophistiqué défaillant, en attendant de (peut-être...) pouvoir le faire réparer. Et acheter une voiture neuve, c'est peut-être pousser un peu loin le bouchon. Non ?

Et qu'est-ce que ça peut régler ? Les rétroviseurs extérieurs, lorsqu'ils se détachent ? Et du système électronique (ou électrique, je ne sais pas, je n'y connais rien, moi) qui vous permet de manœuvrer avec la pédale pour le rapprocher des pédales ? Quand ça marche, c'est idéal, vous le saluez, l'inclinez à volonté pour qu'il épouse bien les contours du véhicule et vous permettez de conduire sans fatigue, et surtout - vous adaptez sa longueur au tableau de bord à la longueur de vos jambes. Les quand ça coince...

Mon amie Annie en a fait l'expérience, en empruntant la voiture d'un longiligne copain ; n'ayant pu rapprocher ledit

siège (car le bouton ad hoc est cassé et la bonne vieille manette mécanique sous le siège avait disparu, emportée par la «gadgétomanie»), elle a dû, elle qui est toute pitchoine, conduire dans une position invraisemblable, se déhanchant pour atteindre les pédales. Heureusement, elle n'était pas trop loin.

D'ailleurs, il n'y a pas que sur la bagnole que la gadgétomanie sévit. Regardez autour de vous, à la maison, dans la cuisine ou dans la chambre, comme au bureau, de ces machines séduisantes qui sont devenues chères quand ils tombent en panne. Vous n'y croyez pas ?

Vous n'avez jamais d'aspirateur dont le fil refuse obstinément de rentrer dans le corps de l'appareil ?

C'est bien, la technique du modernisme. Et il n'est pas question de rétrograder à cause de ces gadgets, si commodes qu'on n'a plus envie de s'en passer. Au contraire, la plupart du temps, le fabricant a, d'auto-rité, muni les produits de précieux gadgets, que vous ne pouvez même pas refuser d'acheter.

Serait-ce trop demander aux industriels qu'ils mettent en place des produits qui ne prennent pas en compte les objets de fabrication humaine, élaborés soigneusement, et usent... et se trouvent en panne au pire moment.

Car, bien sûr, c'est un parking mal placé que vous êtes incapable de fermer votre voiture - comme par hasard - il y a dedans des objets auxquels vous tenez.

LOIS ET DÉCRETS

Fonds d'action sociale

Un décret fixe pour l'année 1992 le montant et les modalités de versement des contributions des régimes de prestations familiales au Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles. Sur un total de 1 146 millions de francs, la Caisse nationale des allocations familiales en versera 1 100,16 millions et la Caisse centrale des allocations familiales mutuelles agricoles 45,84 millions. Décret n° 92-624 du 2 juillet 1992, Journal officiel du 10 juillet 1992, p. 9285 et p. 9293.

Taxes pour la conchyliculture

Deux arrêtés fixent les montants des parafiscales versées au Comité national de la conchyliculture, à l'Institut français de la recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) et aux sections régionales de la conchyliculture. La taxe destinée au Comité national de la conchyliculture est de 250 francs par exploitant ou bénéficiaire de prise d'eau, plus 2,23 francs par are de concession, 0,23 franc par mètre d'installations et 25 francs par are d'épandage. Celle qui revient à l'Ifremer s'élève à 250 francs par exploitant ou d'un établissement d'expédition ou de réexpédition agréé par le pêcheur expéditeur, plus 36 francs par are exploitée au-delà des dix premières, et par centaine de colis commercialisés au-delà du millièr. L'Ifremer, qui prélève les taxes, verse 20 % de la somme qui lui est destinée au Comité national de la conchyliculture. Ce dernier verse 40 % de l'ensemble des sommes qu'il reçoit (directement ou non) au Fonds d'intervention et d'orientation des pêcheurs (FIOM). Les taxes destinées aux sections régionales de la conchyliculture sont de 300 francs par exploitant, plus des parts proportionnelles à la superficie du terrain occupé à la longueur des installations. Elles sont recouvrées par le Comité national, qui prélève pour cela 3 % du montant perçu. Arrêtés du 16 juin 1992, Journal officiel du 11 juillet 1992, pp. 9199 et 9199.

Comités des pêches maritimes

Un décret institue jusqu'au 31 décembre 1992 des parafiscales au profit du Comité national de la conchyliculture des pêches maritimes et des élevages marins. Ces taxes doivent être payées par les armateurs des navires de pêche, les premiers acheteurs de produits de la mer - sauf ceux qui se livrent uniquement à l'importation de produits en provenance de la CEE - et les aquaculteurs - sauf les éleveurs de coquillages (conchyliculture). Les montants de ces différentes taxes varient selon les régions. Pour les armateurs, la taxe est de 3 % au maximum des recettes forfaitaires de l'équipage du navire sur la zone utilisée pour le calcul des cotisations sociales à l'Etablissement national des invalides de la marine - qui prélève à son profit 5 % du montant des taxes pour les frais d'assistance et de perception. Pour les premiers acheteurs de produits de mer, la taxe est au maximum de 3 000 francs et elle est versée aux comités locaux dans le montant desquels ils exercent leur activité. Enfin, pour les aquaculteurs, le montant de la taxe est de 600 francs au maximum.

LA COTE DES MOTS

Boutique hors taxes

Les locations free of duty, free of tax, duty-free, tax-free, sont fréquemment citées - souvent à la forme erronée de free tax - ce mot, anglais également, shop («boutique») pour désigner des boutiques où les marchandises vendues ne sont pas soumises au paiement des droits et/ou de TVA.

Ces boutiques, on le sait, sont principalement installées dans les salles de transit des aéroports - mais on en trouve aussi un certain nombre dans les quartiers très fréquentés par les touristes étrangers. Des produits exonérés peuvent aussi être achetés à bord d'avions ou de navires, et dans les boîtes alcoolisées les cigarettes.

Toutes ces dénominations anglo-américaines aisément exprimées par l'expression «boutique hors taxes», que chaque francophone devrait utiliser, même s'il s'agit d'un calque - free - de l'anglais.

Il existe bien un autre substitut : «boutique française», le modèle d'expressions anciennes «ville française», «port français», «gare française», qui s'appliquent à des lieux exonérés d'impôts, de droits, de charges, etc. Mais il présente quelques inconvénients. Tout d'abord, «boutique française» prête à sourire : le commerçant souhaiterait-il affirmer que son prix, ses produits vendus, sont irréprochables, contrairement à... ? Ensuite, l'acceptation particulière de «française» semble de plus en plus méconnue, puisque l'on voit de temps en temps, dans la grande distribution, des «françaises indiennes» appelées «françaises» - ce qui change notablement le sens du texte ! Cela parce que certains, doute, ont voulu s'affranchir non d'accords douaniers, mais d'accords grammaticaux.

Jean-Pierre Colignon

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

PRIVATISATIONS EN ITALIE. Le gouvernement de Giuliano Amato a adopté le 10 juillet un plan visant à réduire l'inflation et le déficit budgétaire. Il prévoit la transformation des quatre principaux secteurs d'Etat en sociétés par actions (le Monde du 12-13, 14 juillet).

ALLIANCE POUR LES PUCES (ÉLECTRONIQUES). IBM a annoncé le 13 juillet son association avec Toshiba et Samsung pour la production d'ici six à huit ans d'une nouvelle génération de semi-conducteurs permettant de multiplier par seize les capacités de stockage d'informations (le Monde du 15 juillet).

ALLOCATION PRÉSIDENTIELLE LE 14 JUILLET. Après avoir évoqué le rôle des routiers, la politique agricole commune et les manifestations paysannes, le président de la République a tenu une séance de négociation des conventions collectives (le Monde du 15 juillet).

L'ENTRÉE DE LA BNP DANS LE CAPITAL D'AIR FRANCE. La Commission européenne a autorisé le 15 juillet, l'entrée de la Banque nationale de Paris à hauteur de 8,8 % dans le capital de la compagnie aérienne (le Monde du 17 juillet).

LES NOMINATIONS DES PDG DES ENTREPRISES PUBLIQUES. Parmi la liste des nominations du conseil des ministres, le 15 juillet, celle d'Eric Giuly, ancien directeur général démissionnaire d'Antenne 2, à la tête de la Compagnie générale maritime en remplacement de Claude Abraham et celle du général Jean Fleury, ancien chef d'état-major, à la présidence d'Aéroports de Paris en remplacement de Bernard Lathière (le Monde du 17 juillet).

LES PME RÉSISTENT BIEN À LA CRISE. Une étude publiée le 15 juillet par l'INSEE note une progression du chiffre d'affaires des PME de 5,7 % en 1990 contre 1,3 % pour les grandes entreprises (le Monde du 18 juillet).

RELÈVEMENT DU TAUX DE L'ESCOMPTE ALLEMAND. La Bundesbank a relevé, le 16 juillet, son taux de l'escompte, qui passe de 8 % à 8,75 %. Cette mesure a provoqué une tension sur les taux d'Europe (le Monde du 17 juillet).

LUNDI 20 JUILLET. Paris : Le premier ministre, Pierre Bérégovoy annonce le plan d'accompagnement de la politique agricole commune (PAC).

MARDI 21 JUILLET. Paris : visite du président mexicain Carlos Salinas à Cortari (jusqu'au 22 juillet). Le président sera reçu par François Pinot au Conseil national du patronat français le 21.

Remise du rapport Carrère sur les infrastructures de transport. Iran : ouverture de la frontière entre l'Iran et l'Arménie. Philippines : 25^e assemblée générale de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), suivie d'une réunion avec les grands partenaires commerciaux (jusqu'au 22 juillet).

MERCREDI 22 JUILLET. Paris : routiers : réunion nationale. Espagne : visite du président chilien Patricio Aylwin.

JEUDI 23 JUILLET. Bruxelles : conseil des ministres de la CEE. Espagne : visite de la ministre de Madrid des affaires étrangères et de gouvernement ibéro-américain, auquel participera le président américain Fidel Castro (jusqu'au 24 juillet).

VENDREDI 24 JUILLET. Japon : réunion de la Chambre japonaise (jusqu'au 26 juillet).

SAMEDI 25 JUILLET. Hambourg : 25^e assemblée générale des Jeux olympiques d'été (jusqu'au 31 août).

DIMANCHE 26 JUILLET. Paris : présentation du rapport annuel de la haute commission (jusqu'au 31 juillet). Hongkong : visite du secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd.

Bucarest (Roumanie) : 25^e assemblée présidentielle et législative. France : 25^e assemblée de la Baïkonour du troisième vol spatial franco-russe, après 12 jours à bord de la station Mir (jusqu'au 9 août).

LUNDI 27 JUILLET. Républiques baltes : visite de la reine Margrethe de Danemark et du prince Henrik dans les Républiques baltes, Estonie (27-28 juillet), Lettonie (30-31 juillet) et Lituanie (31 juillet et 1^{er} août).

Le Japon aux aguets

سكنا بين الامين

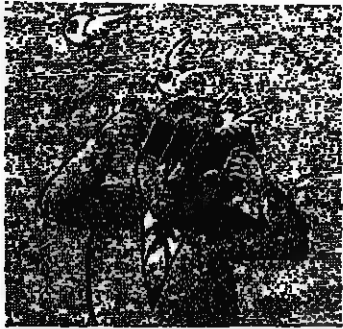
501

L'ECONOMIE

PERSPECTIVES

Les sentinelles de la technologie

Les entreprises françaises découvrent avec retard la « veille technologique », cette variante honorable de l'espionnage industriel : l'information est aujourd'hui un facteur décisif de compétitivité



ES Américains parlent de *competitive intelligence* pour désigner la capacité d'une entreprise à être au fait de l'affût d'un produit inédit, d'un savoir-faire nouveau, d'un marché vierge. Les Français ont adopté l'expression « veille technologique » mais l'ont, à la même. Elle témoigne d'un état d'esprit qui, souvent sous-estimé, a permis que le salut, pour une entreprise, réside parfois, désormais, dans l'information et le business plan. Dans l'information, c'est-à-dire dans une observation minutieuse et permanente de son environnement au sens large, technologique, concurrentiel et commercial.

La fonction de « veilleur » d'entreprise, ces modernes vigies, en France, l'exemple du Japon (voir encadré) lui a donné un coup de boost en même temps que les entreprises françaises - les plus vigilantes - prenaient conscience de leur retard. C'est le cas de Ciments français, où Bruno Martinet est entré il y a un an et demi pour la direction de la recherche et de la formation du Centre de recherche industrielle et technique (Technodes). En clair, c'est lui le « veilleur » du groupe. Un homme qui emploie vingt mille personnes dans quinze pays et qui pratiquait jusqu'à la veille technologique « de façon artisanale ». C'était de « structurer cette fonction », Bruno Martinet s'est d'abord attaché à en déterminer les points forts. Il y en avait : « Les sources d'information, les réseaux d'experts à l'exception de ceux travaillant dans les zones géographiques comme le Japon. Les points faibles n'en étaient pas moins nombreux : Le groupe a doublé le nombre d'entrepreneurs et d'industriels de l'information, mais pas subi d'augmentation. L'obstacle linguistique était considérable : on parle huit langues différentes dans l'entreprise. Les obstacles psychosociologiques ne l'étaient pas moins. Aux Ciments français, ailleurs, l'information c'est du pouvoir, ce qui fait que la « veille » restait une réserve à une élite de privilégiés. »

Bruno Martinet s'est attaché à convaincre chaque ingénieur, chaque salarié des Ciments français, que « la veille, c'est l'affaire de tous ».

MOBILISATION Concrètement, il s'est efforcé de tirer parti des sources d'informations. Les Ciments français ont commandé des études spécifiques sur ce qui se faisait au Japon dans le domaine des matériaux de construction. Une mission a été envoyée à bas. Des rapports personnels ont été notés, avec le même objectif, dans des universités américaines. L'apport de nouveaux brevets a été surveillé attentivement. Surtout, Bruno Martinet a cherché à améliorer la circulation de l'information technique au sein du groupe.

Une revue en deux langues a vu le jour ainsi qu'une revue, consacrée exclusivement aux brevets. Les conférences internes ont été multipliées, avec l'idée, maintes fois répétée ailleurs, que l'information utile à un secteur de l'entreprise peut-être la portée de main, dans un autre secteur.

La mobilisation du savoir de chacun au profit de tous alimente la mission des Français, depuis un lustre environ, que la « veille technologique » a acquis ses lettres de noblesse. « Certaines entreprises, dominées par des logiques locales, sont incapables de la veille technologique », remarque Michel Berry, ancien directeur du Centre de recherche en gestion de l'École polytechnique. Ce sont des structures lourdes, où l'information circule mal.

DILEMME A cela s'ajoutent les réticences des patrons français à s'adonner à ce qu'ils considèrent un peu vite de l'espionnage, façon James Bond. Bien peu parviennent à se convaincre que 90 % des informations utiles à une entreprise - une les spécialistes l'affirment - peuvent être obtenues légalement. Brevets, articles scientifiques, salons professionnels, presse spécialisée, banques de données, les canaux sont multiples où l'entreprise peut s'abriter. Le plus difficile, c'est de repérer les informations pertinentes, de les trier et de les interpréter correctement.

Les dirigeants d'entreprises s'efforcent de développer les réseaux qui guident les flux d'information à la veille technologique : l'affaire de leur, la mission de quelques-uns ? Une mission ou des missions ? Généralement, les entreprises de taille respectable s'efforcent de combiner les deux approches.

Certaines n'hésitent pas à recourir aux services de consultants extérieurs, spécialistes dans la « veille ». Parmi il y a douze ans à Paris par son ancien PDG, Louis Chalanet, Innovation 128 joue les veilleurs pour Lafuma, le leader français du sac à dos, auquel elle fournit chaque semaine des informations synthétiques sur son concurrent, l'Etat du marché et les innovations technologiques. « La mise au point par Lafuma d'un sac à dos révolutionnaire, commente Louis Chalanet, est l'une des retombées de cette mission. »

PDG d'Inforama (Paris), ancien officier du « deuxième bureau », Robert Guillaumot s'est lui aussi de la « veille ». Il a pour spécialités l'informatique, les télécommunications et l'électronique. « Nous sommes un peu les mercenaires de grands groupes français qui nous demandent de leur servir d'analyste de la situation, dans le monde, de ce qu'il se passe quelque chose qui les concerne ou peut leur être utile. » Et d'assimiler les activités d'Inforama à celles de conseil en sécurité qui aide le président américain à prendre la bonne décision en son domaine.

A l'intention des entreprises du pays, Inforama ne peut offrir le service de spécialistes que ceux d'Inforama ou d'Innovation 128, existe une structure subventionnée, l'ARIST, ou Agences régionales d'information scientifique et technique, créées par les chambres régionales de commerce et d'industrie. Celles d'Alsace et de Bretagne sont citées en exemple. Patrick Noël, le directeur de la seconde, explique que qui fait d'un petit patron un « veilleur » exemplaire : « C'est l'ouverture d'esprit. » Client de l'ARIST Bretagne, Jean Rochard, directeur à Fougères (Ille-et-Vilaine) d'AIV & Cie, est de cette trempe-là. Vous à la transformation du verre plat, les deux vingt-deux salariés savent qu'il leur faut compter sur eux-mêmes plutôt que sur la lointaine logistique du géant américain auquel AIV appartient, PPG (Pittsburgh Plate Glass).

Jean Rochard n'avait pas eu chaud, il y a cinq ans, lorsqu'une certaine résine, indispensable à AIV et fabriquée en Allemagne fédérale, a disparu brusquement du marché. « On avait un besoin de retard sur l'information dont on avait besoin. » La surveillance à laquelle l'ARIST se livre, depuis, pour AIV a encouragé l'entreprise à lancer la fabrication d'isolants acoustiques. Avec un certain succès. Cette tâche est d'autant plus précieuse à Jean Rochard qu'elle est devenue une affaire de taille, car ne peut pas avoir en permanence un tel service.

Ce genre d'exemple ou celui de Nautix qui, sous la houlette de son PDG, Jean-Yves Langlois, emploie à Guidel (Morbihan) vingt-cinq salariés dans un secteur ultra-concurrentiel, celui de l'équipement de la peinture de bateaux, ne doit pas faire illusion. Les entreprises françaises ont beau avoir pris la mesure de leur retard en matière de « veille », elles ne l'ont pas encore rattrapé. De nombreuses filières universitaires existent qui préparent à cette fonction, comme celles - de la maîtrise aux trois cycles - dirigées à Aix-Marseille-III par un chimiste, Henri Dou. Bruno Martinet a recensé en

France trois DEA (diplômes d'études approfondies) et dix IUT (diplômes d'université supérieures spécialisées), avec sept, sept diplômés par un pouvant plus ou moins se prévaloir d'une formation de « veilleur ». C'est peu.

HABITUDE Heureusement, la « veille » est une habitude solidement ancrée dans certaines entreprises, un trait culturel ancien. Au siège de L'Oréal à Clichy (Hauts-de-Seine), on ne plaisante pas avec la surveillance du marché et des concurrents. Chacun est prié de s'en inquiéter, même s'il n'est pas salarié affecté à cette tâche à plein temps. « Un cadre en déplacement à Londres a généralement le réflexe de faire un tour chez Harrod's ou chez Boots, affirme Gilles Roger, de la direction internationale. Histoire de voir comment y sont présentés nos produits et ceux de nos concurrents. »

Jean-Jacques Petit, le directeur des services marketing internationaux du même groupe, partage actuellement une surveillance systématique du marché japonais. Avec l'espoir de mettre un terme, un jour peut-être, à une anomalie, humiliante pour L'Oréal (20 000 salariés, 500 cinquante-deux implantations dans le monde) : « 90 % des produits cosmétiques sont entre les mains d'entreprises japonaises. Il faut bien y avoir un moyen de faire quelque chose... »

Directeur de la recherche packaging, Michel Fontaine se souvient, pour sa part, d'avoir remarqué un jour chez un fournisseur allemand la recharge d'un carton d'un emballage de lessive Ramenée à la dimension adéquate, une recharge semblable est vendue aujourd'hui sous certains flacons de shampooing « Quin line ». Un argumentaire impeccable et ingénieux conditionnement : « Le flacon rechargeable à usages multiples et son éco-recharge (réutilisation d'un sac recyclé) contribuent à un meilleur respect de notre environnement. »

Un excellent exemple de « veille », un exercice auquel du trop les entreprises s'adonnent spontanément, sans toujours la baptiser ainsi ni le crier sur les toits.

Bertrand Le Gendre

Le Japon aux aguets

Les marchés des entreprises nippones ont largement dépassé leur capacité à absorber l'information. Les technologies qu'ils ne peuvent acheter, les Japonais les acquièrent en traquant par tous les moyens les renseignements qui leur sont nécessaires. C'est par cette méthode, raconte Jacques Villain (1), qu'ils ont réussi à bâtir une industrie spatiale alors qu'Américains et Européens refusaient de les initier aux secrets du nucléaire à hydrogène.

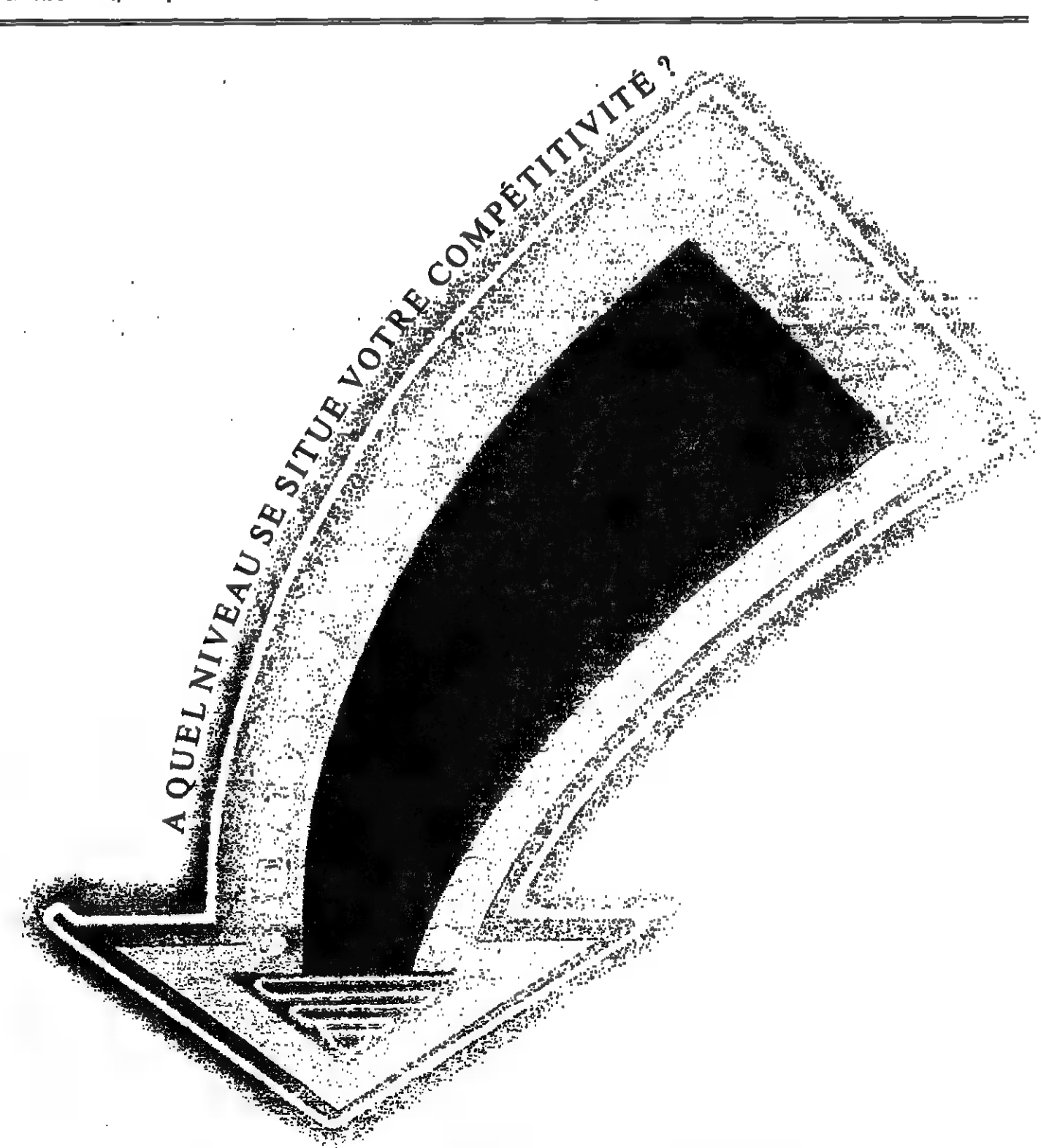
Au pays du Soleil-Levant, l'information est une préoccupation de tous les instants inculquée à tous. Les Japonais ont l'esprit curieux, ils « consomment » les informations plus quotidiennement que les Français, seulement deux fois moins nombreux. S'informer est un devoir national, encouragé par le fameux JETRO (Japan External Trade Organization) dont l'une des missions est de recueillir des renseignements partout dans le monde et de s'y procurer les technologies propres à assurer la prospérité

entreprises nippones. Le JETRO dispose de soixante-dix-sept bureaux à l'étranger, l'équivalent dans cinquante-sept pays.

Retenu au premier ministre, le JICST (Japan International Center of Science and Technology) analyse chaque année onze mille revues dont sept mille étrangères, quelque quinze mille journaux techniques, cinq mille rapports de conférences et plus de cinquante mille brevets. Ce travail lui fournit chaque jour la publication de cinq cent mille résumés, destinés aux entreprises, lesquelles s'efforcent généralement leurs propres équipes d'informateurs. Chez NEC, cette force compte 200 personnes, leur salaire représente de 3 % à 4 % du temps de travail des salariés de l'entreprise.

B. L. G.

(1) L'Entreprise aux aguets, de Jacques Villain, éd. Masson, coll. « L'ordre économique », 1991.



Il existe encore en Europe plus de 20 millions de PC basés sur la technologie 286 ou antérieure.

Ces ordinateurs sont aujourd'hui complètement dépassés, le coût de leur maintenance est très élevé et ils ne sont pas adaptés aux derniers logiciels. Cela signifie tout simplement que l'efficacité de beaucoup d'entreprises n'est pas au top niveau. Ça c'est la mauvaise nouvelle.

La bonne nouvelle, c'est que Intel vient de réduire considérablement le prix des processeurs i486.

Alors si vous songez à vous débarrasser de vos vieux PC,

vous pouvez dès maintenant acheter la plus récente et la plus rapide des technologies à un prix très attractif. Une technologie parfaitement adaptée aux plus récents logiciels.

Pour ramener à un plus haut niveau la compétitivité de votre entreprise, interrogez dès aujourd'hui votre fournisseur sur les ordinateurs intégrant un processeur Intel486.

Et si vous êtes sur le point d'investir pour la première fois dans des PC, commencez donc par choisir celui qui se fait de mieux. Un modèle à la hauteur des logiciels d'aujourd'hui.

intel

PERSPECTIVES

HONGRIE

L'imbroglio économique magyar

A l'Est, la Hongrie passe pour une pionnière dans l'économie de marché. Mais l'importance du secteur privé demeure toujours un mystère

BUDAPEST
correspondant

DES anciens pays socialistes, il est généralement admis que le plus développé est la Hongrie. Les Hongrois bénéficient d'une longueur d'avance par rapport à leurs voisins pour avoir commencé plus tôt les timides réformes économiques. Les premières sociétés mixtes remontent à la fin des années 60, lorsque le gouvernement socialiste a voulu lancer une version magyare du modèle réduit de la NEP soviétique.

Aujourd'hui, la classe politique unanime ne jure que par le libéralisme économique. Les Hongrois se félicitent d'avoir accueilli plus de la moitié des investissements étrangers en Europe centrale en 1991, et affirment que les vestiges de la planification centralisée ne seront bientôt qu'un mauvais souvenir. Mais, pour évaluer l'ampleur de la transition vers une économie de marché, il faudrait, pour commencer, pouvoir

l'importance réelle du secteur privé.

Chercher une réponse à cette question, apparemment anodine, c'est se heurter au problème principal obstacle : l'absence de données fiables et complètes sur l'état de l'économie hongroise. Voir trois experts de l'Office national des statistiques hongrois, récemment arrivés en France, pour comprendre le désarroi des statisticiens qui cherchent à faire des statistiques économiques dignes de leur nom. Laszlo Ormai, l'un des trois, concède finalement : « Nous sommes incapables de dire quelle place occupe le secteur privé. Notre système de collecte d'informations n'est pas adapté. Aujourd'hui, nous changeons de site et nous ne disposons pas des outils nécessaires. »

Il n'est pas besoin d'être statisticien pour constater la progression fulgurante du privé. Un simple coup d'œil dans les rues de Budapest suffit pour s'en convaincre : les devantures des magasins changent de semaine en semaine.

Mais, faute d'informations précises, les professionnels en sont réduits à faire des évaluations, qui, selon l'interlocuteur, varient de 10 à 30 % du PNB.

Ce vide rappelle d'ailleurs ironiquement les vieilles pratiques. « Sous l'ancien régime, raconte Gabriella Kollar, de l'Office des statistiques, le privé était tellement insignifiant que l'on se contentait de faire des estimations. Mais de telles approximations ne sont plus acceptables par les proportions du plus des moins. Il y a cinquante ans, le secteur privé était d'importance chaque année un peu plus importante de l'année précédente, mais l'exactitude. »

Les statistiques n'avaient pas échappé à la logique de la guerre froide. Comme dans les pays socialistes, la Hongrie avait adopté le système MIP (Material product system), opposé au SNA (System of national accounting), en vigueur dans les pays occidentaux. « Les

statistiques, dans leur ensemble, ne sont pas erronées, insiste l'économiste Istvan Salgo, de la BNP-KH. Dresdner Bank : contrairement aux autres pays socialistes, la Hongrie publie depuis longtemps des données sur son PNB et son PIB. Le problème, c'est que certains secteurs échappaient et échappent toujours à ces calculs. »

Pour jauger la place du privé, il existe trois repères incontournables : les registres des tribunaux de commerce, les flux de la Banque centrale et la vente des entreprises publiques. Mais ils ne suffisent pas. La plupart des sociétés anonymes (SA) et des SARL ont, en effet, été créées par des entreprises entièrement ou partiellement libérées par l'Etat. Juridiquement, elles ont un statut privé mais leur capital est généralement « mixte ».

FRAUDE • D'un autre côté, les statistiques sur l'impact du privé sont faussées par les déclarations fiscales. Or la majorité de ces entreprises sous-estiment leurs valeurs pour

bénéficier des exemptions d'impôts accordées aux entreprises dont le revenu n'excède pas 3 millions de forints par an (12 forints valent environ 1 franc). Mais, surtout, n'est dupe : la fraude est évidente car, selon les statistiques officielles, les deux dernières années, les employés du privé gagneraient moins que ceux travaillant pour les entreprises d'Etat.

Le secteur des entreprises privées est, dans son ensemble, très actif et leurs résultats ne le sont pas : le chiffre d'affaires n'est aujourd'hui capable de dire combien il existe en Hongrie d'entreprises à 100 % privées employant plus de dix personnes. Certains experts de l'Office des statistiques affirment que plus d'un million de personnes travaillent dans le privé. D'autres estiment qu'ils sont moins nombreux que les chômeurs (800 000).

Mes collègues occidentaux ne parviennent pas à comprendre pourquoi il faut cinq fois plus de données qu'eux pour constituer des bases de données, souligne

Salgo. Souvent, ce n'est pas mon travail, ce n'est pas l'analyse, mais la récolte d'informations. » Jens Ewert, de la société de consultants Arthur Andersen, estime que l'audit d'une entreprise « consiste, pour nous, à traduire les informations fiscales hongroises en information économique ».

Exemple : la « planche » des cinq pendant deux mois les comptes d'une entreprise de services de Budapest déclarée dans la valeur déclarée de 1 milliard de forints. Finalement, elle ne dépense que 100 millions de forints pendant la dixième du chiffre d'affaires.

Théoriquement, l'entrée en vigueur, depuis le 1^{er} janvier 1992, d'une nouvelle loi comptable basée sur les normes de la CEE devrait faciliter la récolte de données statistiques. Mais, si l'on en croit Istvan Salgo, l'économie parallèle continuera de représenter 30 à 35 % du PNB.

Yves-Michel Riols

RÉFORME AGRAIRE EN AMÉRIQUE LATINE

Salvador : la paix sans la terre

Propriétés minuscules, rendements affaiblis, domination des cultures traditionnelles : aggravés par la guerre civile les problèmes de l'agriculture ne prennent pas fin avec elle

La réforme agraire a dominé longtemps l'horizon des pays d'Amérique latine. Le Chili a réussi sa modernisation, malgré un coût social élevé ; le Mexique abandonne aujourd'hui les principes hérités de la révolution (« le monde de l'économie » des 70 et 80). En revanche, au Salvador, après dix ans de guerre civile, la réforme est encore inachevée...

TIERRA-BLANCA
de notre envoyé spécial

« L'y a-t-il une terre pour vingt mille pauvres ? » est donc la question posée pour exiger l'application de la réforme agraire à la répartition de la terre. Ces propos pleins de bon sens ont été accueillis par les paysans approuvés par les délégués qui écoutent attentivement les explications de Miguel Aleman, un des dirigeants de la Confédération de la réforme agraire (CONFRAS).

Tierra-Blanca est une centaine de kilomètres de la capitale, dans le département d'Usulután, où la guérilla a maintenu une forte présence au cours des dernières années. Une cinquantaine de paysans, visages burinés, chapeaux de paille, la machette à la main, sont réunis dans l'ancienne « maison des maîtres », aujourd'hui en piteux état, d'une propriété de 2 200 hectares transformée en coopérative par les familles après la réforme agraire de 1980. Ils craignent aujourd'hui que la loi favorise la paix signée en janvier entre le gouvernement et la guérilla, l'ancien propriétaire ne cherche à

recupérer ses terres. « Depuis mars 1980, leur explique Miguel Aleman, il n'existe plus de propriétés de plus de 500 hectares. La Constitution de 1983 interdit de posséder plus de 245 hectares. Mais c'est trop puisque le petit paysan, lui, n'a droit qu'à 4 hectares par famille. »

Et à l'aide d'un tableau, il illustre certains gros propriétaires ont réussi à conserver plus de 245 hectares autorisés, pour obtenir une indemnisation élevée. Mais, si la loi est appliquée, les indemnités seront payées sur la base des déclarations d'impôt de l'année 1976-1977. Et les propriétaires nous couleront cher !

PAS RASSURÉS • Les paysans s'écroulent, mais ils sont tous à fait réalistes. Pour bien comprendre la situation, il faut se remémorer la réforme agraire de 1980, la réforme agraire demeure inachevée, la productivité agricole est inégale, que la répartition des terres. Sans parler des problèmes de la guerre civile. « On ne vit pas mieux aujourd'hui », souligne Guillermo Duran, qui ne sur cette loi y a quarante et un ans, y a eu peu de disparition le coton, la grande richesse de la région de bordure de l'océan Pacifique. « On souhaite développer de nouveaux produits plus rentables : le soja, le sésame et le sorgho, dit-il. Mais n'a pas assez de crédits. »

La baisse des investissements internationaux, la fuite des capitaux ont porté un coup très sévère à l'agriculture, principale source de devises du Salvador. Les rentrées de devises pour le café, le sucre et le coton ont presque été divisées par trois

depuis 1980, chutant de 720 millions de dollars à 250 millions, alors que ces trois produits représentent toujours près de 80 % de la valeur des exportations dans leur ensemble. « Le café fournit à lui seul près de 60 % des devises du pays », explique Montoya, auteur de plusieurs études sur la réforme agraire. Cette dépendance est très grave car notre agriculture entre en crise chaque fois que les cours du café tombent. De plus, cela donne un pouvoir politique démesuré aux grands producteurs de café, en imposant leurs exigences au gouvernement de la déstabiliser. »

« La réforme agraire avait avant tout un objectif politique. »

« Le problème n'est pas seulement la concentration de la terre, ajoute Aquiles Montoya. C'est aussi l'usage irrationnel du sol, l'absence de diversification. La réforme agraire, qui touche seulement 23 % des surfaces cultivées et 18 % de la population rurale, n'a pas diminué la pauvreté rurale ; mais sans elle, la situation serait encore plus grave. Le spectacle du mouvement d'émigration des Etats-Unis à l'étranger a contribué à la survie de très nombreuses familles rurales, qui reçoivent l'essentiel de leurs revenus de l'étranger. Cependant, plus de la moitié des migrants n'ont pas de terre : ils ont 220 000, contre 300 000 (12 %) en 1961. »

Autant que la persistance « clandestine » de certains grands domaines — grâce à un partage des terres membres de la famille, — le problème est l'atomisation

extrême de la propriété : 71 % des parcelles ont moins de 2 hectares (et représentent ensemble à peine 11 % de la surface cultivée du pays). La majorité des petits propriétaires sont des travailleurs saisonniers, qui se font embaucher par les grands producteurs pour les travaux saisonniers.

La réforme agraire est évidemment un enjeu politique. « A l'origine, notre réforme agraire était une imitation mécanique des coopératives nicaraguayennes, inspirées du modèle collectiviste imposé au Pérou dans les années 70, soutient Raul Garcia Prieto, un grand propriétaire terrien qui dirige l'organisme chargé de financer l'achat de terres par les petits paysans, FINATA. En facilitant l'accès à la propriété, nous enlevons un argument à la guérilla. »

Après la chute de la dictature de Somoza au Nicaragua voisin, une junte militaire-civile, portée au pouvoir par de jeunes militaires progressistes, imposa en 1979 la réforme agraire audacieuse, qui donna des domaines de plus de 500 hectares. Mais la résistance des grands propriétaires, utilisant souvent des bandes armées pour semer la terreur dans les campagnes, obligea les autorités à renoncer à l'expropriation des propriétés de plus de 100 hectares prévue dans une deuxième étape, et la Constitution de 1983 a fixé finalement la limite à 245 hectares.

STRATÉGIQUE • Le gouvernement démocrate-chrétien de Napoleon Duarte, issu des élections de 1984, ne réussit pas pour autant à convaincre la guérilla de déposer les armes. Paradoxalement, c'est la victoire de la droite et l'élection à la présidence, en 1989, d'un grand producteur de café, Alfredo Cristiani, qui ouvrit la voie aux négociations et à la paix.

Le dispositif de sécurité autour

Bertrand de la Grange

Melon des Andes

Suite de la page 21

Mais la fabrique Charras Gloria — son nom de jeune fille — existe toujours. Elle emploie une centaine de personnes et produit près de 200 000 chapeaux par an. Un chiffre qui serait dérisoire sans les habitants, si près de la moitié de la production n'était exportée.

Comme l'usine, les masses et la machine à vapeur qui fournissent l'énergie datent du début du siècle. « Et encore », dit l'actuel gérant, Miguel Gimenez Turba, beaucoup de ces machines ont été achetées à l'époque d'occasion. Dans les années 60, les humides, le froid règne, et l'électronique est absente.

PARI RISQUÉ • L'étranger de la laine (quinze heures par jour), le tisserand dans des bords d'acide sulfurique pour en ôter les impuretés, la cuisson à des températures supérieures à 100 degrés, les machines à vapeur qui fournissent l'énergie, les collectionneurs. Les chapeaux sont faits à la main sur des centaines de formes pieusement conservées, les finitions, les coutures et les rubans. Ils sont vendus de 2 à 16 dollars (11 à 90 francs) à des grossistes ou à des confectionneurs. Vouloir se moderniser, l'entreprise avait pris il y a cinq ans un pari risqué. Une machine à vapeur moderne, d'un montant final de 1 million de dollars — l'équivalent du chiffre d'affaires annuel — l'entreprise se voyait pendant deux ans le matériel et encore deux jours meilleurs sur le parking.

EXPORTATION • Rendue plus prudente, la direction tente aujourd'hui, en dépit de son vieillissement, d'accroître ses ventes à l'étranger. Malgré la concurrence des chapeaux brésiliens et boliviens, Charras Gloria a exporté en Italie, en Allemagne et dans les pays scandinaves. En 1989, souvent, car, dit Miguel Gimenez, « des chapeaux sont en Bolivie, personne n'y croit ». Les importateurs boliviens envoient des milliers de chapeaux Made in Italy soigneusement cousus puis remplacés temporairement par des chapeaux Hecho en Bolivia : la charras s'en moque, paraît-il, les chapeaux sont remplacés par des chapeaux.

Les Espagnols, qui avaient contribué au développement du chapeau dans le pays, devraient pour leur part découvrir dans les prochaines années la production bolivienne. Avec une dizaine d'industriels locaux, Charras Gloria a loué un stand à l'Exposition universelle de Séville. Une occasion de prouver la vigueur d'un héritage inat-

Denis Hautin-Guiraut

Conservatoire National des Arts et Métiers



Institut National
des Techniques Économiques
et Comptables

292, rue Saint-Martin - 75003 PARIS

Préparation aux examens INTEC valant dispense

du DPECF, du DECF
et du DESCF (sauf épreuves 1 et 2)

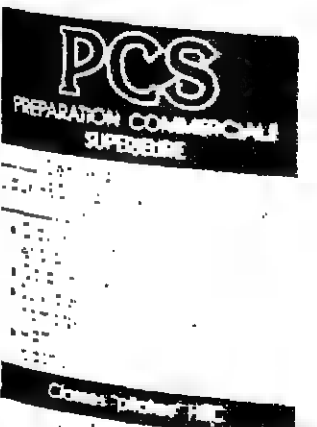
Cours du jour, cours du soir, cours par correspondance

INSCRIPTIONS à partir du 1^{er} septembre 1992

Renseignements et dossiers d'inscription dès maintenant

Tél : (1) 40-27-25-38

Fax : (1) 42-71-70-05



سكس اى اى اى

501

PERSPECTIVES

AÉRONAUTIQUE

Boeing sur la défensive

Le transport aérien est en crise, la compétition avec Airbus Industrie de plus en plus rude. Pour l'avionneur de Seattle, la période est morose

SEATTLE de notre envoyée spéciale

DANS le hall d'assemblage de Boeing, à Everett (Washington), on circule en voiture électrique ou en vélo. D'une superficie de 25 hectares, le hangar est à la dimension de l'avionneur américain. Géant. Chaque mois, cinq 747 et autant de 767 quittent le site d'Everett et prennent leur envol vers les compagnies clientes. Dans un an, on y assemblera le futur Boeing-777 dans un nouveau hangar de 15 hectares.

La famille des « gros porteurs » de l'avionneur américain sera alors au complet. Entre le grand quadricorridor 747-400 (421 passagers en trois classes) et les biréacteurs 767-200 (181 à 247 passagers) et 767-300 (218 à 290 passagers) prendra place en 1995 le bimoteur 777-200 (305 à 440 passagers), d'un rayon d'action de 7 500 kilomètres, suivi fin 1996 par une version long courrier (12 200 kilomètres).

A quelques encablures, sur le site de Renton, on fabrique les avions d'un moindre fuselage, les « jouets », comme disent ceux d'Everett. Le biréacteur 737-200 de 190 places et le petit 737 qui se décline en trois versions (100 à 172 places). Au total, le groupe produit près de 30 avions par mois, soit un avion et demi par jour ouvrable. Une cadence qui va devoir fléchir. D'ici au mois d'octobre, la production des 737, l'avion le plus vendu de Boeing, tombera de 21 à 14 appareils par mois.

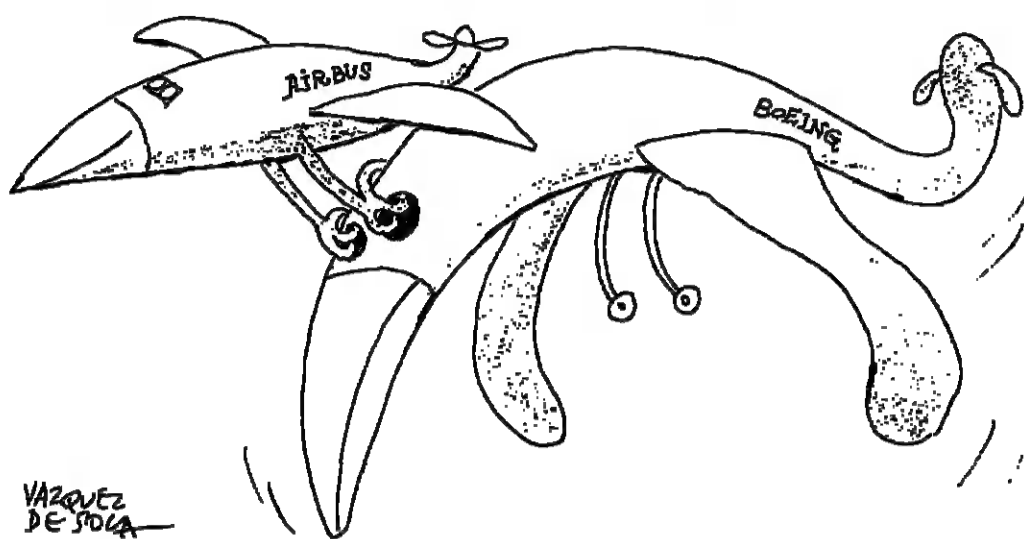
La conjoncture est morose. Frappé par la crise du militaire et l'absence de reprise du trafic aérien, Boeing a annoncé 8 200 suppressions d'emplois en mars, soit 5 % des 157 800 personnes du groupe. L'âge d'or est révolu et les commandes se tarissent. En 1989, Boeing avait connu une envolée

avec 875 commandes. L'année 1991 a été marquée du sceau de la guerre du Golfe avec 257 commandes (contre 541 en 90), et 1992 ne s'annonce pas meilleure. Cette année, Boeing s'attend, comme en 1991, à un volume de commandes civiles de l'ordre de 20 milliards de dollars. En revanche, son chiffre d'affaires devrait continuer à progresser grâce à la livraison de 445 appareils contre 435 en 1991.

REPORT DE LIVRAISON • A mi-chemin de l'année, le constructeur de Seattle n'a enregistré qu'une centaine de commandes (111 au 7 juillet). Dick Albrecht, exécutif vice-président chargé des ventes, ne cache pas son inquiétude, même s'il se déclare très optimiste sur le long terme. « Nous sommes déçus par la croissance du trafic ces six derniers mois, déclare-t-il. Le trafic américain n'a pas repris et les grosses compagnies aériennes perdent de l'argent ».

L'an dernier, le constructeur américain avait enregistré 14 annulations de commande du fait de la disparition de compagnies comme PanAm. Si ce n'est pas le cas cette année, Boeing doit toutefois faire face à des reports de commandes, voire de livraisons. Le marché européen n'est guère en meilleure forme que celui des Etats-Unis. Actuellement, Air France négocie avec la firme de Seattle un report de livraisons pour deux 747-400 et a obtenu un délai de quelques mois pour confirmer l'achat de 737 et de 767.

Dans ce contexte difficile, la compétition est plus sévère que jamais. Alors que McDonnell Douglas a du mal à vendre ses avions civils, Airbus a renforcé au fil des ans ses parts de marché. En 1991, le consortium européen a vendu 101 avions contre 257 pour Boeing et... 38 pour McDonnell



Douglas. Le temps est loin où le constructeur de Seattle regardait avec condescendance l'avionneur de Toulouse. Aujourd'hui, Airbus taille des croupières à son concurrent américain sur son propre territoire. La commande par United Airlines de 50 Airbus A-320 et autant d'options de préférence à des Boeing 737-400 est un coup dur pour l'américain (le Monde du 10 juillet). Le deuxième transporteur au monde, qui restait « chasseur-gardé » de Boeing, s'est fourni pour la première fois chez le constructeur européen pour renouveler sa flotte vieillissante de tri-réacteurs 727.

Pour aiguiller leur esprit de compétition, les cadres de Boeing « se font les dents » sur Airbus Industrie. Dans le journal interne de l'entreprise, on peut lire en première page « Boeing... Airbus, dote il out » (la bagarre). Même si l'avionneur européen n'est pas considéré comme un concurrent ordinaire, Boeing, privé et coté en Bourse, ne supporte pas les aides gouvernementales dont dispose le

consortium. L'accord intervenu devant le GATT sur le plafonnement des aides remboursables n'a pas tout réglé. Aujourd'hui, l'avionneur de Seattle s'inquiète d'éventuelles garanties de la Coface et des organismes britanniques et allemands d'assurances à l'exportation pour la livraison d'Airbus A-320 à la compagnie américaine Northwest.

DISTANCÉ • Bousculé par son concurrent européen, Boeing prend de plus en plus de risques pour conserver ses parts de marché. Le 777 n'a été lancé qu'avec une seule compagnie, United Airlines (34 commandes fermes et autant d'options). Sur ce créneau des avions long-courrier de moindre capacité que le 747, Boeing s'est fait distancer par ses concurrents.

Le MD11 de McDonnell Douglas et le A-330/340 d'Airbus totalisent déjà environ 400 commandes. Lancé en octobre 1990, le 777 de Boeing compte actuellement 106 commandes et 93

options émanant de neuf compagnies.

Pour le « petit dernier », Boeing s'est mis à la technologie fly-by-wire, les commandes électriques développées par Airbus pour son A-320. En revanche, il a préféré au mini-manche de son concurrent une manche classique après avoir consulté quelque 200 pilotes. Le développement de cette nouvelle « famille » — deux versions du 777 sont d'abord prévues — devrait nécessiter de l'ordre de 4 à 5 milliards de dollars. De telles sommes expliquent que la firme ne semble pas pressée de lancer le futur avion de 600 à 800 places et reste discrète sur le sujet. D'autant qu'elle est actuellement la seule sur le créneau des très gros porteurs avec son 747-400 et a tout intérêt à le vendre le plus longtemps possible.

Boeing ne pourra probablement lancer son 600-800 places que lorsqu'elle sera certaine que son 777 est amorti. Pour l'heure, elle n'a pas encore décidé de la forme que prendra son projet :

version allongée du 747-400, avion entièrement nouveau, ou même les deux. Ni de la date de lancement. « Le client décidera, nous pouvons attendre cinq ans », remarque Richard Albrecht.

JOINT-VENTURE • Le superpersonnage est d'un avenir encore plus lointain. Horizon 2005. Pourtant, Boeing est nettement plus disert à son propos. Serait-ce pour essayer d'intéresser d'éventuels partenaires? « Il n'y a pas de place pour deux constructeurs », estime Michael Henderson, ingénieur en chef du projet. Et une joint-venture internationale pourrait être la meilleure façon de développer ce projet. Avec un coût de développement évalué à 10 milliards de dollars, sans compter les moteurs, et un marché potentiel d'un maximum de 1 000 avions on comprend que Boeing préfère attendre.

L'aide de fournisseurs du Pentagone, qui ont une expérience du superpersonnage, comme Rockwell, Northrop ou bien Lockheed, serait précieuse. Le Super-Concorde, sur lequel planchent une centaine d'ingénieurs de Boeing, pourrait transporter 302 passagers en trois classes à plus de deux fois la vitesse du son (mach 2,4) sur les océans et une vitesse subsonique au-dessus des continents. Pour qu'il soit viable économiquement, ses tarifs devraient être supérieurs de 15 à 20 % à ceux des avions subsoniques, estime Michael Henderson.

Pour l'avenir, l'optimisme est de rigueur. L'avionneur américain prévoit une croissance du trafic de 5,5 % par an d'ici à l'an 2000 et la livraison de quelque 11 678 avions d'ici à 2010. Avec un plan de charges de près de 1 600 commandes qui l'occuperont quatre ans, Boeing a du temps devant lui.

Martine Laronche

Fokker dans le brouillard

Suite de la page 21

Cette innovation technologique fut non seulement à la base du décollage de l'entreprise mais lui ouvrit de plus la porte des Etats-Unis, où la première usine se dressa dès 1921.

De l'autre côté de l'océan, l'histoire se répète. Invité par le général Billy Mitchell à substituer l'aluminium au bois dans des centaines d'appareils militaires d'origine anglaise, Anthony Fokker se lança vite à l'assaut du marché civil, habitué, aux côtés des futurs géants, tels Boeing ou Douglas, pour qui « il constituait un aiguillon ». Un F-4 n'avait-il pas mis à son actif, en 1922, la première liaison transaméricaine en

26 heures et 51 minutes? Trois ans plus tard, sa notoriété fut assise lorsque le F-7, premier appareil à être doté de trois moteurs, et qui plus avec le premier système de refroidissement par air, remporta le tour aérien des Etats-Unis, organisé par Henry Ford. Une série de records historiques (une traversée de l'Atlantique, une liaison nocturne San Francisco-Australie et la première transatlantique féminine) expliquent que, dès la fin des années 20, 54 relations aériennes étaient assurées par des Fokker, fabriqués sous licence dans 22 pays.

Mais la success-story tourne au drame le 31 mars 1931, lorsqu'un F-10 s'écrase avec, à bord, une gloire du football américain, Knute Rockne. La presse se déchaine, et Anthony Fokker quitte le Nouveau Monde... un an après le rachat de ses usines américaines par General Motors. Le manque de capitaux, déjà.

C'est une Europe plongée dans la récession qu'il retrouve : la récession et la concurrence, que lui livrent désormais le français Bréguet et l'anglais Avro, notamment. Peu habitué à un tel tableau, Fokker fait du « sur-place technologique » : il lance bien le F-36, qui est alors le plus gros porteur du monde avec 36 passagers, mais il laisse Douglas prendre les devants, en 1932, avec des habitacles en métal. « Le résultat est qu'un client aussi important que la KLM s'est alors mis à acheter américain », constate Peter Alding.

RÉQUISITIONNÉE • L'histoire, toutefois, se montre bonne fée. L'aviation militaire, que Fokker, avisé, n'a jamais cessé de développer, vole à son secours. Car l'Europe se réarme, et les commandes affluent des Pays-Bas, du Danemark, de Suède, de Finlande et des Indes néerlandaises, sous la menace du Japon. Le premier Fokker tout métal, le T-9, est

d'ailleurs un bombardier, qui est baptisé en 1939. C'est l'une des dernières images « glorieuses » de son épouée qu'Anthony Fokker, qui meurt le 31 décembre de cette année d'une infection post-opératoire aux Etats-Unis, emportera dans sa tombe.

Restée sous le contrôle de sa famille, l'entreprise est réquisitionnée par l'occupant allemand, et ses salariés travaillent à nouveau pour la Luftwaffe, sous la contrainte cette fois. Au sortir de la guerre il ne reste plus rien de l'usine d'Amsterdam : bombardée par l'aviation alliée, renforcée par la résistance à chaque fois que des engins ennemis y étaient entreposés, elle fut vidée de son outillage par les nazis en déroute. Une grande partie des équipements put néanmoins être récupérée au retour de la paix, avec une prime quasi-providentielle : des appareils allemands permettant de travailler à grande échelle le métal.

« Enfin ! » s'exclame Peter Alding, qui « ose parler de la chance qu'a représentée le conflit » et qui souligne le rôle déterminant joué par une poignée de directeurs assez attachés à l'entreprise pour avoir pensé à préparer en secret

Chiffres-clés

Chiffre d'affaires 1991 : 3813 millions de florins (11,5 milliards de francs), en hausse de 18 %.

Résultat net 1991 : 87 millions de florins (261 millions de francs), en hausse de 5 %.

Nombre de salariés : 12 608 (- 700 entre le 31/12/90 et le 31/12/91).

Fokker a fabriqué 230 modèles depuis sa création en 1912, dont plus de la moitié d'avions militaires.

l'après-guerre. Car tout recommence, littéralement, très vite : comme au lendemain du premier conflit mondial, Fokker se lance entre autres dans le recyclage de Douglas « Dakota » à des fins civiles, pour le grand bonheur de la KLM, de la Sabena et de la future SAS. Elle produit sous licence des Hawker et des Lockheed, et travaille avec Bréguet Atlantique, découvrant au passage les vertus du « risk sharing » industriel, qu'elle pratique toujours. C'est ainsi que le dernier-né de Fokker, le F-100 est un Meccano international : le fuselage est allemand, les ailes anglaises, et les réacteurs américains. Mais la technologie de base et le concept marketing sont néerlandais.

ATOUTS • Et tels sont bien les deux atouts qui présideront au triomphe du F-27, « le premier avion civil de l'après-guerre », que les compagnies aériennes s'attachent, dès son lancement en 1955. Turbopropulsé, c'est-à-dire muni des moteurs alors les plus modernes, l'appareil offrait une capacité de 48 passagers, « représentant ainsi l'avion idéal pour une industrie débutante ». Le flair des ingénieurs de Fokker ne fut pas pris en défaut par le marché, qui fit du F-27 Friendship le turbopropulseur le plus vendu de l'histoire aéronautique : 786 exemplaires, jusqu'à l'arrêt de la production en 1986.

Symbole! A ce moment-là, Fokker vit en effet les heures les plus sombres de son existence. La saturation du marché, la trop longue monoculture par l'entreprise de segments ne correspondant plus au besoin des transporteurs, et une gestion déficiente de la production du F-50 et du F-100 anéantissent Fokker au bord du gouffre. L'Etat néerlandais évite le pire en injectant 1,5 milliard de francs et en portant sa participation à 49 %. Depuis, sa part est revenue

à 32,8 % mais son exigence est restée : que Fokker, toujours bénéficiaire, trouve un partenaire pour financer des coûts de développement toujours plus élevés mais indispensables tant pour l'aviation civile, le cœur de son activité en propre, que pour le militaire et l'espace. D'où l'idée du rapprochement avec DASA qui a un fort aspect de déjà vu : en 1969, Fokker convola, par la même nécessité financière, avec l'allemand VFW, de Brême... et le divorce fut prononcé en 1980 pour incompati-

bilité de structures et de stratégies. Les données du problème n'ont guère changé, Fokker étant un producteur intégré c'est-à-dire développant, produisant et commercialisant en propre ses appareils et souhaitant, tout en s'alliant, rester autonome dans ces trois domaines. « Nous savons tout faire mais est-ce bien nécessaire? » se demande Peter Alding qui laisse la réponse en suspens. Même lui ne connaît pas la fin de l'histoire.

Christian Chartier

PCS
PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques, créé en 1976.

- Classes prépa ECE et classes pilotes HEC
- Corps professorat réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B.C.D.

Classes « pilotes » HEC

Conditions d'admission

- Voie générale
- bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Voie économique
- bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

GRUPPE ELSA - PCS
43, rue de la Fédération 75015 Paris
Tél. (1) 45 66 99 98
enseignement supérieur privé

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse : _____ Ville : _____
Code postal : _____ Niveau d'études : _____ Age : _____

désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion <input type="checkbox"/> Préparer un MBA <input type="checkbox"/> 2 ^e Cycle de Gestion, Droit <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale <input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion <input type="checkbox"/> Masters de la Défense <input type="checkbox"/> Architecture Intérieure <input type="checkbox"/> Arts Graphiques <input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle <input type="checkbox"/> Assistant de Direction/Bureautique <input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle <input type="checkbox"/> Communication et Culture <input type="checkbox"/> Communication, Publicité <input type="checkbox"/> Complémentarité <input type="checkbox"/> Cours par Corresp. Expertise Comptable <input type="checkbox"/> Danse <input type="checkbox"/> Design, Design Industriel <input type="checkbox"/> Electronique	<input type="checkbox"/> Ethnologie, Cosmétique <input type="checkbox"/> Expertise Comptable <input type="checkbox"/> Formation en Alternance <input type="checkbox"/> Formation Continue <input type="checkbox"/> Gestion Financière <input type="checkbox"/> Gestion du Personnel <input type="checkbox"/> Hôtellerie, Tourisme, Accueil <input type="checkbox"/> Informatique <input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile <input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste <input type="checkbox"/> Ingénieur Informatique <input type="checkbox"/> Journalisme <input type="checkbox"/> Langues <input type="checkbox"/> Logistique Production <input type="checkbox"/> Paramédical <input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique <input type="checkbox"/> Relations Internationales <input type="checkbox"/> Sciences Politiques <input type="checkbox"/> Sténographie/Communication <input type="checkbox"/> Styliste, Modélisme
---	--

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement)

ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

INDUSTRIES DE TERROIR

AQUITAINE

Durablement enclavée, l'Aquitaine a surtout été riche de ses terres jusqu'aux dernières décennies. Née elle aussi du sol - le sable -, la verrerie n'a pas réussi à passer au stade industriel. Les forges rurales, qui répondaient aux besoins locaux, ont, elles, disparu sans postérité. Activités de main-d'œuvre, l'espadrille basque, le béret béarnais, si fortement liés à l'image de la région, sont concurrencés à domicile par les produits d'Extrême-Orient, et c'est en utilisant des éléments chinois que les sièges d'Hagetmau résistent... Sans créer une prospérité comparable à celle que le « tourisme » religieux a apporté à Lourdes...

Verres des Landes

AGEN
de notre correspondant

La terre, l'eau, le feu : au fond, toute l'histoire de la tradition verrière de Vienne (Lot-et-Garonne) tient à cette alchimie. Avec, comme catalyseur, l'intervention d'une famille huguenote réfugiée là, du temps de la Restauration. Tout a commencé au lendemain de la première guerre mondiale, aux riches heures de la brasserie fondée à Nérac par les Laubenheimer. Ces brasseurs alsaciens susciteront la création d'une verrerie à 6 kilomètres de là, aux portes de la bastide de Vienne.

Ils ne faisaient que réactiver un métier disparu. Au seizième siècle, les souffleurs exerçaient déjà du côté de Lisse et aux portes de Castelfajoux, où un lieu-dit porte encore le nom de « La Verrerie ». Il y avait eu aussi, du temps du commerce avec les colonies, la verrerie de Nérac, qui envoyait ses dames-jeannes à Saint-Domingue. Et les maritimes premières abondaient : le sable des Landes (le verre, ce n'est jamais que du sable fondu), le pin pour chauffer les fours...

Après l'apparition des machines permettant la fabrication de bouteilles à la chaîne, les souffleurs de Vienne se tournèrent vers le marché de la lampe à pétrole, avant de diversifier la production, après la guerre, vers l'opale et les verres de couleur, puis la cristallerie d'art.

Aujourd'hui, la verrerie, spécialisée dans le luminaire, chauffe ses fours au gaz, utilise du sable de Namours et n'emploie plus que 270 salariés, contre 800 dans les années 70. Elle sort d'une procédure de règlement judiciaire : le tribunal de commerce d'Agen vient de se prononcer en faveur du plan de continuation présenté par son directeur général Richard Parent.

Philippe Tugan

La fabuleuse manne de Lourdes

L'afflux des pèlerins a fait la richesse de la ville
mais a engendré une surcapacité hôtelière

LOURDES
de notre correspondant

À l milieu du XIX^e siècle ce n'était encore qu'une modeste bourgade d'une centaine d'habitants regroupés au pied d'un château fort. Les jours de marché, les Bigourdans se retrouvaient dans l'unique échoppe du village. Pas un hôtel, pas une boutique. Aujourd'hui, avec plus de 5 millions de visiteurs chaque année, Lourdes - grâce aux apparitions de la Vierge à une bergère de quatorze ans, Bernadette Soubirous, en 1858 - est le premier centre catholique de pèlerinage au monde. Et l'un des hauts lieux touristiques français.

La transformation de la ville a été longue à se dessiner. Vingt ans après les apparitions, les pèlerins, - venant essentiellement de la région - qui convergeaient vers la grotte bénié étaient accueillis dans des gîtes de fortune. Il faudra attendre l'arrivée du chemin de fer, juste avant 1900, pour que l'étonnante transhumance s'organise. Des pays voisins d'abord - Italie, Espagne et Grande-Bretagne, - de la terre entière ensuite.

CENTENAIRE • A la fin de la deuxième guerre mondiale, les pèlerins se comptaient déjà par milliers, et les hôtels par dizaines. Mais à raison de vingt-cinq chambres chacun, en moyenne, ces établissements conservaient une taille humaine, à l'image de la ville. Tout va changer quelques années plus tard sous l'impulsion de Monseigneur Théas, évêque de Lourdes. A l'occasion du centenaire des apparitions, en 1958, le prélat lance en effet la construction d'une basilique souterraine, capable d'accueillir 25 000 personnes. La course au gigantisme est lancée.

Les « marchands du temple » suivent : les hôtels se multiplient, s'agrandissent, se modernisent. Les boutiques d'objets de piété fleurissent sur le parcours conduisant à la grotte. L'apogée du pèlerinage sera la venue du pape Jean-Paul II le 15 avril 1983. Elle attire plus d'un million de fidèles.

Devant ce succès, l'individualisme effréné et l'appât des promoteurs et des hôteliers ont dépassé les limites de la sagesse économique. En moins de vingt ans, le nombre de chambres à Lourdes est passé de 12 000 à 16 000, pour 320 hôtels. La surcapacité est indéniable : le nombre de pèlerins n'augmente que de 1,5 % par an, celui des chambres d'hôtel de 2,5 %. « Lourdes souffre de son péché d'orgueil. An-

més par le syndrome de la tour de Babel, les hôteliers se sont lancés dans une course et une concurrence surdimensionnelles », accuse José Montegudo, délégué chargé de la promotion à l'Union de l'hôtellerie.

L'activité des mouvements caritatifs et des congrégations religieuses a aggravé l'hypertrophie et l'engorgement de la ville. Aujourd'hui, l'infrastructure d'accueil de Lourdes permet de recevoir 35 000 pèlerins par jour. La ville, qui ne compte que 15 000 habitants permanents, voit tripler sa population durant les trois mois d'été. D'où de multiples problèmes de circulation, de stationnement et d'assainissement. Mais ces inconvénients ont une contrepartie appréciable : la richesse. Un chiffre d'affaires annuel d'au moins 3 milliards de francs, toutes activités comprises. Lourdes est la seule ville de la région Midi-Pyrénées à payer la dotation de solidarité urbaine due par les villes riches : 2,5 millions de francs chaque année.

Jean-Jacques Rollat

L'espadrille à petits pas

MAULÉON
de notre envoyé spécial

Le bilan de la (mauvaise) santé de l'espadrille basque tient en peu de chiffres. Il y a cinq ans, une paire d'espadrille sur deux vendue dans l'Hexagone était importée - de Chine populaire principalement. Mais grosso modo, les fabricants français compensaient les pertes de marché par les exportations (4,4 millions de paires en 1987), notamment en direction de l'Allemagne et de l'Italie. Depuis, pas de bouleversement sur le marché national. En revanche, à l'exportation, la concurrence chinoise a balayé l'espadrille basque. Moins d'un demi-million de paires ont été vendues en 1991.

Et voilà pourquoi Mauléon, la capitale de cette espadrille basque que l'on fabrique ici depuis tant cinquante ans, ne pavise guère. « Dans les années 80, il y avait dans la commune une quinzaine de fabricants. Nous ne sommes plus que quatre », résume Charles Etchandy, directeur général de la maison Etchandy, fondée au lendemain de la Grande Guerre par son père. Avec les quatre autres PME

Les vrais faux bérets basques

L'homme de la rue ne porte plus ce couvre-chef béarnais, les femmes le boudent.
Reste l'armée pour faire vivre les trois derniers fabricants de l'Hexagone.

OLORON
de notre envoyé spécial

D'ABORD rendons au Béarn ce qui appartient au Béarn : le béret basque. Car cette « toque ronde et plate » - dit le Petit Larousse illustré - noire ou bleu marine, d'une centaine de grammes, à peine plus large qu'un fromage des Pyrénées, ne doit rien aux Basques. Son origine est béarnaise. Et seul le fait que le Pays basque a été pendant des lustres le principal marché des fabricants de bérets béarnais explique la malencontreuse confusion. Figure illustrissime du Béarn, le roi Henri IV aurait pu porter le béret basque (puisqu'il faut se résoudre à l'appeler ainsi). La célèbre galette ne remonte-t-elle pas au XV^e siècle ? A l'époque ne la fabriquent - pour leur propre usage - que les bergers désœuvrés. Grâce à la laine des troupeaux de moutons, la matière première est à portée de main. En guise d'outils, quatre aiguilles de bois grossières. Elles servent à tricoter le béret, qui était ensuite moulu autour du genou du berger, puis lavé et martelé dans une eau savonneuse et tiède pour faire disparaître les mailles et obtenir le feutrage définitif.

AMÉRICAINS • Solide, bon marché, pratique - les couvre-chefs que l'on peut glisser dans sa poche ne sont pas légion ! - le béret allait avec le temps déborder les limites de son Béarn natal. Rapidement, les Basques et les Gascons l'adoptent. Les régions voisines suivent. Au début du XIX^e siècle, apparaissent à Nay et à Oloron, deux bourgades béarnaises voisines, les premières fabriques. L'âge d'or du béret commence.

Tout le monde en porte. Et pas seulement les civils. L'armée française l'a adopté dès la fin du XIX^e siècle. Pour ses chasseurs alpins d'abord (ils portent « la tarte »). Pour les aviateurs, les conducteurs de chars, les troupes coloniales ensuite. A l'étranger, le béret basque fait aussi un malheur. La France en écoule des millions chaque année. « La production ne suffisait pas à satisfaire la demande. C'était une vraie folie », raconte Maurice Beighau, soixante-huit ans, petit-fils du fondateur des Etablissements Beighau, à Oloron. Des Américains se pressaient contre les grilles de l'usine en agitant des dollars pour avoir des bérets. « Consécration suprême, les athètes américains portent un béret vissé sur la tête à l'ouverture des Jeux olympiques de Berlin en 1936. Cette année-là, 32 fabriques (et une chambre syndicale) sont répertoriées en France, dont la moitié à Oloron et à Nay.

Aujourd'hui le tableau a viré au gris. Dans l'Hexagone ne subsistent plus que trois petites entreprises (deux à Oloron et une à Nay, les deux cités gardiennes de la tradition). Leur chiffre d'affaires global n'atteint pas 50 millions de francs. Un temps en faillite, la plus ancienne - les établissements Lauthère à

Oloron, créés il y a près de deux siècles - a été reprise il y a un an par un homme d'affaires. Les finances ont été rétablies depuis, mais au prix d'une saignée en termes d'emploi : de 160 salariés, les effectifs de l'entreprise ont été ramenés à 80.

A quelques centaines de mètres de là, sur la place principale, les établissements Beighau (15 millions de francs de chiffre d'affaires) - une affaire familiale prospère - emploient moins de cinquante personnes, la plupart payées au SMIC.

Bref, le béret basque ne se porte plus très bien, si l'on peut dire. Dans les villes, on n'en voit guère. Dans les campagnes, ses adeptes se font rares. « S'il y avait deux fois plus de personnes qui portent le béret, on ne le remarquerait pas », observe le nouveau patron des Etablissements Lauthère (35 millions de chiffre d'affaires au total), Bernard Fargues, qui va lui-même tête nue.

Comble de malheur, la concurrence étrangère n'épargne plus le berceau du béret basque, désormais envahi par les productions japonaises, chinoises et tchèques forcément meilleur marché. Mais de données précises sur l'ampleur des dégâts, l'avancée de l'invasion, impossible d'en recueillir. Les statistiques de l'administration, comme s'il s'agissait de masquer la réalité de la déroute, comptabilisent indistinctement bérets, bonnets, écharpes et gants (les douaniers, il est vrai, ne sont pas des adeptes du béret). On pourra toujours ergoter, prétendre que le béret basque n'est pas en aussi piteux état que le gant, que l'écharpe française, elle, a disparu depuis longtemps. Pour les

trois produits confondus, 85 % du marché sont couverts par les importations. Pas de quoi pavoiser...

Naviguant au flair, les industriels rescapés misent sur la qualité de leurs produits pour se maintenir à flot. A mi-chemin entre l'artisanat et l'industrie, fabriquer un béret reste une opération délicate. Elle requiert un savoir-faire, un tour de main réel.

FOULONNAGE • En particulier lors du « foulonnage », une opération au cours de laquelle trois ou quatre cents bérets plongés dans une cuve d'eau savonneuse sont martelés par des maillets de bois exotique jusqu'à ce que les fibres de laine s'enchevêtrent, étroitement pour former un feutre aussi homogène qu'un tapis de billard. Laissez trop longtemps dans le foulon, le tissu deviendra flasque. Enlevé trop tôt, il sera rugueux. Les Japonais, paraît-il, ne maîtrisent pas encore la technique du « foulonnage ». « Leur tissu est grossier, mou. Il ne possède pas un joli grain », confirme Maurice Beighau.

Les Japonais, Maurice Beighau en parle d'autant plus volontiers que ce sont par ailleurs d'excellents clients de sa maison. « Ils nous achètent le haut de gamme », dit-il. Ce ne sont pas les seuls. L'Allemagne jusqu'à sa réunification, l'Italie, la Suisse, les pays nordiques restent les débouchés traditionnels à l'exportation. Chez Beighau, un béret sur trois est vendu à l'étranger. Son concurrent d'Oloron fait au moins aussi bien.

Tant pis pour les puristes : à l'exportation comme en France, les bérets « mode » - traduire par féminins - l'emportent haut la main sur leurs frères aînés, traditionnels et sombres. La variété des coloris (une centaine disponibles dans chaque entreprise), l'originalité des déclinaisons (froncs, piqûres, plis) plaisent. Tous marchés confondus, Lauthère, le numéro un français, commercialise chaque année via les grands magasins (Samaritaine, Printemps) et la vente par correspondance (La Redoute) quelque 250 000 bérets « mode » pour 100 000 bérets basques traditionnels (tradition oblige, aucun ne porte la marque du fabricant ; seul figure un écusson).

De leur côté, les militaires en achètent 200 000 à l'entreprise d'Oloron. « Près d'un militaire sur deux porte un de nos bérets », assure Bernard Fargues. Maurice Beighau, de son côté, jure coiffer l'essentiel des chasseurs alpins français, une bonne partie des parachutistes, des régiments de l'armée allemande, sans parler des soldats de l'ONU... Clientèle exigeante (la durée de vie exigée des bérets est de deux années minimum), mais à hauts risques. Une commande, jamais honorée, d'un million de bérets par l'armée italienne n'avait-elle pas précipité le dépôt de bilan de la société Lauthère ?

Jean-Pierre Tuquoi

Les chaises d'Hagetmau

Cette petite ville des Landes ignore le chômage.
Grâce à la fabrication des sièges. Malgré la concurrence asiatique

HAGETMAU
de notre envoyé spécial

LA question tarabuste M. le maire d'Hagetmau depuis un certain temps. Comment faire savoir au touriste de passage, réputé ignorant, qu'il se trouve dans « la capitale européenne de la chaise » ? Le demi-million de sièges qui grosso modo sortent chaque année de ce coin des Landes sont commercialisés sous la marque des distributeurs - Mobilier de France, Conforama et autres Atlas. Rarement celle du fabricant local.

La fierté de M. le maire se comprend. A Hagetmau, la chaise, et plus généralement le siège, avec dix entreprises répertoriées, compte près de 2 000 salariés pour une population qui ne dépasse pas 4 500 habitants. Résultat, Hagetmau, à qui d'autres industries procurent 700 emplois supplémentaires, ignore le chômage et vit dans une douce opulence. Témoin la cité olympique d'une trentaine d'hectares, à faire pâlir d'envie tous les entraîneurs

de France et de Navarre, dont s'est dotée la commune. Stade, piscine olympique, golf, dojo, sauna...

Tout cela donc grâce à la chaise. Sa fabrication à Hagetmau n'est pas très ancienne. Elle remonte au milieu du dix-neuvième siècle, peut-être à l'instigation de sabotiers locaux en quête de reconversion. Au lendemain de la première guerre mondiale, on dénombre déjà cinq ateliers spécialisés. Artisanale, la production est écoulée sur les marchés locaux. Puis la réputation d'Hagetmau et de ses chaises gagne Bordeaux.

Il y a une dizaine d'années, les entreprises sous-traitaient encore le paillage aux femmes d'agriculteurs. « On en faisait travailler une bonne centaine, à qui on livrait la chaise nue et la paille de seigle pour faire le cordou. Les femmes étaient payées à la pièce », raconte Christian Lonné, qui, avec son frère Pierre, dirige les Etablissements Lonné (85 millions de francs de chiffre d'affaires ; 180 salariés), le numéro un français de la chaise d'appartement. Le travail était fastidieux, pénible et mal payé. Il l'est resté. Mais ce qui a changé, c'est que les paillasseuses ne se recrutent plus dans les campagnes landaises.

AUTOMATISATION • Les ouvrières chinoises ont pris la relève. La quasi-totalité des chaises, désormais amovibles, arrivent en effet, entièrement montées, de Chine populaire. A des prix - faut-il le préciser ? - défiant toute concurrence. « Entre 12 et 18 francs », explique René Darricau, directeur administratif chez Lonné. Le même travail coûtait ici près de 250 francs pour trois heures de travail. Pour le reste, la fabrication ne doit plus rien aux méthodes artisanales d'autan.

Du débardage des troncs d'arbre (pour certains importés d'Amérique du Nord) au vernissage des sièges, l'automatisation est devenue la règle. Et la quête d'une productivité accrue l'objectif principal. Résultat, il faut moins d'une heure aujourd'hui pour fabriquer une chaise haut de gamme à Hagetmau.

C'est que la concurrence italienne menace. Dans la région de Venise, une myriade de petites entreprises, concentrées dans un rayon d'une quinzaine de kilomètres, fabriquent chaque jour 250 000 chaises qui viennent inonder l'Europe occidentale et une partie des Etats-Unis. En France, sur 100 chaises vendues, 58 viennent d'Italie. La prospérité d'Hagetmau n'est pas garantie éternellement.

J.-P. T.

J.-P. T.

مكتبة جامعة القاهرة

150

LIVRES Libéralisme sans contradiction

Aux idées libérales aujourd'hui en faveur dont Francisco Vergara rappelle les bases, il manque une critique utile aux économistes et aux hommes politiques

**INTRODUCTION
AUX FONDEMENTS
DU LIBÉRALISME**
de Francisco Vergara,
La Découverte, « Essais »,
150 p., 85 F.

Au moment où s'effondrent les sociétés organisées selon une planification centralisée autoritaire, il est intéressant de se replonger (1) dans les fondements de ce libéralisme qui semble submerger la planète. C'est l'objectif de Francisco Vergara, économiste et journaliste, dans ce livre dont le mérite est la simplicité d'écriture qui met les idées de Smith, Turgot, Condorcet ou Hayek à la portée d'un large public.

Il faut distinguer d'après lui trois grands types de libéralisme : — Le libéralisme utilitariste de Jeremy Bentham, Adam Smith et John Stuart Mill, qui tente de fonder sa vision politico-économique sur un unique critère éthique, le bonheur de la collectivité. Cette philosophie conduit à donner un rôle extensif à l'Etat, qui doit prendre toutes les initiatives conduisant à accroître le bien-être social même si cela amène à limiter certaines libertés individuelles. Il est critiqué par ceux qui refusent de voir dans le bonheur le critère ultime de la société comme par ceux qui acceptent cet objectif mais qui le trouvent inapplicable dans la pratique.

— Le libéralisme du droit naturel de Jefferson, Turgot,

Condorcet..., qui tente de fonder l'organisation de la société sur un ensemble de droits naturels, le droit à la vie, le droit à la liberté et le droit de propriété, conditions logiquement nécessaires à l'existence de la société. L'action de l'Etat, ici limitée par les droits individuels, reste néanmoins extensive car l'Etat doit garantir l'exercice des droits naturels. Ainsi l'éducation, la bienfaisance sont encouragées, pour faciliter la jouissance des droits naturels.

— L'ultralibéralisme de Bastiat, Spencer, Hayek, Friedman..., qui tente d'utiliser la liberté comme notion fondamentale pour définir les institutions sociales acceptables. Fondée souvent sur une croyance en l'harmonie naturelle des interactions économiques, cette philosophie conduit à limiter le rôle de l'Etat.

INFORMATION • Si on peut apprécier la clarté de l'exposé de ces grandes familles de pensée — ce qui devrait encourager le lecteur à poursuivre ses réflexions en se plongeant lui-même dans les grands textes justement mis en évidence par l'auteur, — on est assez déçu par le dernier chapitre sur la critique du libéralisme qui présente pêle-mêle et sans aucune discussion les critiques keynésienne et marxiste aujourd'hui dépassées.

Une critique solide du libéralisme est ce qui pourra un jour offrir à notre société une alternative nouvelle et redonner une substance au débat politique

aujourd'hui inexistant. Elle sera fondée peut-être sur une innovation essentielle, qui est le produit de la science économique moderne, à savoir la prise en compte de l'information. Ce que les penseurs libéraux et antilibéraux ont sous-estimé, c'est la décentralisation de l'information dans les systèmes socio-économiques et les comportements stratégiques qui en découlent. La prise en compte de ces problèmes met en évidence les insuffisances inévitables des mécanismes politiques et en particulier de la démocratie ainsi que les difficultés d'intervention de l'Etat. Elles expliquent en partie les réticences des ultralibéraux à l'intervention de l'Etat. Elles montrent aux interventionnistes les difficultés de leurs tâches.

Tenter d'améliorer le fonctionnement d'une société ultralibérale à l'aide d'institutions politiques imparfaites dans un monde hypercomplexe d'agents qui manipulent leur information privée, telle est la tâche immense. Une vision politique qui saurait en apprécier les difficultés pourrait convaincre un jour l'opinion de la nécessité de ne pas se contenter d'une société où l'homme est un loup pour l'homme, tout en évitant les utopies aux lendemains qui déchantent.

Jean-Jacques Laffont

(1) Voir aussi le *Sacrifice* et l'*Enjeu* de Jean-Pierre Dupuy (« Le Monde de l'économie » du 10 mars).

CHRONIQUE • par Paul Fabra

Europe, information et tragédie

SAVEZ-VOUS pourquoi les Danois ont voté « contre » ? Pourquoi, en France, l'opinion publique paraît hésiter à accepter les « amendements » décidés à Maastricht ? Pourquoi, en Allemagne, les sondages révèlent qu'elle les repousserait probablement si la chance lui était donnée de s'exprimer par référendum ? A Copenhague, à Paris, à Bonn, à Bruxelles, « capitale » de la Communauté, les milieux officiels et ceux qui les soutiennent paraissent s'être donné le mot : « Nous ne nous sommes pas assez expliqués. » Le nouveau ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne Klaus Kinkel, va un peu plus loin : « Il faut éduquer les gens sur l'Europe. » A la Commission, on parle du « déficit d'information ». Pauvre construction européenne. Elle souffrait déjà d'un « déficit démocratique ».

En bref, les signataires du projet de traité sur l'Union européenne ont le sentiment de ne pas avoir été « compris ». Leurs intransigeantes réactions au référendum danois du 2 juin sont imprégnées de cette attitude. Tout se passe comme si les avaient considéré que le peuple du Danemark, en votant comme il l'a fait, s'était trompé. D'où l'idée de départ de lui permettre de se raviser un peu plus tard : ils n'avaient, apparemment, pas lu sa Constitution. D'où encore la détermination toujours affichée de faire ratifier avant la fin de l'année le texte sans modification. Ce parti pris pose un grave problème de démocratie.

Est-il possible d'admettre qu'un peuple,

en se prononçant librement, ait commis une erreur ? Certes, librement veut dire aussi : « en connaissance de cause ». Mais jusqu'à quand faudrait-il attendre que soit comblé le « déficit d'information » ? Jus- qu'au moment où les détenteurs de l'information ont le temps de convaincre les autres ? Faut-il considérer que, dans les pays où la question de la ratification reste ouverte, ceux qui inclinent à s'y opposer le font parce qu'ils ne savent pas ?

De deux choses l'une.

Première hypothèse : les signataires du projet de traité ne sont pas compris, parce que le texte dans lequel ils ont consigné leurs intentions a été mal interprété. Même dans ce cas, le problème ne serait qu'accessoirement résolu par la « meilleure communication » souhaitée, entre autres, par l'Elysée. L'opinion aimerait tout simplement qu'on lui expose le dessin d'ensemble. Mais c'est impossible : le projet de traité n'en contient pas, fût-ce en pointillé. « Communiquer ».

Même sur la question monétaire, où l'innovation est de taille, le risque est énorme pour les « communicateurs », s'ils sont trop précis, de se méler les pieds dans les premiers pas franchis. La monnaie unique n'est-elle pas justifiée par la « nécessité » de parachever le grand marché sans frontières de 1993 ? Il est pourtant admis qu'une partie seulement des Douze pourra participer dès son lancement au « système européen de banques centrales ». L'union monétaire réduite à quelques pays membres n'aura-t-elle pas pour conséquence paradoxale de compromettre l'unité du marché intérieur ? D'autres interrogations, tout aussi fondamentales, restent sans réponse.

Lors d'une récente « journée d'actualité » organisée par le Centre de droit international de Nanterre, la question s'est posée de savoir comment définir, fût-ce en termes techniques, l'Union européenne. D'après le projet de Maastricht, l'Union est « fondée sur les Communautés européennes complétées par les politiques et formes de coopération instaurées par le présent traité ».

Un éminent juriste qualifie cette définition d'« étrange sémantique ». Un autre observe que « certains domaines sont traités entre différentes procédures décisionnelles ». L'environnement, par exemple, est justiciable, selon le domaine considéré, des procédures de consultation, de coopération, de « codécision ». Tout un réseau obscur de différentes « formes de coopération » est déjà en place. Maastricht ne fait guère plus que de les codifier, souvent pour les compliquer.

Dans la définition citée au paragraphe précédent, le seul terme clair est la référence aux « Communautés européennes ». La plus importante d'entre elles, c'est le Marché commun appelé à devenir plus commun par l'Acte unique de 1986. Un marché, c'est une dynamique. Toutes les forces vives des économies en présence y trouvent leur intérêt. Difficile de

croire que son élan serait « cassé », comme l'a dit M. François Mitterrand, par le refus de Maastricht.

Communication ou pas, l'opinion ne manquera pas de se poser la question suivante : en quoi la ratification ferait-elle cesser l'impuissance européenne devant la crise effroyable qui secoue l'ex-Yougoslavie ? La négociation sur l'« Union » n'a pas empêché pendant des mois le président français de faire des ouvertures à la Serbie tandis qu'Allemagne et Italie poussaient à la reconnaissance rapide de la Croatie et de la Slovaquie. Maastricht ne fait rien d'autre que de proposer en la matière une très lourde procédure de prise de décision en trois étapes.

Les deux premières doivent donner lieu à votes à l'unanimité, l'un pour déterminer les « grandes orientations », le second pour savoir si l'on prendra à l'unanimité ou à la majorité les mesures d'application aux « actions communes » éventuellement déduites des « orientations » préalablement fixées.

Le détail de ces procédures, la grande majorité des électeurs continueront sans doute à l'ignorer. Mais croit-on qu'ils ne sont pas à même de se faire une opinion — aussi valable que celle de l'« expert » le plus féru — sur l'utilité ou pas de lier la France par un traité qui ne la lie pas tout en la liant ? Le texte est assorti de trente-trois « déclarations ». L'une d'elles — un chef-d'œuvre — est ainsi rédigée : « La Conférence convient que, pour les décisions qui requièrent l'unanimité, les Etats

membres éviteront, autant que possible, d'empêcher qu'il y ait unanimité lorsqu'une majorité qualifiée est favorable à la décision. »

Seconde hypothèse : les signataires de Maastricht sont incompris parce que les différentes opinions publiques concernées, qu'ils sont censés représenter, ne se reconnaissent pas dans le projet de traité. Dans ce cas, ils sont incompris parce qu'on les a trop bien compris.

C'est vrai que les électeurs connaissent rarement tout ce que savent ou croient savoir les gouvernants. Il leur arrive d'ignorer notamment les raisonnements plus ou moins spécieux par lesquels hommes de pouvoir et haute administration, plus exposés que le commun des mortels aux angouements des modes intellectuelles, justifient leurs décisions. Un précédent heureux illustre ce point.

DANS un référendum qui eut lieu le 5 mai 1946, le peuple français repoussa le projet de Constitution que les députés avaient adopté le mois précédent à une confortable majorité. En guise de préambule, ce texte proposait une déclaration des droits de l'homme « modernisée » où la liberté d'expression était assortie d'inquiétantes restrictions (afin de pouvoir la refuser au « ennemi de la liberté », comme avait dit étonnamment André Malraux). Surtout, la propriété cessait d'être qualifiée de sacrée, comme elle l'est dans le texte « bourgeois » de 1789 : elle n'y était plus reconnue qu'en faveur des « biens garantis à chacun par la loi ». A l'époque, la propriété privée passait pour un obstacle au développement économique aux yeux de l'intelligentsia. A qui l'Histoire, comme on dit, a-t-elle donné raison ?

Le choix est moins dramatique aujourd'hui, mais il manque autant de clarté. Où est la logique d'un texte qui étend d'un côté la compétence de la Commission à pratiquement tous les domaines où un gouvernement national intervient et de l'autre érige le fameux principe de subsidiarité en rempart contre les empiètements de cette même Commission ? Un moment de grande émotion se produisit au colloque de Nanterre. Un universitaire danois venait de prendre la parole pour préciser la portée reconnue à l'article 20 de la Constitution de son pays : pas de nouveau référendum possible si le texte de Maastricht n'est pas changé. Mais changé sur quoi ? Sur les dispositions relatives à une future « politique de défense » et aux éventuelles « actions communes » ? Sans doute. Peut-être aussi sur tels aspects relativement mineurs de l'union monétaire. Puis l'intervenant se ravisa : « Pas exactement cela. Le peuple a eu le sentiment que Maastricht n'était pas un programme de démocratie, que, de ce point de vue, il y perdrait. Ce n'est pas seulement un problème danois. Bien sûr, c'est une situation tragique. » Qui ne sait qu'on n'a accès à Bruxelles qu'à travers des lobbies ?



NICOLAS GUILBERT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Porteurs de certificats pétroliers TOTAL, vous avez jusqu'au 27 juillet pour choisir l'action.

C'est pour vous l'occasion de vous associer plus activement à la réussite de TOTAL.

Être actionnaire de TOTAL, c'est être associé pleinement à la réussite d'un grand groupe industriel de classe mondiale. Être actionnaire de TOTAL, c'est détenir une action d'une société pétrolière qui s'est donné la performance comme objectif permanent.

Dans le cadre de la réduction de sa participation dans le capital de TOTAL, l'Etat a choisi de proposer une Offre Publique d'Échange des certificats pétroliers qu'il avait émis, pour des actions TOTAL. Le Conseil d'Administration de TOTAL a donné son accord de principe le 15 mai 1992 et son agrément le 15 juin 1992 à la cession des actions dans le cadre de l'opération d'échange.

En répondant positivement à cette offre, vous bénéficierez d'une parité d'échange qui représente une prime de 17,5 % sur la base des 20 dernières séances de Bourse précédant l'annonce de l'opération. Vous bénéficierez également de la liquidité accrue de l'action TOTAL cotée sur les plus grandes places boursières, Paris, Londres et New York.

JUSQU'AU 27 JUILLET 1992

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE DE QUATRE CERTIFICATS PÉTROLIERS TOTAL POUR TROIS ACTIONS TOTAL

Pour échanger vos certificats pétroliers, donnez vos instructions à votre banque ou à votre intermédiaire financier. Attention, les certificats pétroliers achetés le 27 juillet 1992 ne pourront pas être présentés à l'Offre Publique d'Échange. A l'issue de l'offre, l'initiateur évaluera l'opportunité de demander la réalisation des certificats pétroliers de la cote officielle. Une note d'opération (voir COB n° 92-232, le 23/06/1992) ainsi qu'un document de référence sont disponibles en appelant le N° Vert 05 20 30 30.



CONJONCTURE

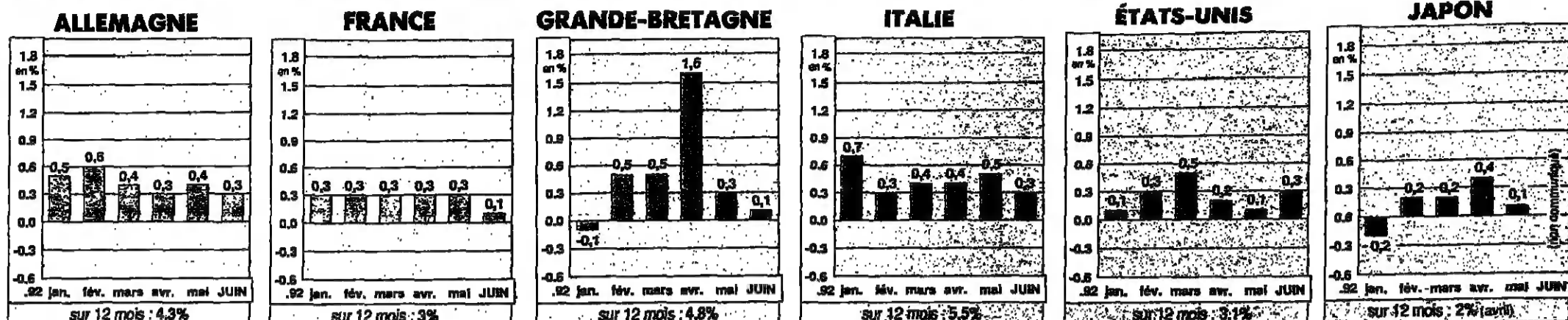
INDICATEUR • Les prix

Convergence accrue

de faibles perturbations sur les marchés des changes, l'uniformité des situations conjoncturelles peut entraîner un tel rapprochement. Partout, les coûts de production des entreprises s'allègent. Les dégrais-sages, parfois massifs, des effectifs industriels permettent progressivement à la plupart des pays de la CEE de renouer avec des gains de

productivité, tandis que les difficultés plus grandes à trouver un emploi réduisent les exigences de rémunération des salariés comme des demandeurs d'emploi. Les coûts unitaires de la main-d'œuvre ont ainsi tendance à progresser plus lentement, voire à baisser, comme c'est le cas aux États-Unis depuis le début de l'année. Des capacités de production restant disponibles dans les pays où la reprise se confirme, les entreprises peuvent contenir la hausse de leurs prix.

Dans ces conditions, les perspectives actuelles d'une reprise - passablement ralentie - de l'activité au cours des mois à venir permettraient de maintenir ces bons résultats en matière d'inflation jusqu'à la fin de l'année.



RÉGION • Amérique du Sud

Révolution libérale

LES 21 et 22 juillet, l'Espagne accueille la quatrième conférence parrainée par la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'*International Herald Tribune*. Le thème de cette année porte significativement sur la «révolution libérale» en Amérique du Sud.

Le libéralisme économique qui a plutôt bien accompagné jusqu'ici les différents processus de démocratisation politique, à l'exception du cas péruvien et avec des inquiétudes concernant le Venezuela (voir ci-contre), est fort légitimement à l'ordre du jour.

Sans lui, les étonnants progrès de la principale formule d'intégration économique en cours d'élaboration n'auraient pas été possibles : le Mercosur (qui regroupe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay) a vu son commerce interne augmenter de 40 % en 1991 alors que le marché commun ne sera achevé que le 31 décembre 1994, et la progression attendue pour 1992 est au moins 20 %.

En revanche, le marché commun andin qui devait unir la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Venezuela et le Pérou donne déjà des signes d'éclatement. Le Pérou s'en est écarté, la Bolivie et l'Équateur gardent une attitude attentiste, la Colombie et le Venezuela semblent préférer les perspectives de leur alliance avec le Mexique dans le cadre du «Groupe des 3». De fait, les différents membres du Pacte ne font pas plus de 4 % de leur commerce total avec leurs partenaires andins.

Le marché commun de l'Amérique centrale, de son côté, ne fonctionne qu'avec trois pays (Honduras, Guatemala, Salvador) qui tentent d'aller de l'avant sans associer leurs partenaires empêtrés à des degrés divers dans des difficultés économiques et politiques (Costa-Rica, Nicaragua et Panama).

Il est remarquable que les deux géants de la région, l'Argentine et le Brésil, aient cherché à se prémunir par avance contre les risques de ralentissement du scénario d'intégration pouvant résulter de la trop grande disparité qui existe entre eux, d'une part, et les «petits» partenaires qui les ont rejoints en mars 1991, Paraguay et Uruguay, d'autre part. Se considérant d'abord liés à deux par l'Acte de Buenos-Aires de juillet 1990, l'Argentine et le Brésil ont décidé de respecter les échéances qui leur arrivent.

D'ores et déjà, une centaine de sociétés en joint-venture, Brésil-Argentine, ont été créées et le commerce entre les deux pays a augmenté de 56 % en un an. Leurs économies sont largement complémentaires, notamment du point de vue agricole, mais les protagonistes ne se dissimulent pas les énormes obstacles qui leur faudra encore surmonter dans une période fort courte. Il importe en particulier d'achever la stabilisation économique. Cette

dernière est en bonne voie en Argentine, mais non au Brésil où le président Collor se heurte à des difficultés croissantes.

L'Argentine a presque vaincu l'inflation (+0,8 % en juin) et mesure notamment la réussite du plan auquel Domingo Cavallo, le ministre des finances, a donné son nom, au niveau croissant des réserves de change (8 milliards de dollars aujourd'hui contre 1,4 milliard fin 1989 et 6,6 milliards fin 1991).

La libéralisation a surtout pris la forme des privatisations systématiques, qui devraient encore rapporter 4 milliards de dollars à l'État en 1992, lui permettant de réduire ses déficits budgétaires. La restructuration de la dette bancaire (31 milliards de dollars sur un total de 61 milliards) est en bonne voie dans le cadre du Plan Brady.

Bien qu'il ait lui aussi conclu avec les banques un accord de réduction de sa dette le 9 juillet, le Brésil n'a pas encore réussi à entamer un tel processus : l'inflation reste supérieure à 22 % par mois (22,7 % en juin, soit près de 900 % en rythme annuel). Les Bourses de Rio et São Paulo sont secouées par les épisodes du scandale déclenché contre le président Collor par son propre frère, et les investisseurs étrangers préfèrent différer leurs décisions (les entrées de capitaux sont passées de 93 millions de dollars par jour en mai à seulement 60 millions en juin).

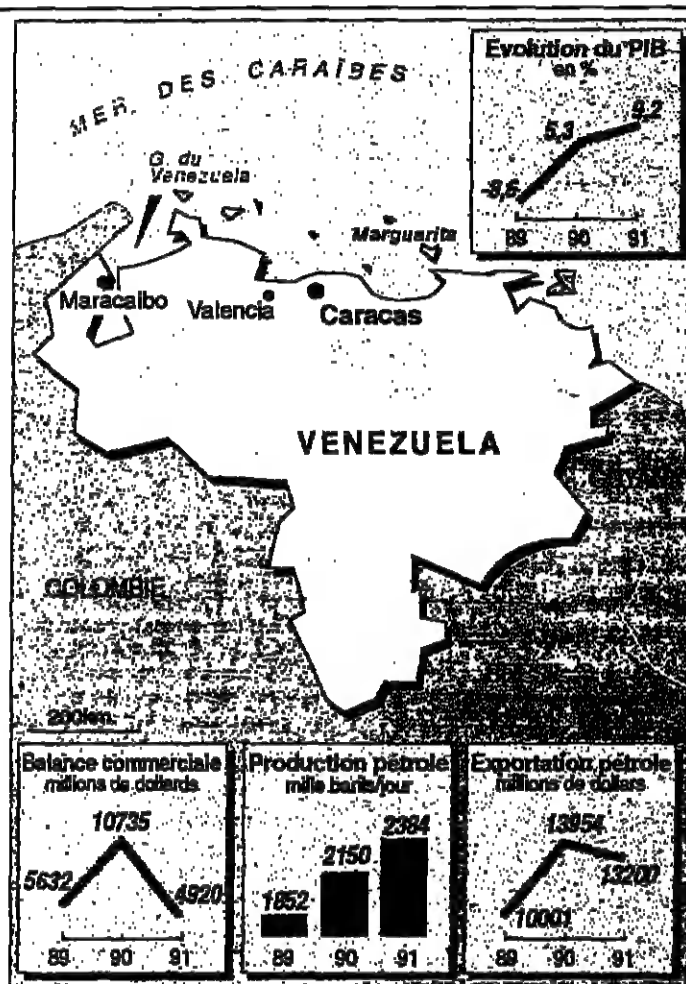
La réforme fiscale réclamée par le Fonds monétaire international (FMI) est en panne, ce qui risque d'inciter les institutions financières internationales à une prudence accrue vis-à-vis du Brésil. Le produit intérieur brut (PIB) de ce dernier a augmenté de 0,7 % pendant le premier trimestre 1992, mais cela ne préjuge rien de ce que sera la croissance pour l'ensemble de l'année : les variations trimestrielles de la production sont fortement erratiques dans ce pays qui attend toujours une éventuelle stabilisation économique.

Le retour aux grands équilibres est d'autant plus nécessaire que l'on imagine mal un marché commun achevé entre une Argentine dont le peso est désormais stable et un Brésil dont le cruzeiro qui s'échangeait à 1 100 pour 1 dollar fin 1991, en est à 3 760 six mois plus tard.

La «révolution libérale» engagée depuis une dizaine d'années par la plupart des pays d'Amérique latine a généralement été bénéfique, particulièrement au Chili, parti il est vrai plus tôt que les autres.

Mais l'exemple brésilien démontre qu'elle ne saurait être considérée comme la solution miracle aux problèmes qui assaillent la région.

Jean-Luc Chalumeau
économiste de
la Banque Sudaméri-



PAYS • Le Venezuela

Horizons incertains

Depuis le putsch militaire manqué du 4 février 1992, le Venezuela vit dans un climat d'incertitude politique qui n'est pas sans répercussions sur l'économie. Les Vénézuéliens semblent croire qu'une nouvelle tentative de coup d'État est probable et la popularité du lieutenant-colonel Hugo Chavez Frías (principal auteur de la tentative de «golpe», actuellement incarcéré) est de plus en plus grande.

C'est en particulier à son action qu'est imputée la décision du président Carlos Andres Perez - contesté jusqu'à dans les rangs de son propre parti - de différer les augmentations des tarifs du téléphone, de l'électricité, de l'essence et des prix des denrées alimentaires de base.

De fait, le gouvernement est paralysé et ne peut prendre le risque de décisions impopulaires, pourtant nécessaires. Il lui est notamment impossible de réformer le système fiscal, qui dans son état actuel interdit de pratiquer une politique des revenus, alors que les écarts de niveau de vie s'accroissent dangereusement, et condamne toujours l'État à financer son budget presque exclusivement par les ventes de pétrole.

Or ces dernières ont baissé en 1991 et au début de 1992 malgré le haut niveau de la production (supérieur à 2,3 millions de barils/jour) en raison de la mauvaise tenue des cours. Jusqu'à la mi-mai 1992, le Venezuela n'a en effet écoulé son pétrole qu'à un prix moyen de 13,70 dollars le baril,

alors que l'équilibre budgétaire ne peut être atteint qu'à partir de 19 dollars. Depuis la fin du mois de mai, les prix sont remontés à 16,30 dollars, ce qui n'est toujours pas suffisant pour résoudre le problème des finances publiques et ne permet pas d'obtenir - si ce niveau se maintient - que 10 milliards de dollars d'exportations pétrolières, soit 24 % de moins qu'en 1991.

Pour la première fois depuis la nationalisation de 1976, le gouvernement a cédé à des entreprises privées l'exploitation de gisements d'hydrocarbures restés inactifs. Les compagnies concernées (Royal Dutch Shell, Teikoku Oil, Benton Oil & Gas, ainsi qu'une société vénézuélienne) se sont engagées à investir un demi-milliard de dollars d'ici à 1996. Cette politique d'ouverture, également manifestée par la levée de certaines restrictions à l'implantation des banques étrangères, ne saurait évidemment entraîner d'effets favorables qu'à terme.

En attendant, la croissance ralentit (elle avait atteint 9,2 % en 1991), l'inflation se maintient à un rythme annuel supérieur à 30 % et l'évolution du taux de change se traduit par une baisse du pouvoir d'achat des Vénézuéliens, traditionnellement gros importateurs : en l'espace de quelques mois, les horizons sont devenus très incertains pour ce pays riche (son PIB par habitant est le premier d'Amérique latine avec plus de 3 000 dollars).

J.-L. C.

SECTEUR • Le machinisme agricole

Psychose dépressive

APRÈS deux années d'embellie en 1988 et 1989, et une pause en 1990, l'industrie française du machinisme agricole a vu ses ventes s'effondrer en 1991. En effet, son chiffre d'affaires (13,4 milliards de francs cette année-là), a reculé de 14 % en francs courants par rapport à 1990 et de 17 % en francs constants. Ce repli a concerné la plupart des produits, mais les ventes de tracteurs ont été plus touchées (- 19 %) que celles des autres catégories de machines (- 11 %).

Le secteur a subi directement les conséquences de la crise agricole. En effet, les agriculteurs, qui ont souffert à la fois de sécheresses successives et de baisses des prix, ont vu leur revenu net moyen chuter de 10 %. A cela s'ajoutent les incertitudes sur l'avenir : les paysans sont frappés par ce que le Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (Sygma) appelle la «psychose de la PAC» (politique agricole commune).

Selon certains agriculteurs, cet attentisme pourrait se prolonger jusqu'à 1997 (mise en place de la réforme). Les affrontements entre les États-Unis et l'Europe sur les subventions à l'agriculture, dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) ne sont pas pour apaiser ces inquiétudes.

Déjà en 1991, les exploitants avaient ralenti leurs investissements en matériel agricole de 17,3 % en termes réels. Pour l'année 1992, on s'attend à une nouvelle baisse des achats : les inquiétudes actuelles n'incitent pas les paysans à réinvestir. Et pour l'avenir, la disparition probable de 3,5 % à 4 % des exploitations chaque année vient assombrir encore les perspectives.

Dans l'immédiat, les industriels français du machinisme agricole peuvent trouver une maigre consolation dans la légère amélioration des résultats du commerce extérieur. Le taux de couverture des importations par les exportations dépasse 80 % : le recul du

marché français a plus affecté les produits importés (les ventes, d'un montant de 9,4 milliards de francs en 1991, ont reculé de 15 % par rapport à 1990) que les matériels français. Néanmoins, les exportations aussi ont baissé, de 14 %, tombant à 5,4 milliards de francs.

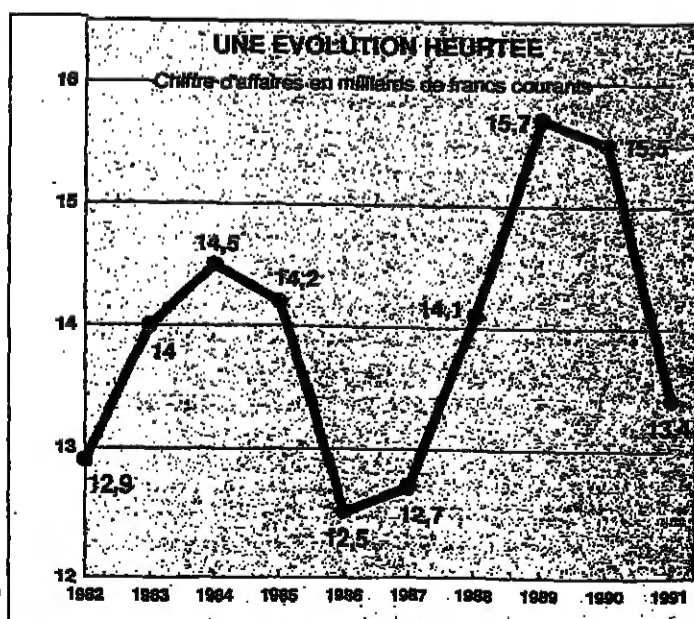
Soixante-dix pour cent de ces ventes se font en Europe, sur des marchés fortement déprimés, qui ont réduit leurs achats, à l'exception de l'Allemagne. Ce pays, premier constructeur européen de machines agricoles, doit répondre à une demande importante d'équipement des exploitations des nouveaux Länder orientaux. Aussi malgré un recul global du marché de 8 %, ce pays a-t-il diminué de 13 % ses exportations vers la France et augmenté ses achats de 24,6 %.

Le recul a été de 8,5 % en Italie, de 22 % en Espagne et de 26 % en Grande-Bretagne. Le marché américain, affecté par la sécheresse et la baisse des prix agricoles, a de même chuté de 10 %.

Tous les géants du machinisme agricole, touchés par cette récession, ont enregistré une régression de leur chiffre d'affaires en 1991. En France, elle a été de 11 % pour le leader national Renault Agricuture, de 12 % pour la filiale française du numéro mondial John Deere, de 17 % pour NH-Coetech (Fiat) et de 26 % pour Massey-Ferguson France.

Si certains, comme Renault Agricuture ou John Deere France, ont tiré leur épingle du jeu avec des résultats nets bénéficiaires en 1991 (respectivement de 45 millions de francs avant impôt et 42 millions après impôt), le géant américain Case vacille. Avec plus de 1 milliard de francs de pertes au niveau mondial, Case enchaîne fermetures de sites et licenciements (pour la France seule, 970 personnes en 1991). Tous, en revanche, s'attendent à une nouvelle baisse en 1992.

Anne-Laurence Fitère



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.

Fair-play
aéronautique

La Slo

S

Non

Le retra

U

F

F

F

F

F

F

F

F

F

F

F

F

F

F

F

F

F

F

F

F

F